

DÉPARTEMENT DES LETTRES ET COMMUNICATIONS

Faculté des lettres et sciences humaines

Université de Sherbrooke

**LES INTERVENTIONS DU GOUVERNEMENT QUÉBÉCOIS DANS LE
DOMAINE DE L'ÉDITION (1978-2004)**

Par Maude Laplante-Dubé

Bachelière ès Arts (Études littéraires et culturelles)

Mémoire présenté en vue de l'obtention de la
MAÎTRISE ÈS ARTS (Études françaises, Cheminement
en littérature et histoire du livre et de l'édition)

Sherbrooke

décembre 2009

I - 2394



Library and Archives
Canada

Published Heritage
Branch

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Bibliothèque et
Archives Canada

Direction du
Patrimoine de l'édition

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file *Votre référence*
ISBN: 978-0-494-63008-2
Our file *Notre référence*
ISBN: 978-0-494-63008-2

NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.

■ ♦ ■
Canada

Résumé

Dans le contexte québécois, la viabilité du secteur du livre nécessite un soutien gouvernemental. L'aide organisée et planifiée du gouvernement provincial au domaine du livre remonte à 1961, année de création du ministère des Affaires culturelles. Depuis, le gouvernement a mis en place, parfois à la demande du milieu, de nombreuses mesures de soutien destinées aux éditeurs, aux libraires, aux bibliothèques publiques, ou encore, directement aux citoyens.

Vaste, le sujet demeure peu exploré par la recherche, surtout lorsqu'il s'agit de la période contemporaine. S'appuyant sur une démarche historique, cette étude s'intéresse aux interventions du gouvernement québécois dans le domaine de l'édition de 1978 à 2004. Elle se penche plus particulièrement sur les moyens mis en œuvre et sur ce qu'ils révèlent quant à l'approche gouvernementale. Elle propose, dans un premier temps, un survol des politiques du livre de 1961 à 2004. Dans un deuxième temps, elle présente et analyse les principales interventions destinées au secteur de l'édition dans une perspective diachronique : la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, les programmes de subvention, le financement et le Crédit d'impôt remboursable pour l'édition de livres.

Édition – Politique gouvernementale – Québec (Province)

Histoire – Édition – Québec (Province)

Édition – Québec (Province)

Politique culturelle – Québec (Province)

COMPOSITION DU JURY

Les interventions du gouvernement québécois dans le domaine de l'édition (1978-2004)

Maude Laplante-Dubé
Université de Sherbrooke

Ce mémoire est présenté pour évaluation au jury composé des personnes suivantes :

Josée Vincent, directrice de recherche
(Département des lettres et communications, Faculté des lettres et sciences humaines)

Marie-Pier Luneau, membre du jury
(Département des lettres et communications, Faculté des lettres et sciences humaines,
Université de Sherbrooke)

Jacques Michon, membre du jury
(Département des lettres et communications, Faculté des lettres et sciences humaines,
Université de Sherbrooke)

Remerciements

Pour son soutien indéfectible, ses précieux et judicieux conseils, sa patience, son écoute et ses commentaires toujours éclairants, je tiens d'abord à remercier madame Josée Vincent, ma directrice. Je lui suis très reconnaissante de m'avoir introduite à l'histoire du livre et d'avoir guidé mes premiers pas dans la recherche universitaire. Merci de m'avoir accompagnée jusqu'au bout dans ce processus de longue haleine.

Je voudrais également remercier madame Marie-Pier Luneau et monsieur Jacques Michon qui m'ont encouragée à poursuivre ce projet et qui ont généreusement accepté de partager avec moi des réflexions très enrichissantes.

Je souhaite aussi remercier la Chaire de recherche du Canada en histoire du livre et de l'édition, le Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec et le Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture. Je désire également souligner l'aide reçue de toutes les personnes qui ont gentiment accepté de répondre à mes questions à la SODEC et au MCCQ.

Un merci à tous mes amis et collègues qui ont partagé avec moi les années de recherche et de rédaction. Merci pour votre présence, votre générosité et votre amitié.

Je salue et remercie très chaleureusement Émilie et Chantal, vos encouragements ont été des plus précieux pour moi.

J'aimerais également remercier ma famille, Roseline, Denis, Andrée, Jean-François, Daniel, Johanne, Marie-Soleil et Maxime. C'est beaucoup grâce à vous que j'y suis arrivée. Merci.

Pour finir, je ne t'oublie pas et je te remercie du fond du cœur, Simon. Merci pour toi!

Sommaire

REMERCIEMENTS	3
RÉSUMÉ	4
SOMMAIRE	5
INTRODUCTION	6
CHAPITRE PREMIER : ENTRE L'IDENTITÉ ET L'ÉCONOMIE : LA POLITIQUE DU LIVRE DE 1960 À 2004	22
CHAPITRE 2 : LA LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES DANS LE DOMAINE DU LIVRE : LES ÉDITEURS «MAÎTRES CHEZ EUX»...?	49
CHAPITRE 3 : DU MÉCÉNAT TRADITIONNEL AU SOUTIEN INDUSTRIEL : LES PROGRAMMES DE SUBVENTION	82
CHAPITRE 4 : LES NOUVELLES FORMES DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE DE L'ÉDITION : LA NAISSANCE DE L'ÉTAT-FACILITATEUR	130
CONCLUSION.....	169
ANNEXES	185
BIBLIOGRAPHIE.....	233
TABLE DES GRAPHIQUES, FIGURES, TABLEAUX	255
TABLE DES ANNEXES	257
TABLE DES MATIÈRES	258

Introduction

[...] [D]ans le contexte précis du Québec, [...] l'aide publique est essentielle à la survie de tous les acteurs, des auteurs jusqu'aux libraires. [...] Cependant, tout comme la structure industrielle (et pour les mêmes raisons), cette aide doit évoluer, se moderniser et se raffiner. C'est ce qu'elle fait d'ailleurs depuis 40 ans¹.

En parcourant les pages liminaires d'un ouvrage publié au Québec, il y a de fortes chances que vous ayez déjà remarqué la présence de logos gouvernementaux ou de remerciements s'adressant à la SODEC ou à Patrimoine Canadien pour leur soutien financier. Peut-être même vous êtes-vous déjà interrogé sur le support financier qu'offrent les gouvernements provincial et fédéral aux éditeurs pour la publication d'ouvrages. En fait, au Québec, le secteur du livre a pu se développer en grande partie grâce à l'aide de l'État, le marché étant trop étroit pour en assurer à lui seul la survie. La création du ministère des Affaires culturelles, en 1961, a permis d'organiser et de normaliser l'action gouvernementale jusque-là assez timide. L'intervention du gouvernement québécois s'est alors consolidée dans tous les secteurs culturels. Pas étonnant que l'on trouve aujourd'hui de telles marques de reconnaissance sous la couverture des livres. Mais il a fallu plusieurs années et le travail acharné d'associations de professionnels du livre pour que le secteur de l'édition obtienne un appui à la hauteur de ses attentes. Avant la fin des années 1970, «[...] le développement culturel [ne fait pas] partie des priorités de l'État au même titre que le développement économique.²»

Dès 1962, la Loi de l'assurance-édition inaugure l'aide organisée et planifiée du gouvernement québécois destinée aux éditeurs. Même si d'autres mesures voient le jour par la suite, ce n'est qu'à la fin de la décennie 1970 que le gouvernement québécois accroît considérablement son soutien aux éditeurs. Le changement se produit au moment

¹ M. MÉNARD. *Les chiffres des mots. Portrait économique du livre au Québec*, Coll. «Culture et économie», Montréal, SODEC, 2001, p. 41.

² I. CAU. *L'édition au Québec de 1960 à 1977*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1981, p. 74.

où le concept d'industrie culturelle s'enracine tant dans le discours des élus que chez la nouvelle génération d'éditeurs. La Politique québécoise du développement culturel, publiée en 1978, met de l'avant la notion et clame haut et fort que la culture est un enjeu politique, au même titre que l'économie et les affaires sociales. Ces transformations ont grandement influencé la façon dont le gouvernement intervient, de nos jours, dans tous les domaines culturels. Mais, qu'en est-il exactement pour le secteur de l'édition? L'introduction de la notion d'industrie culturelle dans les politiques a-t-elle eu une influence sur les interventions dans ce domaine? Comment celles-ci ont-elles évolué par la suite? Quelles pratiques, quels secteurs éditoriaux ont été favorisés par l'action des pouvoirs public? Peut-on dégager une tendance? Pour répondre à ces questions, nous proposons un inventaire et une analyse détaillée des interventions gouvernementales dans le domaine de l'édition pour la période de 1978 à 2004. Avant de présenter cette analyse, voyons comment d'autres chercheurs, avant nous, se sont intéressés à la question des politiques culturelles et des politiques du livre.

État de la question

Dans un article proposant un bilan de la recherche sur les politiques culturelles, Diane Saint-Pierre note que «[m]algré le nombre impressionnant de politiques culturelles adoptées depuis le début du siècle par les gouvernements du Québec et du Canada, l'intérêt pour ce champ d'études est relativement récent au pays.³» Depuis les années 1980, la recherche se développe tout en adoptant diverses approches et en exploitant des thèmes variés. Ainsi, tant les sociologues que les historiens et les économistes se penchent aujourd'hui sur la question, sans oublier le gouvernement lui-même qui, depuis une vingtaine d'années, produit maints études et rapports aux fins d'évaluation.

Plusieurs travaux prennent en considération l'ensemble des interventions de l'État dans le secteur culturel. Reprenant une méthodologie propre aux sciences politiques, Diane

³ D. SAINT-PIERRE. «Les politiques et les institutions culturelles en matière d'arts, de lettres et de communications», *Traité de la culture*, sous la direction de Denis Lemieux, Sainte-Foy, IQRC/Les Presses de l'Université Laval, 2002, p. 985.

Saint-Pierre⁴ s'est intéressée à la révision des modes d'intervention de l'État québécois dans le domaine culturel en étudiant la Politique culturelle du Québec. Dans «Rattrapage et virages : dynamismes culturels et interventions étatiques dans le champ de production des biens culturels⁵», Guy Bellavance et Marcel Fournier présentent un portrait historique de 1960 à 1992. Les auteurs de *Déchiffrez la culture au Québec. 20 ans de pratiques culturelles*⁶ adoptent la même perspective dans le chapitre qu'ils consacrent à l'action culturelle publique en prolongeant l'analyse jusqu'aux années 2000. Les politiques culturelles, comme sujet d'étude, suscitent aussi l'intérêt des économistes. Dans le collectif *Les politiques culturelles à l'épreuve : la culture entre l'État et le marché*⁷, ils adoptent le point de vue du marché pour analyser la gestion publique de la culture.

D'autres chercheurs proposent, quant à eux, des typologies. Rosaire Garon dans « Les politiques culturelles ou la gestion institutionnalisée du mécénat public⁸ » reprend celle de Harry Hillman-Chartrand. Après avoir retracé l'évolution des relations entre les États et la culture à travers l'histoire mondiale, Gagnon se réfère aux travaux de Hillman-Chartrand qui y catégorise le mécénat public en tenant compte du rôle joué par l'État : État-facilitateur, État-mécène, État-architecte et État-ingénieur. Dans un article paru dans *Recherches sociographiques*, Gabriel Dussault suggère, pour sa part, une classification portant sur les objets et les formes d'interventions. Sa typologie tient compte des différents secteurs de la culture, des fonctions visées à l'intérieur de ceux-ci (création, expression, production, diffusion, réception, conservation, animation et formation) ainsi que des niveaux de contrôle de l'État (législatif, exécutif, judiciaire)⁹.

⁴ D. SAINT-PIERRE. *La Politique culturelle du Québec de 1992 : continuité ou changement? Les acteurs, les coalitions et les enjeux*, [s.l.], Les Presses de l'Université Laval, 2003, 322 p.

⁵ G. BELLAVANCE et M. FOURNIER. «Rattrapage et virages : dynamismes culturels et interventions étatiques dans le champ de production des biens culturels», *Le Québec en jeu : comprendre les grands défis*, sous la direction de Richard Daigle, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, p. 511-548.

⁶ R. GARON. *Déchiffrez la culture au Québec : 20 ans de pratiques culturelles*, Sainte-Foy, Les Publications du Québec, 2004, 355 p.

⁷ F. SAUVAGEAU. *Les politiques culturelles à l'épreuve : la culture entre l'État et le marché*, Sainte-Foy, Institut québécois de la recherche sur la culture, 1996, 202 p.

⁸ R. GARON. «Les politiques culturelles ou la gestion institutionnalisée du mécénat public», *Loisir et société/Society and Leisure*, vol. 12, n° 1, printemps 1989, p. 72.

⁹ G. DUSSAULT. «Vers une typologie des objets et des formes de l'intervention culturelle étatique», *Recherches sociographiques*, vol. XXIII, n° 3 septembre-décembre 1982, p. 347-355.

Certains travaux cherchent à comprendre les fondements idéologiques à la source de l'action étatique dans les milieux culturels, tels les textes de Gabriel Dussault¹⁰ et Marie-Charlotte De Koninck¹¹ parus dans *L'État et la culture*, collectif publié par l'IQRC. Dans le même ouvrage, on retrouve un article de Laurent Mailhot et Benoit Melançon¹² qui reprend une approche similaire, mais en se concentrant sur le domaine de la littérature. Dans *Développement culturel et mondialisation de l'économie. Un enjeu démocratique*¹³, les auteurs réfléchissent sur le rôle de l'État quant au développement culturel. Selon eux, le développement doit s'appuyer sur des bases démocratiques et non économiques, comme c'est le cas actuellement. Plus récemment, les participants au colloque *Démocratisation de la culture ou démocratie culturelle*¹⁴ reprenaient la question en s'interrogeant sur les tensions que ces logiques d'intervention créent dans l'action gouvernementale. Ainsi, Léon Bernier¹⁵ évalue les résultats de la politique de démocratisation de la culture en vérifiant ses effets sur les pratiques culturelles et sur l'action des acteurs culturels.

En ce qui concerne les politiques rattachées spécifiquement au secteur du livre, peu d'études ont été produites à ce jour. Dans *Le poids des politiques. Livre, lecture et littérature*¹⁶, Maurice Lemire s'est penché sur les effets des politiques dans le domaine littéraire. La présentation qu'il signe¹⁷ montre comment les actions de l'État peuvent entraîner des effets pervers en créant un décalage entre l'offre et la demande. Lemire

¹⁰ G. DUSSAULT. «L'intervention culturelle de l'État. Ses justifications idéologiques», *L'État et la culture*, Coll. «Questions de culture», Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, p. 19-39.

¹¹ M.-C. DE KONINCK. «Quand la culture se fait stratégie», *L'État et la culture*, Coll. «Questions de culture», Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, p. 41-53.

¹² L. MAILHOT et B. MELANÇON. «Littérature, nation, État. Les enjeux idéologiques de l'Image et du Pouvoir», *L'État et la culture*, Coll. «Questions de culture», Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, p. 55-73.

¹³ M. RABOY, et autres. *Développement culturel et mondialisation de l'économie. Un enjeu démocratique*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, 144 p.

¹⁴ G. BELLAVANCE et autres. *Démocratisation ou démocratie culturelle*, Sainte-Foy, Éditions de l'IQRC, 2000, 242 p.

¹⁵ L. BERNIER. «Les effets structurants des interventions publiques en matière d'art et de culture», *Démocratisation ou démocratie culturelle*, Sainte-Foy, Éditions de l'IQRC, 2000, p. 83-94.

¹⁶ M. LEMIRE, dir. *Le poids des politiques. Livre, lecture et littérature*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, 191 p.

¹⁷ M. LEMIRE. «Présentation. L'intervention de l'État dans les domaines culturels», *Le poids des politiques. Livre, lecture et littérature*, sous la direction de Maurice Lemire, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, p. 9-20.

suggère que les politiques stimulent l'effet de rareté : rendue moins accessible au public, la production demeure assujettie à l'aide gouvernementale puisqu'elle ne trouve pas de marché. Dans le même ouvrage, Gilbert Gagnon s'intéresse aux politiques de la lecture et au soutien gouvernemental destiné aux bibliothèques publiques. Son étude montre comment le gouvernement québécois a mis en place un réseau de bibliothèques publiques dans les années 1960¹⁸. L'auteur conclut qu'en dépit des progrès réalisés dans son développement entre 1960 et 1985, le réseau demeure incomplet. Gilles Pellerin examine, quant à lui, les premières répercussions de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre sur les librairies en s'appuyant, entre autres, sur une étude de Gaétan Hardy publiée par le ministère des Affaires culturelles¹⁹.

Quelques chercheurs abordent plus spécifiquement l'intervention de l'État dans le domaine de l'édition. Dans *L'édition au Québec de 1960 à 1977*²⁰, Ignace Cau consacre plusieurs chapitres à l'analyse du champ éditorial «[...] dans ses relations avec les divers paliers de la structure sociale [...]»²¹. Il aborde ainsi la question de l'édition de 1960 à 1977, en faisant ressortir les conditionnements politiques qui ont marqué «[...] le phénomène littéraire en tant qu'appareil [...]»²². Dans *Les Éditions Leméac (1957-1988). Une illustration du rapport entre l'État et l'édition*²³, Sylvie Faure s'intéresse à un aspect particulier des politiques du livre, soit les programmes de subvention à l'édition. Elle fait remarquer que

[d]epuis les années soixante, la structuration des politiques culturelles et des programmes d'aide à l'édition a donné lieu à un accroissement vérifiable de la production annuelle de livres, mais elle a aussi engendré des modifications importantes de l'activité éditoriale²⁴.

¹⁸ G. GAGNON. «La politique des bibliothèques publiques et de la lecture au Québec (1960-1985)», *Le poids des politiques. Livre, lecture et littérature*, sous la direction de Maurice Lemire, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, p. 23-41.

¹⁹ G. PELLERIN. «L'incidence de la Loi de l'agrément sur les librairies québécoises», *Le poids des politiques. Livre, lecture et littérature*, sous la direction de Maurice Lemire, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, 191 p.

²⁰ I. CAU. *L'édition au Québec* [...], 176 p.

²¹ I. CAU. *L'édition au Québec* [...], p. 4.

²² I. CAU. *L'édition au Québec* [...], p. 9.

²³ S. FAURE. *Les Éditions Leméac (1957-1988). Une illustration du rapport entre l'État et l'édition*, Thèse (Ph. D), tome 1, 1992, Université de Sherbrooke, 2 tomes.

²⁴ S. FAURE. *Les Éditions Leméac (1957-1988)* [...], tome 1, [...], f. 10.

Afin d'évaluer lesdites modifications, Faure étudie le rapport entre un éditeur particulier, Leméac, et les gouvernements provincial et fédéral. Elle tente ainsi de comprendre comment les subventions reçues par l'éditeur ont pu influencer sa production. L'analyse des actions de l'État qu'offrent les deux chercheurs permet de retracer les grandes étapes des politiques du livre entre 1960 et 1988. Mais, comme le fait remarquer Josée Vincent, leur étude évacue la dynamique à double sens des relations entre l'État et le milieu éditorial²⁵ dans la mesure où elles ne prennent pas en considération l'influence des associations professionnelles d'éditeurs et de leurs revendications dans l'élaboration des politiques du livre.

Dans «Le Conseil supérieur du livre, du rapport Bouchard à la loi 51 : pour une politique du livre au Québec²⁶», Josée Vincent s'intéresse aux politiques du livre sous l'angle des associations. Elle montre comment le Conseil supérieur du livre (CSL) réussit à influencer, voire à provoquer, l'intervention gouvernementale dans le milieu du livre de 1960 à 1980. Son analyse s'arrête au moment où le gouvernement «[...] prend conscience de l'importance de la culture dans la société²⁷». Ainsi, note-t-elle, la dissolution du CSL en 1979 est symptomatique d'un changement de mentalité, au moment où le concept d'industrie culturelle remplace la notion de culture dans le discours des professionnels. De nouveaux éditeurs entrent alors en scène véhiculant une conception marchande de l'édition qui les démarque de l'ancienne garde pour laquelle la dimension culturelle de l'édition prédomine. La Politique québécoise du développement culturel²⁸ publiée en 1978, s'inscrit d'ailleurs dans ce mouvement.

²⁵ J. VINCENT. *Le Conseil supérieur du livre, du Rapport Bouchard à la loi 51 : pour une politique du livre au Québec (1960-1979)*, Sherbrooke, mai 1994, [Document non publié], f. 4.

²⁶ J. VINCENT. «Le Conseil supérieur du livre, du rapport Bouchard à la Loi 51 : pour une politique du livre au Québec (1960-1979)», *Présence francophone*, n° 45, 1994, p. 173-191.

²⁷ J. VINCENT. «Le Conseil supérieur du livre [...]», *Présence francophone*, p. 188.

²⁸ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTRE D'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT CULTUREL. *La politique québécoise du développement culturel*, Québec, Éditeur officiel, 1978, 2 volumes.

Dans un tout autre registre, Denis Vaugeois consacre un long chapitre de son ouvrage *L'amour du livre. L'édition au Québec, ses petits secrets et ses mystères*²⁹ aux circonstances entourant la mise en place des mesures destinées à l'industrie du livre que suggérait la Politique québécoise du développement culturel. L'ex-ministre des Affaires culturelles y explique comment il a élaboré la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre et le Plan quinquennal de développement des bibliothèques publiques. Pour Vaugeois, elles «[...] [ont changé] le visage du Québec³⁰». Qu'en est-il vraiment? C'est ce que nous allons vérifier en poursuivant les réflexions entreprises par Ignace Cau, Sylvie Faure et Josée Vincent et en nous intéressant particulièrement aux mesures destinées à l'édition après 1978.

Le gouvernement et l'édition au Québec

À la base de notre démarche se trouve un questionnement soulevé par Robert Estivals : «[l]'écrit et la communication écrite constituent un ensemble de phénomènes sociaux. Le pouvoir politique vise à organiser la société. Quel est donc le rôle des systèmes politiques dans l'activité de la communication écrite?³¹» À l'instar d'Estivals, nous voulons comprendre comment, pour quels motifs, en fonction de quelle logique et de quelle conception de la culture est intervenu le gouvernement dans le domaine de l'édition au Québec entre 1978 et 2004. Nous ne prétendons toutefois pas établir un modèle bibliologique dans lequel les «[...] questions à éclaircir concernent [...] à la fois le pouvoir politique et son action, les sous-systèmes de la communication écrite et leur réaction, mais aussi les données sociologiques qui peuvent en partie expliquer les positions du pouvoir.³²» En fait, nous concentrerons notre analyse sur les questions touchant le pouvoir politique et son action sur l'édition en tant qu'élément du circuit du livre défini par Robert Darnton³³. Notre travail relève de l'histoire du livre telle que

²⁹ D. VAUGEOIS. *L'amour du livre. L'édition au Québec, ses petits secrets et ses mystères*, Sillery, Septentrion, 2005, 218 p.

³⁰ D. VAUGEOIS. *L'amour du livre*. [...], p. 25.

³¹ R. ESTIVALS. «Pour une problématique générale de la bibliologie politique : modèles anciens et perspectives pour l'an 2000», *Édition et pouvoirs*, sous la direction de Jacques Michon, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995, p. 3.

³² R. ESTIVALS. «Pour une problématique générale de la bibliologie politique [...]», p. 8.

³³ R. DARNTON. «Qu'est-ce que l'Histoire du livre?», *Gens de lettres. Gens du livre*, Coll. «Points», Traduction de M. Revellat, Paris, Éditions Odile Jacob, 1992, p. 189-217.

décrite par ce dernier lorsqu'il écrit : «L'histoire du livre concerne chaque phase de ce processus et l'ensemble du processus au cours de ses variations dans l'espace et le temps et dans toutes ses relations avec les autres systèmes, économique et social, politique et culturel, du monde environnant.³⁴» Comme celui-ci le souligne, l'étude de l'ensemble du processus constituerait un trop vaste projet pour une seule personne, mais l'étude de «[...] chaque partie ne prend sa pleine signification que si elle est reliée au tout.³⁵» Pour notre part, nous nous concentrerons sur la relation du système politique avec l'édition.

Posons d'emblée une distinction importante concernant les termes «État» et «gouvernement». Dans l'entrée «politique», le Grand dictionnaire terminologique de l'Office québécois de la langue française définit le premier comme suit : «Autorité politique souveraine d'un groupe humain établi de manière fixe sur un territoire délimité par des frontières, dont l'existence dépend juridiquement d'elle-même et qui relève directement du droit international public.³⁶» Au sujet du second, il propose la définition suivante : «Autorité politique qui gouverne un État.³⁷» Compris ainsi, l'État est un cadre, une structure, la façon dont s'organise une nation, alors que «gouvernement» renvoie plutôt aux acteurs, aux élus, bref à ceux qui gouvernent, qui prennent les décisions. On peut y associer une administration particulière, un parti politique tel le gouvernement Lévesque ou Charest, chacun ayant une vision différente de l'État. Notre étude s'intéressant au pouvoir politique et à ses actions, bref à la gouvernance, nous utiliserons donc le terme «gouvernement» plutôt qu'«État» en parlant des interventions.

Au Québec, les interventions des gouvernements dans le domaine culturel soulèvent des enjeux fondamentaux où s'entremêlent des questions liées à la langue, la culture, la nation et au pouvoir. Comme l'affirme Michel Audet, «[...] la production culturelle

³⁴ R. DARNTON. «Qu'est-ce que l'Histoire du livre?», [...], p. 193.

³⁵ R. DARNTON. «Qu'est-ce que l'Histoire du livre?», [...], p. 193.

³⁶ QUÉBEC (PROVINCE), OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE. «État n.m.», *Le grand dictionnaire terminologique*, [En ligne], http://www.granddictionnaire.com/BTML/FRA/r_Motclef/index800_1.asp, (Page consultée le 1 mai 2009).

³⁷ QUÉBEC (PROVINCE), OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE. «gouvernement n.m.», *Le grand dictionnaire terminologique*, [En ligne], http://www.granddictionnaire.com/BTML/FRA/r_Motclef/index800_1.asp, (Page consultée le 1 mai 2009).

permet à des groupes sociaux de se constituer en nation. Une nation ne peut être telle, que par la praxis culturelle de groupes sociaux puisqu'elle est elle-même un construit idéologique, une production symbolique³⁸». Un gouvernement revendiquant une identité nationale distincte pour l'État qu'il dirige a donc tout intérêt à encourager et à supporter la «praxis culturelle» de ses citoyens. De ce point de vue, on comprend mieux le choix gouvernemental de soutenir les éditeurs, d'autant plus que son intervention s'avérait nécessaire pour pallier l'étroitesse du marché. En supposant que les actions gouvernementales ne sont jamais neutres, l'analyse des interventions que nous proposons revêt un intérêt certain puisque nous étudions une période riche en rebondissements politiques, sociaux et économiques. S'ouvrant sur le premier mandat d'un parti souverainiste, elle est marquée par la montée de l'idéologie néolibérale, la mondialisation de l'économie, deux crises économiques et l'essor des technologies de communication. Notre étude permettra de vérifier si ces événements ont influencé l'approche gouvernementale et, le cas échéant, comment cela s'est traduit dans les interventions.

Le livre, véhicule culturel s'il en est, peut être soutenu tant au niveau de la production, de la diffusion et de la promotion que de la consommation. En étudiant les diverses formes d'interventions gouvernementales (législation, subvention et financement), nous tenterons de cerner la ligne de conduite qui guide les choix gouvernementaux dans l'élaboration de la politique du livre. Que privilégie-t-on, la production ou la commercialisation? Les critères d'attribution des subventions ou du financement sont-ils de nature culturelle ou économique? Avantagent-ils des pratiques ou des secteurs éditoriaux? Qu'en est-il des budgets des programmes? Nous renseignent-ils sur les choix gouvernementaux? Que privilégie-t-on, la réglementation, les subventions ou, encore, de nouvelles formes d'intervention? En répondant à ces questions, nous espérons dégager des tendances qui alimenteront notre réflexion et qui, nous le souhaitons, apporteront un nouvel éclairage sur l'histoire et le fonctionnement du circuit du livre au Québec de 1978 à 2004. Comme le soulignent Guy Bellavance et Marcel Fournier :

³⁸ M. AUDET. «La quête d'un État : La politique québécoise du développement culturel», *Recherches sociographiques*, vol. XX, n° 2, mai-août 1979, p. 266.

La meilleure façon d'aborder l'histoire culturelle récente du Québec est sans aucun doute par l'analyse de la constitution et de l'organisation du champ de production des biens culturels (arts visuels, cinéma, danse, littérature, musique, radio-télévision, etc.) et de l'ensemble des relations entre ce champ et les champs politique, religieux et économique.³⁹

Par ailleurs, si nous avons choisi d'étudier les interventions du gouvernement dans le domaine du livre en nous concentrant sur l'édition, c'est parce qu'elle se trouve

[à] la frontière du champ littéraire et du champ du pouvoir, [elle] se tient en équilibre entre deux systèmes qui reposent sur des valeurs antinomiques, symboliques d'une part et matérielles et économiques d'autre part. [...] Officielle ou clandestine, soumise ou réfractaire aux lois du marché, l'édition est au cœur des grands débats de la société.⁴⁰

De par sa position charnière, le champ éditorial constitue un terrain d'étude propice pour mettre à jour les enjeux entourant l'élaboration des interventions gouvernementales dans un contexte où l'industrialisation de la culture prend racine au Québec.

Les interventions du gouvernement québécois dans le domaine de l'édition de 1978 à 2004

Notre étude porte sur les interventions du gouvernement québécois dans le domaine de l'édition. Pourquoi limiter nos propos aux actions provinciales alors que le gouvernement fédéral intervient massivement dans le secteur? Déjà, l'étude de la politique du livre au Québec pour la période contemporaine représente un défi de taille. Jusqu'à tout récemment, peu de recherches ont été menées sur le sujet et aucune ne concerne les années que nous avons choisi d'analyser. Depuis les années 1970, le gouvernement québécois à lui seul a multiplié ses actions dans le domaine du livre. Son soutien s'est organisé en de multiples formes d'aide qui touchent de près ou de loin chacun des maillons de la chaîne du livre, de l'auteur au lecteur. Nous avons ainsi eu accès à un nombre considérable de documents produits et diffusés par l'administration provinciale, ce qui complexifiait la recherche. Il s'agissait donc d'un travail de prospection qui, s'il

³⁹ G. BELLAVANCE et M. FOURNIER. «Rattrapage et virages [...]», p. 511-512.

⁴⁰ J. MICHON. «Présentation», *Édition et pouvoirs*, sous la direction de Jacques Michon, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995, p.vii.

avait embrassé les interventions fédérales, aurait largement débordé le cadre d'une maîtrise. D'ailleurs, l'ampleur du sujet nous a obligée à déterminer de façon très précise l'objet de notre travail. En revanche, lorsque nous le jugerons nécessaire, nous évoquerons l'aide fédérale pour mettre en perspective notre analyse. Pourquoi choisir le niveau provincial alors? Ici, notre motivation est plus personnelle que pratique. Le sujet nous apparaissait particulièrement intéressant à cause du contexte particulier du Québec quant à son statut dans la fédération canadienne et l'importance qu'y prennent les questions touchant à la culture. Nous profitons aussi de l'occasion pour poursuivre et approfondir un sujet que nous avons déjà abordé dans le cadre de précédents travaux.

Établissons d'entrée de jeu une distinction entre ce que nous désignons par «politique» et par «interventions gouvernementales». Comme le propose Diane Saint-Pierre⁴¹, pour nous, la «politique» «[...] se définit plus largement comme une combinaison complexe de choix collectifs interdépendants, incluant les actes de non-décision faits par le politique et les différents corps gouvernementaux.⁴²» Une «politique» du livre, comprise en ce sens, est une ligne de conduite que se donne le gouvernement dans ce secteur. Notre recherche sur les interventions permettra d'en dégager quelques aspects liés à l'édition. Alors que les «politiques du livre», comprises dans les énoncés de politique, livres blancs, livres verts, documents d'orientation et autres plans d'action sont «[...] des projets de société que se donnent les gouvernements à différentes étapes de leur histoire [...]»⁴³. Leur analyse nous aidera à comprendre le contexte dans lequel sont élaborées les mesures de soutien à l'édition. Enfin, nous entendons par «interventions» les mesures effectives résultant des politiques du livre. En d'autres mots, l'évolution des interventions et non-interventions constitue «la politique du livre» et les interventions en tant que telles sont la réalisation des projets proposés par «les politiques du livre»; c'est là que se concrétise l'action du gouvernement. Cette distinction nous évitera de confondre les «actions» avec les «intentions», même si les dernières expliquent bien souvent les premières.

⁴¹ D. SAINT-PIERRE. *La Politique culturelle du Québec de 1992* [...], 322 p.

⁴² D. SAINT-PIERRE. *La Politique culturelle du Québec de 1992* [...], p. 18.

⁴³ D. SAINT-PIERRE. *La Politique culturelle du Québec de 1992* [...], p. 18.

Le gouvernement intervient dans le domaine de l'édition selon différents modes (législation, subvention, financement) et niveaux (production, diffusion, réception). Ses interventions peuvent également être directes ou indirectes. Par exemple, grâce à ses programmes de subvention destinés à l'édition, il agit directement auprès des éditeurs; alors que les programmes d'éveil à la lecture visant les jeunes enfants, ou encore l'exemption de la TVQ sur le livre, ont un effet indirect sur l'édition. De même, outre le livre, l'activité éditoriale fait appel à moult supports allant du matériel multimédia aux journaux. Pour déterminer sur quelles actions gouvernementales notre analyse porterait, nous avons respecté des critères précis compte tenu des limites de notre étude et des sources disponibles. Ce mémoire présente donc une étude de toutes les interventions destinées directement aux éditeurs, par l'octroi de fonds ou par l'encadrement réglementaire, administrées ou financées, en partie ou en totalité, par une structure gouvernementale à vocation strictement culturelle. Par exemple, nous écartons les programmes d'aide à l'exportation du ministère de l'Industrie et du Commerce ouverts tant aux éditeurs qu'aux entreprises manufacturières. Nous n'analysons pas non plus ceux du ministère de l'Éducation destinés aux éditeurs scolaires, ni le soutien dit «technique» du gouvernement telle l'organisation de la présence des éditeurs dans les salons du livre étrangers. Nous restreignons également nos propos aux interventions visant l'édition de livres, à savoir des publications imprimées et reliées sous couverture⁴⁴, et excluons ainsi les programmes destinés à l'édition spécialisée qui utilise d'autres supports. Ces critères nous permettront de nous concentrer exclusivement sur les interventions pensées et conçues en fonction d'objectifs liés directement à l'édition de livre comme activité culturelle.

L'action gouvernementale dans le domaine de l'édition s'organise grâce à l'appareillage gouvernemental des ministères, sociétés d'États, conseils, commissions ou conseils consultatifs. Le rôle joué par les différentes structures et les effets de leurs transformations sur les interventions constitueraient à eux seuls des sujets de mémoires. Comme nous souhaitons nous concentrer essentiellement sur les interventions, nous n'en ferons pas une analyse approfondie. Nous ne pourrions toutefois ignorer cet aspect dans

⁴⁴Nous avons délibérément choisi une définition inclusive afin de n'exclure aucun programme.

notre étude sans nous priver d'une perspective d'ensemble. C'est pourquoi nous en tiendrons compte sans prétendre creuser la question. Les mêmes considérations nous obligent à restreindre l'analyse des revendications des associations d'éditeurs dont nous avons souhaité vérifier l'influence sur l'élaboration des interventions. Nous nous contenterons de faire ressortir les principales positions des éditeurs quant aux interventions gouvernementales afin de ne pas escamoter la dynamique à double sens à laquelle Josée Vincent fait référence dans ses travaux. Cet aspect sera néanmoins davantage approfondi lorsque les éditeurs participent activement aux débats, comme dans le cas de la préparation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre et du Crédit d'impôt pour l'édition de livre.

Nos recherches couvrent la période qui s'étend de 1978 à 2004. La publication de la Politique québécoise du développement culturel qui fait de la culture un des centres de préoccupation du gouvernement québécois tout en accordant une place privilégiée au livre et à la lecture constitue notre point de départ temporel. L'énoncé de politique annonce plusieurs mesures importantes pour le milieu du livre comme la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre et le Plan quinquennal de développement des bibliothèques. Nous avons choisi de clore notre étude en 2004 parce que nous voulions disposer d'un intervalle assez long pour pouvoir évaluer la portée d'événements clés survenus autour de la décennie 1990 : la création de la SODEC en 1994, la Politique de la lecture et du livre de 1998 et l'élection des libéraux en 2003. De plus, en 2004, l'ANEL reprochait au gouvernement d'avoir abandonné sa Politique de la lecture et du livre après 4 ans⁴⁵. Pourtant les rapports du Ministère de la Culture et des Communications en feront état jusqu'en 2003-2004. La limite choisie nous permettra de vérifier ce qui s'est réellement passé entre 2002 et 2004.

Notre analyse repose sur une démarche essentiellement diachronique nous permettant de mettre en relief l'évolution des interventions en regard de facteurs contextuels et

⁴⁵ ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES. «Mémoire de l'ANEL au ministre des Finances du Québec dans le cadre des consultations pré-budgétaires 2004. Version finale», *Site internet de l'Association nationale des éditeurs de livres. Publications*, [Document PDF en ligne], 19 janvier 2004, http://www.anel.qc.ca/PDFAutoG/11_20051018191954.pdf, p. 5, (Document consulté le 5 décembre 2006).

structurels. De la Politique québécoise du développement culturel⁴⁶ à la Politique de la lecture et du livre⁴⁷, nous retracerons dans un premier temps les grandes orientations gouvernementales en matière de politiques culturelles et du livre afin de mettre en relief les grands enjeux à la base des interventions. Nous présenterons ensuite un inventaire des interventions du gouvernement québécois dans le domaine de l'édition que nous examinerons en détail. Pour ce faire, nous avons puisé dans les documents gouvernementaux tels que les textes de loi, les recueils de programmes et les rapports des ministères, des sociétés d'État et organismes paragouvernementaux. Les sites internet des organismes ont également constitué une source d'information très précieuse. Pour définir chaque intervention, nous présenterons les objectifs, le mode d'attribution, le profil des bénéficiaires et le type de production ciblé. Ensuite, nous nous intéresserons à leur évolution en vérifiant si des modifications y ont été apportées au cours de la période. Pour les programmes de subvention et le financement, nous procéderons, lorsque les données seront disponibles, à l'analyse des sommes globales versées aux éditeurs. Nous examinerons les données ainsi obtenues à la lumière des orientations et enjeux identifiés d'entrée de jeu, dans le premier chapitre. Pour approfondir nos observations, nous nous référerons à des rapports d'évaluation qualitatifs ou quantitatifs touchant tantôt les interventions en tant que telles tantôt la situation des éditeurs ou, plus largement, le milieu du livre. Nous pensons, notamment, aux publications suivantes : *Étude sur le financement des arts et de la culture au Québec*⁴⁸; *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, Examen de l'évolution des pratiques commerciales*⁴⁹; *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, Étude économique*⁵⁰; *Rapport du*

⁴⁶ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTRE D'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT CULTUREL. *La politique québécoise du développement culturel*, [...], 2 volumes.

⁴⁷ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *Le temps de lire, un art de vivre. Politique de la lecture et du livre*, [Québec], Ministère de la Culture et des Communications, 1998, 115 p.

⁴⁸ SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE. *Étude sur le financement des arts et de la culture au Québec. Étude réalisée pour le compte du ministère des Affaires culturelles du Québec*, Montréal, Samson Bélaïr/Deloitte & Touche. Conseillers en management, novembre 1990, 323 p.

⁴⁹ C. CHAMBERLAND. *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, Examen de l'évolution des pratiques commerciales*, Québec, Direction des politiques et de l'évaluation, Ministère de la Culture, février 1993, 243 p.

⁵⁰ ÉTUDE ÉCONOMIQUE CONSEIL. *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, Étude économique*, Rapport final, janvier 1993, 117 p.

*Groupe de travail sur la consolidation et la rentabilité des librairies*⁵¹; *Rapport du Comité sur les pratiques commerciales dans le domaine du livre*⁵²; *Les chiffres des mots. Portrait économique du livre au Québec*⁵³ et *État des lieux du livre et des bibliothèques*⁵⁴.

Le présent mémoire contient quatre chapitres. Le premier chapitre, consacré à une mise en contexte globale, retracera d'abord succinctement l'évolution de la politique du livre depuis 1960 et les premiers balbutiements des interventions gouvernementales «organisées» pour soutenir l'édition. Suivra un survol de la politique du livre de 1978 à 2004 où nous prêterons une attention particulière aux principaux jalons de la politique culturelle. Les trois chapitres suivants seront réservés à l'analyse des interventions, chacun étant consacré à un mode d'intervention différent. Le second chapitre s'intéresse donc à la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, intervention structurante pour l'ensemble du milieu du livre. Le troisième chapitre aborde les programmes de subvention; une forme d'aide traditionnellement associée au mécénat et déjà bien implantée au Québec en 1978. Outre une étude de chaque programme, nous y présenterons plusieurs statistiques sur les budgets qui y ont été consacrés afin d'étayer notre analyse. Dans l'ultime chapitre, nous nous penchons sur les nouvelles formes d'intervention à savoir celles instaurées après 1978 : le financement et le Crédit d'impôt remboursable pour l'édition de livres. Né dans les années 1970, ce type de soutien aux entreprises culturelles prend vraiment son envol dans les années 1980 et 1990. Comme le précédent, ce chapitre comporte des statistiques, mais les données n'étant pas toujours accessibles, nous avons dû limiter l'analyse. Touffu, ce mémoire relate de nombreux événements touchant tant la politique du livre ou la politique culturelle que les interventions dans le domaine de l'édition. Afin d'accompagner la lecture de celui-ci,

⁵¹ GROUPE DE TRAVAIL SUR LA CONSOLIDATION ET LA RENTABILITÉ DES LIBRAIRIES. *Rapport du Groupe de travail sur la consolidation et la rentabilité des librairies*, [Québec], [Le Groupe], avril 1999, 47 p.

⁵² COMITÉ SUR LES PRATIQUES COMMERCIALES DANS LE DOMAINE DU LIVRE. *Rapport du Comité sur les pratiques commerciales dans le domaine du livre*, [Montréal], Société de développement des entreprises culturelles, 2000, 111 p.

⁵³ M. MÉNARD. *Les chiffres des mots* [...], 248 p.

⁵⁴ QUÉBEC (PROVINCE), OBSERVATOIRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *L'État des lieux du livre et des bibliothèques*, étude réalisée par Benoit Allaire sous la direction de Serge Bernier, Québec, Institut de la statistique du Québec, 2004, 267 p.

nous fournissons, à l'Annexe 1, une chronologie résumant les principales étapes de notre objet d'étude.

Chapitre premier

Entre l'identité et l'économie : La politique du livre de 1960 à 2004⁵⁵

En matière de politique du livre, les années 1960 marquent un véritable tournant au Québec. Jusque-là, le milieu du livre n'avait bénéficié que d'initiatives isolées et de portée relativement limitée⁵⁶ : achats de livres du secrétariat de la Province, Prix David et subventions aux associations d'auteurs pour la tenue d'événements littéraires. Le changement survient alors que les élus et la population adhèrent majoritairement à l'idée que les pouvoirs publics sont responsables du bien-être collectif. Au Québec, cette conception du rôle de l'État prend une couleur particulière à cause de deux enjeux : l'identité nationale et la souveraineté culturelle. Dans ce contexte, «[u]ne large confiance est faite [...] à l'État, auquel revient le rôle d'incarner la nation et d'aménager son développement.⁵⁷» L'un des premiers gestes du gouvernement Lesage n'est-il pas de créer le MAC, en 1961, pour qu'il devienne «[...] le premier, le plus grand et le plus efficace serviteur du fait français en Amérique, c'est-à-dire, de l'âme de notre peuple⁵⁸»? La nouvelle structure permettra au gouvernement québécois d'intensifier et de systématiser ses interventions dans le domaine du livre.

1.1 On reconnaît l'arbre à ses fruits...

Durant la période de 1960 à 1978, le Conseil supérieur du livre⁵⁹ (CSL), regroupant les associations professionnelles d'éditeurs, de libraires et d'auteurs, joue un rôle actif dans la politique du livre. Selon Josée Vincent, certaines interventions du gouvernement découlent plus ou moins directement des revendications de l'organisme ou des associations qui y sont affiliées. Dès 1961, le CSL consacre beaucoup d'efforts à

⁵⁵ Titre inspiré de l'article de Gabrielle Lachance «La culture entre l'industrie et l'identité».

⁵⁶ J. VINCENT et J. MICHON. «Promotion et distribution du livre», *Histoire de l'édition littéraire au Québec au XXe siècle. Le temps des éditeurs – 1940-1959*, sous la direction de Jacques Michon, Montréal, Fides, 2004, p. 354.

⁵⁷ P.-A. LINTEAU, et autres. *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930, tome II*, Coll. «Boréal compact», nouvelle édition révisée, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1989, p. 679.

⁵⁸ J. LESAGE dans J.-P. L'ALLIER. *Pour l'évolution de la politique culturelle. Document de travail*, mai 1976, p. 13.

⁵⁹ À sa fondation, le Conseil regroupe la Société des éditeurs canadiens de manuels scolaires, l'Association des éditeurs canadiens, la Société des libraires canadiens et la Société des écrivains canadiens.

sensibiliser les élus aux problèmes du milieu du livre : exiguïté du marché, concurrence des livres importés, hausse des coûts de production et difficultés de diffusion⁶⁰. Ainsi, à la suite d'une proposition de l'Association des éditeurs canadiens (AÉC), le gouvernement instaure la Loi sur l'assurance-édition en 1962. Première mesure de soutien destinée directement aux éditeurs, elle vise à réduire les risques financiers liés à l'édition en garantissant l'achat par le gouvernement d'une partie des ouvrages invendus par les éditeurs. «[Marquant] le début d'un vaste projet de réglementation [qui vise] tous les aspects du marché du livre au Québec⁶¹», elle sera maintenue jusqu'en 1982, même si, d'après Sylvie Faure, elle remporte peu de succès⁶².

En 1963, pour faire suite encore une fois aux revendications des professionnels, le gouvernement met en place un premier programme de subvention : l'Aide à la publication. Son objectif est d'abaisser les coûts d'impression afin «[...] de faciliter la parution de livres de qualité et de les rendre plus accessibles à un vaste public.⁶³» Il soutient la publication d'ouvrages de littérature générale et les travaux de recherche en sciences humaines. La subvention ne peut dépasser 50 % des frais d'impression et est attribuée à l'éditeur après recommandation d'un comité de sélection. Même s'il s'agit d'une forme d'aide plus attrayante que la Loi sur l'assurance-édition, le programme demeure peu généreux en comparaison avec les subventions globales du Conseil des arts du Canada⁶⁴. Il demeurera tout de même en place jusqu'en 1982.

Toujours en 1963, le gouvernement crée la Commission d'enquête sur le commerce du livre dans la province de Québec en réponse aux nombreuses doléances du milieu et du CSL, notamment. Le commissaire Bouchard reçoit le mandat de faire la lumière sur les causes de la crise qui affecte le marché du livre depuis la fin des années 1940. Ses travaux montrent, entre autres, que les libraires-grossistes monopolisent le commerce du

⁶⁰ J. VINCENT. «Le Conseil supérieur du livre, du rapport Bouchard à la Loi 51 : pour une politique du livre au Québec (1960-1979)», *Présence francophone*, n° 45, 1994, p. 174.

⁶¹ J. VINCENT. *Le Conseil supérieur du livre, du Rapport Bouchard à la Loi 51 : pour une politique du livre au Québec (1960-1979)*, Sherbrooke, mai 1994, [document non publié], f. 8.

⁶² S. FAURE. *Les Éditions Leméac (1957-1988) Une illustration du rapport entre l'État et l'édition*, Thèse (Ph. D), tome 1, 1992, Université de Sherbrooke, f 124.

⁶³ S. FAURE. *Les Éditions Leméac (1957-1988)*, [...], tome 1, [...], f. 127.

⁶⁴ S. FAURE. *Les Éditions Leméac (1957-1988)*, [...], tome 1, [...], f. 130.

livre et empêchent le développement d'un réseau de librairies indépendantes et, par conséquent, d'un marché important pour les éditeurs locaux. Dans son rapport, le commissaire recommande au gouvernement de mettre en place un système d'agrément pour favoriser le développement du réseau. En obligeant les institutions subventionnées à s'y approvisionner, la législation rendrait le commerce de détail viable au Québec. La Loi sur l'agrément des libraires⁶⁵ est sanctionnée en 1965, toutefois le gouvernement omet d'y inclure la clause concernant les achats institutionnels. Première tentative de réglementation du marché du livre, elle aura toutefois peu d'effet sur le développement de librairies indépendantes.

Vers la fin de la décennie 1960, le marché québécois connaît une croissance importante, grâce notamment au développement du marché institutionnel. Flairant la bonne affaire, des investisseurs étrangers, d'abord intéressés par le commerce du manuel scolaire, s'ingéreront bientôt dans le domaine de la distribution et du commerce de détail. Par crainte de l'envahissement, les professionnels du livre s'adressent au gouvernement pour exiger sa protection. Ce n'est qu'en 1971 que le ministre intervient en modifiant la Loi sur l'agrément des libraires. Renforcée, sa seconde mouture contient de nouveaux règlements. Dorénavant, 50 % des actions d'une librairie devront être détenues par des Québécois pour qu'un agrément soit délivré. À cela s'ajoute l'obligation, pour les institutions, de faire leurs achats dans les librairies accréditées. Cependant, les normes sur la propriété québécoise, tardives et insuffisantes, n'ont pas l'effet souhaité. Bien installées, les entreprises étrangères accentuent leur présence dans le secteur clé de la chaîne du livre : la distribution. La production locale court alors le risque d'être marginalisée.

Après 1971, la situation va de mal en pis, «[l]es mesures d'aide mises en place durant les années soixante ne suffisent pas à aider les éditeurs québécois face à la concurrence étrangère.⁶⁶» Exaspérés par l'inertie du gouvernement, les professionnels du livre exigent une révision complète des programmes de soutien à l'édition. En 1975, les élus répondent

⁶⁵ Titre de la Loi selon le *Rapport annuel 1979-1980* du ministère des Affaires culturelles. En 1965, on lui donnait le nom de *Loi sur l'accréditation des libraires*.

⁶⁶ S. FAURE. *Les Éditions Leméac (1957-1988)* [...], tome 1, [...], f. 140.

partiellement à leurs attentes en instaurant la Loi sur la garantie de certains prêts aux éditeurs et libraires. Toutefois, cette première tentative pour améliorer le financement des entreprises bénéficie de fonds limités et présente un mode d'application complexe. Impopulaire, elle sera remplacée en 1978 par la Loi sur la Société de développement des industries culturelles.

Soulignons également que, durant les décennies 1960 et 1970, d'autres mesures, plus ou moins directes, appuient le travail des professionnels du livre. Entre 1962 et 1967, le Service des lettres et du livre procède à des achats de livres auprès des auteurs, des éditeurs et des libraires, pour ensuite distribuer les ouvrages au Québec ou à l'étranger par différents organismes gouvernementaux. De même, jusqu'au milieu des années 1970, le MAC subventionne les organismes professionnels et divers événements de promotion, dont les salons du livre.

Malgré de bonnes intentions, la plupart des interventions mises en place jusqu'au milieu de la décennie 1970 demeurent lacunaires ou privées de fonds suffisants. Par conséquent, le réseau des librairies demeure fragile, ce qui apparaît comme une menace pour l'activité éditoriale. Confrontées à un marché précaire où la concurrence étrangère est féroce, les maisons d'édition, majoritairement de petite taille, se rabattent sur l'aide fédérale, plus généreuse.

Sur le plan économique, la période est loin d'être facile. Alors que la croissance des trente dernières années s'essouffle, le choc pétrolier de 1973 ébranle l'économie mondiale. La situation met en évidence les failles de l'État-providence et l'heure est aux réformes. Le climat politique et idéologique ainsi que l'élargissement du concept de culture entraînent une réorientation de l'intervention gouvernementale dans le secteur culturel⁶⁷. Ottawa intensifie son action dans le domaine culturel, en renforçant le rôle du secrétariat d'État et du Conseil des arts, alors qu'au Québec, les libéraux de Robert Bourassa réclament la souveraineté culturelle du Québec. Chacun veut assurer sa mainmise sur ce territoire!

⁶⁷ P.-A. LINTEAU, et autres. *Histoire du Québec contemporain* [...], p. 798.

Dans ce contexte, le ministre des Affaires culturelles, Jean-Paul L'Allier, propose, dans son Livre vert, des solutions pour améliorer la politique culturelle du Québec. *Pour l'évolution de la politique culturelle*⁶⁸ est déposé devant l'Assemblée nationale en mai 1976 et suggère de renforcer le rôle du MAC qui jusque-là «[...] n'a pas réussi à s'imposer comme la conscience culturelle de l'État.⁶⁹» L'élection du Parti Québécois quelques mois plus tard court-circuite le projet de L'Allier. L'Administration Lévesque reprend toutefois le flambeau et prépare, à son tour, une politique culturelle d'ensemble. Hissant le développement culturel au même rang que le développement social et économique, l'initiative du jeune parti modifiera le mode d'intervention du gouvernement dans le domaine du livre et influencera l'évolution de la politique du livre jusqu'à aujourd'hui.

1.2 Quand développement culturel rime avec industrie culturelle

Après son élection, le gouvernement Lévesque adopte une gestion qui «[...] continue de s'inscrire dans le prolongement de la Révolution tranquille, en poursuivant des réformes amorcées depuis plusieurs années et en accordant un rôle privilégié à l'État.⁷⁰» Dans un ouvrage sur les «années Lévesque»⁷¹, Martine Tremblay va jusqu'à parler de la «frénésie réformatrice et législative⁷²» du gouvernement durant son premier mandat. D'ailleurs, ses politiques prennent une «[...] orientation plus résolument nationaliste et sociale-démocrate⁷³» qui s'actualisera notamment dans le domaine culturel.

Dès 1976, l'Administration Lévesque crée le ministère d'État au développement culturel⁷⁴ qui regroupe tous les ministères à vocation plus ou moins culturelle : les Affaires culturelles, l'Éducation, les Communications, l'Immigration ainsi que le Haut-

⁶⁸ J.-P. L'ALLIER. *Pour l'évolution de la politique culturelle. Document de travail*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, mai 1976, 258 p.

⁶⁹ J.-P. L'ALLIER. *Pour l'évolution de la politique culturelle* [...], p. 95.

⁷⁰ P.-A. LINTEAU, et autres. *Histoire du Québec contemporain* [...], p. 728.

⁷¹ M. TREMBLAY. *Derrière les portes closes. René Lévesque et l'exercice du pouvoir (1976-1985)*, Montréal, Québec Amérique, 2006, 710 p.

⁷² M. TREMBLAY. *Derrière les portes closes* [...], p. 195.

⁷³ P.-A. LINTEAU. *Histoire du Québec contemporains* [...], p. 728.

⁷⁴ Ce ministère côtoie le ministère d'État au développement économique et le ministère d'État au développement social.

Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports. Le geste élève la culture au même niveau que l'économie et les affaires sociales, secteurs également chapeautés par des ministères d'État. Selon Guy Bellavance⁷⁵, le nouveau ministère, par sa taille et son budget, répondait en quelque sorte à l'offensive du gouvernement fédéral. Sous l'aile de la nouvelle structure, le MAC aurait «[...] une voix [qu'il n'avait] jamais eue.⁷⁶»

En juin 1978, le ministre d'État au développement culturel, Camille Laurin, rend publique la Politique québécoise du développement culturel⁷⁷. S'appuyant sur une conception anthropologique, elle aborde la culture comme «un ensemble des genres de vie⁷⁸» et touche à des sujets aussi divers que la santé, le loisir, le travail, l'éducation, les arts, les lettres et les industries culturelles. Selon Gabriel Dussault, on y «[...] justifie essentiellement l'intervention étatique au nom d'un "développement culturel" compris comme la réalisation d'une "démocratie culturelle" où les collectivités maîtriseraient davantage leur destin⁷⁹». La culture, vecteur de l'identité nationale, traverse la société entière et tous les domaines de la vie du citoyen. Le développement culturel, dès lors perçu comme essentiel au développement global de la nation et à son affirmation, devient une responsabilité gouvernementale. Cette prise de position change profondément la façon dont le gouvernement intervient. Elle appelle un élargissement et une intensification des actions au-delà des domaines traditionnels d'intervention, soit les arts et lettres et la conservation du patrimoine.

Pour atteindre ses objectifs, le gouvernement compte tout particulièrement sur les industries culturelles qui représentent «[...] les liens les plus importants qui unissent ceux

⁷⁵ G. BELLAVANCE et M. FOURNIER. «Rattrapage et virages : dynamismes culturels et interventions étatiques dans le champ de production des biens culturels», *Le Québec en jeu : comprendre les grands défis*, sous la direction de Richard Daigle, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, p. 530.

⁷⁶ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTRE D'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT CULTUREL. *La politique québécoise du développement culturel*, volume 1, Québec, Éditeur officiel, 1978, p. 139.

⁷⁷ L'ouvrage sera souvent désigné comme le Livre blanc de Camille Laurin.

⁷⁸ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTRE D'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT CULTUREL. *La politique québécoise du développement culturel*, volume 1 [...], p. 151.

⁷⁹ G. DUSSAULT. «L'intervention culturelle de l'État. Ses justifications idéologiques», *L'État et la culture*, Coll. «Questions de culture», Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, p. 31.

qui font métier de création et les citoyens qui créent, eux aussi, à leur façon.⁸⁰» En plus de stimuler le développement des produits culturels, elles garantissent l'accès des citoyens à la production, au centre des préoccupations gouvernementales. Puisqu'elles ne peuvent survivre en demeurant soumises aux seules lois du marché, une aide financière doit leur être fournie. Pour «[...] favoriser vraiment la production et la diffusion des biens et des services culturels d'origine québécoise⁸¹», le gouvernement propose des interventions visant à «réorganiser» les marchés des industries culturelles. Dans cette optique, il prévoit mettre en place un nouvel outil d'intervention : une société d'État qui «[...] sera la pierre angulaire d'une politique de croissance des industries culturelles⁸²». Elle assumera quatre fonctions, celles d'investisseur, de financier, de promoteur et de gestionnaire et ses actions seront dirigées vers des industries qui ont un potentiel de croissance. Nous approfondirons ce sujet dans le quatrième chapitre.

Qu'en est-il du livre? On reconnaît d'emblée qu'il s'agit de «[...] l'un des plus importants véhicules de la culture⁸³», mais que les actions passées du gouvernement n'ont ni été à la hauteur des attentes du milieu, ni réussi à préserver le marché du livre de l'invasion étrangère. Selon les auteurs de la Politique, il faut rendre l'industrie «[...] concurrentielle et dynamique [...]»⁸⁴ en visant prioritairement «[...] le livre dit culturel afin d'assurer sa présence et son accessibilité financière et géographique.⁸⁵» Définissant la librairie comme «[...] le plus important véhicule commercial de diffusion du livre [...]»⁸⁶, on envisage d'intervenir à tous les niveaux de la chaîne du livre. Le réaménagement de la politique du livre reposera essentiellement sur six mesures :

⁸⁰ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTRE D'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT CULTUREL. *La politique québécoise du développement culturel*, volume 1 [...], p. 152.

⁸¹ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTRE D'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT CULTUREL. *La politique québécoise du développement culturel*, volume 2, [...], p. 334.

⁸² QUÉBEC (PROVINCE), MINISTRE D'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT CULTUREL. *La politique québécoise du développement culturel*, volume 2, [...], p. 334.

⁸³ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTRE D'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT CULTUREL. *La politique québécoise du développement culturel*, volume 2, [...], p. 311.

⁸⁴ QUÉBEC (PROVINCE), SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES SOCIO-ÉCONOMIQUES. *Les industries culturelles. Hypothèses de développement*, Québec, Ministère du Conseil exécutif, Secrétariat des conférences socio-économiques, 1978, p. 31.

⁸⁵ QUÉBEC (PROVINCE), SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES SOCIO-ÉCONOMIQUES. *Les industries culturelles. Hypothèses de développement*, [...], p. 31.

⁸⁶ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTRE D'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT CULTUREL. *La politique québécoise du développement culturel*, volume 2, [...], p. 341.

- ❑ L'instauration d'un système d'agrément ou de permis des éditeurs et des distributeurs qui viendra compléter celui qui s'applique aux libraires;
- ❑ Une nouvelle réglementation sur la propriété québécoise qui tiendra compte des particularités de l'édition, de la distribution et de la librairie, de même que sur les pratiques;
- ❑ La création de deux coopératives québécoises, l'une responsable de l'approvisionnement et de la distribution, l'autre d'une collection québécoise de livres de poche;
- ❑ L'intervention de l'État au niveau des communications et du transport, d'une part, de la publicité et de l'incitation à la lecture, d'autre part;
- ❑ Un programme spécial d'aide au «succès» et à l'exportation;
- ❑ Une loi québécoise sur la propriété intellectuelle.⁸⁷

Soulignons que la réorganisation avait débuté avant la publication de la Politique. Dès 1978, le MAC se dotait d'un service de la commercialisation pour accentuer son soutien à la promotion et à la diffusion du livre partout au Québec. À cet effet, on avait révisé la politique d'appui aux salons du livre et lancé de nouveaux programmes pour soutenir les activités promotionnelles des éditeurs et aider les librairies régionales.

Avec la Politique québécoise du développement culturel, le gouvernement rend également son action plus cohérente en prévoyant des mesures de soutien à la lecture, complémentaires à son soutien au secteur du livre. On annonce l'élaboration prochaine d'une politique de la lecture dont les grandes lignes sont d'ores et déjà arrêtées. Pour améliorer le réseau des bibliothèques publiques, on bonifiera les programmes destinés aux bibliothèques et on lancera de nouveaux programmes pour la construction ou le réaménagement de bibliothèques ainsi que l'augmentation des services et l'enrichissement des collections.

Afin de connaître la position des professionnels du livre sur ses intentions, le gouvernement les convoque à une conférence socio-économique en décembre 1978. Les points de vue qu'ils expriment reflètent l'écart qui s'installe depuis peu entre les générations d'éditeurs. La vision artisanale des «hommes de culture» de l'ancienne garde, représentée par le CSL, affronte celle des jeunes éditeurs, comme Jacques Fortin et Pierre

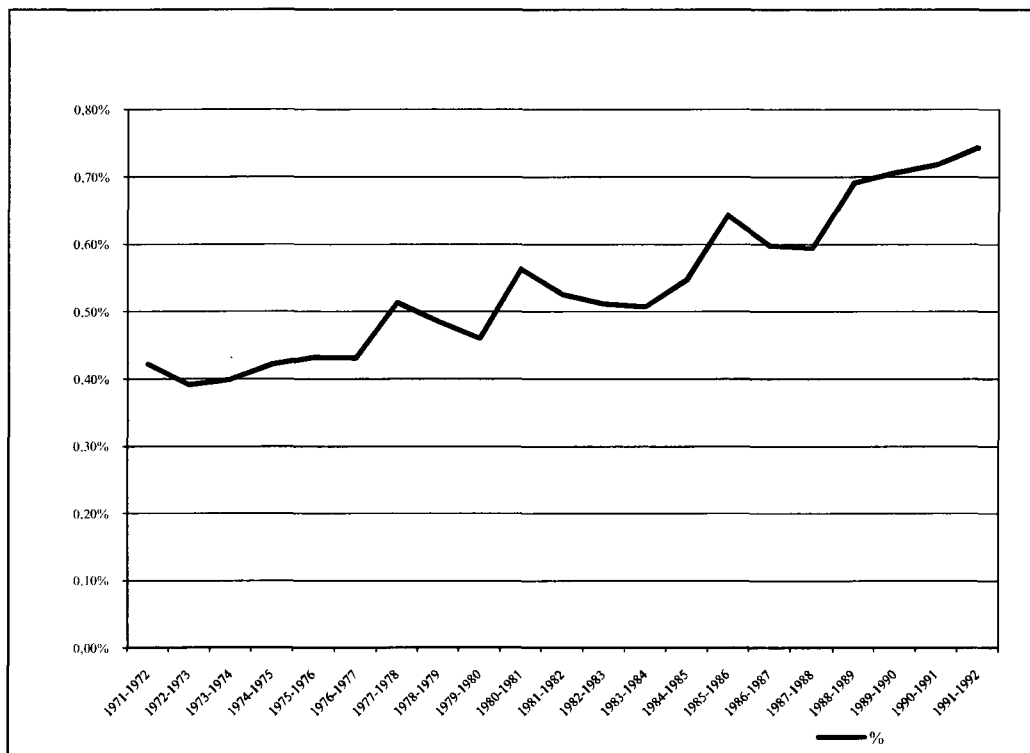
⁸⁷ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTRE D'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT CULTUREL. *La politique québécoise du développement culturel*, volume 2, [...], p. 340-341.

L'Espérance, qui parlent le même langage que les élus. Le gouvernement réussit tout de même à obtenir un consensus sur la mise en place d'une société d'État, mais l'épisode présage une profonde mutation dans le milieu du livre.

Le plan d'action du gouvernement ne tarde pas à se mettre en branle. La Société de développement des industries culturelles (SODIC) est officiellement créée en décembre 1978, suivie par la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, promulguée en décembre 1979. En 1980, le MAC lance le Plan quinquennal de développement des bibliothèques publiques. Puis, en 1981, la Régime universel d'aide à l'édition voit le jour et vient compléter les mesures déjà en place pour soutenir la promotion. Les travaux sur la politique de la lecture débutent durant la même période. En 1982, un premier document de travail⁸⁸ présente l'essentiel du projet. Dans la foulée, le budget consacré à la culture augmente, le gouvernement accordant 0,56 % de son budget au ministère des Affaires culturelles en 1980-1981 alors qu'entre 1971 et 1976, le pourcentage ne dépassait pas 0,43 %, comme le montre le graphique 1.1.

⁸⁸ QUÉBEC (PROVINCE), COMITÉ POUR L'ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE DE LA LECTURE. *La lecture au Québec, Analyse et perspectives selon les milieux et catégories d'âge*, Québec, Le Comité, 1982, 93 p.

1.1 Évolution de la portion du budget provincial accordée au ministère des Affaires culturelles de 1971 à 1991⁸⁹



1.3 Coupures, rationalisation, priorisation

Le grand «chantier culturel» annoncé par la Politique québécoise du développement culturel est toutefois freiné par la réalité économique du début des années 1980. La récession qui frappe l'économie mondiale contraint le gouvernement péquiste à revoir ses priorités. Afin d'alléger la structure étatique, il délaisse la formule des «superministères» et abolit le ministère d'État au développement culturel. Selon Diane St-Pierre, «[...] les visées trop amples du livre blanc [sic] de Laurin et la grande ambition de son ministère

⁸⁹ Source des données : LE GROUPE-CONSEIL SUR LA POLITIQUE CULTURELLE DU QUÉBEC. *Une politique de la culture et des arts. Proposition présentée à madame Liza Frulla-Hébert ministre des Affaires culturelles par le Groupe-conseil sous la présidence de monsieur Roland Arpin*, [Québec], Groupe-conseil sur la politique culturelle, 2e édition (août 1991), p. 239.

d'État [...] semblent réduire la portée du MAC ce qui, somme toute, va à l'encontre des demandes répétées du milieu qui en réclame un élargissement.⁹⁰»

En 1983, le MAC publie *Des actions culturelles pour aujourd'hui. Programme d'action du ministère des Affaires culturelles*⁹¹. Bien qu'il y réaffirme les principes à la base de la politique de 1978, le gouvernement admet qu'il doit rectifier le tir en recentrant son action sur des secteurs strictement culturels : les arts, les lettres, le patrimoine et les industries culturelles. En fait, le document se veut davantage un plan d'action et d'orientation visant le bon fonctionnement du ministère qu'une politique d'ensemble⁹². En dépit de la situation économique défavorable et de moyens limités, les investissements publics dans la culture se maintiennent, mais, comme le souligne Diane St-Pierre⁹³, le gouvernement privilégie des secteurs plus rentables économiquement. L'enveloppe de 10 millions de dollars, qui accompagne le plan d'action, est destinée aux équipements culturels, aux arts d'interprétation, aux interventions majeures, à l'aide à la création et à la SODIC, dont le mandat est élargi.

Inquiets que le document évacue la question de la lecture et du livre, les professionnels du livre demandent à Clément Richard, ministre des Affaires culturelles, d'ajouter la politique de la lecture aux priorités ministérielles. Lors d'une rencontre, Richard leur explique que le document ne couvre pas toutes les activités et que «[l]e livre demeure [...] le secteur le plus important du Ministère.⁹⁴» En fait, la politique de la lecture est en chantier depuis 1982. Écarté des travaux préparatoires, le Conseil consultatif de la lecture et du livre, regroupant les professionnels du livre, avait d'ailleurs critiqué les premières propositions gouvernementales. Rendu public en 1984, *La lecture au Québec : document*

⁹⁰ D. SAINT-PIERRE. *La Politique culturelle du Québec de 1992 : continuité ou changement? Les acteurs, les coalitions et les enjeux*, [s.l.], Les Presses de l'Université Laval, 2003, p. 79.

⁹¹ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. *Des actions culturelles pour aujourd'hui. Programme d'action du ministère des Affaires culturelles*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1983, 69 p.

⁹² D. SAINT-PIERRE. *La Politique culturelle du Québec de 1992* [...], p. 21.

⁹³ D. SAINT-PIERRE. *La Politique culturelle du Québec de 1992* [...], p. 102.

⁹⁴ QUÉBEC (PROVINCE), CONSEIL CONSULTATIF DE LA LECTURE ET DU LIVRE. *Rapport d'activité, 1983-1984*, [...], p. 9.

*d'orientation*⁹⁵ s'inscrit dans le prolongement des actions déjà entreprises dans le cadre de la Politique québécoise du développement culturel. Après avoir investi dans l'infrastructure du livre pour en garantir l'accessibilité, le gouvernement souhaite abaisser la proportion de non-lecteurs québécois qui va en s'accroissant depuis 1978⁹⁶. Du même coup, il veut consolider les réseaux de bibliothèques publiques et de librairies en leur assurant une clientèle. L'avis des professionnels du livre n'a toutefois pas pesé lourd dans la balance. Une seule de leurs recommandations est retenue dans la version finale⁹⁷. Une somme de 600 000 \$ par année pendant trois ans accompagne une série de mesures misant sur la promotion de la lecture et du livre, particulièrement auprès des jeunes non-lecteurs âgés de 1 à 17 ans. Parallèlement, le ministre des Affaires culturelles prépare un programme de développement des bibliothèques centrales de prêt afin de compléter le réseau des bibliothèques publiques.

Malheureusement, les projets des péquistes ne survivront pas aux élections de 1985. Les finances publiques vont de mal en pis et les beaux jours de l'État-providence semblent bel et bien terminés. L'ère des politiques d'inspiration néolibérale débute : réduction de la taille de l'État, privatisation et déréglementation. Malgré leur promesse de hausser le budget de la culture à 1 % du budget provincial, les libéraux nouvellement arrivés au pouvoir sabrent 16 millions de dollars dans les fonds destinés, entre autres, aux bibliothèques publiques⁹⁸. Dans ce contexte, le projet de politique de la lecture perd des plumes. En 1985, le journaliste Réginald Martel reproche au ministre des Affaires culturelles sa lenteur à mettre en application le projet. À notre connaissance, seulement 338 071 \$ y sont injectés en 1985-1986⁹⁹, dont 300 111 \$ répartis entre 178 organismes¹⁰⁰

⁹⁵ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. *La lecture au Québec : document d'orientation*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1984, 42 p.

⁹⁶ Selon le document *La lecture au Québec : document d'orientation* la proportion de non-lecteurs passe de 44% en 1978 à 50% en 1983.

⁹⁷ Les professionnels du livre souhaitaient que le document soit modifié afin de valoriser les aspects documentaires et culturels de la lecture au même titre que les aspects ludiques.

⁹⁸ D. SAINT-PIERRE. *La Politique culturelle du Québec de 1992* [...], p. 157.

⁹⁹ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. *Rapport annuel 1985-1986*, Québec, Éditeur officiel, 1986, p. 32.

¹⁰⁰ Essentiellement des garderies, des bibliothèques, des écoles et commissions scolaires.

financés dans le cadre d'un programme d'Aide à l'animation¹⁰¹. Pour le reste, il semble que la politique se réduise à une nouvelle réglementation concernant les heures d'ouverture des librairies.

Les gestes posés par les libéraux soulèvent la colère des milieux culturels, rassemblés sous la bannière de la Coalition pour le 1 %¹⁰². Dans le domaine du livre, la grogne gagne le milieu des bibliothèques, très affecté par le resserrement budgétaire. En 1987, Lise Bacon, ministre des Affaires culturelles, confie à Philippe Sauvageau la direction d'une Commission d'étude ayant pour mandat de se pencher sur la situation. À la publication du rapport, les professionnels du livre se prononcent sur les conclusions de Sauvageau. Même s'ils appuient les hausses de budget demandées, ils déplorent les arguments dissociant culture et industries qui privent le rapport d'une vision d'ensemble du secteur du livre¹⁰³. Mais surtout, ils s'objectent au retrait des bibliothèques publiques du champ de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre. Nous y reviendrons dans le chapitre suivant. Ils en profitent également pour exiger du gouvernement le maintien de la politique de la lecture et «[...] une présence accrue du livre québécois dans les bibliothèques publiques [qui ne peut] se réaliser sans la mise en place de mesures d'incitations à l'achat de livres québécois.¹⁰⁴»

En 1988, la ministre des Affaires culturelles publie l'énoncé de politique *Les affaires culturelles : bilan, actions, avenir*¹⁰⁵. Le document stipule que si l'objectif du 1 % n'a pas été atteint, c'est que la situation budgétaire ne le permettait pas et qu'il fallait d'abord procéder à un redressement. L'heure est à la rationalisation dans l'action

¹⁰¹ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES, DIRECTION GÉNÉRALE DES ARTS, DES LETTRES, DES MUSÉES ET DES INDUSTRIES CULTURELLES. *L'aide financière en action. De novembre 1985 à février 1986*, Québec, Direction générale des arts, des lettres, des musées et des industries culturelles, 1986, [n. p.].

¹⁰² Créée en 1986, la Coalition ne réunit pas moins de cinquante organismes qui militent tous pour un réinvestissement majeur dans la culture et, surtout, pour la réalisation de la promesse électorale des libéraux.

¹⁰³ QUÉBEC (PROVINCE), CONSEIL CONSULTATIF DE LA LECTURE ET DU LIVRE. *Rapport d'activités 1986-1987 et 1987-1988*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1988, p. 8.

¹⁰⁴ QUÉBEC (PROVINCE), CONSEIL CONSULTATIF DE LA LECTURE ET DU LIVRE. *Rapport d'activités 1986-1987 et 1987-1988*, [...], p. 8.

¹⁰⁵ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. *Les affaires culturelles : bilan, actions, avenir*, [Québec], Ministère des Affaires culturelles, 1988, 1 portefeuille.

gouvernementale, tant au niveau de l'administration que des programmes. Agir plus efficacement en améliorant l'accessibilité des services tout en tenant compte des besoins locaux et régionaux, voilà le credo des libéraux. Contrairement aux péquistes, plus interventionnistes, les libéraux voient en l'État un animateur et non un initiateur. Pour eux, la réalisation d'une politique culturelle sert d'abord le développement économique et social¹⁰⁶.

L'injection de 28 millions de dollars dans le secteur culturel vient couronner le tout. Une enveloppe spéciale de cinq millions de dollars est destinée à soutenir la relève artistique. Pour leur part, les industries culturelles reçoivent 6,3 millions de dollars essentiellement affectés à la révision des programmes, au soutien à l'exportation, à la diffusion des œuvres et à la tenue d'événements majeurs. Afin d'accroître la cohérence des interventions, la SODICC reprend les mandats de la Société générale du cinéma et de la Direction des industries culturelles du ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique et devient la Société générale des industries culturelles (SOGIC). Le budget destiné aux bibliothèques publiques s'accroît de 4,6 millions de dollars et des investissements dans l'informatisation sont annoncés. Malgré tout, le milieu culturel demeure insatisfait, car les crédits du ministère n'atteignent toujours pas 1 % du budget gouvernemental au début des années 1990, et ce, même si les libéraux affirment qu'ils tiendront leur promesse après le scrutin d'avril 1990.

Du côté des professionnels du livre, le dialogue avec le MAC se limite aux activités menées au sein du Conseil consultatif de la lecture et du livre¹⁰⁷ depuis le début de la décennie. À la veille du dixième anniversaire de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, l'heure est aux bilans et aux remises en question. Le Conseil planifie donc une rencontre officielle entre la ministre, Lucienne Robillard, et l'ensemble des professionnels du livre. L'exercice apparaît d'autant plus

¹⁰⁶ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. «Notes pour l'allocation de madame Lise Bacon vice-première ministre et ministre des affaires culturelles. "Perspectives de l'action culturelles du gouvernement du Québec", le 30 mai 1988», *Les affaires culturelles : bilan, actions, avenir*, [Québec], Ministère des Affaires culturelles, 1988, 1 portefeuille.

¹⁰⁷ Instance créée par la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre.

pressant dans le climat d'incertitude que provoque l'entrée en vigueur de la TPS¹⁰⁸ sur le livre et les signes annonciateurs d'une nouvelle récession. Les six thèmes prioritaires à l'ordre du jour sont :

- ❑ la profession;
- ❑ la diffusion de la lecture;
- ❑ les programmes d'aide et politiques;
- ❑ la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre;
- ❑ la taxe sur les produits et services;
- ❑ les tarifs postaux préférentiels.¹⁰⁹

En août 1990, coup de théâtre : le gouvernement Bourassa annonce son intention de soumettre les ventes de livre à une taxe semblable à la TPS à partir de 1991¹¹⁰. Les professionnels du livre se remettent à peine de l'échec de la Coalition «Don't tax reading»¹¹¹ formée pour s'opposer à la TPS. Pour eux, l'éventuelle taxe menace la survie de l'industrie du livre. Le Conseil consultatif de la lecture et du livre met donc de côté l'organisation de la consultation ministérielle pour se consacrer à ce dossier. Il obtient gain de cause : le gouvernement québécois recule et décide d'épargner le livre. En 1991, une fois la tempête apaisée, la nouvelle ministre Frulla-Hébert propose au Conseil de consulter le milieu lors de l'évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre. Deux enquêtes plus tard, la révision de la Loi se fera attendre... l'attention des élus étant monopolisée par l'élaboration et la mise en place d'une toute nouvelle politique culturelle.

1.4 Pour une stratégie de développement des industries culturelles

Au début de la décennie 1990, la pression augmente sur le gouvernement afin qu'il accroisse ses investissements dans la culture. Au même moment, les négociations de

¹⁰⁸ Entrée en vigueur en janvier 1991.

¹⁰⁹ QUÉBEC (PROVINCE), CONSEIL CONSULTATIF DE LA LECTURE ET DU LIVRE. *Rapport d'activités 1989-1990*, Ministère des Affaires culturelles, p. 8.

¹¹⁰ QUÉBEC (PROVINCE), CONSEIL CONSULTATIF DE LA LECTURE ET DU LIVRE. *Rapport d'activités 1990-1991*, Ministère des Affaires culturelles, p. 8.

¹¹¹ L'Association des éditeurs et la Société des éditeurs de manuels scolaires du Québec font partie de cette coalition.

l'Accord du Lac Meech et de Charlottetown ravivent la question du partage des pouvoirs en matière de culture. L'économie entre en récession, ce qui accentue les craintes du milieu quant au maintien de l'aide gouvernementale. Une étude, commandée par le MAC à la firme Samson Bélair/Deloitte et Touche, fait le point sur le financement des arts et de la culture. Plusieurs problèmes y sont identifiés : l'écart grandissant entre l'offre et la demande de produits culturels, le manque de leadership du MAC et l'insuffisance du soutien financier à la culture. Le document réaffirme néanmoins la nécessité d'investir dans le secteur afin «[...] d'assurer l'épanouissement de l'individu et de la société dans laquelle il s'insère.¹¹²»

Le milieu culturel reçoit très mal les propositions des auteurs de l'étude. D'aucuns soupçonnent le gouvernement de chercher à se désengager¹¹³. L'étude a toutefois le mérite de souligner la nécessité pour le Québec de se doter d'une politique culturelle placée au cœur d'un projet de société¹¹⁴. Les travaux du groupe-conseil présidé par Roland Arpin serviront de base pour l'élaboration de la Politique culturelle du Québec rendue officielle le 19 juin 1992. Il s'agit d'une étape importante dans l'action culturelle gouvernementale puisque, comme Diane St-Pierre le souligne¹¹⁵, contrairement au Livre blanc de Pierre Laporte, au Livre vert de Jean-Paul L'Allier et à la Politique québécoise du développement culturel de Camille Laurin, la politique est unanimement avalisée par l'Assemblée nationale. Elle constitue ainsi une forme d'engagement pour les gouvernements subséquents contrairement aux précédents énoncés de politique.

La Politique culturelle du Québec s'appuie sur trois axes fondamentaux qui encadreront dorénavant l'action gouvernementale : l'affirmation de l'identité québécoise, le soutien aux créateurs et aux arts et l'accès et la participation des citoyens à la vie culturelle. Comme l'explique Diane St-Pierre¹¹⁶, elle modifie profondément l'intervention publique

¹¹² SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE. *Étude sur le financement des arts et de la culture au Québec. Étude réalisée pour le compte du ministère des Affaires culturelles du Québec*, Montréal, Samson Bélair/Deloitte & Touche. Conseillers en management, novembre 1990, p 11.

¹¹³ D. SAINT-PIERRE. *La Politique culturelle du Québec de 1992* [...], p. 178.

¹¹⁴ SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE. *Étude sur le financement des arts et de la culture au Québec*. [...] p. 7

¹¹⁵ D. SAINT-PIERRE. *La Politique culturelle du Québec de 1992* [...], p. 24.

¹¹⁶ D. SAINT-PIERRE. *La Politique culturelle du Québec de 1992* [...], p. 247.

dans le domaine culturel. Le ministère des Affaires culturelles, dont le mandat était centré sur la gestion, devient le ministère de la Culture «[...] responsable des grandes orientations gouvernementales en matière de culture.¹¹⁷» Ensuite, «[...] elle impose une décentralisation fonctionnelle du soutien aux arts grâce à la création du Conseil des arts et des lettres du Québec [...]»¹¹⁸ auquel elle transfère la gestion de l'aide aux artistes. En 1994, l'arrivée de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), responsable du soutien aux industries culturelles, complétera la décentralisation. Enfin, elle établit un nouveau partage des responsabilités avec les autres ministères, les sociétés d'État, les municipalités et autres instances régionales. Ainsi, pour la première fois, la culture «[...] devient une "mission gouvernementale" au même titre que les questions économiques et sociales.¹¹⁹»

La Politique reconnaît l'importance du rôle culturel des industries culturelles à savoir la production et la diffusion des œuvres artistiques, mais insiste surtout sur leur rôle économique. Bien qu'elles ne représentent qu'une infime portion du budget de 57,8 millions de dollars, soit 0,9 %¹²⁰, les mesures qui leur sont destinées reflètent cette vision. On leur offre un soutien pour améliorer leur capitalisation, leurs compétences professionnelles et leur expertise, l'objectif étant de les aider à atteindre les marchés extérieurs. Des mesures fiscales et programmes de développement de la main d'œuvre du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie leur sont ouverts. Le rôle, la structure et le mode de fonctionnement de la SOGIC doivent être revus. Le gouvernement envisage également d'élaborer et d'appliquer une stratégie de développement des industries culturelles, qui s'intégrera à la stratégie de développement économique du Québec. Elle sera établie en collaboration avec le milieu grâce à des tables sectorielles de concertation¹²¹, qui serviront à «[...] établir un consensus sur [celle-ci] et les mesures de développement [...]»¹²².

¹¹⁷ D. SAINT-PIERRE. *La Politique culturelle du Québec de 1992* [...], p. 248.

¹¹⁸ D. SAINT-PIERRE. *La Politique culturelle du Québec de 1992* [...], p. 248.

¹¹⁹ D. SAINT-PIERRE. *La Politique culturelle du Québec de 1992* [...], p. 206.

¹²⁰ D. SAINT-PIERRE. *La Politique culturelle du Québec de 1992* [...], p. 253.

¹²¹ Celle du secteur du livre sera présidée par Antoine Del Busso.

¹²² QUÉBEC (PROVINCE), GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *La politique culturelle du Québec : Notre culture, notre avenir*, [Québec], Ministère des Affaires culturelles, [1992], p. 96.

Les éditeurs accueillent favorablement la Politique culturelle du Québec puisqu'ils craignent le rapatriement des pouvoirs fédéraux en matière de culture qui leur aurait été néfaste¹²³. Ils tiennent tout de même à rappeler l'importance de favoriser les entreprises entièrement québécoises¹²⁴ et soulignent que l'édition québécoise, en croissance depuis trois décennies, connaît un ralentissement important. À partir des années 1960, et surtout au tournant des années 1980, les interventions du gouvernement ont permis au secteur de l'édition de se développer rapidement. Toutefois, alors que l'économie canadienne connaît une nouvelle récession, plusieurs facteurs viennent fragiliser l'industrie de l'édition : ouverture des marchés, introduction de la TPS, montée des grandes surfaces et développement des chaînes de librairies, essor des nouvelles technologies de l'information et de communications – commerce électronique, impression à la demande, édition numérique, e-book¹²⁵. Pour eux, le soutien gouvernemental demeure vital.

Le réel changement pour les éditeurs aura lieu avec la création de la SODEC. Au cours de l'exercice 1993-1994, dans le cadre de sa stratégie de développement des industries culturelles, le gouvernement consulte le milieu avec l'intention de doter le Québec d'une nouvelle société d'État « [...] qui agira comme guichet unique et sera responsable de l'ensemble des interventions gouvernementales dans le domaine des entreprises culturelles.¹²⁶ » La décision « [...] s'inscrit dans la foulée d'un effort gouvernemental qui vise à améliorer les services et à rationaliser l'administration.¹²⁷ » On souhaite que la nouvelle structure encourage la capitalisation des industries culturelles tout en améliorant et en simplifiant la planification et le suivi du soutien. La Société, constituée en 1994, reprend les mandats de la SOGIC et de l'Institut québécois du cinéma ainsi que la gestion

¹²³ Le rapport Arpin suggérait cette solution.

¹²⁴ ASSOCIATION DES ÉDITEURS et SOCIÉTÉ DES ÉDITEURS DE MANUELS SCOLAIRES DU QUÉBEC. *Mémoire de l'Association des Éditeurs (ADE) et de la Société des éditeurs de manuels scolaires du Québec (SEMSQ) présenté à la Commission de la culture sur la proposition de politique de la culture et des arts*, 16 septembre 1991, f. 12.

¹²⁵ M. MÉNARD. *Les chiffres des mots, Portrait économique du livre au Québec*, Coll. «Culture et économie», Montréal, SODEC, 2001, p. 37-39.

¹²⁶ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE. «Industries culturelles», *La Stratégie industrielle du Québec : «le point»*, 10 mars 1994, [Québec], Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, 1994, p. 167.

¹²⁷ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *Rapport annuel 1994-1995*, Québec, Les Publications du Québec, 1995, p. 9.

des programmes encore administrés par le ministère de la Culture et des Communications¹²⁸.

Dès lors, la nature des rapports entre les éditeurs et le gouvernement se transforme. Souhaitant faire participer le milieu culturel à l'élaboration des programmes, des politiques et des plans d'activités, on crée au sein de la Société des commissions sectorielles. Leur rôle sera de fournir «[...] une expertise permanente des milieux [...]»¹²⁹ et d'offrir «[...] des lieux de réflexion sur les enjeux du développement des industries culturelles[...]»¹³⁰. Contrairement au Conseil consultatif de la lecture et du livre, dont les activités sont réduites à la gestion de la Loi sur le développement des entreprises dans le domaine du livre, la Commission du livre et de l'édition spécialisée permet aux éditeurs d'avoir une influence réelle sur les interventions du gouvernement. Elle rassemble les représentants du domaine de l'édition, de la librairie et de la distribution. Antoine Del Busso en est le président jusqu'en 2002, fonction qu'il cumule à la présidence de l'ANEL entre 1994 et 1998. Les éditeurs occupent ainsi une position stratégique.

La SODEC instaure également une nouvelle procédure dans le but de créer une banque d'informations sur les entreprises. À partir de 1996, toute demande de soutien doit être accompagnée de renseignements concernant les activités de l'entreprise, les administrateurs, les états financiers et les prévisions financières. Cela oblige les éditeurs à faire preuve de professionnalisme pour obtenir l'appui du gouvernement et, surtout, à se montrer soucieux de questions non seulement culturelles, mais aussi économiques et financières. La gestion des entreprises sera désormais documentée et, éventuellement, analysée, ce qui permettra à la SODEC de mieux jauger l'état du secteur.

¹²⁸ Elle commence ses opérations durant l'exercice 1995-1996.

¹²⁹ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES. *Rapport d'activités 1995-1996*, Montréal, 1996, SODEC, p. 3.

¹³⁰ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES. *Rapport d'activités 1995-1996*, [...] p. 3.

1.5 Un peuple sans lecture, c'est un homme sans parole¹³¹

La création de la SODEC coïncide avec l'élection des péquistes, en 1994. D'abord préoccupé par l'avenir constitutionnel du Québec, le gouvernement s'attaque au déficit budgétaire après la défaite référendaire. Toutefois, l'Administration Bouchard se réclame d'une approche plus sociale-démocrate que les libéraux¹³². Dans le domaine de la culture, elle accorde une grande place aux questions touchant le livre et la lecture. Dès son arrivée au MAC, en 1995, Louise Beaudoin annonce son intention d'élaborer une politique québécoise de la lecture publique¹³³. L'année suivante, elle dévoile son projet de doter le Québec d'une grande bibliothèque et hausse le soutien aux bibliothèques publiques.

Grâce à la Commission créée au sein de la SODEC, les éditeurs profitent d'une meilleure tribune auprès du gouvernement et bénéficient de la centralisation des programmes qui facilite leurs démarches pour obtenir de l'aide. Malgré cela, l'inquiétude qu'ils exprimaient dans leur mémoire sur la Politique culturelle du Québec s'intensifie à la mi-décennie. Les difficultés financières et économiques s'accumulent, notamment pour les commerces de détail. Les revenus stagnent, les marges bénéficiaires rétrécissent, bref rien ne va plus. En 1996, la décision de Renaud-Bray de se placer sous la protection de la Loi sur les faillites ébranle le milieu. La Commission du livre et de l'édition spécialisée prend alors l'initiative de réunir les représentants de tous les secteurs lors du Forum sur l'industrie du livre au printemps 1997 pour faire le point sur la situation et trouver des solutions. Conscients de la fragilité des progrès accomplis au cours des dernières années, les éditeurs réclament «[...] une véritable politique de la lecture et du livre.¹³⁴»

Sensible aux demandes et aux inquiétudes des professionnels du livre, Louise Beaudoin élargit son projet au secteur du livre. Malgré son objectif d'atteindre le déficit zéro, le

¹³¹ Titre inspiré d'un proverbe algérien : «Un peuple sans culture, c'est un homme sans parole».

¹³² É. DESROSIERS. «L'année politique au Québec 1996-1997 : Le débat idéologique», *Site de L'année politique au Québec*, [En ligne], 1999, http://www.pum.umontreal.ca/apqc/96_97/desrosie/desrosie.htm, (Page consultée le 14 décembre 2006).

¹³³ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *Rapport annuel 1995-1996*, Québec, Les Publications du Québec, 1996, p. 10.

¹³⁴ ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES. *Une grande bibliothèque pour le Québec. Mémoire soumis par L'Association nationale des éditeurs de livres à la Commission de la Culture*, novembre 1997, f. 1.

gouvernement Bouchard appuie l'initiative sans réserve. Le Premier ministre préside lui-même le Sommet sur la lecture et le livre, en avril 1998. L'exercice de concertation réunit les intervenants du milieu, invités à discuter de différentes propositions pour en arriver à un consensus. À l'issue du Sommet, Lucien Bouchard annonce une bonification de 50 % du budget initialement prévu.

Officialisée en juin 1998, la Politique de la lecture et du livre est résolument orientée vers la lecture, considérée comme un enjeu social, économique et culturel. Portant une attention aux jeunes et aux non-lecteurs, elle poursuit quatre grands objectifs :

- ❑ Susciter chez les jeunes, dès la petite enfance, l'éveil à la lecture et le goût de lire;
- ❑ Garantir aux non-lecteurs et aux populations en difficulté de lecture l'exercice de leurs droits fondamentaux à l'éducation et à la culture;
- ❑ Favoriser le développement et le maintien des habitudes de lecture, particulièrement chez les jeunes et les lecteurs occasionnels;
- ❑ Offrir aux lecteurs toute la diversité de la production écrite, notamment la production québécoise, et répondre à leurs besoins grandissants d'information et de connaissances.¹³⁵

Pour les atteindre, le gouvernement met à contribution plusieurs intervenants et, dans la lignée du nouveau mode de gestion instauré par la Politique culturelle du Québec, fait intervenir la SODEC et le CALQ de concert avec des instances à vocation non culturelle¹³⁶. Tel que prévu, les bibliothèques reçoivent la plus grande portion du budget. Pour l'industrie du livre¹³⁷, le gouvernement prévoit, entre autres, appuyer le projet de la

¹³⁵ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *Le temps de lire, un art de vivre. Politique de la lecture et du livre*, Québec, Ministère de la Culture et des Communications, 1998, p. 7.

¹³⁶ Ministère de la Culture et des Communications, ministère de l'Éducation du Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité, ministère de la Famille et de l'Enfance, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Bibliothèque nationale du Québec, Bureau de la Statistique du Québec, Conseil des arts et des lettres du Québec, Grande bibliothèque du Québec, Office des personnes handicapées du Québec, Société de développement des entreprises culturelles, Télé-Québec, Secrétariat à la politique linguistique.

¹³⁷ Nous présentons la liste des mesures destinées au secteur à l'Annexe 2

BTLF¹³⁸ et de Copibec, deux initiatives du milieu. Il annonce aussi la mise en place d'un Observatoire du livre. Les libraires et les éditeurs, quant à eux, obtiennent de nouveaux programmes de subvention et les salons du livre voient les budgets leur étant destinés augmenter. La question des difficultés du commerce de détail n'est pas pour autant réglée et un groupe de travail est formé pour étudier la situation.

Dotée d'un budget non négligeable de 40 millions de dollars répartis sur trois ans¹³⁹, la Politique permet au secteur du livre de souffler... pour un temps. En 2002, le gouvernement péquiste en dresse un bilan négatif arrivant à la conclusion qu'elle n'a pas atteint certains objectifs prioritaires, tels que l'augmentation du taux de lecteurs. La ministre de la Culture et des Communications, Diane Lemieux, admet qu'il faut «rectifier le tir¹⁴⁰» pour parvenir à modifier les habitudes de lecture des Québécois. En décembre 2002, un article du *Devoir* souligne les difficultés des bibliothèques scolaires et révèle que la politique n'a pas eu «[...] d'effet tangible, selon un rapport confidentiel du MEQ¹⁴¹». En dépit du constat négatif, la ministre annonce néanmoins des investissements additionnels de 20 millions de dollars pour l'année 2002-2003 dans le cadre du plan d'action *Agir pour la lecture*¹⁴². Le budget vise à renforcer des mesures touchant, notamment, les bibliothèques publiques et les librairies. Toutefois, cet ultime effort sera en partie balayé du revers de la main au lendemain des élections d'avril 2003.

Nouvellement élu, Jean Charest prône une politique aux accents néolibéraux et propose de réviser en profondeur le rôle de l'État. Selon lui, le Québec est arrivé au bout d'un modèle de fonctionnement et est mal adapté à la modernité¹⁴³. L'État doit être «[...] un

¹³⁸ La Banque de titres de langue française est une société de gestion offrant un moteur de recherche en ligne pour les produits de l'édition en langue française au Canada et au Québec.

¹³⁹ Il s'agit d'un budget exceptionnel. Cette somme s'ajoute donc aux dépenses courantes pour la lecture et le livre.

¹⁴⁰ P. APRIL. «Québec doit envisager d'autres mesures incitatives», *Le Soleil*, 7 mars 2002, p. B3.

¹⁴¹ F. DEGLISE. «Les bibliothèques scolaires continuent à battre de l'aile», *Le Devoir*, 18 décembre 2002, p. A1.

¹⁴² QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *Agir pour la lecture. Politique de la lecture et du livre : des constats après trois ans, séance de travail sur la lecture*. Montréal, le 7 mars 2002, [Québec], Ministère de la Culture et des Communications, 2002, 20 p.

¹⁴³ B. DESCÔTEAUX. «Difficultés en vue», *Le Devoir*, 5 juin 2003, p. A6.

instrument au service de la réussite de ses citoyens [...]»¹⁴⁴ et ne doit pas trop s'ingérer dans l'économie et la vie des entreprises¹⁴⁵. Il lance donc une «[...] opération de révision des programmes gouvernementaux [...]»¹⁴⁶ et des structures de l'État. Du côté culturel, il souhaite mieux soutenir les artistes¹⁴⁷, mais procède à des compressions budgétaires du côté de la SODEC. Toutes les enveloppes budgétaires de la Société sont amputées de 5 %¹⁴⁸. Les libraires sont particulièrement affectés par la non-reconduction des budgets du programme d'Aide aux librairies agréées issu de la Politique de la lecture et du livre¹⁴⁹. Également frappés par les compressions, les salons du livre voient les budgets leur étant destinés réduits de 10 % alors que les subventions pour la participation aux salons du livre, réservée aux éditeurs¹⁵⁰, diminuent du même coup.

Furieux, le milieu éditorial accuse le gouvernement d'avoir mis la hache dans la Politique de la lecture et du livre. Pour les professionnels du livre, il est trop tôt pour s'avouer vaincu puisque «[...] [l]a lecture est une habitude qui se forge à long terme.¹⁵¹» Toujours effective d'après le site Internet du ministère de la Culture et des Communications et de la Condition féminine, la Politique de la lecture et du livre semble réduite, en 2003-2004, au soutien destiné aux bibliothèques publiques et à la Bibliothèque nationale. En 2004-2005, elle n'apparaît plus dans le rapport du Ministère. L'observation des dépenses de

¹⁴⁴ ANONYME. «Discours inaugural. Les six travaux de Charest. Le modèle québécois hérité de la Révolution tranquille sera transformé en cinq ans», *Le Devoir*, p. A1.

¹⁴⁵ J. CHAREST. «Redéployer l'État. "Lorsque le monde change, l'immobilisme devient synonyme de recul"», *La Presse*, 14 octobre 2003, p. A21.

¹⁴⁶ B. DESCÔTEAUX. «Difficultés [...]», p. A6.

¹⁴⁷ ANONYME. «En bref : Charest et la culture», *Le Devoir*, 5 juin 2003, p. B8.

¹⁴⁸ F. BORDELEAU. «Filière du livre : l'État programme-t-il la crise?», *Le Libraire, Portail du livre au Québec*, [En ligne], 1 mars 2004, www.lelibraire.org/imprimer.asp?id=915, (Page consultée le 28 septembre 2006).

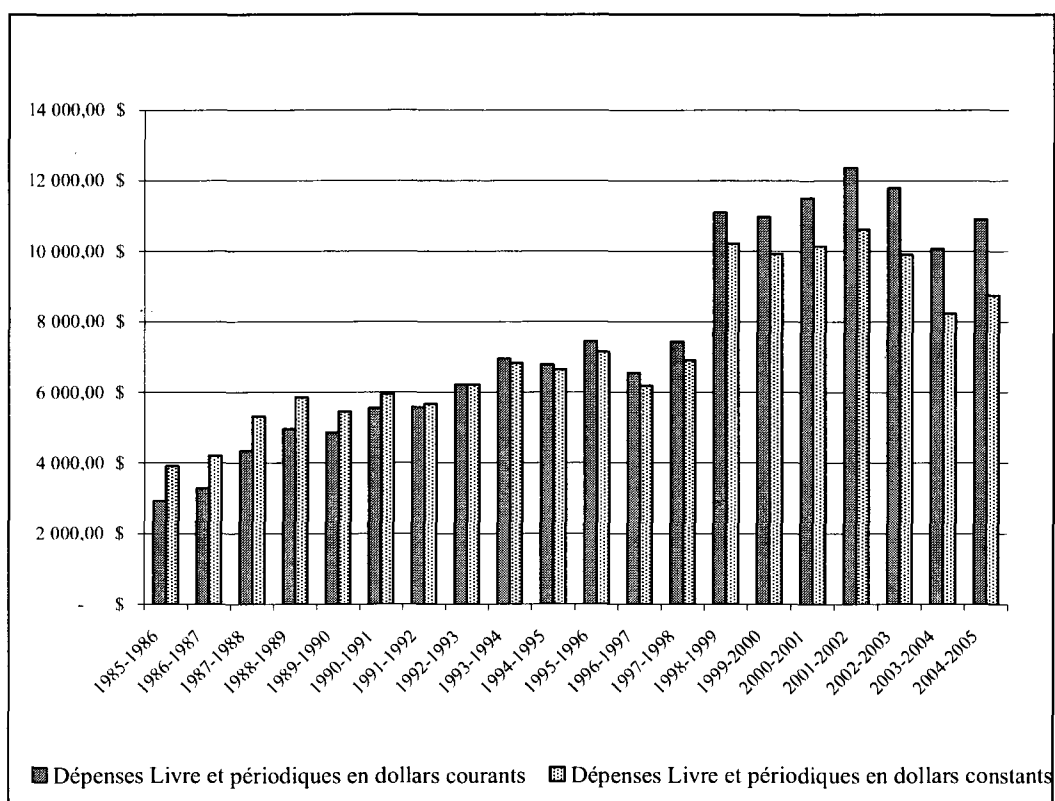
¹⁴⁹ ANONYME. «Nouvelles brèves. Livre», *Sodexpress. Le Bulletin d'information électronique de la SODEC*, vol. 4, n° 2, novembre 2003, p. 6.

¹⁵⁰ G. GOUGEON. «[C'est une véritable catastrophe pour les responsables des neuf Salons du livre du Québec. Radio-Canada a appris que le gouvernement Charest vient de couper une partie de leurs subventions. Québec refuse]», *Le Téléjournal / Le Point*, Montréal, Radio-Canada, Émission de télévision, [Retranscription en ligne dans Biblio Branchée], <http://www.biblio.eureka.ca.ezproxy.usherbrooke.ca/Biblio/Frames/FrameMain.asp>, (Page consultée le 30 mars 2006).

¹⁵¹ ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES. «Mémoire de l'ANEL au ministre des Finances du Québec dans le cadre des consultations pré-budgétaires 2004. Version finale», *Site internet de l'Association nationale des éditeurs de livres. Publications*, [Document PDF en ligne], 19 janvier 2004, http://www.anel.qc.ca/PDFAutoG/11_20051018191954.pdf, p. 5, (Document consulté le 5 décembre 2006).

l'administration publique québécoise dans le domaine du livre et du périodique (voir le graphique 1.2), nous révèle effectivement que l'aide gouvernementale diminue après une hausse marquée entre 1998 et 2002. Comme notre analyse s'arrête en 2004, il serait risqué de tirer des conclusions sur les politiques des libéraux sans analyser les données des années suivantes. Cela révèle, à tout le moins, la fragilité des acquis du milieu du livre.

1.2 Évolution des dépenses de l'Administration publique québécoise dans le domaine du livre et des périodiques de 1985 à 2004¹⁵²



¹⁵² Source des données : QUÉBEC (PROVINCE), INSTITUT DE LA STATISTIQUE. «Données statistiques. Administration publique québécoise», *Observatoire de la culture et des communications*, [En ligne], 2006, http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/culture_comnc/depense_culture/gouvernement_que/index.htm, (Page consultée le 14 décembre 2006).

* * *

Dans ce chapitre, notre objectif était de montrer comment et dans quel contexte la politique du livre a évolué depuis 1960 et, plus précisément, après 1978. L'exercice avait pour but de mieux situer l'analyse des interventions que nous proposons dans les chapitres subséquents. Ce tour d'horizon, très sommaire, nous a permis de relever quelques faits saillants. À partir de 1978, le gouvernement intensifie son action dans tous les domaines culturels. Pour la première fois, avec la création d'un ministère d'État au développement culturel, en 1976, la publication de la Politique québécoise du développement culturel et la Conférence socio-économique sur les industries culturelles, en 1978, il élève la culture parmi ses priorités. Or, il ne s'agit pas de simples intentions, car dès 1978, les dépenses gouvernementales en culture augmentent sensiblement¹⁵³ : la portion du budget provincial attribuée au ministère des Affaires culturelles passe de 0,49 % en 1978-1979 à 0,64 %, en 1985-1986, à la fin du règne péquiste. La portion continue à augmenter par la suite et se situe à 0,74 % en 1991-1992. Durant cette période, les pouvoirs publics misent principalement sur l'offre de produits culturels¹⁵⁴ et privilégient certains secteurs, dont les industries culturelles.

Le changement correspond à la mise en application, dans la politique culturelle, d'une conception élargie de la culture, moins «élitiste», pourrait-on dire. Le soutien au développement culturel devient une question de bien-être collectif, donc, dans la logique de l'État-providence, une préoccupation gouvernementale. Dans ce contexte, enjeux culturels et enjeux nationaux vont de pair. Soulignons que les politiques clés de la période sont élaborées au moment de chauds débats constitutionnels : la période précédant le référendum de 1980 et celle des négociations du Lac Meech et de l'Accord de Charlottetown, au tournant des années 1990. Pour réaliser son objectif, le gouvernement doit renouveler sa stratégie d'intervention afin d'arriver à toucher toute la population. Il compte alors sur les industries culturelles, donc sur la production, pour améliorer la diffusion des produits culturels. En même temps, il se porte garant de leur croissance. L'association entre les industries culturelles et le développement culturel changera

¹⁵³ Le Graphique 1.1 illustre cette augmentation.

¹⁵⁴ D. SAINT-PIERRE. «Les politiques culturelles du Québec : état des lieux et défis», *Le Devoir*, 20 janvier 2007, p. 18, [Cahier spécial de l'INM].

profondément l'approche du gouvernement. Dès lors, il adoptera des logiques économiques pour élaborer, gérer et justifier son action, surtout pour les industries culturelles. Une vision qui se voit officiellement consacrée, en 1992, par la Politique culturelle du Québec lorsqu'on intègre la stratégie de développement des industries culturelles à la stratégie de développement économique du Québec.

Cependant, l'objectif du développement culturel se bute rapidement, au début de la décennie 1980, aux impératifs imposés par le contexte économique et la crise des finances publiques. Même si les élus souhaitent renouveler leurs interventions dans le secteur culturel, leur marge de manœuvre diminue rapidement et les oblige à remettre en question les principes de l'État-providence hérités de la Révolution tranquille. L'exemple de la TPS, dont le milieu du livre fait les frais, est révélateur : la culture est sacrifiée pour renflouer les coffres de l'État. Le discours néolibéral prend le haut du pavé et l'interventionnisme bat de l'aile. Plus nombreux et mieux organisés, les représentants du milieu culturel, de leur côté, sont davantage exigeants quant au soutien gouvernemental. Les politiciens doivent trouver de nouvelles avenues pour appuyer un secteur qu'ils ont aidé à se développer par leurs interventions.

La réorientation des actions gouvernementales dans le domaine culturel, amorcée avec la Politique québécoise du développement culturel, se poursuit dans les années 1980 avec les deux énoncés de politique, de moindre envergure, publiés durant la décennie. Cependant, le changement le plus profond a lieu en 1992, avec la Politique culturelle du Québec qui enclenche un remaniement complet des structures étatiques. Le nouveau ministère de la Culture et des Communications, centre de contrôle de l'intervention gouvernementale en matière de culture, propose une approche basée sur le partenariat et le partage des responsabilités, tout en visant la rationalisation du soutien. Désormais, les milieux sont davantage impliqués dans l'élaboration des programmes et des politiques. La SODEC, créée à cette fin, prône une vision industrielle et économique de la culture. En devenant le guichet unique des industries culturelles, toutes les entreprises, petites ou grandes, auront à composer avec cette conception de la culture.

Qu'en est-il du milieu du livre? Si le secteur bénéficie d'un meilleur soutien à partir de 1978, grâce notamment aux mesures mises de l'avant par la Politique québécoise du développement culturel, il est par la suite confronté aux profondes mutations qu'apportent la mondialisation de l'économie et les changements technologiques, plus particulièrement dans le commerce de détail. Les problèmes qu'engendrent ces phénomènes culminent dans les années 1990. Les représentants du secteur sonnent l'alarme et réclament l'intervention du gouvernement pour les sortir du pétrin. Or, au milieu des années 1990, c'est d'abord le taux élevé de non-lecteurs qui inquiète le gouvernement. Jusque-là, ses politiques ne semblent pas avoir eu l'effet escompté sur la demande alors que l'offre a augmenté rapidement grâce à l'accroissement de son soutien. Il décide donc, pour une première fois, de placer la lecture avant le livre dans l'ordre de ses priorités en adoptant, en 1998, la Politique de la lecture et du livre. La place qu'y occupe l'industrie du livre est cependant beaucoup moins grande que dans la Politique québécoise du développement culturel. À peine cinq ans plus tard, la politique est remise en question, car elle n'a pas atteint ses objectifs. Comment, dans ce contexte, l'intervention gouvernementale a-t-elle évolué dans le domaine spécifique de l'édition? C'est ce que nous nous proposons d'étudier dans les prochains chapitres.

Chapitre 2

La Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre : les éditeurs «maîtres chez eux»...?

Notre politique de la lecture s'articule autour d'une essentielle préoccupation de liberté : assurer pour tous les Québécois, partout où ils se trouvent sur le territoire, l'accès véritable aux livres de leur choix. L'État doit garantir l'exercice de cette liberté. Le livre étant considéré comme un véhicule essentiel des idées, des opinions, nous serons d'accord pour reconnaître qu'il importe pour une société démocratique, d'en assurer la plus large diffusion possible.¹⁵⁵

On trouve dans les propos de Denis Vaugeois, cités en exergue, le fondement de la politique du livre mise en place au tournant des années 1970 : rendre le livre accessible à tous les citoyens québécois, qu'ils vivent à Montréal ou à Chibougamau. Aujourd'hui, avec les moyens de communication que nous connaissons, les propos du ministre peuvent étonner. En effet, il suffit maintenant de quelques «clics» de souris pour se procurer un livre et, avec l'avènement du e-book, la livraison est pratiquement instantanée. Or, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, la situation de l'industrie du livre au Québec a énormément évolué durant les trente dernières années. Mais, à l'époque où Vaugeois écrivait ces lignes, les éditeurs québécois arrivaient difficilement à faire connaître leur production dans un marché dominé par les entreprises étrangères et où les infrastructures essentielles à la diffusion de leur production, les librairies et les bibliothèques, demeuraient cruellement déficientes. Une intervention musclée s'imposait.

La Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre représente l'un des principaux piliers du projet de Vaugeois. Ce chapitre est donc consacré à cette intervention phare, encore en vigueur de nos jours. Héritière de la Loi sur l'agrément des libraires, elle touche tous les secteurs de l'industrie du livre, dont

¹⁵⁵ *Notes pour une allocution du ministre des Affaires culturelles, monsieur Denis Vaugeois, à l'occasion de la présentation en 2^{ième} lecture du Projet de loi 51 concernant le développement des entreprises du livre au Québec, Québec, le 8 novembre 1979, Archives du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.*

l'édition. Instaurée en 1979, elle réaménagera l'environnement législatif de l'industrie du livre et participera grandement à son développement. Après avoir présenté les grandes lignes de son fonctionnement et expliqué en quoi elle constitue une forme de soutien à l'édition, nous nous intéresserons aux enjeux qui ont entouré son élaboration. Par la suite, les résultats des études issues de son évaluation, au début de la décennie 1990, nous permettront de dresser un bilan des dix premières années de son application et de vérifier comment elle a participé au développement du secteur de l'édition. Nous consacrerons la dernière partie du chapitre au plus important remaniement de la Loi, effectué alors que le débat sur le prix unique battait son plein, au tournant des années 1990.

2.1 Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la Loi 51 sans jamais oser le demander

Mieux connue sous le nom de Loi 51¹⁵⁶, la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre¹⁵⁷ est une loi-cadre, autrement dit, il s'agit d'un

[...] [t]exte législatif qui définit des principes généraux et qui laisse à l'exécutif le soin d'élaborer des textes d'application, lui permettant ainsi de l'adapter, en matière d'environnement par exemple, au développement scientifique et technique, sans avoir à procéder à une modification législative.¹⁵⁸

Le noyau dur de la Loi se trouve dans deux articles. Le premier réserve l'aide financière gouvernementale aux entreprises agréées ou admissibles à l'agrément et le second oblige les institutions subventionnées à s'approvisionner dans des librairies agréées. La Loi crée également le Conseil consultatif de la lecture et du livre dont la fonction est de «[...] donner son avis et [...] soumettre des recommandations au ministre, à la demande de ce dernier ou de sa propre initiative, sur toute question relative à la lecture, au livre et à

¹⁵⁶ En fait, cette appellation est erronée puisque le numéro 51 qu'on lui a attribué est en fait celui du projet de loi, qui a donné naissance à la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre. En réalité, la Loi porte le numéro D-8.1. Pour éviter toute confusion, nous la désignerons, tout au long de ce mémoire, par son nom complet.

¹⁵⁷ Nous fournissons à l'Annexe 3, le texte de la Loi ainsi que celui du Règlement sur l'agrément des éditeurs au Québec.

¹⁵⁸ QUÉBEC (PROVINCE), OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE. «Loi-cadre n.f.», *Site de l'Office québécois de la langue française, Le grand dictionnaire terminologique*, [En ligne], 25 janvier 2007, http://w3.granddictionnaire.com/BTML/FRA/r_Motclef/index1024_1.asp, (Page consultée le 28 février 2007).

l'application de la présente loi et des règlements.¹⁵⁹» Les autres sections contiennent les modalités de délivrance, d'annulation ou de suspension de l'agrément et les procédures de recours devant le tribunal. Elles définissent aussi les pouvoirs administratifs et réglementaires du ministre ainsi que les dispositions pénales, transitoires et finales.

À la base législative se greffent cinq règlements. Destinés à encadrer l'application concrète de la Loi, ils concernent :

- ❑ l'acquisition de livres par certaines personnes dans les librairies agréées;
- ❑ l'agrément des distributeurs au Québec et le mode de calcul du prix de vente;
- ❑ l'agrément des éditeurs au Québec;
- ❑ l'agrément des librairies;
- ❑ l'application de l'article 2 de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre.

La norme exigeant la propriété à 100 % québécoise des entreprises est assurément la clé de voûte des cinq règlements. Il s'agit de la condition essentielle à tout agrément et, par le fait même, à l'obtention d'une aide financière gouvernementale. Le premier règlement définit les principes qui régissent les achats des institutions subventionnées. Par exemple, il oblige celles-ci, sauf exceptions, à faire leurs achats dans trois différentes librairies de leur région administrative tout en établissant des règles permettant de fixer les prix de vente. Les trois règlements suivants portent essentiellement sur les conditions d'agrément et contiennent des clauses sur la fixation des prix, la qualité du service et les stocks alors que le dernier présente les exceptions à la Loi.

Voyons plus précisément comment la Loi et ses règlements interviennent dans le domaine de l'édition. Outre la condition relative à la propriété québécoise, les entreprises d'édition doivent respecter les normes et conditions établies par le règlement leur étant destiné pour obtenir l'agrément. Les principales exigences sont les suivantes :

¹⁵⁹ *Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre*, L.R.Q., c. D-8.1, art. 8.

- ❑ Avoir publié un minimum d’auteurs québécois ou posséder un inventaire minimal de titres québécois;
- ❑ Être à jour dans le paiement des droits d’auteur;
- ❑ Produire des états financiers;
- ❑ Informer le gouvernement de leurs activités de distribution;
- ❑ Pour l’éditeur qui distribue lui-même sa production, fournir les librairies agréées et respecter la Loi et les règlements concernant la distribution;
- ❑ Produire un rapport annuel d’activités.

Ajoutons à cela les dispositions des règlements sur l’agrément des distributeurs et des libraires qui interfèrent dans les activités des éditeurs. Par exemple, les conditions d’agrément des distributeurs indiquent que ceux-ci doivent offrir des services d’entreposage et d’information sur les titres qu’ils distribuent. Conséquemment, on assure aux éditeurs un meilleur service de distribution. De même, les règlements déterminent des taux de remises minimaux à accorder aux libraires, une information essentielle aux éditeurs lorsque ceux-ci fixent le prix de leurs ouvrages. Pour être éligibles à l’agrément, les libraires doivent quant à eux faire la preuve qu’ils reçoivent d’office¹⁶⁰ les titres d’au moins vingt-cinq éditeurs agréés et les gardent en stock au moins quatre mois. Depuis 1984, les normes d’agrément des libraires exigent également le maintien d’un inventaire d’au moins 6000 titres répartis selon différentes catégories¹⁶¹ et comprenant une bonne proportion d’ouvrages québécois, fixée au départ à 1000 titres.

2.2 Pour une action rapide, concrète et, si possible, consensuelle

En 1978, après plus de dix ans d’existence, la Loi sur l’agrément des libraires n’a pas réussi à créer un climat propice au développement du commerce du livre au Québec. Peu préoccupés par la question culturelle, les pouvoirs publics ont laissé la situation s’envenimer. Ainsi, à la fin des années 1970, l’anarchie règne toujours dans le marché du

¹⁶⁰ Cette pratique est déjà bien implantée dans le milieu du livre lors de l’instauration de la Loi. Toutefois, la Loi en plus d’en faire une obligation pour les libraires agréés impose des normes précises pour encadrer l’office.

¹⁶¹ OEUVRES D’IMAGINATION, BEAUX ARTS, SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES, ENCYCLOPÉDIE ET DICTIONNAIRES, LIVRES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES, VULGARISATION SCIENTIFIQUE (catégorie ajoutée en 1998) et LITTÉRATURE JEUNESSE. La ventilation des stocks par catégorie a varié depuis 1985.

livre. Portée par la croissance économique, l'effervescence culturelle et, dans une certaine mesure, le soutien gouvernemental, l'industrie québécoise de l'édition a connu un essor durant les années 1960 et 1970¹⁶². Cependant, le développement demeure récent et les éditeurs québécois ne font pas encore le poids face à la concurrence étrangère. La Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre constituera l'une des réponses gouvernementales à la situation.

La Politique québécoise de développement culturel présente les grandes lignes du renforcement législatif. Elle propose, notamment, d'instaurer un système d'agrément ou de permis des éditeurs et des distributeurs pour compléter celui qui s'applique déjà aux libraires. L'industrie du livre représentant «[...] un puissant moyen d'expression de la culture d'une collectivité [...]»¹⁶³, il est donc inacceptable qu'elle soit contrôlée par des intérêts étrangers. Afin de développer une industrie locale capable de diffuser adéquatement la culture québécoise, les interventions gouvernementales doivent être réservées aux entreprises exclusivement québécoises. Dans un esprit de complémentarité, des mesures appuieront également la création et le développement des bibliothèques publiques, clientèle captive des librairies.

Après avoir collaboré à la rédaction de la Politique québécoise du développement culturel¹⁶⁴, le ministre des Affaires culturelles, Denis Vaugeois, travaille, dès l'été 1978, à préciser la nouvelle politique du livre et de la lecture. Misant sur la complémentarité des réseaux de librairies et de bibliothèques, elle vise à :

- ❑ Rendre accessible à tous les Québécois la culture par le livre grâce à une meilleure diffusion et distribution;
- ❑ Rationaliser et structurer l'industrie québécoise du livre en vue de sa rentabilité et de sa compétitivité;
- ❑ Appuyer cette même industrie par des mesures financières adéquates;

¹⁶² M. MÉNARD. *Les chiffres des mots, Portrait économique du livre au Québec*, Coll. «Culture et économie», Montréal, SODEC, 2001, p. 32.

¹⁶³ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTRE D'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT CULTUREL. *La politique québécoise du développement culturel*, volume 2, [...], p. 342.

¹⁶⁴ D. VAUGEOIS. *L'amour du livre. L'édition au Québec, ses petits secrets et ses mystères*, Sillery, Septentrion, 2005, p. 26-27.

- ❑ Développer et promouvoir la lecture au Québec, la création, la qualité du produit culturel concerné et le maintenir à un prix raisonnable et accessible;
- ❑ Établir les fondements québécois d'une infrastructure industrielle et culturelle du livre qui reflète la spécificité culturelle du Québec.¹⁶⁵

D'emblée, Vaugois s'efforce de prendre en considération la position de tous les intervenants dans le milieu du livre, car il est convaincu que le succès est tributaire d'un consensus. Il convoque, en juin 1978, les États généraux du monde du livre afin de trouver des solutions rapides et concrètes¹⁶⁶. Il y obtient l'appui des participants sur l'élargissement de l'agrément à tous les secteurs du commerce du livre c'est-à-dire l'édition, la distribution et la librairie. Toutefois, ceux-ci ne s'entendent pas sur la portion minimale servant à définir la propriété québécoise d'une entreprise, que le ministre Vaugois propose de hausser à 100 %. Le réseau des librairies Dussault-Garneau, par exemple, s'y oppose. Comme Hachette a des intérêts dans l'entreprise par l'entremise du Centre éducatif et culturel, une telle modification des règles du jeu signifierait, pour l'entreprise, de faire une croix sur l'agrément et ses avantages.

À l'été 1978, pour élaborer le projet de loi, Vaugois met à contribution le Comité consultatif du livre¹⁶⁷. Soucieux d'avoir tous les atouts en main, il décide de le renforcer. Il fait alors « [...] appel à quelques leaders du monde du livre [...] »¹⁶⁸ ayant de l'expérience, dont Jacques Fortin, Pierre Lespérance et Jacques Martin¹⁶⁹ plutôt qu'à des représentants d'associations n'ayant pas de mandat clair¹⁷⁰. Les discussions se poursuivent tout au long de l'été en vue de préparer un sommet sur le livre prévu pour

¹⁶⁵ QUÉBEC (PROVINCE), SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES SOCIO-ÉCONOMIQUES. *Les industries culturelles. Hypothèses de développement*, Québec, Ministère du Conseil exécutif, Secrétariat des conférences socio-économiques, 1978, p. 31.

¹⁶⁶ ANONYME. «Vaugois veut solutionner la situation du livre», *La Presse*, 26 juin 1978, p. A11.

¹⁶⁷ Créé en 1965 par la Loi sur l'Agrément des libraires, ce comité est formé de représentants du milieu du livre et a comme principal rôle d'approuver les demandes d'agrément des libraires.

¹⁶⁸ D. VAUGEOIS. *L'amour du livre* [...], p. 35.

¹⁶⁹ Le Comité est présidé par Clément Marchand et formé des membres suivants : André Constantin, Yvon-André Lacroix, Jean-Pierre Montpetit, Guy St-Jean, Paule Delorme, Marielle Durand, Hélène Ouvrard et Jean-Pierre Guay.

¹⁷⁰ «Les politiques du livre et de la lecture au Québec», *communication présentée par Denis Vaugois, séminaire du GRÉLQ*, Université de Sherbrooke, 1er avril 2005 (2 CD nos 253 et 254 + doubles), (88 min. en tout).

l'automne. L'événement prendra finalement la forme de la Conférence socio-économique sur les industries culturelles et se tiendra en décembre 1978. Vaugeois en profitera pour obtenir l'adhésion des professionnels du livre à son projet de loi.

Apparemment, le début de la Conférence est marqué par la passivité des représentants du milieu du livre, peu préparés et surtout peu enclins à avancer des solutions originales « [...] sauf d'accepter les subventions qu'offre l'État¹⁷¹ ». Les interventions de dernière minute de Jacques Godbout, président de l'Union des écrivains québécois, et de Jacques Fortin, des Éditions Québec Amérique, réussissent néanmoins à créer un consensus. On appuie la norme exigeant la propriété québécoise à 100 % pour obtenir l'agrément et, quelques jours plus tard, le Comité consultatif du livre recommande à l'unanimité au ministre d'intégrer la clause à la législation¹⁷².

L'hiver suivant, Vaugeois poursuit la consultation avec le Comité consultatif du livre pour fixer les dispositions de la Loi, mais certaines questions demeurent en suspens. Celle de la vente des manuels scolaires semble particulièrement difficile à régler. En effet, la Loi sur l'agrément des libraires de 1965 obligeait les institutions d'enseignement à effectuer leurs achats dans les librairies accréditées. L'Association des libraires du Québec réclame le maintien de la règle et, advenant la perte du marché scolaire, elle réclame une compensation, soit une hausse de la marge bénéficiaire sur le livre de bibliothèque et un soutien accru pour la promotion¹⁷³. Déjà en décembre, le Comité consultatif du livre recommandait au ministère «[...] de faire connaître au MEQ sa position en faveur du maintien du commerce des manuels scolaires par les librairies

¹⁷¹ J. ROYER. «Silence étonnant à l'atelier du livre», *Le Devoir*, 5 décembre 1978, p. 20.

¹⁷² Le télégramme annonçant cette décision est reproduit dans D. VAUGEOIS. *L'amour du livre. L'édition au Québec, ses petits secrets et ses mystères*, Sillery, Septentrion, 2005, p. 36.

¹⁷³ QUÉBEC (PROVINCE), SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES SOCIO-ÉCONOMIQUES. «Allocution de la présidente de l'Association des libraires du Québec madame Louise R. Fortier», *Les industries culturelles. Hypothèses de développement*, Québec, Ministère du Conseil exécutif, Secrétariat des conférences socio-économiques, 1978, p. 33.

agréées, augmenté d'une marge accrue de 15 % à 20 %.¹⁷⁴» Mais le ministère de l'Éducation s'y oppose, craignant une hausse du coût des livres¹⁷⁵.

Les bibliothécaires, quant à eux, réagissent au retrait de la remise de 15 % qu'ils obtenaient sous la législation précédente. Le ministre Vaugois hésite encore au sujet du manuel scolaire tout en se faisant rassurant auprès des représentants des bibliothèques publiques. Le développement du réseau de lecture publique est «[...] sa préoccupation dominante depuis qu'il est au MAC [...]»¹⁷⁶ et une hausse des budgets pour compenser l'éventuel abandon de la remise de 15 % a été prévue. Il n'est toutefois pas au bout de ses peines. La controverse éclate dans les journaux à la suite de la publication d'un article de Jean Royer qui juge que le projet de loi donne trop de pouvoirs au ministre¹⁷⁷. Vaugois réplique lors d'une conférence de presse en affirmant que le document sur lequel s'appuie Royer n'est qu'une ébauche et qu'il a de toute façon été préparé par le Comité consultatif du livre lui-même¹⁷⁸.

Finalement, le ministre cède avec regrets au sujet du manuel scolaire : «[L]es liens sont en effet trop étroits entre l'édition scolaire et l'édition littéraire ou pratique pour qu'on puisse élaborer isolément et avec succès [les] diverses politiques.¹⁷⁹» Sa décision répond néanmoins aux «[...] attentes pressantes du ministère de l'Éducation¹⁸⁰» et «[...] [ménage] certains intérêts étrangers fortement impliqués dans le manuel scolaire [...]»¹⁸¹. Il voudrait que le ministère de l'Éducation prenne quand même des moyens pour favoriser le commerce du manuel scolaire québécois. En juin, le souhait de Vaugois

¹⁷⁴ Procès-verbal de la 93^{ième} réunion du Comité consultatif du livre, le 12 décembre 1978, Archives du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.

¹⁷⁵ Procès-verbal de la 94^{ième} réunion du Comité consultatif du livre, le 23 janvier 1979, Archives du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.

¹⁷⁶ Procès-verbal de la 94^{ième} réunion du Comité consultatif du livre [...].

¹⁷⁷ J. ROYER. «Le ministre deviendrait roi et maître du livre au Québec. Dans un "avant-projet de loi" à l'étude», *Le Devoir*, 27 janvier 1979, p. 1, 6.

¹⁷⁸ B. DESCÔTEAUX. «Livre : Vaugois n'endosse pas toutes les hypothèses», *Le Devoir*, 1 février 1979, p. 2.

¹⁷⁹ D. VAUGOIS. [Lettre adressée à Camille Laurin, ministre d'État au Développement culturel], 24 avril 1979, Archives du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.

¹⁸⁰ D. VAUGOIS. [Lettre adressée à Camille Laurin, ministre d'État au Développement culturel] [...].

¹⁸¹ D. VAUGOIS. [Lettre adressée à Camille Laurin, ministre d'État au Développement culturel] [...].

semble en partie exaucé, car une décision du Conseil des ministres autorise le ministère des Affaires culturelles

[...] à faire état du fait que les institutions d'enseignement des niveaux préscolaire, primaire, secondaire et collégial ne subiront pas de désavantages financiers en raison de l'application de cette nouvelle politique et qu'en plus le ministère de l'éducation [sic] effectuera un effort financier additionnel pour accroître l'achat par ces institutions;¹⁸²

L'effort dont il est question consiste en un plan de développement des bibliothèques scolaires que le ministre de l'Éducation prépare en parallèle avec le Plan de développement des bibliothèques publiques de Vaugeois.

En février 1979, la première version du projet de loi est prête. Vaugeois souhaite agir rapidement pour profiter du consensus qu'il a su dégager¹⁸³. Le processus s'enclenche officiellement par le dépôt d'un mémoire au Comité ministériel permanent du développement culturel précisant les principaux paramètres qui serviront à élaborer la future législation¹⁸⁴. Le manuel scolaire sera exclu de la Loi, mais le gouvernement compensera les libraires pour la perte de ce marché en abolissant la remise de 15 % aux bibliothèques publiques. Pour leur part, les représentants du milieu exigent une hausse des budgets des institutions subventionnées pour pallier la diminution de leur pouvoir d'achat et demandent que toutes les entreprises concernées par la Loi soient tenues de respecter les règles du jeu établies dans l'industrie du livre.

Après une série de remaniements, le projet de loi 51 est déposé devant l'Assemblée nationale en juin 1979. Durant l'été, une commission parlementaire permet aux professionnels du livre de faire connaître leur position officielle. Malgré le consensus établi pendant l'hiver précédent, des regroupements émettent toujours des réserves. Par

¹⁸² *Décision no. 79-142 du Conseil des ministres*, 14 juin 1979, Archives du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.

¹⁸³ D. VAUGEOIS. [Lettre adressée à Camille Laurin, ministre d'État au Développement culturel], 27 février 1979, Archives du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.

¹⁸⁴ D. VAUGEOIS. *Mémoire au comité ministériel permanent du développement culturel concernant la politique de l'industrie du livre au Québec*, 27 février 1979, Archives du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.

exemple, l'Association des éditeurs canadiens et le Conseil supérieur du livre soulèvent de nouveau la question des pouvoirs excessifs que le projet de loi donne au ministre¹⁸⁵. Attentif aux critiques du milieu, le ministre décide de renforcer le mandat du Conseil consultatif de lecture et du livre. En plus d'appliquer la Loi et ses règlements, le Conseil étudiera toutes les questions relatives au livre et à la lecture, et apportera son avis sur les règlements et leurs éventuelles modifications¹⁸⁶. Mais comme nous l'avons vu au chapitre précédent, le pouvoir du Conseil sera somme toute relativement limité.

Les libraires, quant à eux, se prononcent contre la perte du marché du manuel scolaire¹⁸⁷. Selon le témoignage de Denis Vaugois, ils acceptent d'appuyer le projet, mais avec beaucoup de réticences¹⁸⁸. Nous supposons que le ministre a fait des concessions qui auraient aidé à les convaincre. Par exemple, le Comité consultatif du livre avait proposé d'inclure une clause exigeant un nombre minimal de titres à l'étalage dans le Règlement sur l'agrément des libraires¹⁸⁹. Or, dans sa première version, instaurée en 1981, la réglementation ne comprend aucune norme quant à l'assortiment de livres des libraires. C'est seulement en 1984 que le Conseil consultatif de la lecture et du livre, ayant reçu l'appui de l'Association des libraires du Québec, réussit à instaurer la clause.

De leur côté, les bibliothécaires s'impatientent. Ils attendent toujours les hausses de budgets promises par le ministre, absentes du projet qui leur est soumis¹⁹⁰. Ils ne

¹⁸⁵ CONSEIL SUPÉRIEUR DU LIVRE. *Mémoire sur le projet de loi no 51 Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre. Présenté par le Conseil supérieur du livre à La Commission parlementaire*, [s.l.], août 1979, [Conseil supérieur du livre], 15 p.

ASSOCIATION DES ÉDITEURS CANADIENS. *Mémoire sur le projet de loi no 51. Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre. Présenté par l'Association des éditeurs canadiens à la Commission parlementaire d'août 1979*, [s.l.], août 1979, [Association des éditeurs canadiens], 15 f.

¹⁸⁶ *Notes pour une allocution du ministre des Affaires culturelles monsieur Denis Vaugois. 3^e lecture du projet de loi 51*, Archives du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.

¹⁸⁷ ASSOCIATION DES LIBRAIRES DU QUÉBEC. *Mémoire sur le projet de loi no 51 Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre. Présenté par l'Association des libraires du Québec à La Commission parlementaire*, [s.l.], août 1979, [Association des libraires du Québec], 15 f.

¹⁸⁸ D. VAUGOIS. *L'amour du livre* [...], p. 49, 67.

¹⁸⁹ QUÉBEC (PROVINCE), CONSEIL CONSULTATIF DE LA LECTURE ET DU LIVRE. *Rapport d'activités 1982-1983*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1983, p. 9.

¹⁹⁰ ASSOCIATION DES BIBLIOTHÉCAIRES DU QUÉBEC, et autres. *Projet de loi no 51 Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre. Mémoire soumis par*

patienteront pas très longtemps puisque, dès le début, Vaugois a misé sur la complémentarité des réseaux de librairies et de bibliothèques dans son projet de politique de lecture et du livre. Le projet de loi 51 constituait la première étape en obligeant les bibliothèques à faire leurs achats chez les libraires agréés. Pour que l'effet de levier soit réel, Vaugois avait prévu améliorer le soutien aux bibliothèques. Le Plan quinquennal de développement des bibliothèques publiques, préparé parallèlement à la Loi, complète donc son projet. Pour le ministre,

[c]ette opération de grande envergure constitue l'assise fondamentale de la politique du livre et de la lecture qui sous-tend entre autres [le] projet de loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre. Sans la multiplication des lecteurs au Québec, sans les déclencheurs de la lecture que sont les bibliothèques publiques, toute loi du livre est condamnée à demeurer un palliatif, constamment remis en question. À maints égards, la santé de l'industrie du livre au Québec passe par le réseau de bibliothèques.¹⁹¹

«[L]'objectif recherché est, qu'en 1984, 100 % de la population urbaine québécoise ait accès à un bon service de bibliothèque publique.¹⁹²» Le ministre des Affaires culturelles appuiera les municipalités pour la création de nouvelles bibliothèques et bonifiera l'aide aux bibliothèques existantes. L'investissement sera substantiel, les subventions passant de 6,1 millions en 1979-1980 à 19,7 millions en 1982-1983.¹⁹³

Le 21 décembre 1979, la Loi est finalement sanctionnée par l'Assemblée nationale, qui adopte du même coup le Plan quinquennal de développement des bibliothèques publiques. Dès janvier 1980, le nouveau Conseil consultatif de la lecture et du livre convoque les représentants du milieu avec l'objectif de mettre au point les règlements qui

l'Association des bibliothécaires du Québec (ABQ), l'Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED), la Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec (CBPQ) à la Commission permanente des Affaires culturelles, Montréal, 16 août 1979, [e.i.], 7 f.

¹⁹¹ D. VAUGEOIS. *Mémoire au Conseil des ministres concernant le Plan quinquennal de développement des bibliothèques publiques*, 17 octobre 1979, Archives du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.

¹⁹² D. VAUGEOIS. *Mémoire au Conseil des ministres concernant le Plan quinquennal [...]*.

¹⁹³ *Mesures d'aide au développement des bibliothèques publiques. Séance du conseil du trésor du 11 décembre 1979*, Archives du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.

accompagneront la loi-cadre. Après quelques mois de travaux, le Conseil accepte l'ensemble des dispositions, même si celles-ci ne font pas l'unanimité parmi ses membres. On souhaite que la nouvelle législation soit mise en application rapidement afin que l'on puisse mesurer ses effets sur l'industrie du livre et la qualité des services offerts aux consommateurs¹⁹⁴.

2.3 Un levier pour le développement des éditeurs

Pour les éditeurs québécois, l'instauration de la Loi signifie d'abord et avant tout l'élargissement et la consolidation de leur marché. En encourageant la création d'un réseau de librairies sur l'ensemble du territoire et en promettant un investissement massif dans la lecture publique, le gouvernement assure le développement du commerce du livre à l'échelle du Québec. Les éditeurs en bénéficient directement puisque la législation exige une présence obligatoire d'ouvrages d'éditeurs québécois dans les stocks des librairies agréées. Ayant ainsi accès à un marché en partie protégé, les éditeurs peuvent espérer rentabiliser leur production.

Le soutien au réseau de vente au détail n'est pourtant pas suffisant pour assurer le développement de l'édition québécoise. L'étroitesse du marché québécois ne permet pas aux éditeurs de concurrencer les grandes entreprises étrangères qui bénéficient d'emblée d'un vaste marché. Les subventions et les autres formes de soutien financier demeurent nécessaires à la survie du secteur. Or, la Loi restreint l'accès à l'aide gouvernementale aux éditeurs agréés ou admissibles à l'agrément, à savoir les entreprises dont la propriété est à 100 % québécoise, l'idée étant de les rendre concurrentielles face aux entreprises étrangères. La clause a aussi pour but d'inciter les éditeurs à demander l'agrément¹⁹⁵ et, par conséquent, de «québécoiser» le domaine de l'édition et par ricochet l'offre d'ouvrages québécois sur le marché. Elle permet aussi d'en contrôler les pratiques commerciales, notamment la fixation des remises, la commercialisation des ouvrages non scolaires et les

¹⁹⁴ QUÉBEC (PROVINCE), CONSEIL CONSULTATIF DU LIVRE ET DE LA LECTURE. *Rapport d'activités 1981-1982*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1982, p. 6.

¹⁹⁵ Selon les témoignages des éditeurs recueillis lors de l'évaluation de la Loi en 1992, l'accès aux subventions est l'avantage le plus significatif de l'agrément.

activités des éditeurs-distributeurs. Bref, le législateur cherche à soutenir l'édition tout en réglementant les pratiques et en veillant à la professionnalisation du secteur.

2.3.1 Un traitement efficace, mais des effets pernicieux

«Comme tout traitement a ses effets secondaires, la loi, bénéfique dans son ensemble, aurait néanmoins affecté de façon moins heureuse certains secteurs de la vente et de la distribution du livre.¹⁹⁶» Un tel jugement, tiré d'un article de *Livre d'ici*, rejoint les résultats de l'évaluation réalisée au courant des années 1991 et 1992¹⁹⁷. Le processus qui a mené au diagnostic consistait en une première étude des pratiques commerciales et de l'opinion des représentants du domaine du livre envers la Loi¹⁹⁸, à laquelle s'est ajoutée une analyse des aspects purement économiques¹⁹⁹.

Le constat qui en ressort est mitigé : la Loi n'a pas atteint tous ses objectifs. Elle a nettement amélioré l'accessibilité aux livres puisque le réseau de librairies s'est considérablement élargi, passant de 152 librairies agréées en 1981²⁰⁰ à 214 en 1992²⁰¹, et a eu un effet structurant sur l'industrie du livre en encourageant le développement et la consolidation des entreprises. Pourtant, les études effectuées et la consultation du milieu par le Conseil de la lecture et du livre montrent que, même si le bilan global est positif, la Loi suscite des différends chez les intervenants concernés. Ceux-ci ont été obligés de s'ajuster à de nouvelles contraintes qui ont parfois provoqué des conflits et entraîné des frustrations. De plus, les changements survenus dans le commerce du livre ont rapidement amoindri l'efficacité de la Loi.

¹⁹⁶ M.-C. BOURDON. «La Loi 51 au collégial. Des effets pernicieux pour les éditeurs de manuels scolaires», *Livre d'ici*, vol. 17, n°1, septembre 1991, p. 6.

¹⁹⁷ Cette évaluation a été commandée par le ministère des Affaires culturelles et le Conseil consultatif de la lecture et du livre y a collaboré.

¹⁹⁸ C. CHAMBERLAND. *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, Examen de l'évolution des pratiques commerciales*, Québec, Direction des politiques et de l'évaluation, Ministère de la culture, février 1993, 243 p.

¹⁹⁹ ÉTUDE ÉCONOMIQUE CONSEIL. *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, Étude économique*, Rapport final janvier 1993, 117 p.

²⁰⁰ Année de l'entrée en vigueur de la Loi.

²⁰¹ C. CHAMBERLAND. *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre*, [...], p 40.

À la suite de l'évaluation, tenant compte à la fois des deux études et de l'avis des professionnels, le Conseil de la lecture et du livre doit soumettre à la ministre de la Culture et des Communications une série de recommandations qui servira de base à la révision de la Loi. Au terme d'un long processus, le rapport final est déposé en 1995-1996. Le gouvernement, quant à lui, ne réagit pas avant 1998, alors que la situation de l'industrie du livre continue à se détériorer. Pour bien comprendre les enjeux à la base du remaniement, brossons d'abord un portrait général des effets de la Loi sur le secteur du livre et de l'édition.

2.3.1.1 Du côté des acheteurs institutionnels, des libraires et des distributeurs

Parmi tous les acteurs du milieu du livre, ce sont sans doute les acheteurs institutionnels qui ont le plus largement critiqué la Loi. Les responsables des bibliothèques publiques se sentent particulièrement lésés par l'obligation de s'approvisionner au prix courant dans les librairies agréées de leur région. Pour eux, la Loi limite leur pouvoir d'achat en les obligeant à supporter le réseau de librairies. En outre, comme le souligne l'étude sur les perceptions de la Loi et les pratiques commerciales,

[l']accroissement du service aux institutions devait constituer un des aspects importants de la loi. Toutefois, la plupart des clients interviewés conviennent que cet argument est insuffisant pour justifier l'absence de remise puisque, selon eux, cette perte n'a pas vraiment été compensée par ce moyen.²⁰²

Pourtant, on avait prévu des mesures afin d'éviter que les bibliothèques paient la note : ajustement des subventions, Plan quinquennal de développement des bibliothèques publiques et programme d'achat de livre pour les bibliothèques scolaires. Seulement, celles-ci n'ont pas survécu aux restrictions budgétaires des années 1980.

Ce revirement provoque la colère du milieu des bibliothèques. Publié en 1987, le rapport issu de la Commission d'étude sur les bibliothèques publiques du Québec propose deux solutions : soit le gouvernement respecte ses engagements pris lors de l'élaboration de la Loi et augmente son soutien, soit il soustrait les bibliothèques du champ d'application de

²⁰² C. CHAMBERLAND. *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre* [...], p. 79.

la Loi. Le Conseil consultatif de la lecture et du livre s'oppose vivement à la dernière option. L'ajustement de l'aide gouvernementale sera donc la solution privilégiée afin de rétablir le pouvoir d'achat des bibliothèques et compenser les effets négatifs de la Loi. En dépit de cet effort, plusieurs affirment que la situation demeure problématique puisque le sous-développement des bibliothèques tant publiques²⁰³ que scolaires²⁰⁴ persiste.

Cependant, la Loi a grandement contribué au maintien et au développement d'un réseau de librairies partout au Québec. Mais la faible rentabilité du commerce du livre au détail, particulièrement en région, fragilise les libraires agréés, dépendants des achats institutionnels. À ce sujet, Marc Ménard souligne que les ventes aux institutions constituent « [...] bel et bien une forme de compensation à la faiblesse des ventes aux particuliers pour les librairies situées en régions faiblement peuplées ou éloignées des grands centres.²⁰⁵ » Or la portion des ventes aux collectivités a stagné puis diminué depuis le début des années 1980²⁰⁶ pendant que le nombre de librairies agréées augmentait à la suite de la reconfiguration des régions administratives en 1988²⁰⁷. Si cet élargissement du réseau accroît l'accessibilité aux livres, il dilue la clientèle et menace la rentabilité des librairies²⁰⁸. Dans le milieu, on évalue à 35 000 habitants le bassin de population

²⁰³ R. SAVARD. «Les bibliothèques publiques de 1995 à 2001», *L'État des lieux du livre et des bibliothèques*, étude réalisée par Benoit Allaire sous la direction de Serge Bernier, Québec, Institut de la statistique du Québec, 2004, p. 222.

²⁰⁴ QUÉBEC (PROVINCE), COMITÉ D'ÉTUDE SUR LES BIBLIOTHÈQUES SCOLAIRES. *Les bibliothèques scolaires québécoises. Rapport du Comité d'étude*, [Québec], Ministère de l'Éducation, Direction de l'évaluation et des ressources didactiques, Direction des ressources didactiques, 1989, 216 p.

F. DEGLISE. «Les bibliothèques scolaires continuent de battre de l'aile», *Le Devoir*, 18 décembre 2002, p. A1.

S. BELLEMARE-PAGE. «Bibliothèques : un rattrapage s'impose!», *Livre d'ici*, vol. 29, n° 1, septembre 2003, p. 5-6.

²⁰⁵ M. MÉNARD. *Les chiffres des mots. Portrait économique du livre au Québec*, Coll. «Culture et économie», Montréal, SODEC, 2001, p. 222.

²⁰⁶ D. BLAIN. «Ventes aux collectivités», *Livres d'ici*, vol. 21, n° 7, mars 1996, p. 10-11. M. MÉNARD et B. ALLAIRE. «Les libraires agréées au Québec», *L'État des lieux du livre et des bibliothèques*, étude réalisée par Benoit Allaire sous la direction de Serge Bernier, Québec, Institut de la statistique du Québec, 2004, p. 150.

²⁰⁷ C. CHAMBERLAND. *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre [...]*, p. 40-42.

²⁰⁸ C. CHAMBERLAND. *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre [...]*, p. 193-196.

permettant à une librairie de survivre économiquement²⁰⁹. En 1998-1999, la moyenne québécoise se situe à 34 268 et sept régions sur quinze n'atteignent pas cette norme²¹⁰. Les librairies, pour augmenter leurs profits, se tournent vers la vente d'autres produits et diminuent leurs frais de vente, ce qui affecte directement les services à la clientèle²¹¹.

N'oublions pas que les libraires ont été fortement touchés par la perte du marché scolaire qui, avant l'avènement de la Loi, leur assurait un volume de ventes appréciable en dépit des faibles remises (15 %). Même si, après l'arrivée de la législation, des commissions scolaires continuent à s'adresser à eux pour des commandes ponctuelles, le volume d'achats ne contrebalance plus la faiblesse des remises. Par ailleurs, la définition du manuel scolaire que propose la Loi comporte des ambiguïtés et provoque des litiges entre libraires et éditeurs, nous y reviendrons.

La récession de 1990 et l'instauration de la TPS vont aggraver la situation. Au moment où leurs ventes ralentissent, les librairies font face à de nouveaux concurrents, les chaînes de librairies et les grandes surfaces, et à des changements technologiques rapides modifiant les comportements de consommation. Les déboires financiers de Renaud-Bray, en 1996, alertent alors les professionnels du livre sur la situation financière précaire des librairies. Dans la seconde moitié de la décennie, la survie du réseau de vente au détail monopolise presque entièrement le débat dans le milieu du livre. Plusieurs, dont l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL), accusent les magasins à grande surface et la concurrence qu'ils livrent aux librairies indépendantes d'être responsables du problème. Ces commerces bénéficient d'avantages concurrentiels leur permettant d'abaisser les prix²¹². Ils grugent une part importante du marché des ouvrages à rotation rapide, plus lucratif, qui permettait aux libraires d'amortir leurs frais d'exploitation. En réaction à la situation, les libraires exigeront du gouvernement qu'il raffermisse la réglementation sur le prix de vente des livres.

²⁰⁹ C. CHAMBERLAND. *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre* [...], p. 193.

²¹⁰ M. MÉNARD. *Les chiffres des mots* [...], p. 221.

²¹¹ M. MÉNARD. *Les chiffres des mots* [...], p. 213.

²¹² COMITÉ SUR LES PRATIQUES COMMERCIALES DANS LE DOMAINE DU LIVRE. *Rapport du Comité sur les pratiques commerciales dans le domaine du livre*, [Montréal], SODEC, octobre 2000, p. 40, 81-82.

Quant aux distributeurs, l'étude sur les pratiques commerciales²¹³ révèle que leur situation s'est nettement améliorée dans la première décennie d'application de la Loi. Ceux-ci bénéficient directement de l'élargissement du réseau de librairies, des règles de fixation des prix et des normes relatives aux achats de livres distribués en exclusivité, leur permettant de prendre une place importante dans la chaîne du livre. Le système de remises établi par la Loi a pour effet d'abaisser les tabelles qui étaient parfois gonflées par les distributeurs. Le maintien des livres à des prix raisonnables encourage les acheteurs à ne plus court-circuiter le système de distribution. D'ailleurs, la distribution exclusive est mieux respectée, la Loi obligeant les libraires agréés à s'approvisionner chez le distributeur exclusif pour les ouvrages distribués en exclusivité.

L'étude économique²¹⁴ réalisée en 1992 affirme que de 1980 à 1992, d'après les données disponibles à l'époque,

[...] les distributeurs sous contrôle québécois ont nettement amélioré leur position dans le total des ventes que l'ensemble des distributeurs réalise au Québec pour le livre en langue française et qu'ils contrôlent maintenant fortement la distribution «autonomisée» [...]»²¹⁵

Marc Ménard renchérit en écrivant que «[l]e secteur de la diffusion-distribution comporte des joueurs économiquement importants, qui sont peu nombreux et qui forment [...] un groupe relativement concentré, mais en grande majorité composé d'entreprises de propriété québécoise.²¹⁶» Touché par la concentration des entreprises, le secteur passe d'une trentaine de distributeurs exclusifs en 1980 à une vingtaine à la fin de la décennie dont le sixième réalise 63 % des ventes²¹⁷. Le phénomène, allié à une stagnation des ventes depuis les années 1990, représente un risque potentiel pour les éditeurs et les

²¹³ C. CHAMBERLAND. *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre* [...], 243 p.

²¹⁴ ÉTUDE ÉCONOMIQUE CONSEIL. *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, Étude économique* [...], 117 p.

²¹⁵ ÉTUDE ÉCONOMIQUE CONSEIL. *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, Étude économique* [...], p. 97.

²¹⁶ MÉNARD, Marc. *Les chiffres des mots* [...], p. 184.

²¹⁷ ÉTUDE ÉCONOMIQUE CONSEIL. *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, Étude économique* [...], p. 97.

librairies indépendantes. À cause de la hausse du nombre de titres publiés depuis une vingtaine d'années, les distributeurs doivent supporter des frais d'opération augmentant rapidement dans un contexte économique difficile. Forcés de rationaliser leurs activités, ils pourraient être moins enclins à diffuser et distribuer des titres moins « vendeurs » et à négliger les points de vente moins achalandés.

2.3.1.2 Du côté des éditeurs

En consolidant le réseau de diffusion, la Loi a profité à tous les intervenants dans le commerce du livre. Les éditeurs de littérature générale, dépendants du réseau de librairies, sont les premiers à l'admettre :

L'adoption de la loi a permis la croissance du secteur québécois de l'édition. Pour les intervenants commerciaux de la chaîne du livre qui se sont prononcés sur le sujet, il est clair que sans cette loi, le marché québécois de l'édition n'aurait pu se développer avec autant de vigueur. Les éditeurs non scolaires sont globalement très satisfaits de l'adoption de cette loi, principalement parce qu'elle leur a donné accès à un réseau de points de vente au détail.²¹⁸

Cependant, à l'instar du secteur des librairies, l'industrie de l'édition demeure fragile. Les difficultés économiques du commerce de détail s'y répercutent au début de la décennie 1990. La stagnation des ventes pousse les éditeurs à publier toujours plus de titres et à réduire substantiellement leurs tirages. Bien que d'énormes progrès aient été réalisés, les éditeurs québécois ne contrôlent encore qu'une portion de leur marché. Marc Ménard évalue leur part à 43 % en 1998-1999 pour l'ensemble des éditeurs, les éditeurs scolaires occupant 60 % de leur marché et les éditeurs de littérature générale, 35 %²¹⁹.

Comme les autres intervenants du milieu, les éditeurs mettent en doute certains aspects de la Loi lors de l'évaluation de 1991-1992. La clause exigeant la propriété québécoise à 100 % pour l'obtention de l'agrément ne fait pas l'unanimité. Des éditeurs non agréés trouvent le pourcentage trop contraignant, surtout lorsqu'il s'agit de développer les

²¹⁸ C. CHAMBERLAND. *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre* [...], p. 55.

²¹⁹ M. MÉNARD. *Les chiffres des mots* [...], p. 165.

marchés à l'étranger. C'est l'avis de Pascal Assathiany, directeur exécutif de Boréal, qui s'exprime en 1990 sur la question dans *Livre d'ici*²²⁰. D'une part, il croit que la Loi constitue un frein aux ententes avec des éditeurs étrangers et, d'autre part, il juge que la norme n'a pas d'effet réel sur le contenu québécois des livres²²¹.

Cependant, son opinion n'est pas partagée par les éditeurs agréés qui tous souhaitent conserver la norme sur la propriété. Ils admettent néanmoins qu'elle a eu un effet moins marqué sur le contrôle national des entreprises d'édition, contrairement aux libraires et aux distributeurs. En effet, lors de son instauration, la majorité des éditeurs pour qui l'agrément constituait un avantage, c'est-à-dire les éditeurs de littérature générale, étaient déjà dirigés par des Québécois. Quoi qu'il en soit, les éditeurs reconnaissent qu'elle a nettement amélioré les conditions de la diffusion de leurs ouvrages et a freiné la progression de la propriété étrangère. Toute ouverture leur apparaît risquée, la consolidation de l'industrie exigeant le maintien d'une telle règle surtout dans un contexte de mondialisation. Déjà au milieu des années 1980, l'accord de libre-échange conclu avec les États-Unis leur avait fait redouter un relâchement néfaste²²². Pourtant, l'étude économique effectuée lors de l'évaluation de la Loi contredit les éditeurs agréés, ses auteurs jugeant qu'un ajustement à la baisse de l'exigence sur la propriété québécoise permettrait de développer le marché des éditeurs.

Pour les éditeurs d'ouvrages pédagogiques de niveau postsecondaire, l'imprécision de la Loi quant aux définitions des catégories de livres et les taux de remise leur étant associés posent très tôt problème. Seuls les manuels scolaires destinés aux niveaux primaire et secondaire sont exclus de la Loi. Un article de *Livre d'ici*²²³ explique que si les manuels

²²⁰ A. DÉSIRONT. «Des cas d'espèce. Faut-il subventionner le contenu ou le contenant?», *Livre d'ici*, vol. 15, n°6, février 1990, p. 8-9.

²²¹ Soulignons, qu'à ce moment, les Éditions du Seuil possèdent une part du capital de l'entreprise. Malgré cette prise de position, le Seuil n'aura d'autres choix que de se retirer en 1993 pour que l'entreprise puisse bénéficier de l'aide du gouvernement québécois, essentielle à la poursuite des activités du Boréal.

²²² ASSOCIATION DES ÉDITEURS CANADIENS et SOCIÉTÉ DES ÉDITEURS DE MANUELS SCOLAIRES DU QUÉBEC. *Mémoire libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Présenté à la commission de l'économie du travail*, [Montréal], L'Association/La Société, septembre 1987, 19 f.

²²³ M.-C. BOURDON. «La Loi 51 au collégial [...]», p. 6-10.

de niveaux collégial et universitaire n'ont pas été retirés du champ de la Loi, c'est que le ministère de l'Éducation s'en souciait peu lors de l'élaboration de la Loi. Il aurait fait des pressions pour exclure les manuels des niveaux primaire et secondaire parce qu'il payait la facture. D'ailleurs, définir les manuels de niveau postsecondaire n'aurait pas été une mince tâche. Dès 1981, la Société des éditeurs de manuels scolaires du Québec réclame que «[...] les manuels destinés aux clientèles collégiales et universitaires ne soient plus soumis à l'application de la loi.²²⁴» Plusieurs rapports d'activités²²⁵ du Conseil consultatif de la lecture et du livre recensent également des plaintes similaires.

Contrairement à leurs collègues qui transigent directement avec les commissions scolaires, ces éditeurs se voient obligés de consentir aux libraires des remises variant entre 30 % et 40 %²²⁶, alors qu'avant la promulgation de la Loi, les taux variaient entre 15 % et 20 %. Ils s'estiment donc défavorisés par rapport aux éditeurs étrangers qui continuent à appliquer des taux inférieurs. En effet, même si en théorie la Loi s'applique à toute entreprise faisant affaires au Québec, seuls les éditeurs domiciliés dans la province en respectent les exigences. Les éditeurs ontariens, par exemple, peuvent offrir une remise de 15 % sur un manuel de niveau collégial. Mais, selon les conclusions de l'étude sur les pratiques commerciales, les éditeurs étrangers occuperaient une position moins dominante sur le marché que semblent le croire les éditeurs québécois²²⁷.

Quoi qu'il en soit, pour compenser, des éditeurs n'offrent que des remises de 30 %. Les libraires leur reprochent cette pratique puisque, selon eux, plusieurs de leurs ouvrages devraient être assortis d'une remise de 40 %. Les éditeurs, pour leur part, soutiennent que les livres destinés à l'enseignement supérieur, coûteux à produire et destinés à une clientèle restreinte, devraient être vendus avec une remise inférieure et que la classification des ouvrages devrait reposer sur l'usage et non sur le contenu. À l'évidence,

²²⁴ M.-C. BOURDON. «La Loi 51 au collégial [...]», p. 10.

²²⁵ Les rapports des années suivantes : 1982-1983, 1985-1986, 1986-1987 et 1987-1988, 1991-1992.

²²⁶ La remise de 30% correspond à la catégorie «Livres scientifiques et techniques» alors que celle de 40% à la catégorie «Littérature générale».

²²⁷ C. CHAMBERLAND. *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre* [...], p. 65.

le flou qui entoure les définitions des catégories d'ouvrages ouvre la porte à l'interprétation et provoque des tensions entre les éditeurs et les libraires.

La définition des manuels scolaires, qui sont exclus de la Loi, constitue, elle aussi, un problème récurrent depuis les premières années d'application de la législation. La première version de la Loi les définissait en se référant à la liste des manuels approuvés par le ministère de l'Éducation. Or le ministère a modifié son système d'approbation au cours des années 1980 et a éliminé des listes les cahiers d'exercices. Inclus dans le champ législatif, ils doivent passer par les librairies agréées et leur prix est établi à partir des taux de remises minimaux de 30 % à 40 %. Mécontents, les éditeurs scolaires réclament que ces ouvrages demeurent exclus de la Loi alors que les libraires les accusent d'abuser de la situation et de ne pas respecter les remises. Peu importe le point de vue, tous souhaitent que la définition du manuel scolaire soit clarifiée.

Même si elle faisait partie des objectifs initiaux de la Loi, l'amélioration de la diffusion de la littérature québécoise ne semble pas s'être traduite par une meilleure visibilité des ouvrages québécois au cours des années 1980. Les éditeurs se plaignent toujours du peu de place que les libraires agréés accordent à leur production malgré la norme qui les oblige à posséder un minimum de titres québécois. Selon l'un d'entre eux, «[l]es libraires, et on ne peut pas les blâmer, ont peut-être leurs 1000 titres québécois, mais ils sont tous en rayonnage et ils ne sont pas en visibilité.²²⁸» Les éditeurs associent l'«invisibilité» de leurs ouvrages à leurs difficultés à rivaliser avec la promotion agressive des éditeurs étrangers, souvent français, qui disposent de budgets faramineux. Le préjugé favorable des libraires et des distributeurs envers les livres français leur serait également défavorable. Conscients que la Loi ne vise pas d'abord à leur assurer un accès privilégié au marché, ils admettent que la place accordée à leur production dépend plutôt de leurs efforts de commercialisation et de l'amélioration de leur travail d'éditeur.²²⁹ Néanmoins, ils s'opposent à tout affaiblissement des normes réglementant les achats des institutions

²²⁸ Un éditeur littéraire cité dans C. CHAMBERLAND. *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre* [...], p. 186. (Afin de préserver l'anonymat des répondants, cette étude les identifie par leur secteur d'activité uniquement.)

²²⁹ C. CHAMBERLAND. *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre* [...], p. 186-188.

subventionnées même s'ils reconnaissent les difficultés des bibliothèques publiques. Pour eux, un relâchement « [...] ferait très mal aux librairies. Et, par ricochet, aux éditeurs. Car ils ont absolument besoin d'un bon réseau de librairies²³⁰ ».

Autre point litigieux, les mesures visant à contrôler l'application de la Loi dont les professionnels du livre réclament une surveillance accrue depuis plusieurs années. La faiblesse des ressources du ministère de la Culture et des Communications ainsi que la diffusion déficiente de l'information au sujet de la Loi seraient les principales causes du problème. En 1996, une libraire affirmait que la «déprofessionnalisation» du milieu des bibliothèques entraîne des problèmes, car les acheteurs seraient de moins en moins informés.²³¹

Si les libraires exigent plus de sévérité, les éditeurs optent, quant à eux, pour une certaine souplesse assortie d'une concertation interprofessionnelle. Sur la question, un éditeur affirme :

La loi du marché et les négociations avec les personnes doivent se faire. La loi doit être une loi cadre [sic] qui va stimuler la concertation, qui va stimuler le développement, stimuler le développement de l'édition nationale québécoise. C'est en ce sens-là que je le vois, et ce n'est pas en mettant des barrières qui vont provoquer des chicanes qu'on va réussir à progresser.²³²

Son appel à la concertation témoigne de l'inefficacité de moyens tel le Conseil consultatif de la lecture et du livre. Censé regrouper le milieu du livre autour de questions dépassant l'application du cadre juridique, le Conseil semble fort mal connu. Lors de l'évaluation de la Loi, plusieurs réclament la mise en place d'une tribune permettant à tous les acteurs du milieu du livre de régler leurs problèmes en commun. Pourtant, au cours de la décennie 1980, le Conseil apparaît comme un lieu de revendication auprès des pouvoirs publics. Formé de représentants de toute la chaîne du livre, auteurs, bibliothécaires, libraires, distributeurs, éditeurs et consommateurs, il s'occupe de questions relatives à la

²³⁰ F. BORDELEAU. «Le prix de la lecture», *Lettres québécoises*, n° 81, printemps 1996, p. 21.

²³¹ D. BLAIN. «Ventes aux collectivités», *Livre d'ici*, vol. 21, n° 7, mars 1996, p. 10.

²³² C. CHAMBERLAND. *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre* [...], p. 208.

lecture et au livre. Il prend position sur des dossiers comme le projet de politique de la lecture en 1984 et le rapport de la Commission d'étude sur les bibliothèques publiques en 1987. Malgré de grandes ambitions, son influence demeure toutefois limitée comme le révèle l'épisode de la politique de la lecture relaté dans le chapitre précédent.

2.4 Le débat sur le prix unique

Après avoir pris connaissance des résultats de l'évaluation, le Conseil consultatif de la lecture et du livre publie, en 1994, une première liste de recommandations qui seront soumises aux professionnels lors d'une consultation²³³. Le Conseil suggère de maintenir l'exigence sur la propriété québécoise, même si l'étude économique en soulevait l'inefficacité. Il propose plutôt de hausser les stocks de livres publiés au Québec en librairie; de remanier la définition des ouvrages techniques et scientifiques; de revoir les conditions de vente du matériel didactique et d'actualiser le rôle du Conseil. Aucune recommandation n'est faite à l'égard du contrôle de la Loi; on évoque plutôt la possibilité d'alléger les procédures de plaintes et de mettre sur pied de nouvelles formes de contrôle telles que l'arbitrage.

Quelques recommandations divisent les professionnels du livre. Des litiges persistent sur les questions touchant aux ouvrages scientifiques et techniques, au matériel didactique et à la clientèle institutionnelle. Des membres remettent même en question le rôle du Conseil qui, selon eux, pourrait être fusionné à la Commission consultative créée l'année même au sein de la SODEC. L'idée ne fait pas l'unanimité, d'autres alléguant que la Commission n'aurait pas l'autonomie du Conseil. Pour eux, les préoccupations de la SODEC, essentiellement industrielles, diffèrent de celles du Conseil, liées aux grandes questions touchant le livre et la lecture.

Le Conseil consultatif de la lecture et du livre dépose finalement son rapport au Ministère et à la SODEC en 1996, mais rien de bouge avant 1997. Entre temps, la Commission du livre et de l'édition spécialisée organise le Forum sur l'industrie du livre qui a lieu au printemps 1997. Alors que la révision de la Loi est toujours en suspens, des voix

²³³ Nous présentons la liste des recommandations à l'Annexe 4.

impatientes s'élèvent et suggèrent une solution plus radicale : l'imposition d'un prix plancher²³⁴. La ministre Louise Beaudoin, de son côté, évoque le sujet dans un texte abordant les questions à débattre lors du Forum. Selon elle,

L'État a le devoir de faciliter ce changement de vitesse en appuyant, dans la mesure du possible, les propositions qui émergeront du milieu professionnel. Les outils devront être multiples et de différentes natures, car il n'est pas ici uniquement question de financement, mais aussi d'une nécessité de revoir collectivement la structure et les règles du marché en réfléchissant sur les conditions de viabilité de l'industrie.²³⁵

Les participants au Forum s'entendent sur la nécessité d'une application uniforme des exigences minimales de la Loi. En outre, pour «[...] relancer le marché [ils demandent une] augmentation des titres québécois dans l'inventaire des librairies, passant de 1000 à 2000 [...]»²³⁶. Mais, surtout, ils profitent de l'occasion pour discuter d'une éventuelle législation sur le prix unique. Dans l'air depuis quelque temps²³⁷, la mesure fixerait le prix de vente des livres à un seuil minimum dans le but d'empêcher les grandes surfaces, tout particulièrement, de couper l'herbe sous le pied des librairies indépendantes. D'aucuns, dans le milieu du livre, considèrent ces établissements comme les seuls à pouvoir offrir toute la diversité de la production éditoriale québécoise²³⁸.

Un large consensus se dégage au sujet du prix unique lors du Forum et les professionnels du livre revendiquent l'adoption d'une loi aussitôt que possible²³⁹. Or s'il y a consensus, il n'y a pas unanimité. Des éditeurs, voire des libraires, s'y opposent. Le débat se polarise alors entre ceux qui adhèrent au prix unique, représentés notamment par Antoine Del Busso, président de l'Association nationale des éditeurs et de la Commission du livre et

²³⁴ J. GODBOUT ET P. ASSATHIANY. «L'industrie du livre. Un Forum du livre n'est pas une politique du livre», *Le Devoir*, 19 avril 1997, p. A9.

²³⁵ L. BEAUDOIN. «Industrie du livre : Un changement de vitesse nécessaire. Il faut relever les défis économiques, culturels et sociaux que pose le livre», *Le Devoir*, 23 avril 1997, p. A9.

²³⁶ J. LEDUC, A. GIROUX et J. THÉRIAULT. «L'heure des consensus», *Livre d'ici*, vol. 22, n° 9, mai 1997, p.17.

²³⁷ L'Association des libraires du Québec s'intéresse déjà à la question en 1993. THÉRIAULT, Jacques. «Prix unique. Les libraires sont partagés», *Livre d'ici*, janvier 1993, vol. 18, n° 5, p. 12,14.

²³⁸ ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES. *La concentration et la liberté de choix. Mémoire sur les impacts de la concentration dans l'industrie du livre présenté à la Commission de la culture par l'Association nationale des éditeurs de livres*, Montréal, le 6 février 2001, L'Association, 10 f.

²³⁹ J. LEDUC, A. GIROUX et J. THÉRIAULT. «L'heure des consensus», [...], p.17.

de l'édition spécialisée de la SODEC, et les partisans de la non-réglementation, entre autres Jacques Fortin des Éditions Québec Amérique et Marc-Aimé Guérin de Guérin éditeur. Les tenants de la réglementation y voient une arme efficace pour contrer la concurrence des chaînes et des grandes surfaces qui fragilisent les librairies indépendantes. Pour eux, il est primordial de renforcer ce maillon faible pour que l'industrie du livre garde son équilibre. Ceux qui s'y opposent ne croient pas que la mesure aurait l'effet escompté. Ils sont plutôt d'avis qu'elle ne changerait pas les habitudes des consommateurs, mais permettrait aux grandes surfaces de faire plus de profits sur la vente de livre. De leur point de vue, l'industrie et les libraires doivent s'adapter à l'évolution du marché pour demeurer compétitifs. Une nouvelle loi ne représenterait qu'une contrainte supplémentaire.

À l'hiver 1998, la ministre Louise Beaudoin déclare au journal *Le Devoir* qu'elle oriente sa politique vers une autre solution que le prix unique après avoir pris connaissance du rapport d'une mission d'observation sur la question qui s'est rendue en Europe à l'automne 1997²⁴⁰. Le projet de politique déposé au mois de mars y fait écho²⁴¹. Au lieu de proposer une modification de la Loi qui viserait à réglementer les prix, le ministère suggère de réviser les normes quant aux remises en fonction d'une entente interprofessionnelle. Un taux minimum de remises moins élevé, entre 20 et 25 %, assorti d'une entente interprofessionnelle, permettraient d'ajuster à la hausse les taux à accorder en fonction des services rendus par les points de vente. Un tel système avantagerait théoriquement le réseau de librairies offrant déjà de meilleurs services que les grandes surfaces.

Pour le président de l'ANEL, Pascal Assathiany, la proposition du projet de politique est insuffisante et inapplicable parce qu'un contrôle sur les pratiques commerciales des

²⁴⁰ M.-C. CHOUINARD. «La politique de la lecture sera lancée à la mi-mars», *Le Devoir*, 28 janvier 1998, p. B8.

²⁴¹ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *Le temps de lire, un art de vivre. Projet de politique de la lecture et du livre*, Québec, Ministère de la Culture et des Communications, 13 mars 1998, p. 53-54.

grandes surfaces relève de l'utopie²⁴². Pour plusieurs associations, dont l'ANEL, le prix plancher assorti d'un accord interprofessionnel sur les remises et les pratiques commerciales à l'avantage des librairies professionnelles demeure la meilleure option²⁴³. Un tel principe empêcherait des rabais supérieurs à 5 ou 10 % et serait la seule solution possible²⁴⁴. Visiblement, tous espèrent que le Sommet sur la lecture et le livre, le 23 avril 1998, sera l'occasion de trancher la question.

Toutefois, les éditeurs se butent à un accueil plutôt froid de la part de Lucien Bouchard, qui préside le sommet. Craignant qu'une telle mesure provoque une hausse du prix des livres, il refuse de parler du prix unique et préfère débattre de la consolidation du réseau de librairies²⁴⁵. Au terme des discussions, les participants finissent par s'entendre sur la formation d'un groupe de travail qui étudiera la situation précaire du réseau de librairies²⁴⁶. Même si la réforme législative espérée n'a pas lieu, les éditeurs profitent de cette tribune pour réclamer que le manuel scolaire soit toujours exclu des mesures touchant le prix et les remises et «[...] qu'à l'occasion de l'élaboration d'une nouvelle réglementation, la définition du manuel scolaire fasse l'objet d'une réévaluation.²⁴⁷»

Rendue publique en juin 1998, la Politique de la lecture et du livre reconnaît que la Loi a largement atteint ses objectifs. Le gouvernement annonce donc que pour

[a]ssurer la présence dans toutes les régions du Québec de librairies travaillant à la promotion et à la diffusion du livre [...] l'agrément des librairies sera maintenu, ainsi que l'obligation pour les clients institutionnels d'acheter dans les librairies agréées de leur région. Les exigences au regard de la qualité des services seraient toutefois augmentées et mieux contrôlées. Ainsi, la

²⁴² P. ASSATHIANY. «Dans le cadre du Sommet sur la lecture et le livre, aujourd'hui et demain : Le livre, produit unique. Le prix plancher est indispensable pour un réseau de diffusion dense et diversifié au Québec», *Le Devoir*, 22 avril 1998, p. A7.

²⁴³ ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES. *Propositions de l'association nationale des éditeurs de livres concernant la Politique de la lecture et du livre*, avril 1998, f. 14.

²⁴⁴ P. ASSATHIANY. «Dans le cadre du Sommet sur la lecture et le livre, aujourd'hui et demain [...]», p. A7.

²⁴⁵ M.-C. CHOUINARD. «Sommet sur la lecture et le livre : Bouchard reporte le débat sur le prix unique», *Le Devoir*, 24 avril 1998, p. A1.

²⁴⁶ *Sommet sur la lecture et le livre, Centre des congrès de Québec, 22 avril-23 avril 1998*, [s.n.], Québec, Télé Comm 9, 1998, 6 vidéocassettes (environ 9 heures), sonores, couleurs, 13 mm.

²⁴⁷ ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES. *Propositions de l'association nationale des éditeurs de livres concernant la Politique de la lecture et du livre* [...], f. 14.

librairie agréée devra offrir 6000 titres, dont 2000 titres québécois, et posséder les outils bibliographiques nécessaires au repérage des titres demandés.²⁴⁸

Le projet de modifier les normes concernant les remises, proposé en mars par le gouvernement, est complètement évacué. Les éditeurs reviennent donc au point de départ. La volonté gouvernementale a bel et bien eu le dessus sur leur revendication au sujet du prix plancher. La décision quant à une éventuelle réglementation des prix est reportée à plus tard dans l'attente des résultats des travaux du groupe de travail mandaté afin «[...] de recommander des mesures aptes à assurer la consolidation et la rentabilité du réseau de librairies.²⁴⁹»

Pendant que se déroulait cette bataille quasi épique autour du prix unique, le processus de révision de la Loi a continué à cheminer. Quatre décrets²⁵⁰ datant du 25 mars 1998 apportent plusieurs changements. Le gouvernement y reprend à peu de choses près les recommandations du Conseil consultatif de la lecture et du livre présentées en 1996. Curieusement, les décrets entrent en vigueur le 23 avril 1998, soit la journée même où se termine le Sommet sur la lecture et le livre.

L'actualisation de la Loi éclaircit les imprécisions qui subsistaient dans les règlements, notamment quant aux définitions des différentes catégories de livres. Le gouvernement fait certaines concessions aux éditeurs. Même s'il ne libéralise pas le marché des manuels scolaires destinés aux études supérieures, il modifie les définitions des catégories de livre à l'avantage des éditeurs. Il leur donne aussi raison quant au matériel didactique et aux cahiers d'exercices tout en assouplissant la définition des manuels scolaires pour tenir compte du nouveau contexte dans le domaine de l'éducation.²⁵¹ De même, le marché des éditeurs est «théoriquement» élargi par l'obligation des libraires d'augmenter leurs stocks de livres édités au Québec. Cependant, le législateur raffermi les normes d'agrément en

²⁴⁸ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *Le temps de lire, un art de vivre* [...], p. 109.

²⁴⁹ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *Le temps de lire, un art de vivre* [...], p. 109.

²⁵⁰ Les décrets sont reproduits à l'Annexe 5.

²⁵¹ Notamment à la suite de la réforme de l'éducation en 1995 qui donne plus de pouvoir aux directeurs d'école dans le choix des manuels.

obligeant les éditeurs à varier leur production. Pour obtenir l'agrément, ils devront non seulement avoir publié un nombre minimum de titres, mais l'avoir fait pour des auteurs différents.

Bref, l'essentiel de la réglementation, établie en 1981, reste intact : propriété québécoise à 100 %, exclusion des manuels scolaires et des bibliothèques universitaires, maintien des remises à 30 % et 40 % et obligation pour les institutions de faire leurs achats chez les librairies agréées de leur région, sans escompte. Le gouvernement se contente de resserrer les normes d'agrément et de préciser quelques définitions pour régler les litiges quant à son interprétation. Pour plusieurs, cela est insuffisant et le groupe de travail créé à la suite du Sommet d'avril 1998 leur permet d'espérer que d'autres changements seront apportés au cadre législatif. Ses travaux n'arrivent toutefois pas à réconcilier les intérêts des professionnels du livre. Les discussions achoppent sur la question du prix unique, encore au cœur du débat. D'après Denis Vaugeois, le groupe de travail avait implicitement reçu la consigne de ne pas aborder le sujet²⁵². Outre une application plus rigoureuse de la Loi et une meilleure diffusion de l'information la concernant, le *Rapport du Groupe de travail sur la consolidation et la rentabilité des librairies*²⁵³ ne recommande pas de changements majeurs²⁵⁴.

Devant un tel résultat, les libraires fulminent et continuent à exiger la poursuite des discussions sur l'ensemble des pratiques. En 1999, la ministre Agnès Maltais répond à leurs demandes en annonçant la formation du Comité sur les pratiques commerciales dans le domaine du livre, dirigé par Gérald Larose. Composé de représentants de chacune des associations professionnelles²⁵⁵, le comité dépose un rapport très étoffé en octobre 2000. En plus de recommander l'instauration d'une réglementation sur le prix unique, le comité

²⁵² «Les politiques du livre et de la lecture au Québec», *communication présentée par Denis Vaugeois, séminaire du GRÉLQ*, Université de Sherbrooke, 1er avril 2005 (2 CD nos 253 et 254 + doubles), (88 min. en tout).

²⁵³ GROUPE DE TRAVAIL SUR LA CONSOLIDATION ET LA RENTABILITÉ DES LIBRAIRIES. *Rapport du Groupe de travail sur la consolidation et la rentabilité des librairies*, [Québec], [Le Groupe], avril 1999, 47 p.

²⁵⁴ Nous fournissons la liste des recommandations touchant le cadre réglementaire à l'Annexe 6.

²⁵⁵ Fédération québécoise des coopératives en milieu scolaire, Association nationale des éditeurs de livres, Association des libraires du Québec, Association des distributeurs exclusifs de livres en langue française.

propose plusieurs aménagements à la Loi susceptibles d'en améliorer l'application et de lui donner du poids²⁵⁶. D'autres propositions montrent que le débat sur les manuels scolaires et les ouvrages techniques persiste. Les associations sont appelées à intervenir conjointement pour résoudre les problèmes du secteur. Visiblement, le manque de concertation du milieu, aggravé par la bataille sur le prix unique, demeure problématique.

La plupart des recommandations du Comité resteront lettre morte, et ce, même si les quatre grandes associations du milieu du livre, à savoir l'Association des distributeurs exclusifs de livres en langue française, l'Association nationale des éditeurs de livres, l'Association des libraires du Québec et l'Union des écrivaines et écrivains québécois, s'unissent pour réclamer l'imposition du prix unique en 2001. Comme le montre le dossier publié sur le sujet dans *Livre d'ici* en mars 2001²⁵⁷, des dissensions persistent dans le milieu du livre. Jacques Fortin et Marc-Aimé Guérin s'y opposent toujours à l'instar de Jacques Lanctôt, de Lanctôt éditeur, et de Jacques Simard, de Quebecor, alors que d'autres demeurent indécis.

La ministre Maltais refuse quant à elle de légiférer, prétextant qu'une telle action ferait monter le prix des livres sans nécessairement régler les problèmes des libraires. À son avis, le prix unique irait à l'encontre de l'accessibilité aux livres tout en rendant l'objectif de la Politique de la lecture et du livre plus difficile à atteindre²⁵⁸. Maltais se range ainsi du côté des économistes Michel Leblanc et Pierre Fortin²⁵⁹ et du politologue Daniel Latouche pour qui le prix unique n'aurait pas les effets escomptés tout en étant néfaste pour le marché²⁶⁰.

²⁵⁶ Nous présentons la liste des recommandations du Comité touchant directement ou indirectement la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre à l'Annexe 7.

²⁵⁷ «Le prix unique», *Livre d'ici*, vol. 26, n° 7, mars 2001, p. 4-21.

²⁵⁸ C. MONTPETIT. «Rapport Larose sur les pratiques commerciales dans le secteur du livre. La ministre Maltais rejette l'idée d'un prix unique», *Le Devoir*, 23 novembre 2000, p. B8.

²⁵⁹ Celui-ci faisait partie du Groupe de travail sur la consolidation et la rentabilité des librairies formé à la suite du Sommet du livre et de la lecture en avril 1998.

²⁶⁰ M. LEBLANC dans J. THÉRIAULT. «Le prix unique? Le moment est venu de trancher...», *Livre d'ici*, vol. 26, n° 3, novembre 2000, p. 6.

P. FORTIN. «Le hic du prix unique», *L'Actualité*, vol. 25, n° 20, p. 101.

D. LATOUCHE. «Un débat de société alimenté par un contexte d'exception culturelle», *Livre d'ici*, vol. 26, n° 7, mars 2001, p. 19-20.

La ministre accepte tout de même d'appliquer plus strictement la Loi. Tout en reconnaissant que l'information sur celle-ci circule mieux, le *Rapport du Comité sur les pratiques commerciales dans le domaine du livre*²⁶¹ reproche au ministère de n'avoir pas agi quant au nombre de personnes chargées de la faire respecter. En 2001, une seule personne était assignée à son suivi administratif, aux visites d'inspection et de contrôle et au traitement des plaintes pour un réseau comprenant 218 librairies, 161 éditeurs, 12 distributeurs et 8000 acheteurs institutionnels. Selon Guylaine Lévesque, responsable de l'application de la Loi du livre au ministère de la Culture et des Communications, les visites d'inspection sont maintenant effectuées par une équipe d'inspecteurs liés à la Régie du cinéma²⁶².

* * *

Que retirer de notre analyse de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre? Certainement que les enjeux culturels et économiques soulevés par la législation sont loin d'être simples. La Loi a certes permis au marché québécois du livre de se structurer, de se consolider et de se développer. Comme le souligne Marc Ménard :

Globalement, il semble que la loi 51 et le soutien financier de l'État aient créé des conditions favorables au développement des librairies, des éditeurs et des distributeurs, ainsi qu'à la mise en place d'un solide arrimage intersectoriel se caractérisant par une évidente capacité à desservir le marché québécois.²⁶³

La production québécoise parvient à rejoindre l'ensemble de la population grâce à un réseau de librairies étendu offrant un meilleur assortiment d'ouvrages soutenu par des entreprises de distribution consolidées et «québécoisées». Entre 1983 et 2004, le nombre d'éditeurs agréés passe de 59 à 176²⁶⁴ et, à partir des années 1980, le «[...] nombre de

²⁶¹ COMITÉ SUR LES PRATIQUES COMMERCIALES DANS LE DOMAINE DU LIVRE. *Rapport du Comité sur les pratiques commerciales dans le domaine du livre*, [Montréal], Société de développement des entreprises culturelles, 2000, 111 p.

²⁶² Nous avons joint madame Lévesque en 2007 pour obtenir cette information.

²⁶³ M. MÉNARD. *Les chiffres des mots* [...], p. 37.

²⁶⁴ Selon les données que nous avons compilées à partir des rapports d'activités du Conseil consultatif de la lecture et du livre de 1981-1982 à 2004-2005.

nouveautés et, plus encore, le nombre de titres réimprimés augmente régulièrement.²⁶⁵» Le développement du secteur participe donc à l'augmentation de l'offre. Les éditeurs en profitent puisqu'ils «[...] représentent une part importante de l'activité éditoriale, avec environ les trois quarts de la production en nombre de titres au Québec, 35 % de l'ensemble des ventes de livres et 40 % des exportations totales.²⁶⁶»

Cependant, l'examen que nous avons réalisé soulève plusieurs questionnements. Sans contredit, le consensus que Denis Vaugeois est parvenu à obtenir a facilité l'implantation rapide de la Loi. Les professionnels du livre attendaient depuis longtemps une intervention musclée de la part du gouvernement afin de soutenir le marché du livre, anarchique et dominé par les entreprises étrangères. Ils étaient prêts à faire des concessions pour pouvoir enfin développer leur marché. Mais les critiques se font bientôt entendre, notamment à propos des remises et de la perte de pouvoir d'achat des clients institutionnels. Plus tard, la délicate question du prix unique met en évidence des carences dans les moyens développés pour supporter le réseau des librairies. Les profonds changements des marchés et du commerce de détail, occasionnés par la mondialisation et l'essor des nouvelles technologies, mettent en évidence sa désuétude. La révision, longtemps attendue, ne prend pourtant effet qu'en 1998, presque vingt après sa promulgation, et ne change pas grand-chose au texte législatif instauré en 1979, lorsque le commerce électronique tenait presque de la science-fiction! Avec l'avènement des librairies en ligne, qui rendent le livre théoriquement accessible partout, la Loi perdra-t-elle sa raison d'être? Demeurera-t-elle un moyen efficace pour soutenir l'industrie québécois du livre? De telles questions montrent, en tout cas, la pertinence d'une réflexion sur la Loi dans le contexte actuel. La balle est dans le camp du gouvernement et des associations!

Encore faudrait-il trouver un terrain d'entente. En effet, le développement du marché québécois qu'a encouragé la Loi a polarisé les positions des différents intervenants de la chaîne du livre. D'un côté, il y a ceux pour qui les avantages apportés par la Loi justifient

²⁶⁵ M. MÉNARD. *Les chiffres des mots* [...], p. 165.

²⁶⁶ M. MÉNARD. *Les chiffres des mots* [...], p. 166.

un raffermissement de la réglementation comme les éditeurs littéraires, tributaires du réseau de librairies indépendantes. De l'autre côté, il y a ceux qui prônent la libéralisation du marché tels les éditeurs de manuels scolaires destinés aux niveaux postsecondaires. Au milieu, il y a ceux à qui le statu quo convient, les éditeurs d'ouvrages pratiques et de best-sellers, entre autres, pour qui les grandes surfaces constituent un marché intéressant. Finalement, il y a les bibliothèques que la Loi frustre et qui voudraient bien acheter leurs ouvrages où elles l'entendent, au meilleur prix possible. Au bout du compte, «l'absence chronique de concertation dans l'ensemble de la chaîne du livre²⁶⁷» persiste, preuve qu'une loi ne règle pas tout!

Le gouvernement a, quant à lui, changé son fusil d'épaule depuis l'instauration de la Loi au début de la décennie 1980. En 1978, favorisant l'offre, il choisit d'intervenir pour soutenir l'industrie du livre; pourtant, en 2002, il refuse catégoriquement d'instaurer le prix unique malgré l'insistance des associations du milieu du livre. Plus tôt, en 1998, il apporte de modestes modifications à la Loi qui, selon toute vraisemblance, auraient dû être faites dix ans auparavant. Que peut-on en conclure? Tendance à la déréglementation ou oreille plus attentive aux arguments économiques et crainte de nuire à la demande culturelle? Tous ces facteurs ont probablement influencé les décisions des élus. Il reste que la justification gouvernementale s'appuie principalement sur un argument économique : éviter la hausse du prix des livres pour le bénéfice des consommateurs. On refuse d'imposer le prix unique sous prétexte que cela nuira à la consommation culturelle, pourtant certains éditeurs y trouvent leur compte puisque les grandes surfaces représentent un marché intéressant pour eux. De plus, une éventuelle augmentation des prix aurait non seulement diminué le pouvoir d'achat de monsieur et madame Tout-le-monde, mais aussi celui du gouvernement, pourvoyeur des subventions destinées à l'achat de livres des institutions sous sa responsabilité!

Ceci étant dit, le débat sur le prix unique soulève une problématique quant aux fondements de la Loi. Le marché institutionnel est-il toujours suffisant pour assurer,

²⁶⁷ J. THÉRIAULT. «L'heure de la concertation a sonné. L'industrie du livre gagnerait aussi à projeter une image de solidarité», *Livre d'ici*, vol. 28, n° 8, avril 2003, p. 4.

minimalement, la viabilité de tous les acteurs du milieu du livre? L'arrimage du développement des librairies à celui des bibliothèques publiques a été grandement bénéfique dans les années 1980, sous l'impulsion du Plan quinquennal de développement des bibliothèques publiques. Toutefois, il ne suffit pas de mettre en place une infrastructure de lecture publique, elle doit être fréquentée par les lecteurs. Or, durant plusieurs années, la volonté gouvernementale a connu des hauts et des bas quant au soutien à la lecture. Après une première tentative de politique, vite reléguée au «placard libéral» en 1985, il faut attendre 1998 et des statistiques alarmantes pour que la lecture retienne de nouveau l'attention des élus. Avec la Politique de la lecture et du livre, le Québec se donne un cadre d'intervention plus cohérent. Cependant, beaucoup d'eau est passée sous les ponts depuis les années 1980. Le poids des ventes de livres aux collectivités dans les revenus des libraires est passé de 21,8 % en 1983 à 12,9 % en 2004²⁶⁸. Dans ce contexte, la Loi a évidemment beaucoup moins de poids qu'au départ.

Les éditeurs peuvent toujours se tourner vers les subventions et de nouvelles mesures de financement. Mais ces interventions sont-elles à l'abri des aléas budgétaires? Sont-elles suffisantes pour assurer la viabilité de tous? Cela donne à réfléchir quand on sait que la culture est loin d'être un secteur prioritaire dans le discours des politiciens au début des années 2000, contrairement à l'éducation. Rappelons-nous qu'en 2003 les libéraux annonçaient une hausse des budgets en santé et en éducation ainsi que le gel des portefeuilles des autres ministères et sociétés d'État²⁶⁹.

²⁶⁸ Données provenant de M. MÉNARD et B. ALLAIRE. «Les libraires agréées au Québec», *L'État des lieux du livre et des bibliothèques*, réalisé par Benoit Allaire sous la direction de Serge Bernier, Québec, Institut de la statistique du Québec, 2004, p. 149 et J. LEMIEUX. «Les ventes de livres neufs au Québec, 2001-2004», *Statistiques en bref*, juin 2005, p. 3.

²⁶⁹ J. CRÊTE. «La droite au pouvoir. Une comparaison des programmes des partis», *L'annuaire du Québec 2004*, sous la direction de Michel Venne, Montréal, Fides, 2003, p. 588.

Chapitre 3

Du mécénat traditionnel au soutien industriel : Les programmes de subvention

Le mécénat traditionnel a révélé son insuffisance de même que les formules de participation et de soutien établies en faveur des secteurs industriels non culturels. Il nous faut innover, il nous faut s'adapter [sic] aux conditions propres aux industries culturelles.²⁷⁰

Doter le milieu culturel d'un soutien gouvernemental mieux adapté à ce qu'on appelle désormais les «industries culturelles», voilà ce que souhaite Denis Vaugois en 1978. Pour le milieu du livre, cela signifie une «rénovation» complète de la politique en place qui s'amorce avec la promulgation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre. Grâce à cette législation, le gouvernement québécois limite l'accès à son aide financière aux entreprises agréées ou admissibles à l'agrément. Mais les formules en place doivent également être revues puisqu'elles non pas eu l'effet escompté. Vaugois en est conscient lorsqu'il déclare que «[l]es programmes d'aide à l'édition administrés par le ministère ainsi que ceux favorisant la commercialisation du livre seront maintenus, révisés ou améliorés.²⁷¹» L'objectif est de «[...] doter les éditeurs agréés de moyens propres à les rendre concurrentiels face à leurs collègues étrangers, alors qu'un effort sera fait pour assurer l'expansion de [leur] marché interne.²⁷²»

Les éditeurs n'attendront pas longtemps la réforme promise. Dès 1978, plusieurs changements toucheront les programmes de subvention leur étant destinés et témoigneront d'une vision de plus en plus axée sur la commercialisation du livre. L'essentiel de ce chapitre sera consacré à présenter la gamme de programmes offerts aux éditeurs entre 1978 et 2004, de l'aide à la production à l'aide à la diffusion, celle-ci

²⁷⁰ QUÉBEC (PROVINCE), SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES SOCIO-ÉCONOMIQUES. «Allocution du ministre des Affaires culturelles M. Denis Vaugois», *Les industries culturelles. Rapport*, Québec, Ministère du Conseil exécutif, Secrétariat des conférences socio-économiques, 1978, p. 20.

²⁷¹ D. VAUGEOIS. *Mémoire au conseil des ministres*, 31 mai 1979, Archives du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.

²⁷² D. VAUGEOIS. *Mémoire au conseil des ministres*, 31 mai 1979, [...].

englobant la promotion et l'exportation²⁷³. Tout au long de cette incursion dans le monde des subventions, nous tenterons de mesurer quantitativement l'évolution et l'impact de chacune des formes de soutien. Mais, au-delà des chiffres, il y a ceux à qui s'adressent les subventions. Comment réagissent-ils, quelles sont leurs attentes? Nous réserverons donc la dernière partie de ce chapitre aux prises de position des éditeurs sur le soutien gouvernemental.

3.1 L'aide à la production revue et corrigée

Créée en 1965, l'Aide à la publication constitue jusqu'en 1981 le principal programme de subvention du gouvernement québécois destiné aux éditeurs. Elle vise à diminuer les coûts de publication pour permettre l'édition du plus grand nombre de manuscrits valables²⁷⁴. Au dire de Sylvie Faure, même s'il vise à soutenir l'édition d'ouvrages de recherche, de littérature générale et de littérature jeunesse, le programme favorise, jusqu'en 1975, l'édition savante²⁷⁵. Les montants versés aux autres secteurs augmentent néanmoins par la suite. À ce soutien s'ajoute l'Assurance-édition devenue marginale à la fin des années 1970 tant les éditeurs l'ignorent. À cause du manque de fonds du ministère des Affaires culturelles, ces programmes ne peuvent rivaliser avec les subventions globales du Conseil des arts du Canada qui visent également les œuvres de fiction²⁷⁶. À la fin de la décennie 1970, la formule est donc remise en question. Des éditeurs croient qu'en plus de réserver l'aide aux entreprises agréées, les élus devraient augmenter les subventions, notamment pour la publicité²⁷⁷. D'autres jugent que la formule de l'Aide à la publication encouragerait une «[...] attitude d'assistés sociaux [...]» consistant à «[...] publier en fonction des subventions.²⁷⁸»

Le gouvernement profite de la Conférence socio-économique de 1978 sur les industries culturelles pour proposer aux représentants du milieu de l'édition de nouvelles formes de

²⁷³ Nous fournissons un inventaire des nombreux programmes à l'Annexe 8.

²⁷⁴ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. *Recueil des programmes d'aide et de subventions du ministère des Affaires culturelles*, Direction des communications du ministère des Affaires culturelles, Québec, 1980, p. 31.

²⁷⁵ S. FAURE. *Les Éditions Leméac (1957-1988)* [...], tome 1, [...], f. 128.

²⁷⁶ S. FAURE. *Les Éditions Leméac (1957-1988)* [...], tome 1, [...], f. 130.

²⁷⁷ ANONYME. «Les éditeurs critiquent la politique du livre», *La Presse*, 1 septembre 1979, p. 17.

²⁷⁸ ANONYME. «L'avenir du livre québécois, avec ou sans loi», *Le Devoir*, 3 février 1979, p. 16.

soutien. Dévoilé dans la Politique québécoise de développement culturel quelques mois plus tôt, le projet de créer un programme pour encourager le succès et l'exportation est toujours en vigueur. Une société de production de livres de poche et une aide à la publication de nouveaux auteurs québécois seraient instaurées pour appuyer la publication de livres culturels. L'objectif du ministère est «[...] [d'améliorer] et [de] diversifier la gamme des produits, à maintenir les prix à un niveau raisonnable, à développer des techniques de promotion et de diffusion plus adéquates et à raffiner et consolider les interventions sur les marchés locaux et étrangers.²⁷⁹»

Lors de la Conférence, deux visions de l'édition s'affrontent. Pierre Tisseyre, de la Société des éditeurs de manuels scolaires, insiste sur l'existence de deux types d'édition au Québec : l'édition littéraire ou culturelle et l'édition utilitaire ou pratique²⁸⁰. À cause de leur nature différente, celles-ci requièrent un soutien distinct. L'édition littéraire étant non rentable par sa nature même, le gouvernement doit compenser l'absence de marché par des subventions ou des achats de livres. Le but est d'aider le secteur à remplir sa mission culturelle et non de le rendre prospère, objectif impossible à atteindre dans un petit marché comme le Québec, selon Tisseyre. Pour attribuer et calculer la contribution gouvernementale, il suggère de classifier les éditeurs selon certains critères (le nombre de réimpressions, les prix reçus, etc.). Un tel système écarterait les risques liés à des subventions trop généreuses et éviterait l'évaluation des manuscrits par un jury et un processus trop lourd. Quant à l'édition utilitaire, elle serait soutenue par des formules visant la rentabilisation : l'injection de capitaux, les avantages fiscaux, l'aide technique ou le soutien à la promotion; le tout bonifié par un appui ponctuel à certains projets éditoriaux dans le domaine scolaire.

Le rapport issu de l'atelier de l'industrie du livre et du périodique ne retient pas la suggestion de Tisseyre. Les propositions qui s'y trouvent s'inspirent apparemment d'une

²⁷⁹ QUÉBEC (PROVINCE), SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES SOCIO-ÉCONOMIQUES. *Les industries culturelles. Hypothèses de développement*, Québec, Ministère du Conseil exécutif, Secrétariat des conférences socio-économiques, 1978, p. 29.

²⁸⁰ QUÉBEC (PROVINCE), SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES SOCIO-ÉCONOMIQUES. «Allocution du président de la Société des éditeurs de manuels scolaires du Québec monsieur Pierre Tisseyre», *Les industries culturelles. Rapport*, Québec, Ministère du Conseil exécutif, Secrétariat des conférences socio-économiques, 1978, p. 31-32.

vision semblable à celle de la nouvelle génération d'éditeurs, incarnée par Jacques Fortin. Soulignant la complexité des procédures des programmes en place, on recommande de les simplifier pour diminuer les frais de présentation de dossiers et de réduire les délais de versement. Contrairement à Tisseyre, «[...] certains participants recommandent, [à propos des programmes du ministère], de chercher à réduire l'écart toujours clairement identifié entre le livre culturel, littéraire et utilitaire²⁸¹». L'idée de créer une société de production de livres de poche est écartée bien qu'on en reconnaisse l'effet positif sur le plan culturel et social. On la juge trop risquée financièrement et potentiellement nuisible pour l'édition courante d'œuvres d'auteurs québécois.

Ce n'est toutefois qu'en 1981, une fois la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre promulguée, que le gouvernement réaménage le système en place et lance le Régime universel d'aide à l'édition²⁸². Destiné exclusivement aux éditeurs agréés, il vise à soutenir les maisons d'édition œuvrant dans des créneaux non rentables et ainsi permettre «[...] le maintien et l'essor de l'industrie de l'édition du livre au Québec [...]»²⁸³. Seules les catégories d'ouvrages suivantes sont recevables : poésie, théâtre, bande dessinée, roman, conte, nouvelle, album illustré pour la jeunesse, livre d'art, essai en sciences humaines et recueil de chansons. D'emblée, le programme exclut les manuels scolaires, les livres pratiques, les livres d'auteurs non québécois ainsi que les ouvrages qui ne sont pas imprimés au Québec²⁸⁴.

Le montant de la subvention est calculé à partir d'un pourcentage appliqué aux ventes réalisées au cours du dernier exercice pour chaque catégorie d'ouvrages admissibles. Le tableau 3.1 résume l'évolution des pourcentages utilisés pour calculer les subventions entre 1978 et 2004.

²⁸¹ QUÉBEC (PROVINCE), SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES SOCIO-ÉCONOMIQUES. «Rapport de l'atelier "Industrie du livre et du périodique"», *Les industries culturelles. Rapport*, Québec, Ministère du Conseil exécutif, Secrétariat des conférences socio-économiques, 1978, p. 105.

²⁸² En 1989-1990, ce programme change de nom pour «Aide à l'édition». Afin d'éviter toute confusion, nous l'identifierons par son appellation d'origine tout au long de ce mémoire soit «Régime universel d'aide à l'édition».

²⁸³ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. *Recueil de programmes d'aide et de subventions du ministère des Affaires culturelles*, [Québec], Direction des communications, 1982, p. 29.

²⁸⁴ Nous fournissons à l'Annexe 9 un exemple de liste d'ouvrages exclus.

3.1 Taux servant au calcul des subventions pour le Régime universel d'aide à l'édition selon les années et les catégories d'ouvrage de 1981-1982 à 2004-2005

Années	Taux et catégories			
81/82*	5 %	7,5 %	10 %	
82/83 à 84/85*	5 %	10 %	15 %	
85/86 à 88/89	5 % Autres ouvrages admissibles	10 % Albums jeunesse illustrés / Ouvrages de vulgarisation	15 % Poésie / 1 ^{er} roman de nouveaux auteurs	
89/90 à 95/96	5 % Essais en sciences humaines / Recueils de chansons	10 % Romans / Contes / Nouvelles / Albums jeunesse illustrés / Livres d'art	15 % Théâtre / Bandes dessinées	20 % Poésie
96/97 à 04/05	5 % Essais en sciences humaines / Recueils de chansons	10 % Romans / Contes, Nouvelles / Albums jeunesse illustrés / Livres d'art / Bande dessinées	20 % Théâtre / Poésie	

* Pour ces périodes, les documents que nous avons consultés ne spécifient pas les catégories associées à chaque taux.

Les montants de subventions sont limités par les crédits disponibles, les plafonds établis annuellement et les fonds reçus d'autre source. Par exemple, nous savons qu'à partir de 1985 les éditeurs ne peuvent recevoir plus de 40 000 \$. Le maximum augmente à 50 000 \$ en 1990-1991, mais entre 1991-1992 et 1995-1996, la limite disparaît. Or, selon les listes de bénéficiaires, les montants versés ne dépassent jamais 100 000 \$. En 1996-1997, on réintroduit un plafond à 100 000 \$. En outre, jusqu'en 1989-1990, l'aide reçue d'un autre organisme subventionnaire, le Conseil des arts du Canada par exemple, influence à la baisse la subvention provinciale. Les éditeurs favorisés au niveau fédéral sont donc pénalisés au provincial.

Le mode d'attribution du Régime universel d'aide à l'édition constitue un changement fondamental par rapport à l'Aide à la publication. D'une part, l'attribution d'une subvention ne dépend plus de l'évaluation d'un manuscrit par un jury, on laisse à l'éditeur l'entière responsabilité de ses choix éditoriaux. Le calcul tenant compte des ventes, l'éditeur doit aller jusqu'au bout de ses projets et promouvoir, minimalement, la vente des ouvrages s'il veut obtenir le soutien du gouvernement. Le programme s'inscrit parfaitement dans la volonté des élus, annoncée dans la Politique québécoise du développement culturel, d'instaurer une formule qui encouragerait le succès chez les éditeurs. Et ici, il faut comprendre «succès commerciaux», l'idée étant de «[...] réhabiliter la notion de profit dans le domaine de l'édition²⁸⁵». Dans un tel système, les éditeurs ayant le meilleur chiffre d'affaires obtiennent des subventions plus généreuses. Autrement dit, ceux qui publient les livres qui plaisent à un public élargi. D'autre part, à l'image des Subventions globales du gouvernement fédéral, le Régime universel offre aux éditeurs une aide annuelle globale au lieu d'une subvention à la pièce comme c'était le cas auparavant. Le programme vise ainsi à soutenir l'ensemble des activités d'édition et non l'édition d'œuvre en particulier.

Les graphiques 3.1 et 3.2 illustrent l'évolution des fonds alloués par le gouvernement pour l'aide à la production de 1978 à 2004. Mentionnons que jusqu'en 1982-1983, plusieurs programmes coexistent : Aide à la publication, Assurance-édition et Régime universel d'aide à l'édition. Le tableau 3.2 présente les budgets totaux, tous programmes confondus. À la lecture du graphique 3.1, on remarque que les fonds versés, après une légère augmentation au début des années 1980, régressent légèrement et demeurent relativement stables, sous les 600 000 \$, jusqu'en 1990. Amorcée en 1976-1977, la progression du soutien gouvernemental notée par Sylvie Faure²⁸⁶ se maintient jusqu'en 1982-1983. Les budgets de 1979-1980 et 1981-1982 confirment que les intentions du gouvernement péquiste de mieux soutenir l'industrie du livre se sont bel et bien traduites par une hausse des subventions.

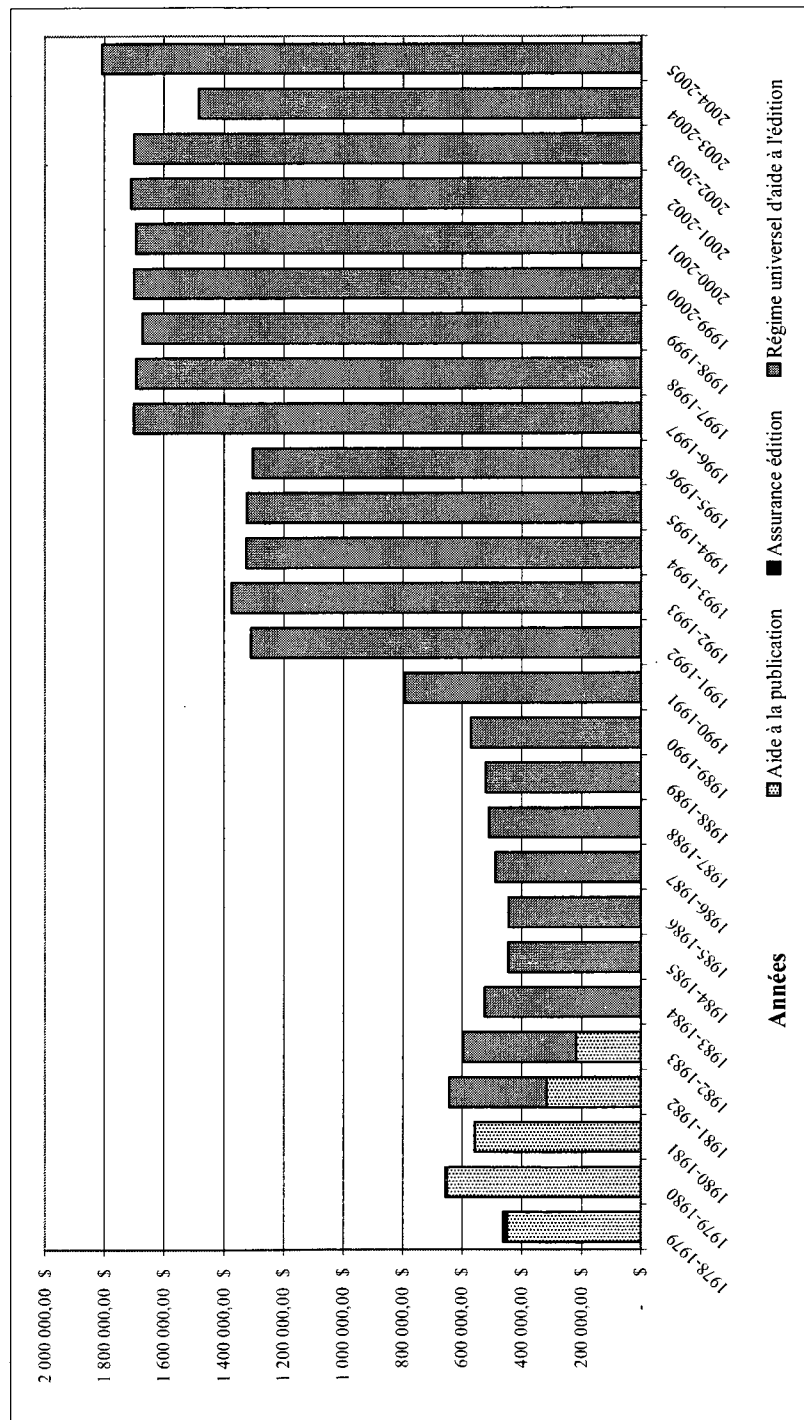
²⁸⁵ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTRE D'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT CULTUREL. *La politique québécoise du développement culturel*, volume 1, Québec, Éditeur officiel, 1978, p. 346.

²⁸⁶ S. FAURE. *Les Éditions Leméac (1957-1988)* [...], tome 1, [...], f. 129.

Cependant, après 1982, les fonds accordés diminuent sensiblement, la décroissance est d'ailleurs évidente lorsqu'on examine les données en dollars constants dans le graphique 3.2. À notre avis, deux facteurs contribuent à expliquer la baisse. Avant la création du Régime universel d'aide à l'édition, une bonne part de l'Aide à la publication, au-delà de 160 000 \$ par année entre 1978 et 1983²⁸⁷, était dirigée vers les travaux de recherche. À partir de 1981, ces projets ne sont plus admissibles au Régime universel d'aide à l'édition et le budget ainsi libéré ne semble pas avoir été réinjecté dans le nouveau programme. Ajoutons que la crise des finances publiques, qui survient à l'époque, oblige les élus à revoir leur politique. Pourtant, à partir de 1983-1984, comme nous le verrons plus loin, le gouvernement renforce son soutien à l'exportation pour les éditeurs. Nous soupçonnons que la répartition des budgets entre plusieurs programmes aurait provoqué, en fin de compte, une diminution des fonds destinés à la production.

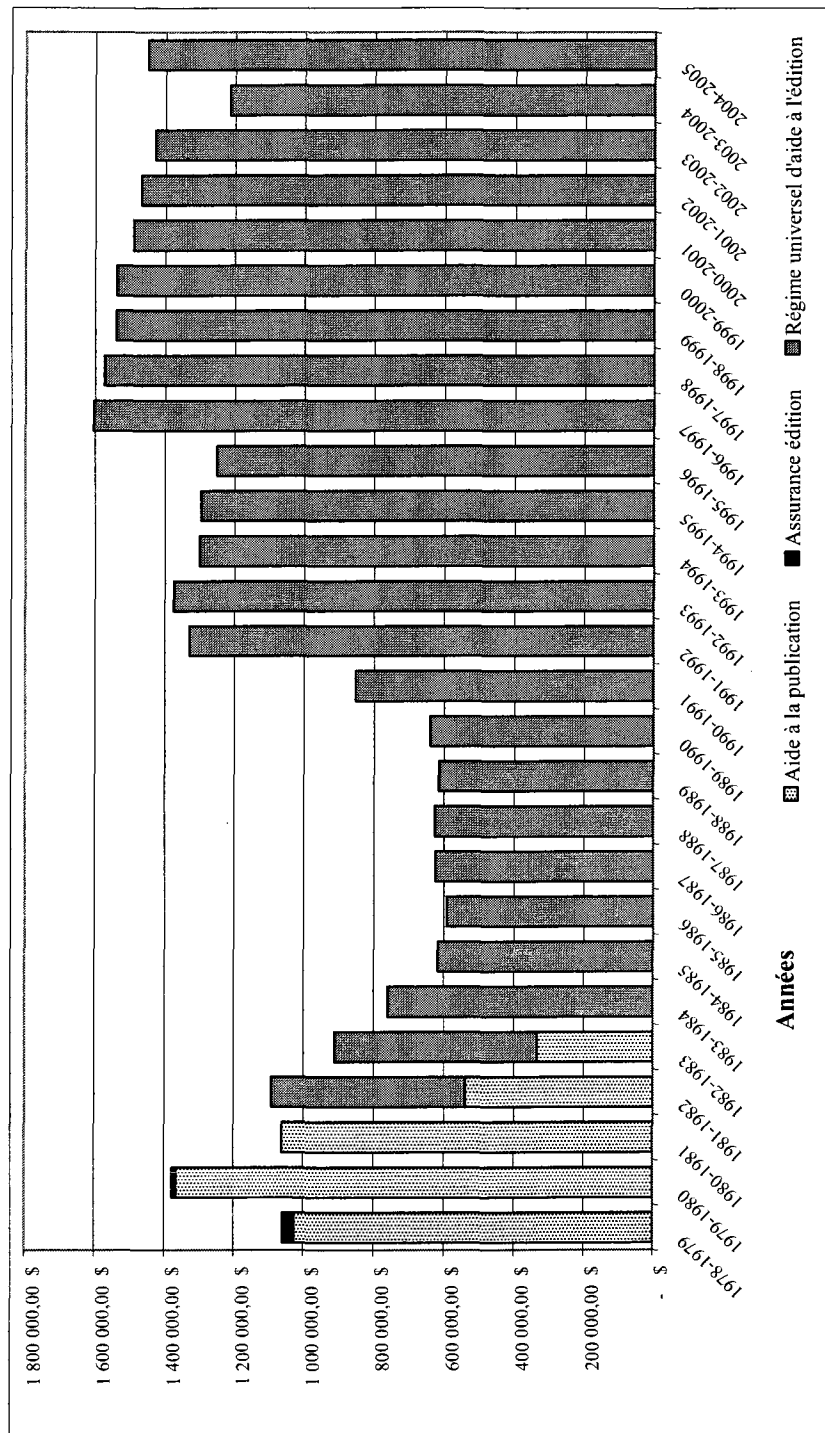
²⁸⁷ Selon les données disponibles dans les rapports du ministère des Affaires culturelles.

3.1 Évolution des subventions versées dans le cadre des programmes d'aide à la production²⁸⁸ en dollars courants de 1978-1979 à 2004-2005²⁸⁹



²⁸⁸ Comprend les programmes suivants : Aide à la publication, Assurance-édition, Régime Universel d'aide à l'édition.
²⁸⁹ Données compilées à l'aide des rapports annuels du ministère des Affaires culturelles, de la Société de développement des industries culturelles, du Conseil consultatif de la lecture et du livre; des listes de bénéficiaires des subventions du ministère des Affaires culturelles et du ministère de la Culture et des communications; du document *Les mesures prises à l'égard des industries culturelles au Québec par : le ministère des Affaires culturelles, le ministère des Communications (Québec) et la Société générale des industries culturelles* et de S. FAURE. *Les Éditions Leméac (1957-1988). Une illustration du rapport entre l'Etat et l'édition*, Thèse (Ph. D), tome 1, 1992, Université de Sherbrooke, p. 126.

3.2 Évolution des subventions versées dans le cadre des programmes d'aide à la production²⁹⁰ en dollars constants de 1978-1979 à 2004-2005²⁹¹



²⁹⁰ Comprend les programmes suivants : Aide à la publication, Assurance-édition, Régime Universel d'aide à l'édition.

²⁹¹ Données compilées à l'aide des rapports annuels du ministère des Affaires culturelles, de la Société de développement des industries culturelles, du Conseil consultatif de la lecture et du livre; des listes de bénéficiaires des subventions du ministère des Affaires culturelles et du ministère de la Culture et des communications; du document *Les mesures prises à l'égard des industries culturelles au Québec par : le ministère des Affaires culturelles, le ministère des Communications (Québec) et la Société générale des industries culturelles et de S. FAURE. Les Éditions Leméac (1957-1988). Une illustration du rapport entre l'Etat et l'édition*, Thèse (Ph. D), tome 1, 1992, Université de Sherbrooke, p. 126.

Entre 1990 et 1992, le budget du programme progresse rapidement. En fait, il s'agit de la plus importante majoration. Elle permet de ramener le soutien gouvernemental au même niveau, en dollars constants, qu'en 1979-1980. L'augmentation coïncide avec la hausse des budgets du ministère des Affaires culturelles annoncée en 1988 lors de la publication du document *Les Affaires culturelles : bilan-actions-avenir*²⁹². Les programmes destinés aux industries culturelles sont révisés et leur budget, indexé. Le Régime d'aide à l'édition ne fait pas exception. En 1989-1990, les catégories sont remaniées; les pourcentages pour le calcul, augmentés et les plafonds, haussés. En outre, le soutien reçu du gouvernement fédéral n'affecte plus le calcul des subventions. Un an auparavant, une enveloppe spéciale avait été réservée pour la promotion des jeunes artistes et créateurs et avait servi, entre autres, à inciter les éditeurs à publier des auteurs de la relève. Des montants de 250 000 \$, 300 000 \$ et 520 882 \$ leur sont versés en 1988-1989, 1989-1990 et 1990-1991²⁹³. Puisque nous n'avons pas pu établir avec certitude si les sommes étaient accordées dans le cadre du Régime universel d'aide à l'édition, nous avons préféré ne pas les inclure dans nos statistiques. En revanche, à partir de 1991-1992, le soutien spécial fait partie intégrante du programme et les subventions sont majorées de 10 % pour les œuvres de jeunes auteurs.

Entre 1995-1996 et 1996-1997, les budgets augmentent sensiblement, passant de 1,3 million de dollars à 1,7 million en 1996-1997 (graphique 3.1). La croissance survient à la suite du transfert des programmes à la SODEC qui, dès sa première année de fonctionnement, les révisé en collaboration avec la Commission du livre et de l'édition spécialisée. Les principes suivants guident le remaniement :

- ❑ Contribuer à accroître la qualité des produits et services et la compétitivité de ceux-ci sur tous les marchés;
- ❑ Contribuer au développement et à la consolidation des entreprises;
- ❑ Simplifier les programmes pour permettre de mieux cibler les actions et d'éviter le saupoudrage;

²⁹² QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. *Les affaires culturelles : bilans, actions, avenir*, [Québec], Ministère des Affaires culturelles, [1988], 1 portefeuille.

²⁹³ Selon les données disponibles dans les rapports du ministère des Affaires culturelles.

- ❑ Établir une communication sans ambiguïté entre les milieux et les gestionnaires en formulant clairement et précisément les conditions d'admissibilité;
- ❑ Constituer une banque de données fiable et développer des indicateurs statistiques et financiers qui permettront de soutenir la gestion et la diffusion d'information publique;
- ❑ Renouveler les sources de financement.²⁹⁴

Dans le domaine du livre, la Société «[...] entend accorder une plus grande marge de manœuvre aux éditeurs qui présentent une demande en augmentant les sommes allouées à l'aide à l'édition par suite d'un réaménagement et d'une réduction des volets du programme²⁹⁵» L'année suivante, des volets sont effectivement abolis, comme nous le verrons ultérieurement, et le Régime universel d'aide à l'édition est bonifié. Il en résulte une hausse des sommes versées de l'ordre de 28 %²⁹⁶ par rapport à l'année précédente malgré la disparition de la prime de 10 % pour la publication d'auteurs de la relève. Toutefois, en raffinant l'analyse, on se rend compte que l'augmentation correspond, grosso modo, aux budgets des programmes retirés lors de la création de la SODEC. Nous les étudierons plus loin, mais soulignons, pour l'instant, la corrélation entre la majoration des fonds et la rationalisation de l'aide.

La hausse de 1996 est suivie d'une stabilité qui, une fois les budgets transformés en dollars constants, correspond en réalité à une diminution régulière jusqu'en 2002-2003. Plus marquée, la baisse de 2003-2004 est attribuable aux resserrements de l'enveloppe budgétaire imposés par le gouvernement libéral. Les budgets semblent se redresser en 2004-2005, mais il s'agit plutôt d'une distorsion provoquée par la fusion du Régime universel d'aide à l'édition avec l'Aide à la promotion. Si on isole les sommes allouées

²⁹⁴ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES. *Priorités d'action 1996-1997*, [Montréal], SODEC, 1996, p. 4-5.

²⁹⁵ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES. *Priorités d'action 1996-1997*, [...], p. 9.

²⁹⁶ En dollars constants.

pour l'édition en ignorant celles destinées à la promotion, on s'aperçoit que l'enveloppe du programme demeure stable entre 2003-2004 et 2004-2005²⁹⁷.

Sans contredit, la création du Régime universel d'aide à l'édition, en 1981, marque un tournant. Le ministère des Affaires culturelles abandonne le soutien aux travaux de recherche et cible davantage son action sur les maisons d'édition du secteur privé dont la production est essentiellement destinée au grand public. Même s'il vise des créneaux considérés comme peu rentables, le nouveau programme entend renforcer l'industrie de l'édition dans sa globalité, ce qui le distingue des anciennes formules. Il ne s'agit plus de soutenir la publication d'œuvres que l'on juge valables au plan culturel, mais de soutenir l'ensemble des activités des entreprises d'édition. Son mode d'attribution, principalement basé sur une logique commerciale et non sur la valeur esthétique et culturelle des ouvrages, favorise, au bout du compte, les éditeurs dominant le palmarès des ventes. En effet, bien que les pourcentages utilisés pour le calcul des subventions soient ajustés en fonction du potentiel de rentabilité des ouvrages, il reste que c'est le volume de vente qui prévaut. Par exemple, un roman d'un auteur populaire vendu à 40 000 exemplaires rapporte à son éditeur une subvention beaucoup plus généreuse qu'un recueil de poésie expérimentale tiré à 500 exemplaires. Dans ce cas-ci, l'écart entre les taux de calcul (10 %) ne compenserait pas pour la différence entre les volumes de vente.

On pourrait comparer le réaménagement provincial au changement qui s'opère à la même époque dans le soutien à l'édition en provenance d'Ottawa. Comme l'a montré Sylvie Faure, le Programme au développement de l'édition canadienne, instauré en 1979, encourage par ses critères de sélection le développement du best-seller et de ceux qui l'éditent²⁹⁸. Mais, même si le Régime universel d'aide à l'édition demeure jusqu'en 2004 le principal programme de subvention québécois visant l'activité d'édition, il n'a jamais pu égaler ceux du fédéral. Par exemple, en 2003-2004, les fonds distribués atteignent 1 485 000 \$ tandis que le gouvernement fédéral verse aux éditeurs québécois 13,6

²⁹⁷ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES. *Rapport annuel de gestion*, Montréal, SODEC, 2005, p. 36.

²⁹⁸ FAURE, Sylvie. «Pouvoirs politiques et stratégies éditoriales au Québec (1960-1990)», *Édition et pouvoirs*, sous la direction de Jacques Michon, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995, p. 200.

millions de dollars dans le cadre du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition²⁹⁹ et 3 057 900 \$ avec les Subventions globales du Conseil des arts³⁰⁰.

Les budgets du Régime universel d'aide à l'édition, de moins en moins généreux avec les années, ont malgré tout connu des hausses en 1991 et 1996 alors que les orientations gouvernementales favorisaient le développement des industries culturelles. Par la suite, ils n'ont pas été ajustés pour contrer les effets de l'inflation, ce qui a entraîné une baisse continue. L'arrivée d'un gouvernement prônant une approche moins interventionniste a accentué la tendance. En 2003-2004, les fonds versés en dollars constants ne dépassent pas ceux de 1979-1980 même si le nombre d'éditeurs agréés a plus que doublé entre 1983 et 2001. À la lecture du tableau 3.2, on constate que le taux de croissance des budgets totaux, en dollars constants, est inférieur au taux de croissance du nombre de demandeurs et, surtout, à celui du nombre d'éditeurs agréés. L'écart se creuse quand on effectue le calcul en comparant les années 1978-1979 et 2003-2004 pour éviter que la fusion de l'Aide à la promotion et du Régime universel d'aide à l'édition ne fausse les données. On obtient ainsi un taux de croissance de -12 % se traduisant par une nette tendance à la baisse des montants maximums de subvention par éditeur depuis 1991-1992, sauf entre 1996-1997 et 1997-1998³⁰¹.

²⁹⁹ CANADA, PATRIMOINE CANADIEN. «Aide aux éditeurs Aperçu statistique», *Site de Patrimoine canadien. Publications. Question d'édition. Politique et programmes de l'édition du livre. Rapport annuel 2003-2004*, [En ligne], http://www.pch.gc.ca/progs/ac-ca/progs/padie-bpidp/reports/printed_matters_0304/tdm_f.cfm, 11 décembre 2004, (Page consultée le 16 avril 2007).

³⁰⁰ CANADA, CONSEIL DES ARTS DU CANADA. «Ventilation des subventions 2003-2004», *Site du Conseil des Arts du Canada. Subventions du Conseil des Arts du Canada par programme et province/territoire (tableau)*, [Document PDF en ligne], <http://www.canadacouncil.ca/NR/rdonlyres/AFE31322-8C81-4613-8B86-D68B58FBB9F1/0/grt0304.pdf>, 11 mars 2004, (Document consulté le 16 avril 2007).

³⁰¹ Les données auxquelles nous nous référons sont présentées dans un tableau à l'Annexe 10.

3.2 Subventions versées dans le cadre des programmes d'aide à la production³⁰² de 1978-1979 à 2004-2005³⁰³

Années	Subventions totales en \$ courants	IPC (1992 = 100)	Subventions totales en \$ constants	Éditeurs soutenus	Moyennes par éditeurs soutenus	Éditeurs agréés
1978-1979	462 096,12 \$	43,6	1 026 610,09 \$	43	23 874,65 \$	---*
1979-1980	655 275,00 \$	47,6	1 365 415,97 \$	64	21 334,62 \$	---*
1980-1981	556 982,40 \$	52,4	1 062 943,51 \$	52	20 441,22 \$	---*
1981-1982	643 135,00 \$	58,9	1 091 910,02 \$	56	19 498,39 \$	59
1982-1983	595 018,00 \$	65,3	911 206,74 \$	54	16 874,20 \$	81
1983-1984	524 100,00 \$	69,1	758 465,99 \$	n.d.	n.d.	90
1984-1985	445 000,00 \$	72,1	617 198,34 \$	49	12 595,88 \$	96
1985-1986	444 116,00 \$	75	592 154,67 \$	53	11 172,73 \$	96
1986-1987	488 514,00 \$	78,1	625 498,08 \$	49	12 765,27 \$	n.d.
1987-1988	510 300,00 \$	81,5	626 134,97 \$	50	12 522,70 \$	107
1988-1989	521 000,00 \$	84,8	614 386,79 \$	49	12 538,51 \$	111
1989-1990	570 000,00 \$	89	640 449,44 \$	n.d.	n.d.	115
1990-1991	795 518,00 \$	93,3	852 645,23 \$	n.d.	n.d.	119
1991-1992	1 309 505,00 \$	98,5	1 329 446,70 \$	56	23 740,12 \$	115
1992-1993	1 375 000,00 \$	100	1 375 000,00 \$	57	24 122,81 \$	118
1993-1994	1 325 000,00 \$	101,8	1 301 571,71 \$	66	19 720,78 \$	125
1994-1995	1 323 568,00 \$	102	1 297 615,69 \$	68	19 082,58 \$	126
1995-1996	1 303 499,00 \$	104,2	1 250 958,73 \$	70	17 870,84 \$	127
1996-1997	1 700 000,00 \$	105,9	1 605 288,01 \$	74	21 693,08 \$	130
1997-1998	1 693 071,00 \$	107,6	1 573 486,06 \$	78	20 172,90 \$	131
1998-1999	1 672 363,00 \$	108,6	1 539 929,10 \$	80	19 249,11 \$	141
1999-2000	1 700 002,00 \$	110,5	1 538 463,35 \$	92	16 722,43 \$	153
2000-2001	1 693 726,00 \$	113,5	1 492 269,60 \$	101	14 774,95 \$	162
2001-2002	1 709 934,00 \$	116,4	1 469 015,46 \$	99	14 838,54 \$	170
2002-2003	1 700 000,00 \$	119	1 428 571,43 \$	101	14 144,27 \$	165
2003-2004	1 485 000,00 \$	122,3	1 214 227,31 \$	93	13 056,21 \$	166
2004-2005	1 807 584,00 \$	124,6	1 450 709,47 \$	104	13 949,13 \$	176
Taux de croissance	74 %		27 %	59 %	-77 %	66 %

*L'agrément des éditeurs ne débute qu'en 1981-1982.

³⁰² Comprend les programmes suivants : Aide à la publication, Assurance-édition, Régime universel d'aide à l'édition.

³⁰³ Données compilées à l'aide des rapports annuels du ministère des Affaires culturelles, de la Société de développement des industries culturelles, du Conseil consultatif de la lecture et du livre; des listes de bénéficiaires des subventions du ministère des Affaires culturelles et du ministère de la Culture et des communications et du document *Les mesures prises à l'égard des industries culturelles au Québec par : le ministère des Affaires culturelles, le ministère des Communications (Québec) et la Société générale des industries culturelles.*

Nous avons dressé le palmarès des éditeurs ayant reçu les subventions les plus élevées dans le cadre du Régime universel d'aide à l'édition depuis 1981³⁰⁴ et nous avons constaté que des éditeurs reviennent régulièrement dans le «top 3». Les Éditions de la courte échelle remportent la palme, revenant à quatorze reprises. Les Éditions Québec Amérique arrivent au second rang, avec treize occurrences, suivies, ex aequo, par Les Éditions du Boréal, le groupe Ville-Marie Littérature et Sogides³⁰⁵ lesquels s'y hissent à douze reprises. Toutes ces maisons d'édition offrent une production destinée à un public relativement large. Le palmarès révèle également que les éditeurs les plus subventionnés drainent une fraction importante du budget total. En 1981-1982, 5 % des éditeurs reçoivent 24 % des subventions. La tendance s'accroît avec le temps : en 1997-1998, 18 % des éditeurs reçoivent 54 % des subventions. Une analyse de la production des éditeurs en lice confirmerait sans doute l'hypothèse que le volume de ventes prévaut lors du calcul des subventions, voire que le mode de calcul favoriserait certaines stratégies éditoriales³⁰⁶.

3.2 Pour que les livres soient diffusés et... vendus

Avant 1978, le gouvernement n'offre pas de programmes d'aide à la diffusion directement destinés aux éditeurs. Il encourage plutôt des projets collectifs de promotion et d'exportation : salons du livre, activités des associations professionnelles, projets collectifs de diffusion à l'étranger³⁰⁷. Au cours de la décennie 1970, des études et des mémoires de diverses sources recommandent au gouvernement de mieux soutenir la promotion³⁰⁸. Le gouvernement réagit en créant, en 1978-1979, le Service de la

³⁰⁴ Nous présentons le palmarès à l'Annexe 10.

³⁰⁵ Sogides reçoit une subvention indépendante de celle octroyée à sa filiale, le groupe Ville-Marie Littérature.

³⁰⁶ Étant donné son ampleur, une telle analyse pourrait facilement faire l'objet d'un mémoire complet. Nous nous limiterons donc à formuler des hypothèses à ce sujet.

³⁰⁷ Comme l'a montré Josée Vincent dans *Les tribulations du livre québécois en France (1959-1985)*, Coll. «Études», Québec, Nuit blanche éditeur, 1997, 233 p.

³⁰⁸ C. TRUDEL. *Pour une véritable politique de la lecture au Québec. Document de travail*, 15 février 1977, 101 f.

J. D. PAQUIN et J. HOEPFFNER. *Étude sur le commerce du livre au Québec*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1976, 2 volumes.

L. O'NEILL. *Mémoire au Comité ministériel permanent du développement culturel. Premiers éléments d'une politique de la lecture au Québec*, 12 décembre 1977, 22 f.

QUÉBEC (PROVINCE), COMITÉ CONSULTATIF DU LIVRE. *Mémoire sur une politique du livre et de la lecture au Québec*, Québec, [e.i.], 1977, 165 p.

commercialisation au sein du ministère des Affaires culturelles et deux nouveaux programmes : l'Aide à la promotion et l'Aide à la participation aux salons du livre. La même année, la Politique québécoise du développement culturel suggère des mesures qui inciteraient les éditeurs à accroître leurs efforts de publicité et propose la mise sur pied d'un soutien à l'exportation et à la promotion du livre à l'étranger. À la Direction des arts et des lettres du MAC, on développe «[...] une approche nettement "commerciale" de façon à ce que les produits culturels dont [le MAC] favorise la création soient vendus.³⁰⁹» Visiblement, à la fin de la décennie 1970, le gouvernement a l'intention de redoubler d'efforts pour encourager les éditeurs à diffuser et, surtout, à vendre leur production. Orientés tant vers la promotion que l'exportation, divers programmes verront le jour entre 1978 et 2004.

3.2.1 Le programme d'Aide à la promotion

Née en 1978, l'Aide à la promotion a pour but de «[...] mieux faire connaître la production québécoise en permettant aux éditeurs de se doter d'instruments et de moyens de promotion essentiels à une promotion adéquate de leurs ouvrages.³¹⁰» D'abord, destiné aux entreprises québécoises, le programme est réservé aux détenteurs d'un agrément dès 1981. À partir de 1985, on assouplit cette règle pour accueillir les demandeurs non agréés, mais éligibles à l'agrément. Inadmissible les premières années, la promotion de livres pratiques accède également au soutien gouvernemental. Seule celle des manuels scolaires demeure écartée du programme. Toutefois, en 1995-1996, lorsque la SODEC révisé ses programmes, l'agrément est réintroduit parmi les critères d'admissibilité.

Au départ, la décision de subventionner un projet revient à un jury qui se réfère aux éléments d'analyse suivants :

- ❑ Les objectifs visés;
- ❑ La rentabilité du moyen de promotion;

³⁰⁹ A. DAGENAIS. «\$24 millions pour les arts et lettres...», *Le Devoir*, 23 juin 1978, p. 33, 39.

³¹⁰ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. *Services de l'édition et de la commercialisation*, Québec, [e.i.], 1980, p. 13.

- ❑ La capacité de l'éditeur à assumer 50 % des frais et à poursuivre, à moyen terme, le projet par ses propres moyens;
- ❑ La présentation d'un projet orienté uniquement vers la promotion de livres québécois³¹¹

Les éditeurs doivent réaliser leurs activités de promotion durant l'année qui suit la demande et présenter un rapport une fois celles-ci terminées. Lors du regroupement de l'Aide à la promotion avec le Régime universel d'aide à l'édition en 2004-2005, la formule change : l'octroi couvre dorénavant les activités déjà réalisées, non plus les activités projetées. Les éditeurs sont tenus de fournir des preuves de paiements et, par conséquent, ils supportent tous les coûts avant d'obtenir une subvention.

Jusqu'en 1989, le programme vise les activités de promotion effectuées sur le territoire québécois. Entre 1989 et 1996, il s'élargit à celles destinées aux marchés étrangers. À la suite de la révision de 1995-1996, on revient à la formule initiale alors que d'autres programmes, exclusivement consacrés à l'exportation, prennent le relais. Initialement, l'objectif est d'encourager les éditeurs à se doter de moyens de promotion, ce qui laisse croire qu'ils sont pour la plupart mal outillés. À partir de 1985, le programme cherche plutôt à encourager le développement de nouveaux marchés. Après 1993, dans le sillage de la Politique culturelle du Québec, d'autres objectifs s'y greffent : la consolidation de la mise en marché et l'amélioration de la visibilité des produits culturels québécois. Le mode de calcul de la subvention est simple. Il s'agit d'un programme à frais partagés entre le gouvernement, qui verse 50% des sommes nécessaires au projet, et l'éditeur, qui fournit le reste. Toutefois, les montants des subventions sont limités : établi à 12 500 \$ en 1978-1979, le plafond par subvention est abaissé à 10 000 \$ entre 1982 et 1984 pour revenir à 12 500 \$ en 1985 et passer à 20 000 \$ en 1989-1990 puis à 25 000 \$ en 1996-1997.

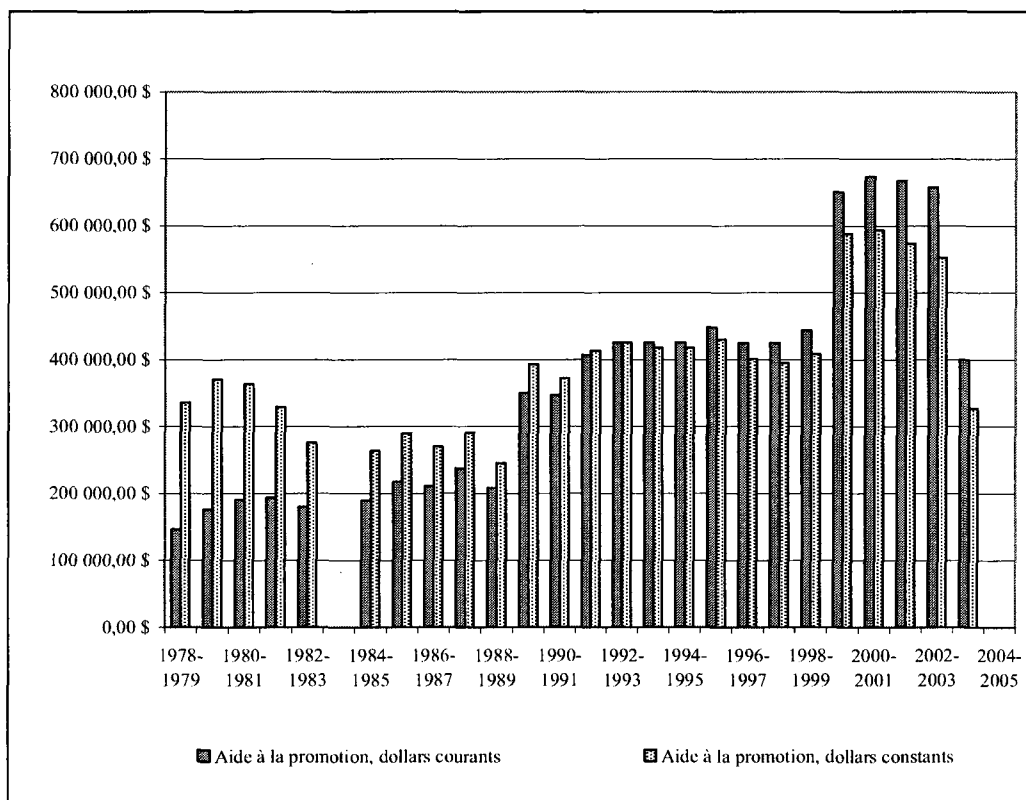
Comme en témoigne le graphique 3.3, l'évolution des budgets de l'Aide à la promotion connaît deux importantes hausses, à l'image du Régime universel d'aide à l'édition.

³¹¹ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. *Recueil des programmes d'aide et de subventions du ministère des Affaires culturelles*, Québec, Direction des Communications, 1980, p. 36.

Durant la première décennie, les fonds alloués varient peu. De 146 612 \$ la première année, ils atteignent seulement 208 000 \$ en 1988-1989. La diminution du plafond des subventions entre 1982 et 1985 ne semble pas avoir affecté les sommes accordées. Comme le nombre d'éditeurs recevant des subventions augmente, nous croyons qu'une telle décision serait attribuable à une volonté de mieux répartir les fonds. À la fin des années 1980, l'Aide à la promotion bénéficie de l'indexation des programmes. Le gouvernement augmente significativement son budget en 1989-1990 après avoir signalé, dans le document *Les Affaires culturelles : bilan-actions-avenir*³¹², sa volonté d'agir auprès des industries culturelles en soutenant mieux la diffusion et l'exportation. Concrètement, il élargit le programme aux activités de promotion à l'étranger et hausse la subvention maximale à 20 000 \$. En 1996-1997, les fonds versés demeurent stables malgré l'augmentation du plafond à 25 000 \$ et le retrait du soutien aux activités de promotion à l'étranger. La principale majoration a lieu en 1999-2000, à la suite de la Politique de la lecture et du livre de 1998, mais elle ne dure guère. En 2003-2004, le budget chute sérieusement, conséquence des compressions imposées par le gouvernement Charest. En tenant compte de l'inflation, on s'aperçoit que les fonds alloués sont moins élevés en 2003-2004 qu'en 1978-1979.

³¹² QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. *Les affaires culturelles : bilans, actions, avenir*, [Québec], Ministère des Affaires culturelles, [1988], 1 portefeuille.

3.3 Évolution des subventions versées dans le cadre de l'Aide à la promotion de 1978-1979 à 2004-2005³¹³



Complément parfait du Régime universel d'aide à l'édition et de sa logique marchande, l'Aide à la promotion est cependant plus inclusive, tous les secteurs éditoriaux, sauf celui du manuels scolaires, pouvant en profiter. Malgré cela, le nombre d'éditeurs aidés est

³¹³ Données compilées grâce aux rapports annuels du ministère des Affaires culturelles, de la Société de développement des entreprises culturelles, aux listes de bénéficiaires du ministère des Affaires culturelles et du ministère de la Culture et des Communications et au document *Les mesures prises à l'égard des industries culturelles au Québec par : le ministère des Affaires culturelles, le ministère des Communications (Québec) et la Société générale des industries culturelles*.

À noter : En 1983-1984, le Rapport annuel du ministère des Affaires culturelles ne présente qu'un montant global pour la promotion et la diffusion du livre et aucune liste de bénéficiaires n'est disponible. Nous n'avons donc pas pu déterminer le montant exact de l'Aide à la promotion. De plus, le graphique ne présente aucune donnée pour 2004-2005 parce que l'Aide à la promotion est fusionnée avec le Régime universel d'aide à l'édition. Les fonds alloués demeurent néanmoins stables.

sensiblement le même. Aussi, les budgets, très minces, n'atteignent jamais la moitié de ceux attribués par le Régime universel d'aide à l'édition. L'augmentation des fonds au début des années 1990, puis en 1999, ne compense pas les effets de l'inflation et la croissance du nombre d'éditeurs qui y recourent, comme l'illustre le tableau 3.3. Le taux de croissance annuelle des budgets est négatif même si le taux de croissance des demandeurs atteint 117,50 %. Comme pour le Régime universel d'aide à l'édition, la moyenne des subventions par éditeur diminue avec les années, mais le mouvement est plus marqué. Les budgets ne suffisent donc plus à la demande...

Comme dans le cas du Régime universel d'aide à l'édition, des éditeurs profitent davantage du programme. D'ailleurs, les éditeurs «étoiles» du palmarès précédent reviennent dans celui l'Aide à la promotion (Annexe 11). Les Éditions du Boréal, Les Éditions de la courte échelle, Les Éditions Québec Amérique et Sogides se retrouvent entre dix et douze fois dans le peloton de tête de l'échantillon de dix-sept années. Les éditions Héritage, moins soutenues pour la production, apparaissent douze fois. Le palmarès montre également que ceux qui se hissent au «top 3» reçoivent une large part du budget total. Cependant, la tendance est moins marquée ici. Les subventions paraissent mieux réparties, mais seule une analyse poussée permettrait de le confirmer. De plus, comme pour le Régime universel d'aide à l'édition, on observe une tendance à la baisse des montants de subvention par éditeurs.

3.3 Subventions versées dans le cadre de l'Aide à la promotion
de 1978-1979 à 2004-2005³¹⁴

Années	Subventions totales en \$ courants	IPC (1992 = 100)	Subventions totales en \$ constants	Éditeurs soutenus	Moyennes par éditeurs soutenus	Éditeurs agréés
1978-1979	146 612,00 \$	43,6	336 266,06 \$	20	16 813,30 \$	---*
1979-1980	176 398,00 \$	47,6	370 584,03 \$	33	11 229,82 \$	---*
1980-1981	190 500,00 \$	52,4	363 549,62 \$	36	10 098,60 \$	---*
1981-1982	194 000,00 \$	58,9	329 371,82 \$	40	8 234,30 \$	59
1982-1983	180 000,00 \$	65,3	275 650,84 \$	33	8 353,06 \$	81
1983-1984	n.d.	69,1	n.d.	n.d.	n.d.	90
1984-1985	190 000,00 \$	72,1	263 522,88 \$	37	7 122,24 \$	96
1985-1986	217 500,00 \$	75	290 000,00 \$	36	8 055,56 \$	96
1986-1987	211 000,00 \$	78,1	270 166,45 \$	40	6 754,16 \$	n.d.
1987-1988	237 500,00 \$	81,5	291 411,04 \$	49	5 947,16 \$	107
1988-1989	208 000,00 \$	84,8	245 283,02 \$	44	5 574,61 \$	111
1989-1990	350 000,00 \$	89	393 258,43 \$	n.d.	n.d.	115
1990-1991	347 000,00 \$	93,3	371 918,54 \$	n.d.	n.d.	119
1991-1992	407 400,00 \$	98,5	413 604,06 \$	47	8 800,09 \$	115
1992-1993	425 500,00 \$	100	425 500,00 \$	54	7 879,63 \$	118
1993-1994	425 500,00 \$	101,8	417 976,42 \$	60	6 966,27 \$	125
1994-1995	425 500,00 \$	102	417 156,86 \$	62	6 728,34 \$	126
1995-1996	448 706,00 \$	104,2	430 619,96 \$	56	7 689,64 \$	127
1996-1997	424 991,00 \$	105,9	401 313,50 \$	66	6 080,51 \$	130
1997-1998	424 981,00 \$	107,6	394 963,75 \$	71	5 562,87 \$	131
1998-1999	443 625,00 \$	108,6	408 494,48 \$	70	5 835,64 \$	141
1999-2000	649 990,00 \$	110,5	588 226,24 \$	89	6 609,28 \$	153
2000-2001	673 451,00 \$	113,5	593 348,90 \$	100	5 933,49 \$	162
2001-2002	667 658,00 \$	116,4	573 589,35 \$	101	5 679,10 \$	170
2002-2003	657 211,00 \$	119	552 278,15 \$	99	5 578,57 \$	165
2003-2004	400 000,00 \$	122,3	327 064,60 \$	87	3 759,36 \$	166
2004-2005	---	124,6	---	---	---	176
Taux de croissance	63 %		-3 %	77 %	-347 %	66 %

*L'agrément des éditeurs ne débute qu'en 1981-1982.

³¹⁴ Données compilées à l'aide des rapports annuels du ministère des Affaires culturelles, de la Société de développement des industries culturelles, du Conseil consultatif de la lecture et du livre; des listes de bénéficiaires des subventions du ministère des Affaires culturelles et du ministère de la Culture et des Communications et du document *Les mesures prises à l'égard des industries culturelles au Québec par : le ministère des Affaires culturelles, le ministère des Communications (Québec) et la Société générale des industries culturelles.*

3.2.2 Le programme d'Aide à la participation aux salons du livre

En 1978-1979, le nouveau service de la commercialisation du ministère des Affaires culturelles révisé sa politique de soutien aux salons du livre afin, entre autres, de «[...] favoriser la création de salons du livre en régions [sic]³¹⁵». Destiné aux éditeurs, le programme d'Aide à la participation aux salons du livre au Québec fait partie des mesures mises en place pour stimuler le développement des événements régionaux. Plus précisément, le programme vise à encourager les éditeurs de Montréal et Québec à participer aux salons en région. La formule consiste à rembourser une partie des frais qu'ils assument pour y prendre part. Par ricochet, elle contribue à réaliser l'un des objectifs de la Politique québécoise du développement culturel : améliorer l'accessibilité aux livres sur l'ensemble du territoire québécois.

Avant l'instauration de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, le programme s'adressait exclusivement aux éditeurs et aux distributeurs québécois. Par la suite, seuls les éditeurs et distributeurs agréés participant à des salons régionaux subventionnés par le ministère des Affaires culturelles peuvent y recourir. À partir de 1984, les distributeurs n'y ont plus accès alors que l'admissibilité est élargie aux maisons d'édition non agréées éligibles à l'agrément entre 1984 et 1996. Prioritaire au départ, la régionalisation des salons du livre devient secondaire en 1984 puisqu'on commence à soutenir la participation des éditeurs aux salons de Montréal et Québec.

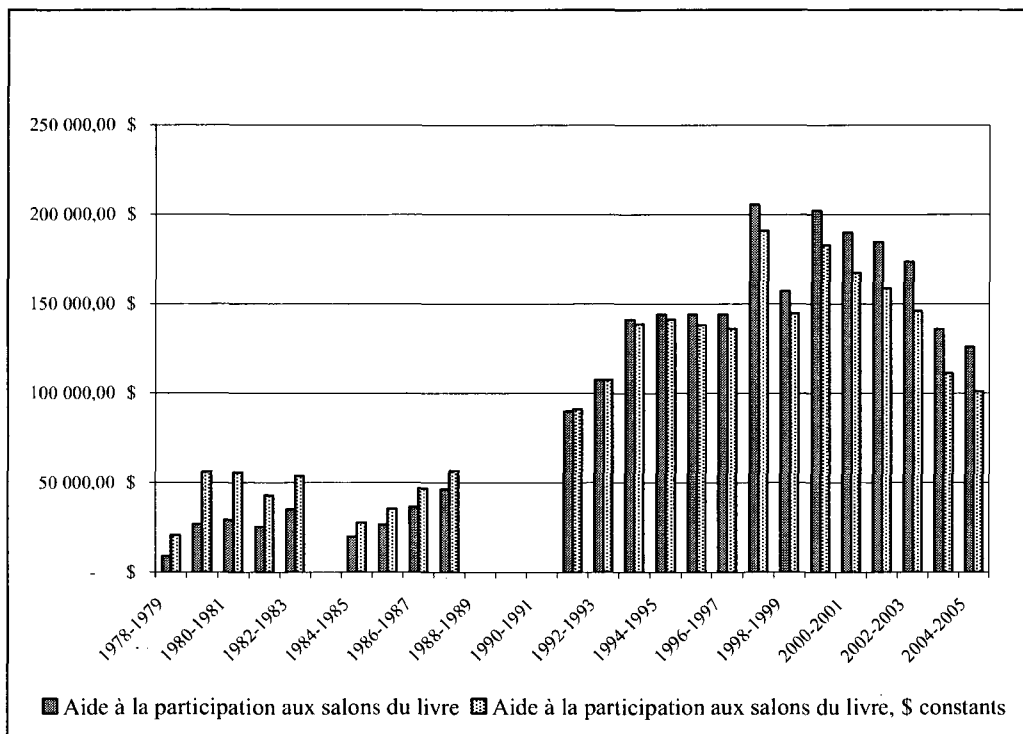
Durant les premières années, les sommes versées varient en fonction de la ville où se déroule l'événement. Le mode d'attribution demeure nébuleux jusqu'en 1982. Par exemple, en 1978-1979, on accorde jusqu'à 456 \$ pour le Salon de Jonquière et 622,42 \$ pour celui de Rimouski. Après 1982, le ministère instaure des sommes forfaitaires; ainsi, les éditeurs peuvent obtenir 200 \$ ou 400 \$ selon le salon auquel ils participent. Le mode de calcul paraît s'appuyer sur la distance entre la ville-hôte et Montréal, comme si on tenait pour acquis que la plupart des éditeurs sont montréalais. Après 1984, le montant

³¹⁵ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. *Rapport annuel 1978-1979*, Québec, Éditeur officiel, 1979, p. 14.

octroyé dépend de la région administrative où se trouve le siège social de l'éditeur. En 1987-1988, les montants forfaitaires sont ajustés à 250 \$, 450 \$ et 600 \$ puis ils le sont de nouveau en 1989-1990, pour atteindre 300 \$, 500 \$ et 650 \$. L'année suivante, le ministère uniformise le mode d'attribution et considère seulement la distance à parcourir par les éditeurs, peu importe leur origine géographique. Cependant, pour encourager ceux qui participent à tous les salons, on ajoute aux subventions une prime de 1000 \$, haussée à 1500 \$ en 1992-1993.

Dans le cas de l'Aide à la participation aux salons du livre, nous n'avons pas réussi à établir des statistiques précises, les données n'étant pas toujours présentées dans les documents consultés. Nous nous contenterons donc d'exposer les faits saillants des chiffres auxquels nous avons accès dans le graphique 3.4. Par ailleurs, pour avoir une meilleure lecture des statistiques, nous croyons qu'il faudrait analyser l'évolution des salons du livre au Québec. Comme une telle réflexion déborde du cadre de ce mémoire, nous nous en tiendrons à un constat plus général.

3.4 Évolution des subventions versées dans le cadre de l'Aide à la participation aux salons du livre de 1978-1979 à 2004-2005³¹⁶



L'augmentation du budget dédié à l'Aide à la participation aux salons du livre semble principalement liée à la hausse du nombre d'éditeurs et, dans une certaine mesure, à l'assouplissement des critères d'admissibilité. De seize en 1978-1979, le nombre d'éditeurs soutenus passe à cinquante-six en 2004, soit un taux de croissance de 250 %, alors que les montants forfaitaires n'ont pas significativement augmenté, passant d'un maximum de 400 \$ à 600 \$ entre 1979 et 2004. Plus généreux à partir de la fin des années 1980, le soutien s'intensifie surtout en 1993-1994. Contrairement aux programmes précédents, il semblerait que l'Aide à la participation aux salons du livre ait profité du plan d'action de la Politique culturelle du Québec dont un des buts est d'encourager les

³¹⁶ Données compilées grâce aux rapports annuels du ministère des Affaires culturelles, de la Société de développement des entreprises culturelles, aux listes de bénéficiaires du ministère des Affaires culturelles et du ministère de la Culture et des Communications et au document *Les mesures prises à l'égard des industries culturelles au Québec par : le ministère des Affaires culturelles, le ministère des Communications (Québec) et la Société générale des industries culturelles*.

activités de promotion et de sensibilisation aux arts et à la culture³¹⁷. Très axée sur la régionalisation, la politique prévoit l'actualisation des programmes pour mieux servir la clientèle du ministère³¹⁸. Ainsi, à partir de 1993-1994, le ministère délègue à l'Association québécoise des salons du livre l'administration du programme. La hausse des subventions, en 1997-1998, demeure inexplicable en regard des sources dont nous disposons. Néanmoins, nous avons noté que cette année-là, pour des raisons que nous ignorons, vingt-sept éditeurs reçoivent au-delà de 5000 \$, plafond établi par les règles d'attribution du programme. Plus tard, en 1998-1999, le gouvernement augmente son appui aux salons du livre à la suite de la Politique de la lecture et du livre³¹⁹. La hausse des fonds alloués qui en résulte est suivie, en 2003, d'une diminution due aux compressions budgétaires des Libéraux. Malgré tout, en 2004-2005, le budget demeure supérieur à celui du début de la période, même en tenant compte de l'inflation. Complément de l'Aide à la promotion, le programme constitue néanmoins un bien maigre soutien, compte tenu des dépenses réelles qu'impliquent les déplacements.

³¹⁷ QUÉBEC (PROVINCE), GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *La Politique culturelle du Québec. Notre culture, notre avenir*, [Québec], ministère des Affaires culturelles, 1992, p. 119.

³¹⁸ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *Rapport annuel 1993-1994*, Québec, Les Publications du Québec, 1994, p. 9.

³¹⁹ QUÉBEC (PROVINCE), GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Le temps de lire, un art e vivre. Politique de la lecture et du livre*, Québec, Direction des relations publiques, 1998, p. 114.

3.2.3 L'aide à l'exportation

3.2.3.1 Une période de transition et d'ajustement

En plus de soutenir les activités de diffusion sur le territoire québécois, le gouvernement intervient auprès des éditeurs pour appuyer l'exportation de leur production. Dans les années 1960 et 1970, ses efforts visaient des projets collectifs d'exportation du livre, principalement en France³²⁰. À partir des années 1980, le gouvernement mise plutôt sur des initiatives individuelles et sur la participation des éditeurs aux foires et salons internationaux. D'après Josée Vincent, les échecs des tentatives de diffusion collective auraient probablement motivé un tel changement.

La période qui nous intéresse marque donc une transition dans l'aide à l'exportation. L'émergence d'une vision industrielle de la culture y entraîne des transformations plus manifestes que dans les autres formes d'intervention. La mutation touche particulièrement le soutien à la diffusion de l'édition québécoise à l'étranger. Dès lors, comme l'affirme Josée Vincent, le livre n'est plus considéré comme un objet culturel, mais comme un produit industriel³²¹. Outre le ministère des Affaires culturelles, plusieurs autres instances sont appelées à subventionner l'exportation : le ministère de l'Industrie et du Commerce d'abord, puis le ministère du Commerce extérieur, la Société générale des industries culturelles et le ministère des Affaires intergouvernementales, de l'Immigration et des Communautés culturelles. Pour notre analyse, nous nous limiterons toutefois aux programmes administrés entièrement ou en partie par des structures gouvernementales à vocation strictement culturelle (MAC, MCC, SOGIC, SODEC).

En 1978-1979, le MAC offre un programme d'Aide à l'exportation et à la distribution qui se divise en deux volets. Le volet «exportation» soutient la participation des éditeurs aux foires et aux salons à l'étranger et les projets visant la mise en place de structures de promotion et de diffusion du livre québécois à l'étranger³²². L'Association des éditeurs

³²⁰ J. VINCENT. *Les tribulations du livre québécois en France (1959-1985)*, Coll. «Études», Québec, Nuit blanche éditeur, 1997, 233 p.

³²¹ J. VINCENT. *Les tribulations* [...], p. 149.

³²² QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. *Services de l'édition et de la commercialisation*, Québec, [e.i.], 1980, p. 13-14.

canadiens et la Société de développement du livre et du périodique collaborent activement avec le ministère pour la réalisation des activités. Par exemple, on finance l'embauche d'une attachée de presse à Paris par l'Association des éditeurs canadiens à partir de 1979-1980, à raison de 45 000 \$ par année, montant diminué à 43 000 \$ en 1982-1983³²³. Pour la participation des éditeurs aux foires étrangères, la responsabilité des opérations revient au ministère. Le second volet a pour objectif de favoriser la distribution en soutenant les projets visant le regroupement de services communs³²⁴. Dans ce cas, les entreprises reçoivent directement les subventions.

Le programme s'adresse aux éditeurs et aux regroupements d'éditeurs. Or, d'autres types d'organismes en bénéficient entre 1978 et 1983. En 1980-1981, deux salons du livre québécois et une revue touchent des subventions et, en 1982-1983, Exportlivre reçoit l'appui du programme lors de sa fondation. Les rapports du ministère ne révélant pas toujours les sommes versées, nous n'avons pas pu déterminer de façon précise les budgets consacrés à chacun des volets pour toutes les années. Nous présentons néanmoins, dans le tableau 3.4, les budgets totaux annuels et la répartition de ceux-ci par volet pour les années où l'information était disponible.

³²³ Notons qu'en 1981-1982, le rapport du ministère ne spécifie pas la somme versée.

³²⁴ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. *Services de l'édition et de la commercialisation*, [...], p. 14.

3.4 Subventions versées dans le cadre de l'Aide à l'exportation et à la distribution de
1978-1979 à 1982-1983³²⁵

Années	Subventions totales	Volet 1 Soutien à la participation aux foires et salons à l'étranger	Volet 1 Aide aux projets	Volet 2 Subvention à la distribution
1978-1979	59 027 \$	29 027 \$ (Bruxelles)		30 000 \$
1979-1980	114 300 \$	66 800 \$ (Bruxelles; Bologne; Nice; Francfort)	45 000 \$ (Attachée de presse)	2 500 \$
1980-1981	135 729,76 \$	36 460,64 \$ (Bologne; Bruxelles)	45 000 \$ (Attachée de presse)	n.d.
1981-1982	n.d.	n.d.	n.d.	24 905 \$
1982-1983	130 500 \$	42 500 \$ (Bologne; Bruxelles; Paris)	43 000 \$ (Attachée de presse)	45 000 \$

À partir de 1983-1984, ni les recueils de programmes ni les rapports annuels du ministère ne mentionnent l'Aide à l'exportation et à la distribution. Or, d'après un document publié en 1986³²⁶, la Société de développement du livre et du périodique reçoit 59 895 \$ pour sa participation aux foires de Bologne, Bruxelles et le Salon du livre de Paris en 1985-1986. Bref, à cause de l'imprécision des sources, il est difficile de déterminer le moment exact de l'abolition du programme.

³²⁵ Données compilées grâce aux rapports annuels du ministère des Affaires culturelles de 1979-1980 à 1982-1983.

³²⁶ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES, DIRECTION GÉNÉRALE DES ARTS, DES LETTRES, DES MUSÉES ET DES INDUSTRIES CULTURELLES. *L'aide financière en action. De novembre 1985 à février 1986*, [Québec], Direction des communications, 1986, [n.p.].

Entre 1984-1985 et 1986-1987, les associations professionnelles continuent à recevoir des subventions. Bien que le ministère ne précise pas les activités auxquelles il les destine, nous présumons qu'elles servent à soutenir la participation des éditeurs aux salons et foires à l'étranger. Nous n'en avons la confirmation qu'en 1987-1988 alors que le rapport du ministère mentionne l'octroi d'un montant de 120 000 \$ servant à

[...] confirmer la réorientation de l'appui fourni aux quatre associations nationales d'éditeurs de livres et de périodiques pour permettre de développer la diffusion et la distribution des ouvrages et des droits québécois sur les marchés étrangers, principalement le marché européen.³²⁷

La réorientation dont il est question remonte à 1986-1987 au moment où le ministère entreprend une rationalisation des programmes d'aide à l'exportation en renouvelant sa participation aux salons sur les marchés européens³²⁸. L'année suivante, les fonds sont versés à un Comité d'éditeurs responsable de la participation québécoise aux salons et foires du livre à l'étranger afin de «[...] raffermir et d'élargir cette participation, tout en assumant une diffusion accrue du livre québécois à l'étranger.³²⁹» Par la suite, le soutien accordé au Comité d'éditeurs devient récurrent. Il obtient des sommes variant de 120 000 \$ à 205 000 \$ jusqu'en 1994-1995. On ne mentionne toutefois pas si les montants transitent par un programme entre 1987-1988 et 1991-1992. Notre inventaire, en annexe, n'en tient donc pas compte pour cette période. Toutefois, à partir de 1991-1992 et jusqu'en 1994-1995, les subventions proviennent de l'Aide aux entreprises et organismes de diffusion³³⁰.

Durant les années 1980, le gouvernement crée également des programmes destinés à soutenir les activités des éditeurs sur les marchés étrangers. En 1983-1984, le ministère des Affaires intergouvernementales,³³¹ en collaboration avec le ministère des Affaires

³²⁷ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. *Rapport annuel 1987-1988*, Québec, Les Publications du Québec, 1988, p. 19.

³²⁸ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRES DES AFFAIRES CULTURELLES. *Rapport annuel 1986-1987*, Québec, Les Publications du Québec, 1987, p. 37.

³²⁹ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. *Rapport annuel 1988-1989*, Québec, Les Publications du Québec, 1989, p. 21.

³³⁰ Selon les listes des bénéficiaires de subventions du ministère des Affaires culturelles, du ministère de la Culture et du ministère de la Culture et des Communications pour les années 1991-1992, 1992-1993, 1993-1994 et 1994-1995.

³³¹ Ce ministère devient le ministère des Relations internationales en 1984-1985.

culturelles, met ainsi en place l'Aide à la coédition Québec-France. Les Affaires culturelles assument la gestion administrative du programme et les fonds proviennent des Affaires intergouvernementales. La subvention sert à couvrir les frais de publication et de promotion d'ouvrages d'auteurs québécois de littérature générale coédités par des éditeurs québécois agréés et des éditeurs français³³². Elle vise à élargir et à rendre plus efficace la diffusion des œuvres québécoises «potentiellement intéressantes» pour un large lectorat dans tous les pays. Les subventions varient entre 4500 \$ et 9000 \$ selon le type d'ouvrage. Ainsi, pour la poésie, le ministère accorde 4500 \$, pour les ouvrages de fiction et les essais en sciences humaines, 7000 \$, et pour les albums jeunesse, 9000 \$. Le montant est réparti entre l'éditeur chef de file et le coéditeur et une portion est réservée pour les frais de déplacement de l'auteur. Le tableau 3.5 inventorie les sommes distribuées jusqu'en 1988-1989 ainsi que le nombre d'éditeurs en ayant profité. Doté d'un budget modeste, ce programme ne soutient qu'une fraction minime d'éditeurs.

3.5 Subventions versées dans le cadre de l'Aide à la coédition Québec-France de 1983-1984 à 1987-1988³³³

Années	Subventions totales	Éditeurs soutenus	Moyennes par éditeurs
1983-1984	n.d.	n.d.	n.d.
1984-1985	51 000,00 \$	7	7 285,71 \$
1985-1986	42 500,00 \$	7	6 071,43 \$
1986-1987	43 500,00 \$	8	5 437,50 \$
1987-1988	34 500,00 \$	6	5 750,00 \$
1988-1989	43 500,00 \$	6	7 250,00 \$

Entre 1983-1984 et 1984-1985, les Affaires culturelles et les Relations internationales proposent deux autres programmes visant le marché européen : l'Aide à la promotion –

³³² QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. *Recueil des programmes du ministère des Affaires culturelles*, Québec, ministère des Affaires culturelles, juin 1984, p. 29.

³³³ Données compilées grâce au document *Les mesures prises à l'égard des industries culturelles au Québec par : le ministère des Affaires culturelles, le ministère des Communications (Québec) et la Société générale des industries culturelles*.

marché français et l'Aide à la coédition Québec-Communauté française de Belgique. Le premier, créé en 1983-1984, n'aurait survécu que deux ans. Il est destiné aux éditeurs québécois, agréés ou admissibles à l'agrément, qui distribuent déjà leur production en France et vise à les «[...] encourager [...] à réaliser des activités particulières de promotion en vue d'une mise en marché plus dynamique et plus efficace [...] sur le marché français³³⁴». Un jury évalue les demandes en fonction de leur rentabilité, de leur originalité et de leur pertinence quant aux caractéristiques du marché. La subvention correspond à 50 % des coûts du projet et ne peut dépasser 10 000 \$. En 1983-1984, huit éditeurs touchent une subvention dont les montants ne sont toutefois pas publiés. L'année suivante, dix éditeurs se partagent 75 000 \$. La documentation disponible ne précise pas d'où provient le financement du programme, mais nous savons qu'il est administré par le ministère des Affaires culturelles. Une partie du budget, si ce n'est la totalité, vient probablement des Relations internationales³³⁵.

Créée en 1984-1985, l'Aide à la coédition Québec-Communauté française de Belgique, second programme conjoint Affaires culturelles/Relations internationales, n'aurait duré qu'une année. Ce programme éphémère soutient

[...] la réalisation de coéditions [...] pour des ouvrages en langue française répondant aux besoins [des] communautés respectives, difficilement réalisables dans d'autres conditions et susceptibles, du fait de leur coédition, de connaître une meilleure diffusion dans les deux pays.³³⁶

Ouvert aux éditeurs professionnels québécois et belges de langue française, il est destiné à encourager la coédition d'ouvrages techniques et scientifiques de haut niveau et de livres jeunesse. L'objectif est d'améliorer la diffusion des ouvrages dans les deux pays participants. Un comité belgo-québécois [sic] s'occupe d'étudier les dossiers qui doivent répondre à des besoins existants, avoir un intérêt scientifique et culturel et présenter un

³³⁴ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. *Recueil des programmes du ministère des Affaires culturelles*, [...], juin 1984, p. 33.

³³⁵ La seule information que nous ayons trouvée à ce sujet concerne le budget de 1984-1985 qui aurait été versé par le ministère des Relations internationales.

³³⁶ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. *Recueil des programmes du ministère des Affaires culturelles*, [...], juin 1984, p. 30.

plan de commercialisation sérieux et de qualité³³⁷. Sans préciser un montant maximum de subvention, la description du programme mentionne que 50 % de la somme est versée au moment de la décision et, le reste, lors de la réception de six exemplaires justificatifs³³⁸. Le financement du programme relève à part égale du gouvernement belge et du gouvernement québécois par l'intermédiaire du ministère des Relations internationales et son administration, des Affaires culturelles. Toutefois, aucun des ministères québécois ne fournit d'information détaillée sur les sommes qu'ils y ont investies.

En 1989-1990, l'Aide à la coédition - Marchés francophones remplace l'Aide à la coédition Québec-France. La même année, les éditeurs bénéficient de nouveau d'un appui pour la promotion à l'étranger, car l'Aide à la promotion, abordée plus tôt, est élargie aux marchés étrangers. Le soutien à la coédition, financé et administré par le ministère des Affaires culturelles, ressemble beaucoup à l'Aide à la coédition Québec-France, mais ne restreint pas les ententes de coédition aux éditeurs français. Le ministère limite toutefois ses subventions à 50 % des frais admissibles pour un maximum de 8000 \$ par projet. En vigueur jusqu'en 1991-1992, il cède la place à l'Aide à la production - marchés étrangers, active jusqu'en 1995-1996. Le nouveau programme se distingue des précédents par ses objectifs plus commerciaux. On mise avant tout sur l'expansion des entreprises en élargissant leur marché sans restriction quant à la langue du pays visé. L'amélioration de la diffusion des œuvres québécoises devient alors secondaire. Les projets soutenus concernent l'édition, la coédition, l'adaptation ou la traduction. Comme l'Aide à la coédition - Marchés francophones, il couvre 50 % des frais admissibles jusqu'à concurrence de 20 000 \$. Les tableaux 3.6 et 3.7 résument l'évolution des budgets de l'Aide à la coédition - Marchés francophones et de l'Aide à la production - Marchés étrangers entre 1989-1990 et 1995-1996.

³³⁷ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. *Recueil des programmes du ministère des Affaires culturelles*, [...], juin 1984, p. 30.

³³⁸ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. *Recueil des programmes du ministère des Affaires culturelles*, [...], juin 1984, p. 30.

3.6 Subventions versées dans le cadre de l'Aide à la coédition - Marchés francophones de 1989-1990 à 1991-1992³³⁹

Années	Subventions totales	Éditeurs soutenus	Moyennes par éditeurs
1989-1990	n.d.	n.d.	n.d.
1990-1991	103 481,00 \$	n.d.	n.d.
1991-1992	102 931,00 \$	8	12 866,38 \$

3.7 Subventions versées dans le cadre de l'Aide à la production - Marchés étrangers de 1992-1993 à 1995-1996³⁴⁰

Années	Subventions totales	Éditeurs soutenus	Moyennes par éditeurs
1992-1993	150 000,00 \$	15	10 000,00 \$
1993-1994	175 000,00 \$	17	10 294,12 \$
1994-1995	175 000,00 \$	12	14 583,33 \$
1995-1996	175 000,00 \$	11	15 909,09 \$

Entre temps, le gouvernement crée la SOGIC, une nouvelle société d'État qui reçoit le mandat de soutenir les efforts d'exportation des industries culturelles. Dans le cadre du programme Expositions collectives et missions, la Société assume les frais de logistique comme la location d'espace et le montage des stands afin de permettre aux entreprises de participer à moindre coût à des événements trop coûteux individuellement. La préparation et la coordination des événements s'effectuent en collaboration avec les associations professionnelles³⁴¹. Pour les éditeurs, la Société assume de 1988-1989 à 1994-1995 les frais liés à leur participation à la Foire du livre de Francfort³⁴². L'aide complète celle que le ministère des Affaires culturelles verse au Comité d'éditeurs responsable de la

³³⁹ Données compilées grâce au rapport annuel du ministère des Affaires culturelles 1990-1991 et à la liste des bénéficiaires de subventions du ministère des Affaires culturelles 1991-1992.

³⁴⁰ Données compilées grâce aux listes des bénéficiaires de subventions du ministère des Affaires culturelles, du ministère de la Culture et du ministère de la Culture et des Communications.

³⁴¹ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES INDUSTRIES CULTURELLES. *Financements 1990-1991*, Montréal, 1990, SOGIC, p. 27.

³⁴² En 1995-1996, le programme est transféré à la SODEC.

participation québécoise aux salons et foires du livre à l'étranger. Le programme est aboli en 1996-1997 lorsque la SODEC remplace la SOGIC.

3.8 Budgets affectés à la coordination du stand des éditeurs québécois à la Foire du livre de Francfort de 1988-1989 à 1995-1996³⁴³

Années	Budgets
1988-1989	93 881,00 \$
1989-1990	94 961,00 \$
1990-1991	142 244,00 \$
1991-1992	123 891,00 \$
1992-1993	185 068,00 \$
1994-1995	174 791,00 \$
1995-1996	208 174,00 \$

Avant 1988-1989, le ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique avait coordonné la participation des éditeurs québécois à la Foire entre 1985-1986 et 1987-1988. Cependant, les rapports du ministère ne fournissent pas de données sur les budgets. Soulignons que le ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique s'était doté d'une direction des industries culturelles en 1986-1987 dont le mandat a été transféré à la SOGIC en 1988-1989.

La SOGIC appuie aussi l'exportation par un programme en trois volets désigné par l'acronyme PRODEX. Il a pour objectif de «[...] renforcer la rentabilisation des industries culturelles en ajoutant les débouchés qu'offre le marché extérieur aux possibilités du marché québécois.³⁴⁴» La stratégie d'intervention fait appel au même modèle que les autres secteurs économiques. Ses volets ont été établis en fonction du cheminement d'une entreprise cherchant à développer son potentiel sur les marchés

³⁴³ Données compilées grâce aux rapports annuels de la SOGIC de 1988-1989 à 1994-1995 et au Rapport annuel de la SODEC de 1995-1996.

³⁴⁴ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES INDUSTRIES CULTURELLES. *Financements 1990-1991*, [...], p. 28.

extérieurs : prospection et exposition, promotion et voyages d'acheteurs étrangers³⁴⁵. Maintenu jusqu'en 1995-1996, année où la SODEC entre en fonction, le programme PRODEX disparaîtra à la suite de la révision des programmes.

Le premier volet vise les projets d'exportation et couvre certains frais encourus par les entreprises comme les voyages à l'étranger, les frais de traduction de cahiers de charges ou relatifs à la participation à des expositions. Il s'adresse à toutes les entreprises des secteurs couverts³⁴⁶ par le mandat de la SOGIC qui réalisent un chiffre d'affaires de 200 000 \$. La subvention maximale est de 5000 \$ pour la prospection et 10 000 \$ pour les expositions. Le second volet subventionne l'achat d'espaces publicitaires dans des revues promotionnelles. Le montant accordé ne peut dépasser 5000 \$, soit 50 % du maximum admissible de 10 000 \$. Le dernier volet soutient les déplacements d'acheteurs potentiels invités par l'entreprise à séjourner au Québec en couvrant le coût des billets d'avion³⁴⁷.

Comme les rapports annuels de la SOGIC ne fournissent que des sommes globales, il nous a été impossible de déterminer la portion du budget destinée aux éditeurs. Nous savons néanmoins que le nombre d'entreprises aidées progresse rapidement avec les années. En 1988-1989, la Société verse 172 subventions alors qu'en 1994-1995, ce chiffre atteint 348. Notons que quelques événements et organismes d'envergure internationale comme le Festival Juste pour rire, le Festival des films du monde et la Conférence internationale des arts de la scène profitent de plusieurs subventions dans le cadre du volet Voyages d'acheteurs étrangers³⁴⁸. Il ne subsiste alors que peu de fonds

³⁴⁵ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES INDUSTRIES CULTURELLES. *Financements 1990-1991*, [...], p. 28.

³⁴⁶ Le cinéma et la télévision, la musique et les variétés, les métiers d'art, le patrimoine immobilier et le livre.

³⁴⁷ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES INDUSTRIES CULTURELLES. *Financements 1990-1991*, [...], p. 28-32.

³⁴⁸ Le Festival Juste pour rire reçoit entre 60 et 76 acheteurs selon l'année pour une aide totale qui varie entre 40 000\$ et 50 000\$ environ par année. Sources : rapports annuels de la SOGIC entre 1988-1989 et 1994-1995.

pour les autres entreprises, le budget total variant entre 261 233 \$ en 1988-1989 et 579 904 \$³⁴⁹ en 1994-1995.

De toute évidence, la cohabitation de plusieurs programmes plus ou moins éphémères, gérés ou financés par de nombreux organismes (Relations internationales, Commerce extérieur, Affaires culturelles, SOGIC) caractérise la période de 1978 à 1996. Les années 1980 et le début de la décennie 1990 apparaissent comme une phase de tâtonnement dans le soutien à l'exportation. L'éparpillement, manifeste dans les premières années, cède peu à peu devant une volonté de centralisation, comme en témoigne l'Aide à la coédition – Marchés francophones, en 1989-1990 et l'élargissement de l'Aide à la promotion aux marchés étrangers : on abandonne l'approche par destinataires et on utilise un programme déjà en place. Le réaménagement se poursuit avec la création de la SOGIC, qui permet de doter le milieu de formules de type industriel³⁵⁰ et d'en confier la gestion à un organisme à vocation culturelle. Depuis le début de la période, les efforts convergent vers l'instauration d'une aide visant les initiatives individuelles telles que la coédition ainsi que la participation aux événements promotionnels internationaux. Plus restrictifs et contraignants au départ, les programmes s'assouplissent pour permettre aux éditeurs d'explorer de vastes marchés, francophones et non francophones, grâce à différentes tactiques comme la coédition, la vente de droits, la traduction, etc.

L'instauration de programmes destinés à la promotion sur les marchés étrangers et la consolidation du soutien à la participation aux salons et aux foires à l'étranger rendent l'action plus cohérente. Il ne suffit pas de coéditer un ouvrage pour qu'il se vende à l'étranger, encore faut-il en faire la promotion. Ainsi, la participation à des événements comme la Foire de Francfort offre aux éditeurs d'autres possibilités, comme la vente de droits. Le soutien gouvernemental destiné à encourager la participation à la Foire révèle l'importance que l'on y accorde. En 1994-1995, le ministère des Affaires culturelles

³⁴⁹ Somme qui comprend 246 719\$ versés pour les voyages d'acheteurs du Bureau d'accueil des films étrangers de la SOGIC. Sources : rapports annuels de la SOGIC entre 1988-1989 et 1994-1995.

³⁵⁰ Avant cela, le programme APEX du ministère de l'Industrie, du Commerce extérieur et du Développement technologique avait été ouvert aux industries culturelles. Nous ne l'avons pas retenu pour notre analyse parce qu'il n'émane pas d'une instance gouvernementale à vocation strictement culturelle.

verse 205 000 \$ au Comité d'éditeurs pour les salons et les foires à l'étranger alors que le budget de la SOGIC pour la participation des éditeurs à la Foire de Francfort atteint presque 175 000 \$ (voir le tableau 3.8). Les subventions augmentent d'ailleurs rapidement entre 1988-1989 et 1995-1996.

À terme, le saupoudrage de fonds qu'entraîne la création de nombreux programmes et l'instabilité de ceux-ci n'avantage pas les éditeurs puisque les budgets du ministère des Affaires culturelles, principal organisme de soutien, demeurent réduits. Le problème, pointé du doigt par les éditeurs, voire les fonctionnaires eux-mêmes, persiste en dépit de la volonté du gouvernement de mieux soutenir la production et surtout la diffusion des ouvrages québécois depuis la fin des années 1970³⁵¹. Le foisonnement et la fluctuation des programmes restreignent d'ailleurs l'analyse statistique. Il faudra attendre l'arrivée de la SODEC pour qu'un «grand ménage» soit effectué dans l'aide à l'exportation.

3.2.3.2 Vers la rationalisation de l'aide à l'exportation

La mise en marche de la SODEC, en 1995, entraîne une restructuration des programmes et la fin du saupoudrage. La consolidation s'inscrit dans la stratégie de développement des industries culturelles amorcée en 1992 avec la Politique culturelle du Québec qui misait, notamment, sur l'augmentation de la capacité d'exportation des entreprises pour pallier l'étroitesse du marché. L'Aide à la promotion perd son volet destiné aux activités d'exportation et l'Aide à la production - Marché étranger disparaît, tout comme le programme PRODEX. La SODEC centralise toutes les interventions de soutien à l'exportation destinées aux entreprises culturelles dans le nouveau programme SODEXPORT qui comporte, au départ, trois volets : Entreprise, Projet et Présence collective dans les marchés et foires et Autres activités de rayonnement culturel. Un quatrième volet, Relations internationales, s'ajoute en 2003-2004.

SODEXPORT s'adresse aux entreprises œuvrant dans tous les domaines couverts par la SODEC c'est-à-dire le cinéma et la télévision, la musique et les variétés, les métiers d'art,

³⁵¹ F. BORDELEAU. «Le MAC a 30 ans», *Livre d'ici*, juin-juillet-août 1991, vol. 16, n° 10, p. 12-13.

le patrimoine immobilier et le livre. Il a pour principal objectif de «[c]ontribuer à l'élargissement des marchés des entreprises [...] à l'extérieur du Québec, à accroître leur compétitivité et à renforcer leurs assises financières.³⁵²». De portée plus générale, comme le programme PRODEX, il se veut un soutien à l'exportation semblable à celui offert au secteur économique, mais adapté aux caractéristiques du milieu culturel. Le premier volet vise à «[s]outenir la réalisation des activités internationales du plan d'affaires des entreprises selon leur stratégie de développement des marchés étrangers.³⁵³». Destiné aux entreprises ayant de l'expérience en exportation, il supporte le développement du marché étranger en mettant sur pied de nouvelles activités. Prenant la forme d'une aide globale à l'entreprise limitée à 50 000 \$, remboursable selon le cas, le soutien ne dépasse pas 50 % des frais admissibles³⁵⁴. Le second volet vise à «[p]ermettre aux entreprises de saisir des occasions d'affaires à l'exportation, [à soutenir] des actions ayant un rayonnement culturel significatif [et à] aider les entreprises qui amorcent leur développement sur les marchés étrangers.³⁵⁵» Cette aide ponctuelle, dont le maximum est fixé à 25 000 \$, remboursable ou non, ne peut pas dépasser 50 % des coûts admissibles. Pour les deux premiers volets, les entreprises doivent être capables de fournir une mise de fonds de 30 % du budget d'exportation et la SODEC s'assure qu'elles ont les capacités financières et structurelles ainsi que la compétence nécessaire pour mener à terme les activités d'exportation. Dans les deux cas, le remboursement total ou partiel de la subvention est établi en vertu d'ententes négociées individuellement et dépend des ventes réalisées ou des contrats obtenus.

Le troisième volet a pour but d'«[a]ssurer la présence des entreprises culturelles québécoises dans les grands marchés et foires à l'échelle internationale³⁵⁶» et d'encourager les activités de visibilité de la production culturelle québécoise. Il appuie

³⁵² QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES. *SODEXPORT. Programme d'aide à l'exportation et au rayonnement culturel*, Montréal, SODEC, [2002], p. 1.

³⁵³ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES. *SODEXPORT* [...], [2002], p. 3.

³⁵⁴ L'aide est remboursable dans tous les cas à partir de 1999.

³⁵⁵ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES. *SODEXPORT* [...], [2002], p. 5.

³⁵⁶ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES. *SODEXPORT* [...], [2002], p. 7.

soit l'organisation de stands collectifs par des «opérateurs reconnus», Québec Édition dans le cas des éditeurs, soit des activités permettant d'augmenter la visibilité des œuvres ou produits québécois. Dans le dernier cas, la Société peut assumer directement les coûts de la présence québécoise. À partir de 2000-2001, un prix vient récompenser les entreprises qui se démarquent par leurs activités d'exportation. Le volet Relations internationales, créé en 2003-2004, a pour objectif de renforcer la réciprocité des échanges et de valoriser les industries culturelles sur la scène internationale. Il vise aussi à encourager les initiatives s'inscrivant dans les politiques d'intensification des rapports avec l'étranger³⁵⁷. Des activités comme l'accueil de délégations étrangères dans les salons du livre québécois, le Prix Mexique-Québec et le Prix d'excellence à l'exportation reçoivent des fonds provenant de ce volet.

Depuis 1996-1997, le secteur du livre a obtenu des fonds non négligeables de SODEXPORT. D'après les données de la SODEC, présentées dans le tableau 3.9, les sommes qui y sont versées dépassent systématiquement les budgets (en dollars constants) des programmes d'aide à la diffusion sur le marché québécois³⁵⁸, sauf en 2000-2001. Québec Édition accapare une large part des fonds des volets 3 et 4, obtenant des sommes variant entre 340 000 \$ et 520 400 \$. Bien que relativement moins élevés, les montants des volets 1 et 2, destinés aux entreprises, constituent quand même un soutien substantiel pour ceux qui le reçoivent et ils sont peu nombreux. En 2004-2005, seulement dix bénéficiaires obtiennent en moyenne 29 150 \$. La même année, la subvention moyenne du Régime universel d'aide à l'édition est de 17 381 \$ (en dollars courants)³⁵⁹. Vingt-huit pour cent des fonds de SODEXPORT reviennent au secteur du livre, deuxième au palmarès des secteurs subventionnés, derrière le cinéma qui, avec 41 % des fonds, est plus grassement soutenu³⁶⁰.

³⁵⁷ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES. *Programme d'aide à l'exportation et au rayonnement culturelle*. [Montréal], SODEC, avril 2005, p. 6.

³⁵⁸ L'Aide à la promotion et l'Aide à la participation aux salons du livre.

³⁵⁹ Notons que cette année-là le Régime universel d'aide à l'édition est fusionné à l'Aide à la promotion.

³⁶⁰ À titre comparatif, le secteur «disque et spectacle de variété» reçoit 16%, ceux des métiers d'art 10% et du multimédia 5%. Les pourcentages ont été calculés à partir des données fournies dans les rapports annuels de la SODEC.

Entre 1996-1997 et 2004-2005, deux hausses significatives des budgets se produisent, la première en 1999-2000 et la seconde, moins importante, en 2002-2003. Elles correspondent aux années où le Québec est l'invité d'honneur du Salon du livre de Paris et de la Foire de Guadalajara au Mexique, signe que la SODEC a le souci de rationaliser son action. Comme les autres programmes de subvention, SODEXPORT souffre des réductions budgétaires de 2003-2004 et les volets 1 et 2, les subventions individuelles, voient leur budget fondre.

3.9 Subventions versées dans le cadre de SODEXPORT de 1996-1997 à 2004-2005³⁶¹

Années	Subventions totales	Subventions totales - Livre et édition spécialisée	% - Livre et édition spécialisée	Subventions volets 1 et 2 – Livres et édition spécialisée	Subventions volets 3 et 4 – Livres et édition spécialisée
1996-1997	2 151 316,00 \$	698 145,00 \$	32 %	284 366,00 \$	413 779,00 \$
1997-1998	2 477 788,00 \$	614 335,00 \$	25 %	237 825,00 \$	376 510,00 \$
1998-1999	2 886 222,00 \$	875 975,00 \$	30 %	329 200,00 \$	546 775,00 \$
1999-2000	3 506 298,00 \$	1 034 128,00 \$	29 %	422 714,00 \$	611 414,00 \$
2000-2001	2 968 502,00 \$	808 830,00 \$	27 %	233 830,00 \$	575 000,00 \$
2001-2002	3 398 229,00 \$	905 900,00 \$	27 %	371 900,00 \$	534 000,00 \$
2002-2003	3 794 550,00 \$	979 495,00 \$	26 %	410 000,00 \$	569 495,00 \$
2003-2004	3 687 274,00 \$	734 556,00 \$	20 %	165 500,00 \$	569 056,00 \$
2004-2005	2 987 751,00 \$	942 183,00 \$	32 %	291 500,00 \$	650 683,00 \$

³⁶¹ Données compilées grâce aux rapports annuels de la SODEC.

Au soutien direct à l'exportation s'ajoute, en 1998, l'Aide à la traduction dont le but est d'encourager la traduction d'œuvres littéraires québécoises pour en accroître le rayonnement³⁶². Instaurée dans la foulée de la Politique de la lecture et du livre, elle répond à une demande de l'Association nationale des éditeurs soumise lors du Sommet sur la lecture et le livre en 1998. L'objectif est de :

- ❑ Favoriser la traduction d'œuvres littéraires québécoises [...];
- ❑ Stimuler l'exportation et une plus grande visibilité de notre littérature à l'extérieur du Québec;
- ❑ Soutenir l'exploration et la création de nouveaux marchés.³⁶³

Le programme vise la traduction d'œuvres ou d'extraits d'œuvres issues des mêmes catégories que celles soutenues par le Régime universel d'aide à l'édition. Pour en bénéficier, les éditeurs doivent privilégier le recours à des traducteurs québécois. La subvention correspond à 75 % des frais de traduction. Pour une œuvre complète, elle peut atteindre 12 000 \$ par titre, maximum qui passe à 12 500 \$ en 2000-2001. Quant aux extraits, la subvention ne peut excéder 1000 \$ par titre. Les montants versés varient beaucoup avec les années et peu d'éditeurs y ont recours, comme le montre le tableau 3.10. D'ailleurs, les mêmes éditeurs reviennent souvent dans les listes de bénéficiaires. Comme une entreprise peut recevoir plusieurs subventions la même année, elle est susceptible d'obtenir au total une aide relativement élevée. À titre d'exemple, Les Éditions des Intouchables encaissent 35 des 86 subventions accordées depuis la mise en marche du programme en 1999-2000. La tendance s'atténue toutefois en 2004-2005 alors que le nombre de bénéficiaires augmente.

³⁶² QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *Le temps de lire, un art de vivre. Politique de la lecture et du livre*, Québec, Ministère de la Culture et des Communications, 1998, p. 107.

³⁶³ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES. *Livre et édition spécialisée. Programme d'aide aux entreprises du livre et de l'édition spécialisée. En vigueur le 1^{er} avril 2002*, [Montréal], 2002, SODEC, p.4.

3.10 Subventions versées dans le cadre de l'Aide à la traduction
de 1999-2000 à 2004-2005³⁶⁴

Années	Subventions totales (œuvre et extrait d'œuvre)	Éditeurs soutenus	Moyennes par éditeur
1999-2000	105 239,00 \$	13	8 095,31 \$
2000-2001	61 357,00 \$	8	7 669,63 \$
2001-2002	160 457,00 \$	15	10 697,13 \$
2002-2003	71 703,00 \$	14	5 121,64 \$
2003-2004	65 516,00 \$	16	4 094,75 \$
2004-2005	100 518,00 \$	20	5 025,90 \$

Plutôt modestes, les budgets sont revus à la baisse à partir de 2002-2003 : 14 éditeurs obtiennent un total de 71 703 \$ alors que l'année précédente, 15 éditeurs s'étaient partagé un montant de 160 457 \$, la poire est coupée en deux en l'espace d'une seule année! Notons, à titre de comparaison, que le Conseil des arts du Canada accorde aux éditeurs québécois, en 2001-2002, 498 050 \$ dans le cadre de ses subventions à la traduction. Même si les programmes ne poursuivent pas tout à fait les mêmes objectifs, le budget fédéral fait ressortir la pauvreté des subventions provinciales.

3.3 Le choc des générations

Jusqu'au milieu des années 1990, les regroupements d'éditeurs présentent peu de revendications au sujet des programmes proposés par le gouvernement québécois. Leur silence peut paraître étonnant en regard de la modestie des programmes. Les effets positifs qu'a eus la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre expliquent peut-être l'accalmie. N'oublions pas qu'à partir de 1979, les éditeurs obtiennent du gouvernement fédéral des sommes importantes grâce au Programme d'aide au développement de l'édition canadienne (PADEC)³⁶⁵ qui s'additionnent aux subventions déjà généreuses du Conseil des arts du Canada. Souvenons-nous également que la nouvelle génération d'éditeurs souhaitait le changement qui s'est amorcé au début

³⁶⁴ Données compilées grâce aux rapports annuels de la SODEC.

³⁶⁵ Devient le Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ) en 1986.

des années 1980. De plus, l'âge d'or du CSL étant révolu, il faudra attendre quelques années avant que les éditeurs se «re-solidarisent».

Individuellement, des éditeurs soulignent la faiblesse des budgets au niveau provincial et le risque de trop se fier aux subventions³⁶⁶, allant même jusqu'à délaisser le soutien provincial au profit du fédéral, plus intéressant. Sous le couvert de l'anonymat, un grand éditeur montréalais ne mâche pas ses mots :

En dépit du fait que cette sollicitude manifestée par Québec nous touche au plus haut point, nous devons toutefois tenir compte de certains facteurs plus factuels. Ainsi, la modestie des montants alloués par le M.a.c. [sic] [...] nous a amenés au cours des dernières années à ne même plus remplir les demandes de subventions³⁶⁷.

Rappelons que, jusqu'en 1989-1990, les subventions provinciales varient en fonction de l'aide octroyée par Ottawa, expliquant en partie la faiblesse des sommes attribuées par Québec. En 1983, Victor-Lévy Beaulieu monte aux barricades lorsque le ministère réduit sa subvention à cause des fonds qu'il reçoit du fédéral³⁶⁸. Dans une lettre ouverte³⁶⁹, Clément Richard, ministre des Affaires culturelles, répond à Beaulieu que le Régime universel d'aide à l'édition fait l'unanimité chez les éditeurs. Pourtant, certains continuent de croire que le gouvernement maintient les éditeurs dans une situation de dépendance en les traitant de «quêteux» et en refusant de reconnaître leur apport économique³⁷⁰.

Globalement, les éditeurs jugent que le support du gouvernement leur a permis de passer à travers la récession de 1981-1982 sans trop de heurts tout en stimulant le développement de l'industrie durant les années 1980. En 1987, Carole Levert de l'Association des éditeurs canadiens et Hervé Foulon de la Société des éditeurs de manuels scolaires du Québec affirment que «[l]e gouvernement québécois agit et joue un

³⁶⁶ J.-R. SANSFAÇON. «L'édition québécoise ou la force fragile de la jeunesse», *Le Devoir économique*, vol. 4, n° 7, octobre 1988, p. 36-48.

³⁶⁷ J.-P. TASTET. «Question de survie ou mal nécessaire?», *Livre d'ici*, vol. 15, n° 6, février 1990, p. 6.

³⁶⁸ M. SIMARD. «La grogne des éditeurs et des auteurs», *Le Devoir*, 12 novembre 1983, p. 18.

³⁶⁹ C. RICHARD. «Clément Richard répond à Victor-Lévy Beaulieu», *La Presse*, 21 novembre 1983, p. A6.

³⁷⁰ R. BONENFANT. «Les subventions, c'est pas un cadeau!», *Le Devoir*, 16 novembre 1985, p. 21.

rôle important dans l'épanouissement de l'industrie du livre.³⁷¹» Pour eux, les interventions du gouvernement telles que la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre et les programmes de subvention ont permis à l'industrie du livre de faire des gains³⁷². Les auteurs du dossier intitulé «L'édition québécoise ou la force fragile de la jeunesse» paru dans *Le Devoir économique* en 1988 abondent dans le même sens. Néanmoins, on peut s'interroger à savoir si leur discours aurait été le même si Ottawa avait été absent de «l'échiquier subventionnaire».

Plusieurs événements surviennent au début de la décennie 1990 et bouleversent le développement entamé dans les années 1980 : récession économique, modification des règles du jeu dans le commerce de détail, révision de la politique culturelle et application de la TPS sur le livre. En 1994, les éditeurs reçoivent positivement l'annonce de la création de la SODEC qui permettra de rationaliser et de centraliser le soutien gouvernemental. La révision des programmes qui en découle entraîne une augmentation du budget du Régime universel d'aide à l'édition. Il s'agit d'une étape charnière dans le soutien aux industries culturelles. La lutte au déficit gouvernemental prend toute la place dans le discours des politiciens et les hausses de budgets deviennent de plus en plus difficiles à obtenir, alors que la situation des éditeurs se détériore. Peut-être est-ce le temps de miser sur un autre système que celui des subventions...

Les éditeurs se concentreront, à partir de là, sur la conservation de leurs acquis, comme en témoignent la plupart des mémoires que nous avons lus. Lors de la consultation sur la création de la SODEC, les éditeurs tiennent à rappeler au gouvernement l'importance de maintenir la norme sur la propriété québécoise de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre comme condition pour l'obtention de l'aide gouvernementale³⁷³. Par la suite, ils martèleront la même demande dans de

³⁷¹ C. LEVERT et H. FOULON. «Le livre québécois et le libre-échange», *Action Canada France*, n° 125, octobre 1988, p. 6.

³⁷² ASSOCIATION DES ÉDITEURS CANADIENS et SOCIÉTÉ DES ÉDITEURS DE MANUELS SCOLAIRES. *Mémoire. Libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Présenté à la Commission de l'économie du travail*, septembre 1987, f. 2.

³⁷³ ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES. *Mémoire relatif au projet de loi 14 Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles présenté à la Commission de la Culture le jeudi 26 mai 1994*, Montréal, 1994, l'Association, f. 5.

nombreux mémoires avec l'espoir de voir les budgets augmenter³⁷⁴. Notons qu'à la même époque, les éditeurs sont confrontés aux compressions budgétaires du gouvernement fédéral. Bref, les préoccupations des éditeurs à partir de la mi-décennie 1990 concernent davantage le montant des subventions que les modalités des programmes. Rappelons qu'ils collaborent à leur élaboration grâce aux Commissions consultatives de la SODEC.

Cependant, le gouvernement reste peu enclin à délier les cordons de la bourse dans la seconde moitié de la décennie 1990. Mis à part la création de l'Aide à la traduction, dotée d'un budget modeste, et la hausse des budgets pour les programmes de soutien à la diffusion en 1998, le gouvernement ne répond pas aux attentes des éditeurs. L'Administration Charest procède même à un resserrement budgétaire en 2003, au grand dam de l'ANEL qui lui reproche d'avoir relégué aux oubliettes la politique de 1998³⁷⁵. Le déficit zéro est la principale préoccupation des élus et, lorsque vient le temps d'investir dans la culture, ils optent pour des mesures destinées aux citoyens, choix politiquement plus rentable. La Politique de la lecture et du livre l'illustre parfaitement, la majorité de son budget étant destinée à la lecture et non à l'industrie du livre. Dans les circonstances, les éditeurs se tourneront vers une nouvelle stratégie pour améliorer leur situation : le Crédit d'impôt remboursable à l'édition de livres. Nous y reviendrons dans le prochain chapitre. Malgré tout, il semble que l'attrait des subventions demeure toujours significatif puisque la popularité de l'agrément, ce passeport pour l'aide gouvernementale, n'a guère décliné depuis 1978.

* * *

³⁷⁴ ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES. *Proposition de l'Association nationale des éditeurs de livres concernant la Politique de la lecture et du livre*, Montréal, avril 1998, l'Association, 14 f.

ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES. *Le livre : au cœur de la culture. Mémoire soumis par l'Association nationale des éditeurs de livres à la Commission de la culture dans le cadre de ses travaux sur le CALQ et la SODEC*, Montréal, février 2000, l'Association, 17 f.

ASSOCIATION NATIONALES DES ÉDITEURS DE LIVRES. «Mémoire de l'ANEL au ministre des Finances du Québec dans le cadre des consultations pré-budgétaires 2004. Version finale», *Site internet de l'Association nationale des éditeurs de livres. Publications*, [Document PDF en ligne], 19 janvier 2004, http://www.anel.qc.ca/PDFAutoG/11_20051018191954.pdf, 15 p., (document consulté le 5 décembre 2006).

³⁷⁵ ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES. «Mémoire de l'ANEL au ministre des Finances du Québec dans le cadre des consultations pré-budgétaires 2004. [...] p 5.

En 1978, le gouvernement reconsidère les programmes en place, axés exclusivement sur le soutien à la production, et affirme son intention d'intervenir pour permettre aux industries culturelles de se réapproprier leur marché. Pour les éditeurs, le changement se concrétise par l'instauration de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, le remaniement de l'aide à l'édition et la création de nouveaux programmes encourageant la diffusion tant pour le marché local que le marché étranger. En ce sens, l'intervention gouvernementale devient plus cohérente : au souci de soutenir la production s'ajoute la volonté de réglementer le marché et de créer des programmes axés sur la diffusion et la promotion. De nouvelles modalités encadrent l'attribution, le soutien sera dorénavant calculé en regard des résultats commerciaux. Les élus misent plus que jamais sur les industries culturelles pour soutenir le développement culturel, ce qui influence fortement leur façon d'intervenir dans le domaine de l'édition. En effet, à partir de 1978, on subventionne d'abord une industrie de l'édition, non pas la production éditoriale. Désormais, les logiques industrielles et commerciales sous-tendent les objectifs de tous les programmes de subvention en place, même ceux qui invoquent des visées avant tout culturelles.

À preuve, dès 1978-1979, le ministère instaure des programmes visant spécifiquement l'élargissement des marchés : l'Aide à la promotion et l'Aide à la participation aux salons du livre au Québec. Puisque le marché québécois est trop étroit, plusieurs autres programmes viennent s'y greffer pour inciter les éditeurs à exporter leur production. En fait, le soutien à l'exportation se consolide et accapare, en fin de période, une portion substantielle des fonds destinés à soutenir l'édition. Le gouvernement s'inspire d'autres secteurs industriels pour structurer son intervention encourageant ainsi les éditeurs à adopter les mêmes stratégies de développement de marché. De plus en plus généreux, les programmes n'appuient cependant qu'une faible portion d'éditeurs, probablement ceux qui ont les moyens d'explorer le marché hors frontières avec une production «exportable». En effet, comme l'a montré Josée Vincent, pour les décennies 1960 et 1970, des créneaux peu exploités tels les livres pratiques et la psychologie populaire

s'exportent mieux en France, entre autres, contrairement à la littérature³⁷⁶. PRODEX et SODEXPORT, par leur nature et leurs critères d'admissibilité, excluent d'emblée une bonne partie des éditeurs. Que ce soit l'exigence d'un chiffre d'affaires minimum, la participation financière des éditeurs ou l'obligation de présenter une capacité financière et structurelle suffisante, tout porte à croire que les petits éditeurs peuvent difficilement obtenir un tel soutien. En poussant la réflexion, on peut avancer que les éditeurs moins performants sur le marché québécois y ont difficilement accès. L'«industrialisation» des programmes amorcée dès la fin des années 1970 et consacrée par la Politique culturelle du Québec est manifeste au niveau de l'aide à l'exportation³⁷⁷. En 1992, on propose d'ailleurs une stratégie de développement des industries culturelles particulièrement centrée sur l'exportation. Avec la création de l'Aide à la production - Marchés étrangers, le développement des entreprises devient l'objectif premier et non plus la diffusion de la production québécoise à l'étranger.

Le changement qui s'opère touche également le Régime universel d'aide à l'édition. Même s'il soutient les créneaux les moins rentables de l'édition québécoise, il favorise d'abord la production la plus populaire auprès des consommateurs, car la subvention est proportionnelle aux ventes. Un tel constat rejoint les conclusions de Robert Turgeon, qui constate que les programmes du ministère des Communications canadien favorisent certains éditeurs en instaurant un soutien basé sur les résultats commerciaux³⁷⁸. Ceux de secteurs peu vulnérables, comme le livre populaire, en tirent un meilleur parti que ceux de secteurs plus fragiles, comme les éditeurs littéraires. Chose certaine, le Régime universel d'aide à l'édition encourage clairement une logique de «bestsellerisation» et certaines pratiques éditoriales : publication d'auteurs-vedettes, production s'inspirant de modèles au succès éprouvé, publication misant sur l'actualité, etc. On peut soupçonner qu'il avantage moins les éditeurs proposant des visions originales. La réflexion mériterait

³⁷⁶ J. VINCENT. *Les tribulations* [...], p. 154.

³⁷⁷ La Politique rend également accessibles aux industries culturelles des programmes du ministère de l'Industrie et du Commerce.

³⁷⁸ R. TURGEON. *La vulnérabilité des éditeurs de livres au Québec : analyse de la structure et de la performance du marché*, Montréal, École des hautes études commerciales, 1985, [Document non publié], f. 97-102.

une analyse approfondie sur les stratégies éditoriales d'autant plus que, comme nous l'avons montré, le système de subvention favorise souvent les mêmes éditeurs.

En maintenant ses programmes de subvention, le gouvernement adhère au principe que son soutien reste nécessaire. Il s'éloigne cependant de la vision prônée par Pierre Tisseyre qui privilégiait une aide adaptée aux particularités de chaque secteur de l'édition. Depuis la fin des années 1970, il applique à toutes les catégories d'éditeurs la même logique en élaborant un soutien favorable à l'émergence d'une industrie de l'édition économiquement et commercialement performante. Le but est de rendre les éditeurs compétitifs sur le marché local, voire à l'étranger. Pour y arriver, les entreprises doivent au moins atteindre la rentabilité, alors que pour Tisseyre, l'édition littéraire ne doit pas chercher le profit. À cet égard, la répartition des fonds, déjà fort modestes, révèle que le gouvernement choisit d'encourager non seulement les éditeurs littéraires, mais également ceux qui, selon Tisseyre, n'ont pas besoin de subventions : les plus performants. Rappelons que la nouvelle génération d'éditeurs souscrit à ce changement.

Notre constat donne à réfléchir dans un contexte où les budgets n'ont pas suivi l'évolution du coût de la vie et l'augmentation du nombre de demandeurs. Il montre en tout cas que la priorité donnée au développement culturel depuis 1978 se traduit davantage par le renouvellement des formules, afin de maintenir le soutien à l'édition et pallier la faiblesse des budgets, que par un souci d'assurer un équilibre dans le secteur du livre entre toutes les pratiques éditoriales, qu'elles soient expérimentales ou populaires. Le gouvernement implante plutôt des programmes de subvention adoptant des logiques commerciales et industrielles. Les interventions provinciales s'éloignent d'un mécénat traditionnel, orienté vers la production d'œuvre dans une logique culturelle, et s'apparentent de plus en plus à un soutien industriel comme nous le verrons dans le prochain chapitre.

Chapitre 4

Les nouvelles formes de soutien à l'industrie de l'édition : la naissance de l'état-facilitateur³⁷⁹

L'État-providence, par voie de subventions, de règlements ou de politiques, ne suffit plus à insuffler un véritable développement. C'est par une approche industrielle que nous pouvons nous engager collectivement vers une croissance véritable.³⁸⁰

Devant les récriminations du milieu dues à l'échec ou à l'insuffisance de certaines de ses interventions, le gouvernement québécois se voit contraint, dans les années 1980 et 2000, de renouveler son action dans le secteur culturel. Après avoir légiféré et subventionné, le gouvernement, animé par la volonté d'intervenir massivement dans le secteur des industries culturelles, décide de participer au développement des entreprises en les finançant. Ce nouveau mode d'intervention illustre l'arrimage culture/économie qui s'opère au Québec à la fin des années 1970. Géré successivement par des sociétés d'État, à savoir la Société de développement des industries culturelles (SODIC), la Société de développement des industries de la culture et des communications (SODICC), la Société générale des industries culturelles (SOGIC) et la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), le financement des entreprises prendra diverses formes et évoluera au gré des contraintes économiques de 1978 à 2004. Pour bien cerner la question, il importe de dresser d'abord un portrait assez précis de ces sociétés d'État. Dans ce chapitre, nous présenterons les différentes modalités de financement et les politiques ayant guidé les interventions. Mais, surtout, nous tenterons d'évaluer dans quelle mesure le domaine de l'édition a pu en bénéficier comparativement aux autres secteurs culturels. À la fin de la décennie 1990, les éditeurs, confrontés à de grandes difficultés financières, réclament la création du Crédit d'impôt remboursable pour

³⁷⁹ Appellation empruntée à la typologie de Harry Hillman-Chartrand présentée dans R. GARON. «Les politiques culturelles ou la gestion institutionnalisée du mécénat public», *Loisir et société/Society and Leisure*, vol. 12, n°1, printemps 1989, p. 65-83.

³⁸⁰ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *Rapport annuel au 31 mars 1984*, Montréal, SODICC, 1984, p. 5.

l'édition de livres (CIR). Pourquoi? Est-ce parce que le financement, devant compléter et renforcer l'intervention gouvernementale, n'a pas eu les effets escomptés et que le CIR constitue une solution mieux adaptée? C'est ce que nous nous proposons d'analyser dans ce chapitre consacré aux nouvelles formes de soutien à l'industrie de l'édition.

4.1 De la SODIC à la SODEC

En 1978, avec la Politique québécoise du développement culturel, le gouvernement rend public le projet de créer une société d'État destinée à soutenir le développement culturel au Québec. Il admet que la situation particulière des industries culturelles nécessite non seulement des «[...] interventions ponctuelles, adaptées aux traits spécifiques des divers secteurs [...]»³⁸¹, mais aussi des «[...] mesures de nature économique [...]»³⁸². Les subventions et la réglementation apparaissent insuffisantes et peuvent même entraîner des effets pervers. En outre, dans le domaine du livre, investissement et financement seront nécessaires pour que la nouvelle réglementation concernant la propriété québécoise ait un effet tangible. Les élus souhaitent donc offrir aux industries culturelles un nouveau levier économique qui compléterait l'action des ministères³⁸³. Rappelons que les investisseurs et les institutions bancaires connaissent mal le milieu culturel et hésitent à prêter des sommes à des entreprises de petite taille et de faible capacité financière.

Le gouvernement propose de s'associer directement au développement des entreprises. On s'inspire d'un modèle d'intervention né dans les années 1960, qui consiste à créer des sociétés d'État pour soutenir le développement économique et renforcer les entreprises locales. L'idée de l'appliquer aux industries culturelles n'est pas nouvelle. Déjà, en 1973, le Comité interministériel sur les investissements étrangers reconnaissait l'importance des industries culturelles pour la société québécoise et recommandait que l'on mette en place

³⁸¹ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTRE D'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT CULTUREL. *La politique québécoise de développement culturel*, volume 2, Québec, Éditeur officiel, 1978, p. 333.

³⁸² QUÉBEC (PROVINCE), MINISTRE D'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT CULTUREL. *La politique québécoise de développement culturel*, [...], p. 333.

³⁸³ QUÉBEC (PROVINCE), SECRETARIAT PERMANENT DES CONFÉRENCES SOCIO-ÉCONOMIQUES. *Les industries culturelles : Hypothèses de développement*, Québec, Ministère du Conseil exécutif, Secrétariat des conférences socio-économiques, 1978, p. 87.

des mesures spécifiquement conçues pour elles³⁸⁴. En 1975, un document de travail³⁸⁵ proposait la création d'une société d'initiatives culturelles. La même année, le ministère des Affaires culturelles créait l'Institut québécois du cinéma, chargé d'offrir des services et produits financiers, et sanctionnait la Loi concernant la garantie de certains prêts aux éditeurs et aux libraires, administrée par la Société de développement industriel. Quelques années auparavant, la Société générale de financement était d'ailleurs intervenue dans le domaine du livre en acquérant des actions des librairies Garneau en partenariat avec Hachette.

À partir des années 1970, le gouvernement considère donc les industries culturelles comme un secteur qu'il importe de développer, au même titre que les richesses naturelles et les institutions financières³⁸⁶. Or, les outils déjà en place se révèlent plus ou moins efficaces. Les péquistes, pour qui le développement culturel constitue un domaine d'intervention névralgique, envisagent de créer une société d'État qui «[...] [s'inscrira] dans le cadre d'une politique économique visant à favoriser par tous les moyens possibles les initiatives des Québécois dans un secteur aussi vital que celui du développement culturel.³⁸⁷» Elle aura le mandat de soutenir le milieu culturel dans la conquête de son marché, en favorisant la croissance des industries québécoises, et permettra de rationaliser les interventions du gouvernement dans le domaine culturel.

Le projet est de taille et le gouvernement veille à obtenir l'appui des représentants du milieu culturel avant d'agir, comme il l'a fait pour la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre. On profite de la Conférence socio-économique sur les industries culturelles de décembre 1978 pour consulter les professionnels. L'idée suscite plusieurs réactions. Pour Pierre Tisseyre, l'injection de capitaux constitue une forme d'aide adéquate pour l'édition utilitaire, mais il faut privilégier les subventions et l'achat de livres pour l'édition littéraire qui, à son avis, doit

³⁸⁴ P. ROY. «Avant-propos», *L'opportunité de créer une société d'initiatives culturelles*, [Québec], Office de planification et de développement du Québec, [1975], p. III.

³⁸⁵ P. ROY. *L'opportunité de créer une société d'initiatives culturelles*, [...], [1975], 1 v.

³⁸⁶ P. ROY. «Avant-propos», *L'opportunité de créer une société d'initiatives culturelles*, [...], p. III.

³⁸⁷ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTRE D'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT CULTUREL. *La politique québécoise de développement culturel*, volume 2, [...], p. 334.

demeurer artisanale. D'autres représentants du domaine de l'édition participant aux ateliers croient au contraire que la SODIC pourrait «[...] consolider la situation d'entreprises spécialisées [...]»³⁸⁸ dans l'édition littéraire, par exemple en injectant des capitaux pour soutenir la rotation lente des stocks et ainsi résoudre les problèmes de trésorerie. Une telle position n'est certainement pas étrangère à la présence de Jacques Fortin, issu de la jeune génération d'éditeurs. Tisseyre revient tout de même à la charge à la fin de la Conférence pour indiquer que la nouvelle société ne sera utile aux éditeurs littéraires que si le ministère accepte de les subventionner pour le remboursement des emprunts. Le point de vue de Tisseyre ne semble pas avoir eu beaucoup de poids. L'ensemble des intervenants arrive à un consensus et appuie la création de la SODIC. C'est le début d'un temps nouveau!

4.1.1 D'abord, la SODIC et la SODICC

Légalement constituée le 22 décembre 1978, la SODIC poursuit les objectifs suivants : «[...] favoriser la création et le développement des entreprises [...]» culturelles, dont l'industrie du livre, «[...] contribuer à accroître la qualité, l'authenticité et la compétitivité des produits de ces entreprises, et d'en assurer la diffusion.»³⁸⁹ Elle joue un rôle de banquier «culturel» en offrant aux industries culturelles des produits financiers semblables à ceux des sociétés prêteuses traditionnelles, mais c'est sa fonction de société d'initiatives que l'on souhaite promouvoir en premier lieu. Dans un document de travail sur la question, Pierre Roy définit une société d'initiatives comme étant

[...] un organisme parapublic à caractère industriel et commercial, doté, par conséquent, d'un capital-actions fourni par l'État et qui, tout en recherchant la rentabilité de ce capital, poursuit les objectifs sectoriels que lui fixent son mandat précis ainsi que les directives du ministre dont elle relève³⁹⁰.

³⁸⁸ QUÉBEC (PROVINCE), SECRÉTARIAT PERMANENT DES CONFÉRENCES SOCIO-ÉCONOMIQUES. *Les industries culturelles : Rapport*, Québec, Ministère du Conseil exécutif, Secrétariat des conférences socio-économiques, 1978, p. 104.

³⁸⁹ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *Rapport annuel au 31 mars 1982*, [Montréal], SODICC, 1982, p. 26.

³⁹⁰ P. ROY. *Le projet « SOQUINIC » c'est-à-dire d'une Société québécoise d'initiatives culturelles. Les points saillants*, [s.l.], 23 septembre 1975, Services des Industries culturelles, p. 2.

Il poursuit en expliquant qu'elle ne vise pas à concurrencer l'entreprise privée. Tout en agissant selon les critères du monde des affaires, elle cherche plutôt à susciter la collaboration d'investisseurs privés. Pour ce faire, elle réunit des éléments, financiers, techniques, commerciaux ou administratifs, qui permettront de mieux faire connaître et apprécier la possibilité et la rentabilité d'investir dans le domaine culturel³⁹¹.

Les gestionnaires suivent cette ligne de conduite durant les premières années d'opération de la SODIC : elle doit d'abord être un organisme de développement et non une simple institution bancaire. À cause du peu d'intérêt que soulèvent les industries culturelles chez les investisseurs, il est nécessaire de «[...] susciter auprès de l'entreprise privée des projets et [de] [...] rendre possible ce qui est souhaitable au plan culturel.³⁹²» Pour y arriver, la Société privilégiera les projets ayant «[...] le plus d'incidence possible sur le secteur concerné [et les interventions ayant les] effets d'entraînement économiques [sic] les plus substantiels.³⁹³» En d'autres mots, le gouvernement veut «[...] travailler avec les entreprises, qui sont capables, avec un partenaire disposant de ressources financières, de dépasser le niveau de petites entreprises et qui sont toutes désignées pour reprendre en main ces secteurs économiques de l'activité culturelle.³⁹⁴» Bref, il faut doter le milieu d'entreprises rentables et prospères, capables d'agir comme des moteurs économiques. Le gouvernement partagera dorénavant la responsabilité du développement culturel avec les entreprises privées. Une telle logique s'éloigne radicalement de la vision artisanale prônée par Tisseyre lors du Sommet socio-économique parce qu'elle favorise une gestion basée sur les résultats financiers.

Placée sous la responsabilité du ministère des Affaires culturelles, la Société dispose, à sa création, d'un fonds de 10 millions de dollars versé par le ministère des Finances, son seul actionnaire. Grâce à ce capital, la SODIC offre un soutien sous forme de prêts, de

³⁹¹ P. ROY. *Le projet « SOQUINIC »* [...], p. 2.

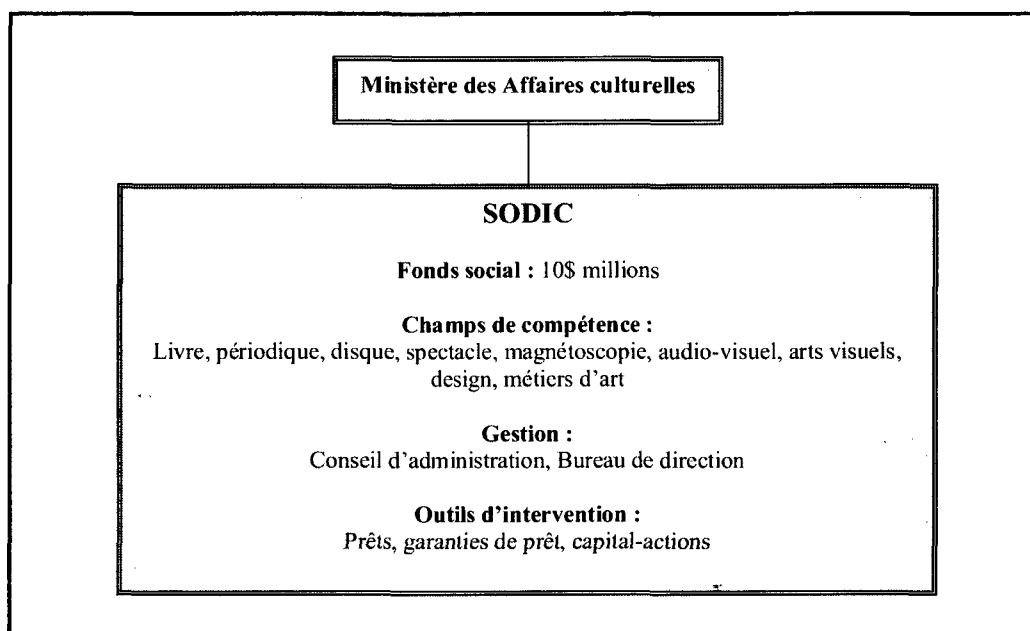
³⁹² P. ROY dans QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES CULTURELLES. *Une Société d'initiatives*, Montréal, SODIC, 1980, [n.p.].

³⁹³ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES CULTURELLES. *Une Société d'initiatives*, Montréal, SODIC, 1980, [f. 4].

³⁹⁴ G. MORIN. «Une formule d'économie mixte : la Société québécoise de développement des industries culturelles», *Les industries culturelles : un enjeu pour l'avenir de la culture*, Paris, UNESCO, 1982, p 137.

garanties de prêt ou d'investissements par l'achat de capital-action³⁹⁵, mais n'est pas autorisée à verser des subventions. De plus, elle a la responsabilité de protéger la mise de fonds du gouvernement, donc de calculer la part de risque. La figure 4.1 présente la structure de la SODIC, les champs de compétence qu'elle couvre et les outils qu'elle propose en 1978.

4.1 Structure de la SODIC en 1978



Peu élaborée et plutôt vague au départ, la politique financière définit trois catégories de dossiers présentés dans le tableau 4.1.

³⁹⁵ Une clause de la loi constitutive de la SODIC l'oblige à obtenir l'autorisation du gouvernement lorsqu'il s'agit d'un investissement sous forme de capital-actions.

4.1 Catégories de dossiers de financement de la SODIC en 1980³⁹⁶

Catégories de dossiers	Définitions	Plafonds	Conditions
Difficultés financières	Maintien en opération d'une entreprise en danger de disparition. Consolidation financière, sans investissement dans des nouvelles immobilisations ou moyens de production.	250 000 \$	Garanties serrées, rendement proportionnel au risque et à la nature de la garantie.
Projets de développement et/ou [sic] de création d'entreprises	Création d'une nouvelle entreprise et développement par l'accroissement de la capacité de production, fusion, nouveaux concepts et produits.	250 000 \$	Garantie satisfaisante et priorité aux garanties par inventaire, taux du marché pour le prêt et rendement satisfaisant pour les investissements.
Projets d'initiatives et/ou [sic] de développement de l'industrie	Projets constituant un apport majeur aux structures ou aux industries culturelles concernées.	Aucun	Aide préférentielle, degré de générosité variant selon le degré d'incidence du projet ou l'importance de son apport à l'industrie concernée.

Les buts et effets visés par l'aide varient en fonction des catégories. Pour les deux premières, la Société se substitue, en dernier recours, aux institutions bancaires traditionnelles. La dernière lui sert à remplir sa mission d'initiateur et de développeur culturel en encourageant l'élaboration de projets-clés. Le taux d'intérêt, le rendement et les garanties exigées dépendent du niveau de risque et de l'importance des effets sur le secteur. Plus les effets sont importants et le risque faible, plus les conditions sont généreuses et vice versa. Par conséquent, les projets ayant un fort potentiel de succès et de rentabilité obtiendront un traitement de faveur.

Comme le financement de la SODIC vise l'ensemble des activités d'une entreprise, l'admissibilité est établie à la suite d'une évaluation globale qui tient compte d'éléments d'ordre financier, industriel, culturel et institutionnel, déterminés dans la politique financière. Les critères d'ordre financier touchent, par exemple, la compétence des dirigeants, la rentabilité, la mise de fonds et la capitalisation, l'implication des propriétaires dans la gestion, la qualité de la gestion et le niveau de risque du

³⁹⁶ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES CULTURELLES. *Une Société d'initiatives*, [...], [n.p.].

financement. Du côté industriel, on évalue, entre autres, le potentiel de croissance du marché, tant local qu'étranger, et le positionnement de l'entreprise dans ces marchés. Par exemple, on favorise les projets dans des secteurs émergents ou en croissance. On considère également la valeur culturelle et l'exclusivité des produits, mais la décision d'aider une entreprise dépend d'abord des objectifs sectoriels de la Société, du maintien de son équilibre financier et des chances de succès des projets. A priori, l'agrément n'est pas une exigence pour les entreprises du secteur du livre. En revanche, elles doivent être domiciliées au Québec et contrôlées majoritairement par des Québécois. Liée au MAC, auquel elle doit rendre des comptes, la Société harmonise son action avec les orientations gouvernementales.

La Société impose ainsi au milieu culturel une logique semblable à celle des institutions financières privées; il s'agit de faire fructifier le fonds social dans un but d'autofinancement et de profit. Dans le domaine de l'édition, une telle vision favorise une gestion où le choix des ouvrages repose sur des critères économiques, non pas symboliques. Une telle ligne de conduite encourage inévitablement la «censure du marché» une pratique ainsi nommée par André Schiffrin dans *L'édition sans éditeurs*³⁹⁷. Le processus de décision se fonde alors «[...] sur l'existence ou l'absence d'un pré-public pour tout livre donné. Par conséquent [sic], ce qui est recherché c'est l'auteur connu, le thème à succès, et les nouveaux talents ou les points de vue originaux et critiques trouvent difficilement leur place [...]»³⁹⁸.

La SODIC débute ses opérations en 1979. En 1982, elle est déjà déficitaire! La situation aurait été provoquée par le contexte économique difficile qui a causé l'échec de nombreux projets tout en faisant augmenter le nombre de cas de sauvetages financiers. Le gouvernement ne baisse toutefois pas les bras et, dans la foulée d'une réorganisation administrative, il décide de modifier la Loi constituant la Société québécoise de développement culturel pour lui attribuer deux nouveaux secteurs d'intervention, les communications et le patrimoine, et pour porter son capital-actions à 20 millions de

³⁹⁷ A. SCHIFFRIN. *L'édition sans éditeurs*, Traduction de M. Luxembourg, [Paris], La Fabrique éditions, 1999, 94 p.

³⁹⁸ A. SCHIFFRIN. *L'édition sans éditeurs*, [...], p. 64.

dollars. La SODIC devient alors la Société de développement des industries de la culture et des communications (SODICC). En 1984, malgré sa situation financière précaire, la Société entend «[...] accentuer [son] rôle d’initiateur et de développeur [...]»³⁹⁹, mais en ciblant son action sur des domaines prioritaires pour «[...] maximiser les retombées culturelles et économiques de ses interventions.⁴⁰⁰» Le but est de rendre la politique financière plus cohérente. Afin de déterminer les secteurs à placer en priorité pour le développement, on procède à une analyse sectorielle approfondie. Une nouvelle catégorie de dossier est créée : «Innovation/Développement», laquelle remplace la catégorie «Projets d’initiatives et de développement de l’industrie». Les efforts de la Société se concentrent sur quelques dossiers ciblés qui bénéficieront de meilleures conditions de financement.

³⁹⁹ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *Plan de développement 1984-1985*, Montréal, SODICC, 1984, p. 7.

⁴⁰⁰ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *Plan de développement 1984-1985*, [...] p. 7.

**4.2 Catégorie de dossiers et conditions de financement selon la politique financière
1984 de la SODICC⁴⁰¹**

Catégories de dossiers	Objectifs	Conditions
Maintien en opération	Vise le maintien en opération d'une entreprise déjà existante qui connaît des difficultés temporaires et dont la disparition entraînerait des retombées négatives sur le secteur (particulièrement significatives s'il s'agit d'un secteur non prioritaire).	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capital-actions et prêt participatif : À négocier, préférentiel + 4 % min. ▪ Prêt sur inventaire : Préférentiel + 4 % ▪ Prêt sur immobilisations et recevables : Préférentiel + 2 %
Expansion	Vise soit la création d'une nouvelle entreprise, soit le développement d'une entreprise existante par accroissement de sa capacité de production, par fusion avec une autre entreprise ou encore par le développement de nouveaux concepts ou de nouveaux produits.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capital-actions et prêt participatif : À négocier, préférentiel + 4 % min. ▪ Prêt sur inventaire : Préférentiel + 4 % ▪ Prêt sur immobilisations et recevables : Préférentiel + 2 %
Innovation/ Développement	Vise les projets identifiés comme prioritaires par le Plan de développement qui seront examinés dans un esprit d'accueil apte à favoriser leur création.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capital-actions et prêt participatif : À négocier, préférentiel min. ▪ Prêt sur inventaire : Préférentiel ▪ Prêt sur immobilisations et recevables : Préférentiel – 2 %

Malheureusement, le domaine du livre ne fait pas partie des priorités établies par la SODICC. Dans le *Plan de développement 1984-1985*, la Société prévoit appuyer les domaines du logiciel, de la câblodistribution, de la production audiovisuelle, de l'exportation de spectacles et de la production d'événements majeurs. La Société choisit donc des secteurs culturels innovateurs, grand public et économiquement plus rentables puisqu'ils ont un meilleur potentiel de croissance. Elle reconnaît que l'industrie du livre a connu une stabilisation et un développement dans un contexte économique difficile, mais que des difficultés persistent à cause de l'exiguïté du marché et de la petite taille des entreprises, notamment dans l'édition littéraire. La SODICC maintiendra son assistance

⁴⁰¹ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *Politique financière*, Montréal, SODICC, 1984, p. 7.

financière aux entreprises d'édition en opération et à leurs efforts d'exportation, mais cessera d'encourager la création de nouvelles entreprises d'édition.

Jusqu'en 1984, la Société finance nombre de dossiers rattachés au livre, des fonds ayant été accordés tant à des éditeurs qu'à des libraires. Nous ne disposons pas de données précises, pour des raisons de confidentialité, mais le rapport annuel 1982-1983 présente une liste des entreprises soutenues. Des prêts ont été accordés à VLB éditeur et Mondia éditeurs, alors que les Éditions Auto Correct-Art ont bénéficié d'une garantie de prêt. Sans préciser la nature de l'intervention, le rapport cite aussi en exemple le soutien attribué aux Éditions Transmo, une filiale de Groupe Transcontinental. Jusqu'en 1983, les libraires sont plus nombreux à bénéficier du financement. Ici, l'action de la SODICC s'inscrit en complémentarité avec l'instauration de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre. À titre d'exemple, elle intervient pour rapatrier au Québec les intérêts étrangers du groupe Dussault-Gréneau⁴⁰². Afin d'encourager les libraires à répondre aux nouvelles exigences de l'agrément (stocks, services aux institutions, etc.), elle offre un programme d'améliorations locatives et forme un comité d'étude sur l'informatisation des libraires⁴⁰³. En 1982, plusieurs libraires bénéficient d'un soutien pour mettre aux normes leur établissement⁴⁰⁴. Toutefois, en 1983-1984, une fois la Loi bien implantée, la donne change : les petites et moyennes maisons d'édition spécialisées deviennent les principales bénéficiaires.

La politique financière de 1984 porte fruit puisque dès 1985-1986, la santé financière de la Société s'améliore. Les cas de sauvetage diminuent, les résultats dans les domaines prioritaires sont positifs et la clientèle se renouvelle, signe de vitalité du milieu. Ce climat favorable persiste jusqu'en 1988 et encourage la Société à poursuivre dans cette voie et,

⁴⁰² QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *Plan de développement 1984-1985*, Montréal, SODICC, 1984, p. 19.

⁴⁰³ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *Rapport annuel au 31 mars 1982*, [Montréal], [SODICC], 1982, p. 6-7.

⁴⁰⁴ Des 15 autorisations, 7 étaient destinées à des librairies. Source : QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES CULTURELLES ET DES COMMUNICATIONS. *Rapport annuel au 31 mars 1983*, [Montréal], [SODICC], 1984, p. 21.

même, à diminuer ses taux d'intérêt en 1987. Profitant d'une bonne posture, le secteur du livre ne fait toujours pas partie de ses priorités. Sans nier que des difficultés subsistent, on se contente d'insister sur la croissance des entreprises existantes et de souligner qu'elles bénéficient d'autres sources de financement, comme les subventions. Durant cette période, la Société demeure néanmoins sensible aux projets ayant des répercussions sur le contrôle québécois des entreprises d'édition, plus spécifiquement dans le secteur scolaire.

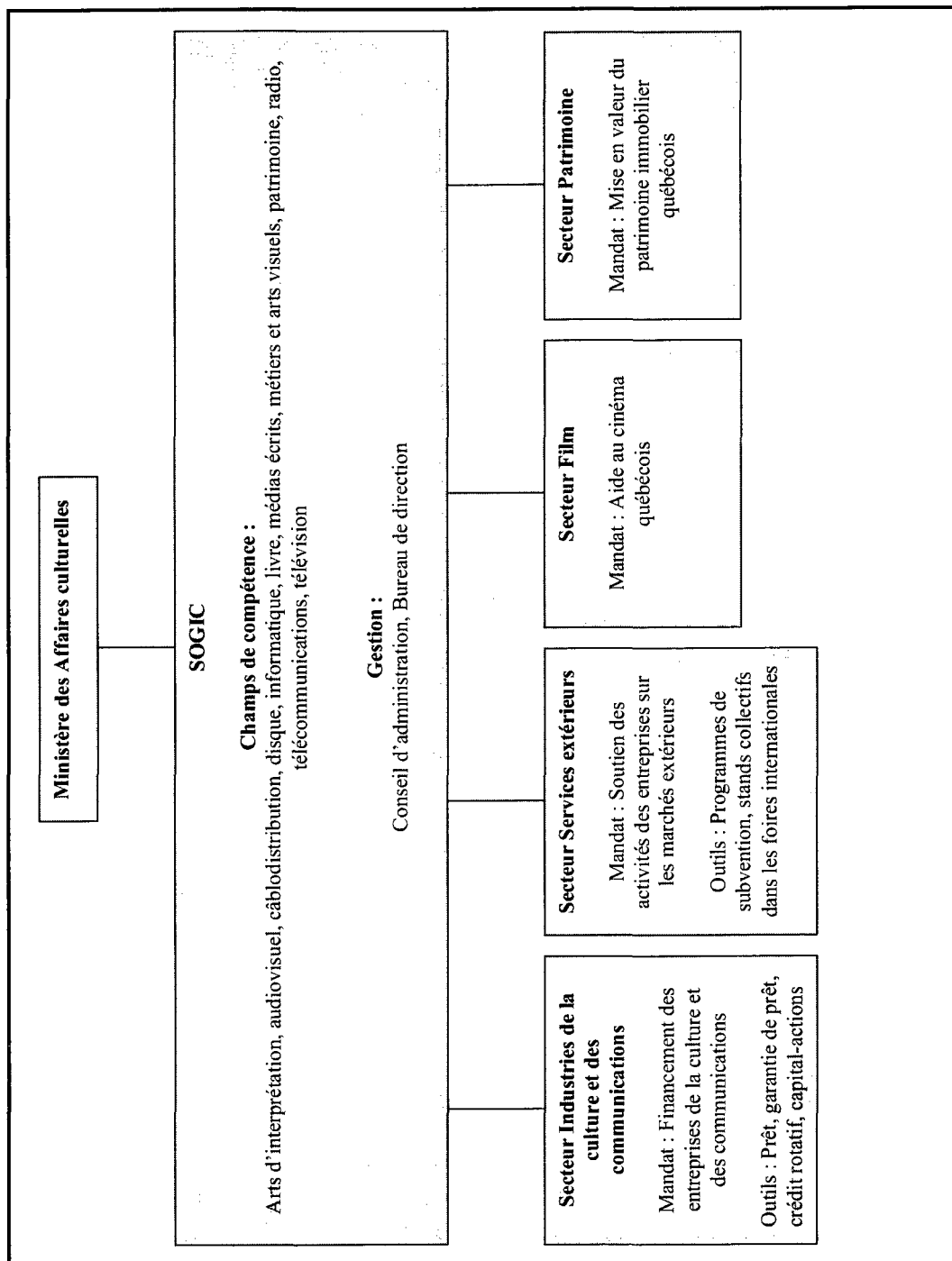
4.1.2 Ensuite, la SOGIC

Arrivée au pouvoir en 1985 avec la promesse de hausser le budget du ministère des Affaires culturelles, la ministre libérale Lise Bacon entreprend, en 1988, plusieurs actions visant la révision de l'intervention gouvernementale dans le domaine culturel. Le document *Les Affaires culturelles : bilan-actions-avenir* présente l'essentiel des projets et des réalisations déjà entreprises, dont la restructuration de la SODICC. Celle-ci devient la Société générale des industries culturelles⁴⁰⁵ (SOGIC) à la suite d'une fusion avec la Société générale du cinéma québécois et la Direction des industries culturelles du Ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique. La réunion de ces trois instances a pour objectif de regrouper les interventions pour rationaliser leurs actions⁴⁰⁶. La figure 4.2 présente la structure de la nouvelle société.

⁴⁰⁵ Contrairement à la SODICC, la SOGIC est autorisée à verser des subventions. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, elle propose des programmes de subventions à l'exportation.

⁴⁰⁶ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. «Notes pour l'allocation de madame Lise Bacon vice-première ministre et ministre des affaires culturelles. "Perspectives de l'action culturelles du gouvernement du Québec", le 30 mai 1988», *Les affaires culturelles : bilans, actions, avenir*, [Québec], Le Ministère, 1988, p. 4.

4.2 Structure de la SOGIC en 1988



La restructuration ne change pas pour autant les orientations liées au financement des entreprises culturelles. En effet, le dynamisme et la bonne santé financière du secteur encouragent la Société à maintenir la baisse des taux d'intérêt et à élargir le champ de ses priorités. Le domaine du livre en bénéficie dès 1988 et l'édition est particulièrement visée. La Société souhaite :

- ❑ Encourager la vitalité nouvelle de l'ensemble de l'édition au Québec en appuyant les initiatives de structuration industrielle des entreprises d'édition;
- ❑ Soutenir et seconder les projets d'exportation et de coédition permettant la diffusion du livre québécois;
- ❑ Être ouverte aux actions visant l'exportation de l'expertise en édition scolaire ou utilitaire⁴⁰⁷.

Elle maintient l'objectif d'encourager les entreprises déjà existantes et le renforce par une consigne mentionnant que la création de nouvelles maisons d'édition ne doit pas être encouragée à moins que le projet ne vise un nouveau créneau sans concurrence et que ses promoteurs soient aguerris.

L'idée de soutenir les efforts d'exportation des éditeurs n'est pas nouvelle. Avant même que l'édition ne devienne un domaine prioritaire, la diffusion des produits éditoriaux à l'étranger faisait partie des préoccupations de la Société d'État. Dès le milieu de la décennie 1980, elle se montre attentive au contexte de mondialisation et de libéralisation des échanges commerciaux, notamment au libre-échange avec les États-Unis. Tous ses plans de développement, depuis 1984, mentionnent l'exportation dans les orientations touchant le domaine du livre et de l'édition. L'objectif d'élargir le marché des éditeurs en débordant des frontières demeurera prioritaire jusqu'en 1990-1991.

Cette année-là, la Société pressent une diminution du nombre de nouveaux titres «[...] au profit de l'exploitation maximale des titres ayant un potentiel "grand public"⁴⁰⁸». Les gestionnaires de la SOGIC semblent croire que la bonne situation de l'édition et les succès à l'étranger pousseront les éditeurs à exploiter davantage le marché des best-

⁴⁰⁷ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES INDUSTRIES CULTURELLES. *Rapport d'activités 1988*, [Montréal], SOGIC, 1988, p. 20.

⁴⁰⁸ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES INDUSTRIES CULTURELLES. *Financements 1990-1991*, [s.l.], SOGIC, 1990, p. 13.

sellers, ce qui en fait un domaine financièrement plus intéressant. Les moyens que la Société entend prendre consistent toujours à soutenir le développement des entreprises existantes et à poursuivre le soutien aux éditeurs spécialisés. On souhaite ainsi appuyer la diversification de la production probablement pour encourager les éditeurs à développer de nouveaux créneaux. En 1993-1994, la stagnation des ventes, la chute des tirages et l'augmentation constante du nombre de nouveautés ont peut-être convaincu la Société de laisser tomber sa stratégie de diversification et de «bestsellerisation».

Entre temps, la Société révisé sa politique financière. En 1989-1990, à la suite d'une directive gouvernementale, elle réajuste les taux d'intérêt afin qu'ils soient supérieurs au taux préférentiel. À l'avenir, la garantie de prêt sera l'outil financier privilégié, le but étant d'encourager les entreprises à faire affaires avec des institutions bancaires traditionnelles. Comme la Société a permis à bon nombre d'entreprises d'atteindre un niveau de capitalisation suffisant, ces dernières sont dorénavant éligibles à d'autres sources de financement. Dès 1987-1988 la Société tend à favoriser des outils financiers moins risqués, elle réserve alors l'achat de capital-actions à des cas exceptionnels. En 1990-1991, elle assouplit toutefois ses règles et le financement sous forme de capital-actions peut être utilisé pour les initiatives «[...] visant l'amélioration du positionnement québécois sur les marchés hors Québec⁴⁰⁹» et les interventions ayant pour but de susciter des initiatives québécoises dans des secteurs où le Québec est absent ou sous-représenté.

Les libéraux prônent une vision qui a pu, selon nous, influencer les décisions prises à ce moment. En 1988, dans un discours intitulé «Perspectives de l'action culturelle du gouvernement du Québec», la ministre Lise Bacon expliquait que «[l'un] des principes qui guident notre gouvernement à travers ses choix et ses actions, repose sur l'animation plutôt que sur l'initiation. Par là, nous entendons redonner à l'État un rôle plus cohérent, moins dirigiste, plus sensible aux besoins locaux et régionaux, plus efficace en termes d'accessibilité aux différents services offerts aux Québécois.⁴¹⁰» Pour le gouvernement

⁴⁰⁹ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES INDUSTRIES CULTURELLES. *Financements 1990-1991*, [...], p. 19.

⁴¹⁰ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. «Notes pour l'allocation de madame Lise Bacon vice-première ministre et ministre des affaires culturelles [...], p. 1.

Bourassa, l'État doit agir comme un animateur, un partenaire et non comme moteur ou initiateur de développement contrairement à l'approche préconisée lors de la création de la SODIC. En cette fin de décennie où le financement public de la culture semble de plus en plus problématique, le gouvernement se voit obligé de réaménager complètement ses structures. La SOGIC, de son côté, souhaite «[...] optimiser l'utilisation [de son] capital-actions [...] limité à 20 millions de dollars⁴¹¹» en misant davantage sur le partenariat⁴¹². Évidemment, les projets ayant un fort potentiel de réussite et de rentabilité obtiendront une attention particulière.

La Société révisé de nouveau la politique financière en 1991-1992. Cette fois-ci, les catégories de financement sont remaniées de fond en comble. On juge avoir atteint l'objectif de développement par la création d'entreprises parce «[...] que les joueurs sont maintenant en place dans plusieurs secteurs.⁴¹³» La nouvelle politique restreint l'utilisation du capital de risque et abandonne l'approche par priorités sectorielles. Lorsque l'on parle de capital de risque, on se réfère à des opérations de financement sans garanties. Jusque-là, il était ouvert à tous les clients de la Société et le coût du financement, ajusté selon les dossiers acceptés (taux d'intérêt, prime au rendement, etc.). Avec la nouvelle politique, seules les demandes classées dans la catégorie «développement» ou «expansion d'entreprises» peuvent obtenir un soutien sous forme de capital-actions. Comme auparavant, les effets du soutien déterminent les conditions de financement (taux d'intérêt, garanties, cautions). La Société limite son soutien de type «développement», plus généreux, à des projets innovateurs ayant un fort potentiel de croissance sur le marché. Encore là, ce sont les possibilités de succès commercial qui guident l'action de la Société. Les grandes lignes de la politique seront maintenues jusqu'en 2004. Le tableau 4.3 présente les catégories de dossiers et les conditions de financement établies selon la nouvelle politique financière.

⁴¹¹ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES INDUSTRIES CULTURELLES. *Financements 1991-1992*, Montréal, 1991, Direction des communications de la SOGIC, p. 7.

⁴¹² QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES INDUSTRIES CULTURELLES. *Financements 1991-1992*, [...], p. 7.

⁴¹³ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES INDUSTRIES CULTURELLES. *Financements 1991-1992*, [...], p. 7.

4.3 Catégories de dossiers et conditions de financement selon la politique financière 1991-1992 de la SOGIC⁴¹⁴

Catégories de dossiers	Objectifs	Conditions
Opérations d'escompte et de trésorerie*	Supporter les besoins de liquidités à court terme; Exemple de projet : acquisition de stock	Taux : préférentiel + 2 % Garanties : toutes les garanties <i>appropriées</i> à la situation Cautions : personnelle et corporative
Développement ou expansion d'entreprises**	Création de nouvelles entreprises dans des créneaux nouveaux sans concurrence ou dans des régions non desservies; Expansion d'entreprises existantes par le développement de nouveaux concepts ou produits, par l'amélioration de son positionnement sur le marché, par des initiatives d'exportation ou par l'acquisition d'entreprises détenues par des intérêts étrangers;	Taux : préférentiel + prime au rendement (0 à 4 %) Garantie : aucune Caution : corporative
Maintien en opération***	Maintenir en opération une entreprise déjà existante qui connaît des difficultés financières temporaires et dont la disparition entraînerait des retombées négatives sur le secteur.	Taux : préférentiel + 2 % Garanties : toutes les garanties <i>disponibles</i> Cautions : personnelle et corporative

* «Opérations conventionnelles» à partir de 1996.

** Dossiers nécessitant un financement de type strictement bancaire : prêts à terme, garanties de prêts, marge de crédit

*** «Redressement» à partir de 1996.

4.1.3 ...et finalement, la SODEC

En 1992, le gouvernement adopte la Politique culturelle du Québec et reconnaît l'importance des industries culturelles dans le développement économique du Québec qui, croit-on, se dirige vers une économie à valeur ajoutée⁴¹⁵. Mais pour jouer pleinement

⁴¹⁴ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES INDUSTRIES CULTURELLES. *Financements 1991-1992*, Montréal, SOGIC, 1991, p. 8-11.

⁴¹⁵ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DE LA CULTURE. *Table de concertation industrie du livre et de l'édition spécialisée. Document de travail*, [Québec], Ministère de la Culture, [1993], p. 13.

leur rôle, les industries culturelles «[...] doivent pouvoir disposer de tous les outils propres à les rendre plus compétitives et rentables.⁴¹⁶» Le gouvernement crée donc, en 1994, la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) pour remplacer la SOGIC. La SODEC se distingue de son prédécesseur par son mandat élargi et les instances consultatives qu'elle met en place afin de garder un contact constant avec le milieu. Dans le secteur du livre, la clientèle de la SODEC rassemble toutes les entreprises qui bénéficiaient jusque-là des subventions du ministère de la Culture et des Communications et celles qui recevaient déjà du financement de la SOGIC. Pour avoir une vision globale du secteur, la SODEC constitue des dossiers de référence pour toutes les entreprises obtenant son aide grâce à la procédure utilisée pour les demandes de financement. De plus, la création de Commissions consultatives lui permet de «[...] poser des gestes cohérents et conformes aux besoins des entreprises.⁴¹⁷»

Le rôle et les objectifs de la SODEC ne diffèrent pas beaucoup de ceux de la SOGIC. Elle offre un service bancaire adapté aux besoins particuliers des entreprises et, exceptionnellement, investit dans des projets structurants. Le but ultime est toujours d'encourager le développement des entreprises et, ce faisant, de renforcer le contrôle québécois sur le milieu culturel. L'exportation et la promotion des entreprises auprès d'investisseurs privés restent des préoccupations de premier ordre. Comme les ressources financières de la Société demeurent limitées, il importe de rendre les entreprises autonomes en améliorant leur capacité de capitalisation. Pour ce, la SODEC insiste sur la diversification des outils de financement. En 1995-1996, elle étudie déjà la possibilité d'élargir le crédit d'impôt à d'autres domaines que le cinéma et télévision, et travaille sur un projet de fonds de soutien financé à même la chaîne de commercialisation des produits culturels. Le Fonds d'investissement de la culture et des communications (FICC), une société en commandite, verra le jour en 1996 grâce à la participation de la SODEC et du Fonds de solidarité de la FTQ. Il a pour mission d'investir

[...] dans des entreprises vouées à la création, à la production et à la diffusion de contenus culturels de même qu'à des entreprises de

⁴¹⁶ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DE LA CULTURE. *Table de concertation industrie du livre et de l'édition spécialisée* [...], p. 11.

⁴¹⁷ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES. *Rapport d'activités 1998-1999*, Montréal, 1999, SODEC, p. 10.

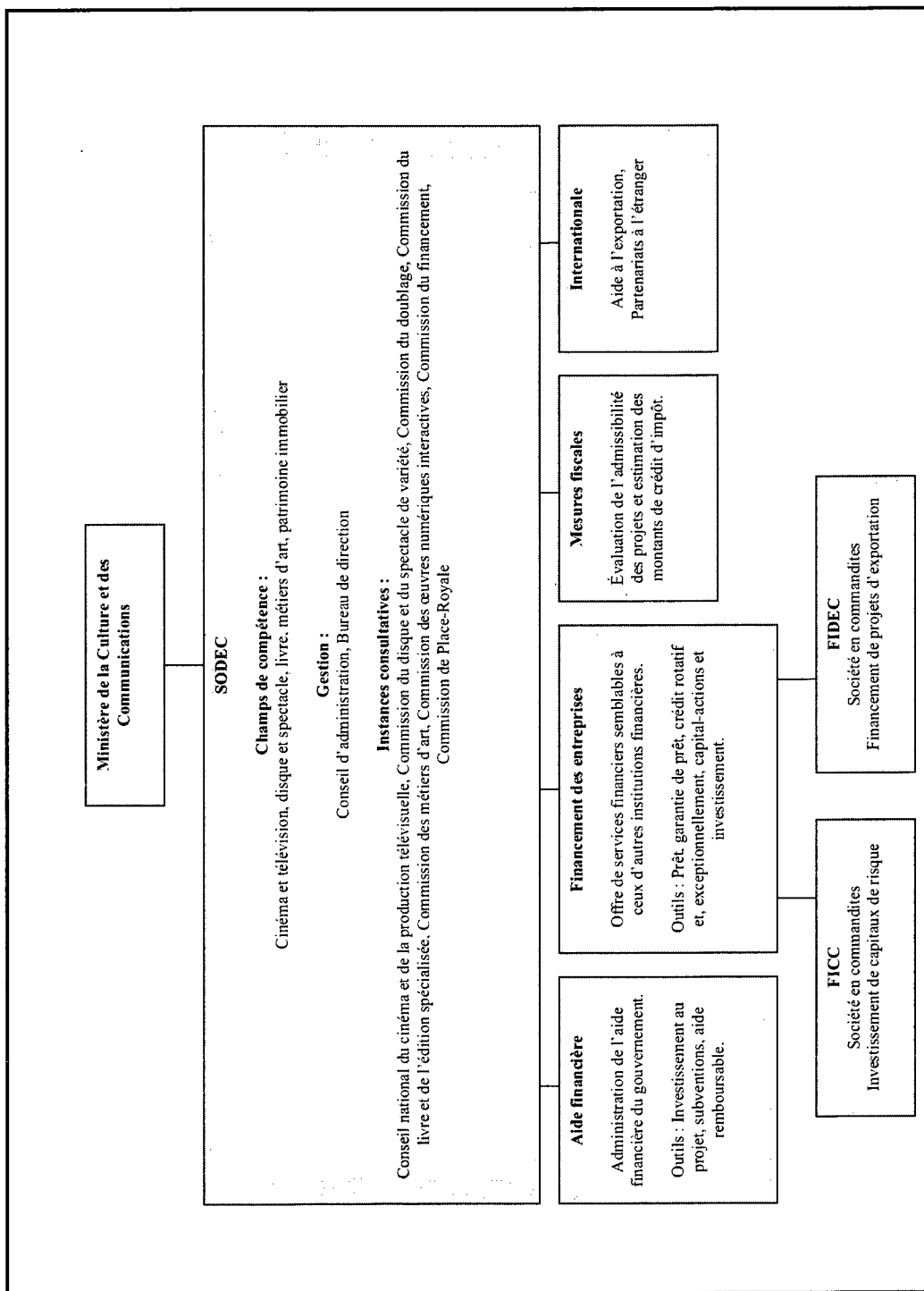
soutien technique ou technologique qui favorisent l'essor et la qualité de la création. Il a pour objectifs de faciliter et de renforcer le développement de ces secteurs tout en créant des emplois.⁴¹⁸

Il intervient dans plusieurs secteurs sous la responsabilité de la SODEC, dont celui du livre, et choisit ses investissements en fonction, notamment, de l'originalité des produits offerts par les entreprises. En 1998-1999, la SODEC poursuit dans la même veine en créant la Financière des entreprises culturelles (FIDEC). Société mixte de capitaux publics et privés⁴¹⁹, elle vise plus particulièrement les entreprises d'envergure internationale œuvrant dans les domaines du cinéma, de la production télévisuelle et du spectacle, et leurs activités sur les marchés étrangers. La figure 4.3 permet de mieux visualiser la configuration du financement des industries culturelles après la création de la SODEC.

⁴¹⁸ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES. «Fonds d'investissement de la culture et des communications (FICC)», *Site de la Société de développement des entreprises culturelles*, [En ligne], 9 février 2007, http://www.sodec.gouv.qc.ca/outils_ficc.php, (page consultée le 9 février 2007).

⁴¹⁹ À sa création, elle est financée par la SODEC, la FTQ, la Banque nationale, le Groupe TVA, la Corporation CINAR, les Investissements Daniel Langlois, Remstar Corporation, France Film, DKD Spectacles inc. – Centre Molson inc. et Rosaire Archambault.

4.3 Structure de la SODEC en 1999



Les outils de financement de la SODEC demeurent les mêmes que ceux qu'offrait la SOGIC : le prêt, la garantie de prêt, le crédit rotatif⁴²⁰ et le capital-actions. Ce dernier est utilisé exceptionnellement par la Société qui préfère diriger les dossiers vers la FICC et plus tard, la FIDEC. En 2001, on ajoute l'investissement au projet à la gamme d'outils qui s'apparente au capital-actions. L'analyse financière des demandes s'appuie sur les mêmes critères qu'auparavant. Toutefois, la SODEC uniformise les éléments d'analyse des dossiers, alors qu'avant ils variaient en fonction de la nature des demandes. Le contrôle par des intérêts québécois demeure au cœur des conditions d'admissibilité. Pour être éligibles, les entreprises doivent également assumer un risque financier et posséder les ressources, humaines et financières, pour rencontrer leurs obligations.

La politique mise de l'avant par la SODEC conserve les grandes lignes adoptées par la SOGIC en 1991-1992, c'est-à-dire qu'elle contient trois grandes catégories dont seulement une échoit aux dossiers de développement. Cette dernière est scindée en deux sous-catégories en 1995-1996. La première n'exige ni garantie, ni caution personnelle; seules les entreprises en excellente santé financière peuvent y accéder. Les dossiers moins solides, associés à la seconde catégorie, requièrent des garanties. Encore une fois, on restreint l'utilisation du capital de risque. Les deux sous-catégories offrent un taux préférentiel auquel s'ajoute une prime qui varie de 0 % à 4 % selon l'atteinte des objectifs.

À partir de 1996, la Société resserre certaines conditions. Dorénavant, aucun financement n'est offert à un taux inférieur au taux préférentiel majoré de 2 %. La SODEC s'assure ainsi un rendement minimal pour chacune de ses interventions. La classification des dossiers de développement en deux sous-catégories est mieux définie, l'une étant réservée aux entreprises en bonne santé financière, rattachées à des secteurs établis, l'autre aux entreprises appartenant à des secteurs émergents. Tous les types de financement requièrent une caution corporative de 100 % et une caution personnelle de 25 %. La politique adoptée en 1996 demeure valide jusqu'en 2002. Nous n'avons pas eu

⁴²⁰ Le crédit rotatif est un prêt à court terme assimilable à une marge de crédit.

accès aux documents couvrant la période 2002-2004, mais nous savons qu'en 2005, les secteurs en émergence ne sont plus considérés.

Si en 1996 et 1997, la Société privilégie encore le développement, à partir de 1998-1999, elle vise plutôt la consolidation des entreprises. On souhaite améliorer le positionnement des entreprises québécoises et favoriser l'innovation en matière de produits originaux⁴²¹. Dans le domaine du livre, cet objectif se traduit par un soutien aux entreprises existantes «[...] qui contribuent au développement de produits québécois d'édition⁴²²». Pour y arriver, on misera sur l'exportation et l'intégration de nouvelles technologies, deux préoccupations majeures de la Société au cours des années suivantes. En 2001-2002, la SODEC entreprend, avec la participation de la Commission du livre et de l'édition spécialisée, une réflexion sur les développements technologiques et numériques afin de faciliter «[...] les ajustements aux programmes et aux mesures déjà en place.⁴²³» En 1996, deux nouveaux programmes visant la production de titres multimédias étaient déjà offerts aux éditeurs⁴²⁴. La création d'un programme d'informatisation des libraires, à la suite de la Politique de la lecture et du livre en 1998, et l'appui donné au développement de la Banque de titres en langue française, à partir de 2000, sont autant d'exemples de cette ouverture aux nouvelles technologies.

Quant à l'exportation, la révision des programmes en 1995-1996 est l'occasion pour la SODEC de lancer SODEXPORT, dont nous avons parlé au chapitre précédent. La Société encourage aussi le développement des marchés extérieurs par la création d'un prix à l'exportation en 2000-2001. Elle favorise les contacts internationaux en organisant, comme nous l'avons déjà indiqué, la participation des éditeurs aux foires et salons du livre à l'étranger. La société établit, par la même occasion, des contacts avec les pays

⁴²¹ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES. *Financement des entreprises*, Montréal, SODEC, 1996, p. 9.

⁴²² QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES. *Financement des entreprises*, [...] p. 9.

⁴²³ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES. *Rapport d'activités*, Montréal, SODEC, 2002, p. 16.

⁴²⁴ Il s'agit du programme de Crédit d'impôt remboursable pour la production de titres multimédias et du programme d'Aide à la production de titres multimédias. Comme ils visent à soutenir la production d'ouvrages sur d'autres supports que le livre, nous ne les avons pas inclus dans notre corpus.

exportateurs. Par exemple, à partir de 2002-2003, elle encourage la création de liens entre les milieux du livre québécois et mexicain à la suite de la présence du Québec comme invité d'honneur à la Foire de Guadalajara.

Le but de la SODEC est de doter le Québec d'entreprises capables de faire face à un environnement où la concurrence augmente et où les frontières entre les marchés s'amincissent, à cause des nouvelles technologies. En 1999, elle investit 1,5 million de dollars dont 610 000 \$ en capital-actions dans l'entreprise Renaud-Bray, qui fusionne avec les librairies Champigny et Gameau, après avoir participé activement à son sauvetage en 1996⁴²⁵. La création d'un réseau de librairies capable de concurrencer les grandes surfaces motive l'intervention. Le gouvernement agit «[...] dans une perspective de consolidation, de préservation d'emploi et de développement du domaine du livre.⁴²⁶» Comme nous l'avons souligné précédemment, plusieurs craignent alors que le marché du livre soit envahi par les grandes surfaces et les chaînes de librairies. Au lieu d'imposer le prix unique, le gouvernement préfère soutenir un entrepreneur privé qui concurrencera les grandes surfaces sur leur propre terrain. Bien entendu, le geste a pour but de permettre à la production québécoise d'avoir sa place au soleil, mais laisse au libre-marché le pouvoir de «dicter» l'offre. Par l'intermédiaire du FICC, la SODEC investit également dans des entreprises œuvrant dans des créneaux spécifiques et offrant des produits originaux comme Les guides de voyages Ulysse et Wilson et Lafleur⁴²⁷. Bref, des entreprises sans concurrent ayant un potentiel de croissance élevé.

⁴²⁵ Apparemment, la SODEC n'a pas investi à ce moment dans la chaîne de librairie, mais elle a été impliquée dans les négociations qui ont abouti à un investissement de 1,7 million de dollars du Fonds de solidarité de la FTQ dans l'entreprise. La Caisse de dépôt du Québec était également concernée par le dossier.

J. BENOIT. «Renaud-Bray : vers une fusion ou le naufrage?», *La Presse*, 21 juin 1996, p. C2.

J. CHARTIER. «Le Fonds de solidarité est prêt à risquer 1,7 million dans Renaud-Bray. La Caisse de dépôt, de son côté, refuse de financer une fusion avec Champigny», *Le Devoir*, 17 juillet 1996, p. A3.

⁴²⁶ P. LAMPRON. «La SODEC réplique aux libraires indépendants», *Le Droit*, 30 juin 1999, p. 21.

⁴²⁷ Éditeur spécialisé en droit et seule librairie offrant uniquement ce type d'ouvrage au Québec.

4.1.4 Le financement des entreprises : aperçu statistique

Avant d'aborder les statistiques, précisons qu'à cause de la confidentialité des données nous ne connaissons pas l'identité des entreprises financées par les sociétés d'État. Nous avons établi nos statistiques à partir de chiffres globaux pour le secteur du livre incluant les autorisations de financement destinées à des éditeurs, des libraires, des diffuseurs et des distributeurs. Même si les objectifs des différentes politiques financières laissent croire qu'une bonne part du soutien revient à l'édition à partir de 1983-1984, le lecteur devra garder en tête que les statistiques concernent l'ensemble du secteur du livre.

Pour l'ensemble de la période, le nombre d'entreprises ayant obtenu du financement des sociétés d'État reste marginal par rapport à l'ensemble du secteur du livre comme le montre le tableau 4.4. Même en se limitant au nombre d'éditeurs québécois, l'écart demeure important. Par exemple, en 2001-2002, le nombre d'autorisations atteint un sommet de 17. En comparaison, on compte 170 éditeurs agréés au Québec la même année⁴²⁸ et 237 éditeurs au total en 2000-2001⁴²⁹. Toutefois, chaque bénéficiaire obtient des sommes relativement importantes, la moyenne de la période se situant à 178 137,78 \$ par autorisation. Quant à la proportion du financement total destinée au secteur du livre, elle varie beaucoup avec les années. Relativement élevée au départ (30 % en 1979 et 1980, 13 % en 1981 et 39 % en 1982), elle tend à diminuer par la suite. Les efforts du gouvernement de l'époque pour «québécoiser» les entreprises du domaine du livre expliquent probablement la tendance. Le plus haut pourcentage correspond d'ailleurs à l'année suivant la mise en application de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre. Vers la fin, on observe une légère intensification des autorisations ponctuée de hausses significatives en 1999-2000 et 2001-2002. Au total pour la période, le secteur du livre n'a reçu en moyenne que 12 % du financement destiné à l'ensemble des entreprises culturelles.

⁴²⁸ QUÉBEC (PROVINCE), CONSEIL CONSULTATIF DE LA LECTURE ET DU LIVRE. *Rapport d'activités 2001-2002*, [Québec], Direction générale des communications du ministère de la Culture et des Communications, 2003, p. 13-24.

⁴²⁹ Selon les dernières données publiées par l'Observatoire de la culture et des communications dans *L'état des lieux du livre et des communications*.

Malgré sa troisième position parmi les secteurs financés, il est beaucoup moins «gâté» que le cinéma et la télévision (42 %) et les arts d'interprétation (27 %)⁴³⁰.

⁴³⁰ Selon les données que nous avons compilées à partir des rapports annuels de la SODIC, de la SODICC, de la SOGIC et de la SODEC.

4.4 Évolution des autorisations de financement destinées aux entreprises du secteur du livre entre 1979-1980 et 2004-2005⁴³¹

Années	Nbe (secteur livre)	Autorisations totales destinées au secteur du livre	Autorisations totales	%	Moyennes
1979-1980	8	670 000,00 \$	2 234 110,00 \$	30 %	83 750,00 \$
1980-1981	5	997 002,00 \$	3 365 002,00 \$	30 %	199 400,40 \$
1981-1982	9	681 000,00 \$	5 107 155,00 \$	13 %	75 666,67 \$
1982-1983	15	3 182 617,00 \$	8 183 303,00 \$	39 %	212 174,47 \$
1983-1984	9	634 000,00 \$	10 294 907,00 \$	6 %	70 444,44 \$
1984-1985	6	453 000,00 \$	8 865 871,00 \$	5 %	75 500,00 \$
1985-1986	5	703 000,00 \$	14 942 892,00 \$	5 %	140 600,00 \$
1986-1987	5	668 000,00 \$	10 626 795,00 \$	6 %	133 600,00 \$
1987-1988	7	1 280 000,00 \$	15 591 750,00 \$	8 %	182 857,14 \$
1988-1989	11	1 904 000,00 \$	16 598 135,00 \$	11 %	173 090,91 \$
1989-1990	6	1 004 900,00 \$	10 937 700,00 \$	9 %	167 483,33 \$
1990-1991	6	929 000,00 \$	11 358 820,00 \$	8 %	154 833,33 \$
1991-1992	6	929 500,00 \$	18 272 900,00 \$	5 %	154 916,67 \$
1992-1993	11	1 714 900,00 \$	21 090 700,00 \$	8 %	155 900,00 \$
1993-1994	9	1 269 500,00 \$	18 112 800,00 \$	7 %	141 055,56 \$
1994-1995	4	499 500,00 \$	17 806 845,00 \$	3 %	124 875,00 \$
1995-1996	16	2 850 750,00 \$	17 288 250,00 \$	16 %	178 171,88 \$
1996-1997	6	930 000,00 \$	16 071 300,00 \$	6 %	155 000,00 \$
1997-1998	5	1 181 700,00 \$	17 174 713,00 \$	7 %	236 340,00 \$
1998-1999	10	2 100 000,00 \$	18 100 000,00 \$	12 %	210 000,00 \$
1999-2000	15	4 152 325,00 \$	20 428 925,00 \$	20 %	276 821,67 \$
2000-2001	8	1 256 000,00 \$	16 340 340,00 \$	8 %	157 000,00 \$
2001-2002	17	4 595 084,00 \$	21 000 084,00 \$	22 %	270 299,06 \$
2002-2003	9	2 910 000,00 \$	22 466 500,00 \$	13 %	323 333,33 \$
2003-2004	10	1 970 398,00 \$	23 810 898,00 \$	8 %	197 039,80 \$
2004-2005	7	2 670 000,00 \$	19 475 000,00 \$	14 %	381 428,57 \$
Moyenne	8,65		Moyenne	12 %	178 137,78 \$

⁴³¹ Données compilées grâce aux rapports annuels et aux plans de développement de la SODIC, de la SODICC, de la SOGIC et de la SODEC.

4.1.5 Quelques constats

En 1979, avec la création de la SODIC, le gouvernement mettait en place un modèle de soutien industriel dans le but de participer à la croissance d'entreprises culturelles d'envergure ayant la capacité de rivaliser avec les grandes entreprises étrangères. Les sociétés d'État se chargeront, à partir de là, d'intervenir dans leur développement grâce à des outils financiers semblables à ceux offerts aux autres secteurs industriels. A priori, la nature même de ces institutions les oblige à être sélectives afin d'assurer une «[...] gestion commerciale, financière ou industrielle de l'organisme avec des objectifs de rentabilité et d'autofinancement [...]»⁴³². Au cours des années, leur rôle, leur structure et leurs politiques de financement ont évolué en fonction des changements économiques et politiques. Dès le début des années 1980, le contexte économique a forcé la SODIC à faire preuve de prudence et à établir des priorités. Son mandat initial, plus proactif, a peu à peu été délaissé au profit d'un rôle basé sur le partenariat. Après, la SOGIC, puis la SODEC, agissent moins comme des investisseurs que comme des institutions bancaires tandis qu'elles s'efforcent de promouvoir les industries culturelles auprès des investisseurs privés. La stratégie a certes porté fruits, mais a occasionné une augmentation de la clientèle à risque⁴³³. Pour demeurer rentable, les sociétés d'État ont restreint l'utilisation des outils financiers «à risque» tout en resserrant les conditions de financement.

Le secteur du livre bénéficie du soutien financier de la SODIC dès le départ. Comme le montrent les statistiques, il reçoit un appui important entre 1979 et 1982, époque de l'implantation de la Loi sur le développement des entreprises dans le domaine de l'édition. Plus tard, parce qu'on juge qu'il connaît une croissance malgré la crise économique, le secteur est écarté des priorités jusqu'en 1988. La SODIC, puis la SOGIC, préfèrent concentrer leurs efforts, et leurs deniers, sur des valeurs sûres et investir dans

⁴³² QUÉBEC (PROVINCE), GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Site du Gouvernement du Québec. Ministères et organismes*, [En ligne], 12 octobre 2006, <http://www.gouv.qc.ca/portail/quebec/pgs/commun/gouv/minorg/contenu?lang=fr>, (page consultée le 19 mars 2007).

⁴³³ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES. *Rapport annuel de gestion, 2004-2005*, Montréal, 2005, SODEC, p. 8.

des domaines d'avenir ou des créneaux de grande diffusion : l'industrie du logiciel, la câblodistribution, l'exportation de spectacles et le soutien aux événements majeurs. Après 1988, une fois sa santé économique rétablie, la SOGIC réintroduit le livre parmi ses priorités et mise sur l'exportation pour consolider les bases bien établies du secteur. Cependant, il n'est plus question d'encourager la création de nouvelles entreprises.

Comme en témoigne le tableau 4.4, les interventions dans le domaine du livre demeurent relativement peu nombreuses entre 1982-1983 et 1997-1998 si l'on fait exception de l'année 1995-1996. Par la suite, elles connaissent des hausses marquées en 1999-2000 et 2001-2002 alors que la moyenne par autorisation tend à augmenter. Il est difficile toutefois d'associer cette tendance à des dossiers précis sans avoir accès aux données concernant les bénéficiaires. Le changement correspond néanmoins à une période de transition vers une clientèle risquée et on sait qu'au même moment les entreprises du livre rencontrent des difficultés. La seule intervention de la SODEC associée à cette période dont nous connaissons les détails est celle de la fusion des réseaux des librairies Renaud-Bray, Champigny et Garneau en 1999. L'opération a pour objectif de doter le Québec d'un réseau de librairies ayant la taille et les moyens de contrecarrer la concurrence des grandes surfaces et des chaînes étrangères. Ainsi, même si la cible de son action change, la Société reste fidèle à sa vision première. Certes, il s'agit de faire face à la concurrence sur un marché de plus en plus ouvert, mais à quel prix?

Le nouveau modèle de financement proposé par la SODIC ne convient évidemment pas à tous les types d'éditeurs. La vision qui est à la base de sa création, en 1978, les outils financiers offerts et les critères d'admissibilité montrent que ce type d'intervention s'appuie sur la rentabilité, la performance financière et la croissance industrielle, objectifs qui s'opposent pourtant à certaines pratiques éditoriales. Dans le domaine littéraire, par exemple, des éditeurs misent sur le succès d'estime rentable à long terme. L'intervention de Pierre Tisseyre au sujet de l'édition littéraire lors de la Conférence sur les industries culturelles en 1978 soulève la question. Même si, dans l'ensemble, les éditeurs ont adopté une vision plus industrielle de leurs activités depuis le début des années 1980, peu d'entre eux obtiennent du financement de la SODEC. On peut en déduire que seule une petite

proportion des éditeurs parvient à satisfaire les conditions de financement établies par les sociétés d'État depuis 1979, malgré une hausse des bénéficiaires du milieu du livre en fin de période.

Comme nous n'avons pas accès aux informations concernant l'identité des éditeurs financés, il est difficile de déterminer quels secteurs éditoriaux ont été favorisés. Le fait est que les critères d'admissibilité rendent l'accès difficile à l'ensemble des éditeurs. En effet, rares sont les maisons d'édition, solides financièrement et structurellement, qui œuvrent dans des créneaux rentables, en croissance, spécialisés ou peu risqués. Les éditeurs scolaires correspondent davantage à ce modèle : il s'agit d'un secteur bénéficiant de revenus élevés et, surtout, de la spécialisation la plus rentable. Les éditeurs de littérature, et spécialement ceux du secteur jeunesse, arrivent loin derrière⁴³⁴. On peut donc présumer que, parmi les éditeurs, ceux du secteur scolaire correspondent davantage aux caractéristiques des entreprises qualifiables pour le financement.

Pourtant, de 1979 à 1991, le financement n'apparaît pas comme un sujet de revendications chez les éditeurs. Il faut dire qu'ils profitent de l'intensification des interventions du gouvernement québécois et des généreuses subventions du gouvernement fédéral durant cette période où le marché se porte relativement bien. Lors de l'élaboration de la Politique culturelle du Québec, ils soulèvent pour la première fois la question dans un mémoire⁴³⁵. À leur avis, l'action de la SOGIC entre en concurrence avec d'autres formes d'aide, sans préciser lesquelles. Malgré l'imprécision, on peut déduire qu'il s'agit du soutien à l'exportation, domaine où interviennent tant la SOGIC que le ministère des Affaires culturelles. Ils exigent donc que le gouvernement élabore une politique des industries culturelles en plus d'abaisser les taux d'intérêt des prêts consentis par la Société et de mettre du capital de risque à la disposition des éditeurs.

⁴³⁴ COMITÉ SUR LES PRATIQUES COMMERCIALES DANS LE DOMAINE DU LIVRE. *Rapport du Comité sur les pratiques commerciales dans le domaine du livre*, [Montréal], SODEC, 2000, p. 31, 32.

⁴³⁵ ASSOCIATION DES ÉDITEURS et SOCIÉTÉ DES ÉDITEURS DE MANUELS SCOLAIRES DU QUÉBEC. *Mémoire de l'Association des éditeurs (ADE) et de la Société des éditeurs de manuels scolaires du Québec (SEMSQ) présenté à la Commission de la Culture sur la proposition de la politique de la culture et des arts*, [s.l.], le 16 septembre 1991, Association des éditeurs, Société des éditeurs de manuels scolaires du Québec, 29 f.

Tirée de leur mémoire, la recommandation suivante laisse supposer que les éditeurs souhaitent que le gouvernement s'inspire du modèle fédéral pour rationaliser ses interventions.

[...] que le ministère des Affaires culturelles et tous les autres ministères ou organismes susceptibles de contribuer au financement de l'édition, adoptent une attitude de confiance envers les maisons d'édition en préconisant une politique de subventions globales.⁴³⁶

Elle explique en tout cas l'enthousiasme manifesté par les éditeurs dans le mémoire⁴³⁷ déposé lors de la consultation autour de la création de la SODEC. Ils y soulignent l'efficacité et l'importance de la fonction bancaire de la SOGIC et souhaitent voir celle-ci se poursuivre avec la SODEC.

Pourtant, au cours des années 1990, les difficultés économiques s'accumulent dans le milieu du livre. La faiblesse du soutien gouvernemental, vital dans les circonstances, est pointée du doigt. Manifestement, le financement de la SODEC est bien mal adapté aux caractéristiques de l'ensemble du secteur du livre. Avertis de la situation, les gestionnaires de la SODEC travaillent d'emblée à trouver des solutions. L'idée d'élargir un programme de Crédit d'impôt remboursable à d'autres secteurs que le cinéma et la production télévisuelle chemine depuis 1995-1996. En avril 1998, les éditeurs emboîtent le pas et proposent d'instaurer un crédit d'impôt pour l'édition de livre lors du Sommet sur la lecture et le livre. À partir de là, ils travailleront d'arrache-pied, en collaboration avec la SODEC, afin que le gouvernement adopte cette nouvelle forme de soutien.

4.2 Le Crédit d'impôt remboursable pour l'édition de livres

En 1998, pour faire suite à la demande des éditeurs, la Politique de la lecture et du livre annonce que «[l]e gouvernement examinera aussi la faisabilité d'un crédit d'impôt à

⁴³⁶ ASSOCIATION DES ÉDITEURS et SOCIÉTÉ DES ÉDITEURS DE MANUELS SCOLAIRES DU QUÉBEC. *Mémoire de l'Association des éditeurs (ADE) et de la Société des éditeurs de manuels scolaires du Québec (SEMSQ) présenté à la Commission de la Culture sur la proposition de la politique de la culture et des arts*, [...], f. 13.

⁴³⁷ ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES. *Mémoire relatif au projet de loi 14 Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles présenté à la Commission de la Culture le jeudi 26 mai 1994*, Montréal, 1994, l'Association, 6 f., [annexe].

l'édition.⁴³⁸» Même si l'ANEL, la SODEC et sa Commission du livre et de l'édition spécialisée, le ministère de la Culture et des Communications et le ministère des Finances s'unissent pour mener les travaux dès 1998-1999⁴³⁹, la patience des éditeurs est rapidement mise à l'épreuve. Après le Sommet sur la lecture et le livre, ils reviennent à la charge à deux reprises. En janvier 1999, ils déposent un mémoire intitulé *Proposition d'un programme de crédit d'impôt (CIR) destiné à l'industrie de l'édition québécoise*⁴⁴⁰ dans lequel ils expliquent le fonctionnement de la mesure dont ils souhaitent l'implantation. En février 2000, comme le gouvernement n'a toujours pas bougé, ils réitèrent leur demande dans un mémoire⁴⁴¹ déposé à la Commission de la culture dans le cadre de ses travaux sur la SODEC et le CALQ. Finalement, lors du discours sur le budget du 14 mars 2000, le ministre des finances annonce la création d'un Crédit d'impôt remboursable pour l'édition de livres.

Pour convaincre le gouvernement, les éditeurs rappellent que la plupart des maisons d'édition québécoises souffrent d'un manque de financement et n'ont pas la capacité de rivaliser avec les éditeurs étrangers. Ceux-ci bénéficient de vastes marchés et peuvent abaisser leurs coûts de production grâce à des économies d'échelle. Privés de tels moyens pour développer leur propre marché, les éditeurs d'ici ne peuvent se lancer dans des projets d'envergure⁴⁴² qui leur permettraient de pallier l'étroitesse du marché tout en augmentant leur capacité d'exportation. En effet, ce type de production «[...] a un fort

⁴³⁸ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *Le temps de lire, un art de vivre. Politique de la lecture et du livre*, Québec, Ministère de la Culture et des Communications, 1998, p. 107.

⁴³⁹ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES. *Rapport d'activités 1999-2000*, Montréal, SODEC, 2000, p. 10.

⁴⁴⁰ ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES. *Proposition d'un programme de crédit d'impôt (CIR) destiné à l'industrie de l'édition québécoise, soumise par l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL)*, Montréal, l'Association, janvier 1999, 14 f.

⁴⁴¹ ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES. *Le livre : au cœur de la culture. Mémoire soumis par l'Association nationale des éditeurs de livres à la Commission de la culture dans le cadre de ses travaux sur le CALQ et la SODEC*, février 2000, 17 f.

⁴⁴² Édition de livres dont les frais de préparation sont élevés comme les livres d'art, les livres techniques et scientifiques, les atlas, les encyclopédies, les bandes dessinées et les dictionnaires.
M. MÉNARD avec la collaboration de J. L'ALLIER. *Le crédit d'impôt pour l'édition de livres au Québec. Bilan de la mesure de 2000-2001 à 2004-2005*, Montréal, Direction des politiques et de la recherche, Direction générale planification, politiques et communications, SODEC, décembre 2006, p. 33.

potentiel de vente en particulier sur le marché international.⁴⁴³» Le crédit d'impôt leur donnerait la marge de manœuvre nécessaire et servirait de levier pour l'édition québécoise. La mesure permettrait également de rapatrier les activités d'impression et de traduction au Québec, ou celles d'édition dans le cas de coédition, ce qui encouragerait la création d'emploi. Elle pourrait même provoquer une baisse des prix du livre.

Le projet que les éditeurs soumettent au gouvernement dans le mémoire de janvier 1999 explique en détail le mécanisme du crédit d'impôt. Les sociétés admissibles devraient être détenues à 100 % par des citoyens québécois, à moins d'être une société exclue⁴⁴⁴. Le programme soutiendrait la production d'ouvrages comptant 48 pages et plus (sauf les livres pour enfants), incluant les éditions en livre de poche d'ouvrages déjà publiés sous un autre format à l'exception des ouvrages exclus⁴⁴⁵. Le crédit d'impôt correspondrait à 30 % des coûts de main-d'œuvre, effectuée au Québec, ces derniers ne pouvant excéder 50 % des coûts totaux de production pour un maximum de 15 % des frais de production totaux. Pour les éditeurs, il s'agit d'un minimum leur permettant de concurrencer les éditeurs étrangers. Les coûts de production comprendraient tous les frais liés à la production des ouvrages admissibles : les sommes versées aux auteurs, traducteurs et autres ayant droit, les dépenses avant impression, les dépenses d'impression du premier tirage et une partie des frais d'administration. Pour que le crédit ait un effet significatif, l'aide financière accordée aux éditeurs provenant d'autres sources⁴⁴⁶ ne serait pas déduite du coût de production. La SODEC aurait la responsabilité d'émettre une attestation aux sociétés admissibles pour l'ensemble de leurs ouvrages éligibles, une gestion par titre étant trop lourde selon eux.

⁴⁴³ M. MÉNARD avec la collaboration de J. L'ALLIER. *Le crédit d'impôt pour l'édition de livres au Québec. Bilan de la mesure de 2000-2001 à 2004-2005*, Montréal, Direction des politiques et de la recherche, Direction générale planification, politiques et communications, SODEC, décembre 2006, p. 33.

⁴⁴⁴ Soit les sociétés contrôlées par des organismes publics ou parapublics ou qui en sont dépendantes ainsi que les sociétés régies par la Loi constituant le Fonds de solidarité de les travailleurs du Québec et le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi.

⁴⁴⁵ Les livres publiés à compte d'auteur, les répertoires, agendas, catalogue, les ouvrages renfermant de la publicité autre que celle de l'éditeur, les publications périodiques, les réimpressions d'ouvrages précédemment admissibles, l'édition électronique et les ouvrages publiés par un tiers à l'extérieur du Québec, mais dont la société admissible détient les droits territoriaux.

⁴⁴⁶ Les programmes de Patrimoine Canada, du Conseil des arts du Canada, de la SODEC et de la Fédération des sciences humaines et sociales ou tout autre programme d'aide gouvernemental à l'édition.

Le programme lancé en 2000 reprend l'essentiel du projet des éditeurs tout en précisant les modalités. Par exemple, les ouvrages admissibles⁴⁴⁷ doivent être l'œuvre d'auteurs québécois, ils doivent compter au moins 16 pages pour les bandes dessinées ou les livres pour enfants⁴⁴⁸ et 32 pour les recueils de poésie. De plus, 75 % des sommes versées pour la production des ouvrages admissibles doivent avoir été versées à des résidents québécois ou des sociétés situées au Québec. On exclut les ouvrages encourageant le sexisme, la violence et la discrimination sans toutefois préciser comment on évalue cet aspect. Des précisions viennent clarifier la notion de sociétés admissibles et écartent :

- ❑ les entreprises contrôlées dans les deux années précédant la demande par des intérêts étrangers;
- ❑ les entreprises exonérées d'impôt;
- ❑ les sociétés de la Couronne ou liées à une telle société.

Établies au Québec, les sociétés éligibles exploitent une entreprise d'édition de livres durant l'année et répondent à la définition d'une maison d'édition établie par la SODEC, c'est-à-dire qu'elles éditent et publient des livres, concluent des contrats avec des auteurs ou détenteurs de droits en vue de l'édition et commercialisent leur production. Comme pour le financement, et contrairement aux programmes de subvention, l'agrément ne détermine pas l'admissibilité. Les éditeurs non agréés répondant aux critères énumérés ci-dessus peuvent donc bénéficier de la mesure fiscale.

Plus généreux que celui proposé par les éditeurs, le calcul tient compte de deux catégories de frais de main-d'œuvre : les frais préparatoires⁴⁴⁹ et les frais d'impression⁴⁵⁰. Pour la première, le montant utilisé équivaut à 40 % des coûts de main-d'œuvre, le résultat ne devant pas excéder 50 % des frais de préparation; quant à la seconde, 30 % des coûts de main-d'œuvre sont considérés pour un maximum de 33 1/3 % des frais. Un certain nombre de règles précisent en quoi consistent les dépenses de main-d'œuvre. Le lieu de

⁴⁴⁷ Pour fins de comparaison, nous fournissons, à l'Annexe 12, l'ensemble des critères d'admissibilité suggérés par les éditeurs et ceux établis par le gouvernement.

⁴⁴⁸ Ce minimum est abaissé à 8 pages en 2001-2002

⁴⁴⁹ Les frais engagés avant l'impression tels que les avances non remboursables versés aux auteurs, les frais de mise au point, de conception, de recherche, d'illustration, d'élaboration de maquettes, de mise en page, de composition et d'atelier de presse.

⁴⁵⁰ Les frais engagés pour la première impression de l'ouvrage, sa première reliure et son premier assemblage.

résidence des particuliers ou le lieu d'établissement des sociétés doit se trouver au Québec. Pour la coédition, la participation active de la société éligible à la préparation de l'ouvrage devient une exigence. Enfin, on exclut du calcul les subventions versées dans le cadre des programmes visant spécifiquement l'édition, mais on déduit des frais les autres subventions. La SODEC offre également une garantie de prêt aux éditeurs désirant obtenir rapidement les fonds qui leur seront accordés par le CIR. Le programme de Financement intérimaire du crédit d'impôt facilite donc l'obtention d'un prêt auprès des institutions financières. Le prêt en question doit se situer entre 10 000 \$ et 75 % du crédit d'impôt.

Présentés dans le tableau 4.5, les montants versés dans le cadre du CIR de 2000-2001 à 2004-2005 nous permettent de comprendre l'impatience des éditeurs à obtenir cette aide. En termes de fonds injectés dans le secteur de l'édition, le programme décline aisément ceux que nous avons étudiés dans le chapitre consacré aux subventions. Dès 2001-2002, la moyenne des crédits dépasse 50 000 \$ alors que la moyenne la plus élevée atteinte par Régime universel d'aide à l'édition, entre 1978 et 2004, s'élève à seulement 24 000 \$, en dollars courants (voir le tableau 3.2). Seuls les programmes de soutien à l'exportation et le financement fournissent des sommes comparables. Nous ne nous avançons pas davantage sur ce terrain puisque le CIR est complètement différent du système des subventions puisqu'il ne s'agit pas d'une dépense publique, mais bien d'un allégement fiscal ayant pour but de stimuler une activité économique, ici l'édition. Il admet un plus grand bassin d'éditeurs allant des maisons d'édition littéraire à celles publiant des manuels scolaires en passant par les éditeurs agréés et non agréés. Outre les critères quant à la nationalité des entreprises ou des auteurs, elle ne se fonde sur aucune autre modalité à caractère strictement culturel.

4.5 Évolution des fonds alloués par le gouvernement québécois pour le Crédit d'impôt remboursable à l'édition de livres de 2000-2001 à 2004-2005⁴⁵¹

Années	Montants	Nombre d'interventions	Moyennes par interventions
2000-2001	499 815,00 \$	16	31 238,44 \$
2001-2002	4 104 180,00 \$	82	50 050,98 \$
2002-2003	5 227 714,00 \$	100	52 277,14 \$
2003-2004	8 957 960,00 \$	162	55 296,05 \$
2004-2005	4 541 834,00 \$	160	28 386,46 \$

En fait, il s'agit à notre avis de la forme d'intervention la plus «universelle» pour les éditeurs québécois. Néanmoins, bien que le Québec compte 237 éditeurs au seuil des années 2000, seulement 123 en ont profité entre 2000-2001 et 2004-2005 selon le bilan établi par Marc Ménard⁴⁵². Quoique les éditeurs agréés arrivent premiers en terme de nombre, il reste qu'en 2004-2005, à peine plus de la moitié de ceux-ci (51,5 %), en bénéficiaient. Selon Ménard, les critères d'admissibilité, la méconnaissance de la mesure, la jeunesse des entreprises et la perception d'un rapport coûts/bénéfices désavantageux expliquerait la proportion relativement faible des bénéficiaires par rapport aux éditeurs potentiellement admissibles. Même si, à son avis, le nombre de prestataires devrait augmenter, il n'en demeure pas moins que «[...] la plupart des éditeurs admissibles à la mesure et qui n'ont jamais fait de demande sont de petites ou de très petites entreprises.⁴⁵³»

À cause de son mode de calcul, le CIR favorise certains éditeurs, ceux dont les frais de production sont les plus élevés : les éditeurs de livres scolaires et didactiques entre autres. Bref, des productions qui nécessitent des investissements élevés. Le bilan de Ménard le confirme : les éditeurs scolaires dominant les autres secteurs avec 43,2 % des crédits contre 30,7 % pour la littérature générale et 26,1 % pour le livre pratique. Il souligne

⁴⁵¹ Données compilées à partir des rapports d'activités de la SODEC.

⁴⁵² M. MÉNARD avec la collaboration de J. L'ALLIER. *Le crédit d'impôt pour l'édition de livres au Québec*. [...] 74 p.

⁴⁵³ M. MÉNARD avec la collaboration de J. L'ALLIER. *Le crédit d'impôt pour l'édition de livres au Québec* [...], p. 22.

également des disparités quant aux sommes versées en fonction de l'agrément. Bien qu'ils soient peu nombreux à recourir au CIR, seulement 35,1 % en 2000-2001, les éditeurs non agréés reçoivent, en général, des crédits par entreprise supérieurs à ceux des éditeurs agréés, leurs frais de production par titre étant quatre fois plus élevés que les détenteurs d'agrément. Ménard rappelle à cet égard que l'on compte de nombreux éditeurs scolaires parmi les éditeurs non agréés.

Grâce au CIR, le gouvernement vise à «[...] soutenir davantage les activités des entreprises œuvrant dans le domaine de l'édition de livres [en permettant] aux éditeurs québécois de développer les marchés étrangers pour les productions québécoises, de produire des grands projets d'édition et d'exploiter le marché de la traduction.⁴⁵⁴» En 2004-2005, les résultats ont été partiellement atteints : l'édition d'ouvrages d'envergure a progressé lentement, mais régulièrement, l'exportation a augmenté, particulièrement pour les éditeurs scolaires, toutefois le marché de la traduction n'a pas connu la croissance escomptée⁴⁵⁵. Quoiqu'il en soit, selon Marc Ménard le CIR a «[...] très certainement eu un impact majeur sur le secteur de l'édition au Québec.⁴⁵⁶» Plus de 50 % des éditeurs en ont bénéficié pour la production de 6515 titres. En outre, les sommes versées représentent une portion significative des revenus des éditeurs : 2,2 % pour les éditeurs agréés et 1 % pour les éditeurs non agréés ce qui s'ajoute aux subventions s'élevant pour les premiers à 10,5 % de leurs revenus et à 2,1 % pour les seconds. Ainsi, comme le souligne Ménard, le CIR constitue un important soutien pour les éditeurs non agréés, dont plusieurs éditeurs scolaires⁴⁵⁷.

Contrairement aux programmes de subvention de la SODEC, qui ont des objectifs avant tout culturels, la mesure se veut, comme le financement des entreprises, un soutien strictement industriel à l'édition. Encourageant les économies d'échelle, elle vise à

⁴⁵⁴ *Les crédits d'impôt du Québec destinés aux entreprises culturelles. Recueil de textes*, [Québec], Culture et communications Québec, Bureau des politiques de financement, 2002, p. 151.

⁴⁵⁵ M. MÉNARD avec la collaboration de J. L'ALLIER. *Le crédit d'impôt pour l'édition de livres au Québec [...]*, p. 53.

⁴⁵⁶ M. MÉNARD avec la collaboration de J. L'ALLIER. *Le crédit d'impôt pour l'édition de livres au Québec [...]*, p. 53.

⁴⁵⁷ M. MÉNARD avec la collaboration de J. L'ALLIER. *Le crédit d'impôt pour l'édition de livres au Québec [...]*, p. 51.

augmenter la rentabilité des éditeurs et à leur donner une meilleure marge de manœuvre financière, peu importe leur production. Mais au bout du compte, c'est le secteur scolaire qui en bénéficie. Le CIR a même une portée économique puisqu'il favorise, par ses critères, la réalisation de toutes les étapes de production en territoire québécois. Pour le gouvernement, le secteur de l'édition devient donc un levier économique au même titre que n'importe quelle autre industrie. De plus, une telle forme d'intervention a l'avantage d'être mieux perçue par la population puisqu'elle n'entraîne pas de dépense publique supplémentaire. Mais, contrairement aux programmes de subvention, le CIR est plus vulnérable aux aléas des politiques économiques. Si l'abolition de programmes représente un risque politique élevé, la modification des règles fiscales l'est moins. Établie par les péquistes, traditionnellement plus interventionnistes, la mesure subissait déjà des coupures de l'ordre de 12,5% lors de l'élection des libéraux en 2003. Pour Jean Charest, l'État «[...] s'ingérait beaucoup trop dans l'économie et la vie des entreprises.⁴⁵⁸» Depuis, le gouvernement n'est pas revenu sur sa décision même si les éditeurs ont vivement protesté.

* * *

En créant la SODIC en 1979, le gouvernement entretient l'ambitieux projet de doter le Québec d'un nouvel outil de développement culturel qui mettrait à la disposition des Québécois les fonds nécessaires pour prendre le contrôle de l'industrie de la culture. Dans le domaine du livre, il s'agit de compléter une politique de «québécoïsation» des entreprises et de permettre au milieu de s'adapter aux nouvelles normes imposées par la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre. La nouvelle structure donne l'occasion au gouvernement de tirer un revenu de son soutien, alors que jusque-là, il le faisait à fonds perdu avec les subventions. Toutefois, à cause des exigences que lui impose sa nature même, la SODIC est vite confrontée aux aléas de l'économie et doit restreindre la portée de son action tout en faisant preuve d'une prudence grandissante. Certains secteurs moins rentables, comme l'édition, sont donc

⁴⁵⁸ J. CHAREST. «Redéployer l'État. "Lorsque le monde change, l'immobilisme devient synonyme de recul"», *La Presse*, 14 octobre 2003, p. A21.

plus rarement priorisés que d'autres. Dans ce contexte, la nécessité de rendre les entreprises autonomes financièrement se fait sentir avec plus d'acuité. On mise alors sur le secteur privé, en encourageant les institutions bancaires traditionnelles à supporter le milieu culturel, puis en créant des fonds à capitaux mixtes, publics et privés. La promotion des industries culturelles auprès du secteur privé devient donc, au fil du temps, un aspect non négligeable du rôle des sociétés d'État. L'utilisation d'outils de financement diversifiés s'accroît et on privilégie la garantie de prêt. L'aide essentiellement industrielle, ayant des critères d'admissibilité de plus en plus stricts, ne convient manifestement pas à tous les secteurs éditoriaux qui se distinguent par leur mode de gestion. Comment un éditeur publiant des auteurs de la relève, peu connus du public, peut-il offrir les mêmes garanties qu'un éditeur de manuels scolaires qui édite un ouvrage vendu à des milliers d'élèves?

En 1995, le milieu de l'édition vit de profondes difficultés financières. Avec la création de la SODEC, le gouvernement règle une fois pour toutes le problème de l'éparpillement des ressources et se dote d'une structure qui lui offre une vision globale du milieu du livre. À l'aide des Commissions consultatives, la Société d'État renouvelle ses interventions et les rend mieux adaptées à chaque secteur, ce qui lui permet de doter le milieu du livre du CIR. Plus universelle, plus généreuse, la mesure offre un soutien industriel qui favorise des secteurs de l'édition tels que celui du manuel scolaire. Qui plus est, certains objectifs qu'elle poursuit – encourager l'exportation et la réalisation d'ouvrages d'envergure – exigent beaucoup de capitaux qui ne sont pas nécessairement à la portée de tous. Compléments aux formes «classiques» de soutien, le CIR et le financement des entreprises ouvrent la porte aux éditeurs non agréés, signe que les temps changent et que la politique du livre a beaucoup évolué depuis l'époque de l'instauration de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre. Pourtant, l'agrément des éditeurs, clé de voûte des subventions, conserve sa force d'attraction, preuve que ce soutien financier, quoique peu généreux, demeure tout aussi pertinent aujourd'hui surtout pour les petites entreprises, peu nombreuses à requérir au CIR. Il représente, en tout cas, un acquis moins fragile que la mesure fiscale.

Quoiqu'il en soit, on assiste à un virage important dans le modèle d'intervention qui prévalait jusqu'au début des années 1980. On passe alors d'une approche que Diane St-Pierre⁴⁵⁹ qualifie de «populiste», où l'État est le maître d'œuvre du développement culturel et le protecteur de la culture québécoise, à une approche néolibérale, «[...] qui réconcilie culture et économie et associe culture et industrie.⁴⁶⁰» Traditionnellement plus proche de l'État-architecte, le Québec se rapproche à partir de là de l'État-facilitateur. En effet, si, dans le premier cas, l'État «[...] fournit les orientations et les objectifs de la politique culturelle et en assure l'implantation par l'entremise d'un ministère [...]»⁴⁶¹ et s'appuie sur des «[...] bureaucrates, souvent conseillés par des jurys ou des organismes conseils [...]»⁴⁶² pour octroyer des subventions, dans le second, il privilégie les interventions indirectes et les incitations fiscales, l'objectif étant d'encourager le secteur privé à investir⁴⁶³. Il s'agit, comme le souligne l'Observatoire de l'administration publique de l'ENAP, «[...] d'accompagner le déploiement d'une offre diversifiée de produits artistiques qui répondent aux critères d'une société moderne et complexe ouverte sur le monde.⁴⁶⁴» C'est ce que fait la SODEC en aidant les entreprises «[...] à relever le défi d'exister dans un univers en mutation qui s'ouvre à de nouveaux marchés grâce au développement d'une économie dont les frontières s'estompent [...]»⁴⁶⁵

⁴⁵⁹ D. Saint-Pierre. «Les politiques culturelles du Québec», *L'État québécois au XX^e siècle*, sous la direction de R. Bernier, Sainte-Foy, 2005, Les Presses de l'Université du Québec, p. 238.

⁴⁶⁰ D. Saint-Pierre. «Les politiques culturelles du Québec», *L'État québécois au XX^e siècle*, [...], p. 238.

⁴⁶¹ R. GAGNON. «Les politiques culturelles ou la gestion institutionnalisée du mécénat public», *Loisir et société/Society and Leisure*, vol. 12, n^o 1, printemps 1989, p. 75.

⁴⁶² R. GAGNON. «Les politiques culturelles [...]», p. 75.

⁴⁶³ R. GAGNON. «Les politiques culturelles [...]», p. 73.

⁴⁶⁴ OBSERVATOIRE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE DE L'ENAP. «L'État du Québec (13). Les dépenses publiques culturelles : une autre exception québécoises», *Le Soleil*, 3 mai 2004, p. A15.

⁴⁶⁵ QUÉBEC, SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES. *Rapport d'activités 1999-2000*, Montréal, La Société, 2000, p. 12.

Conclusion

Si on considère maintenant l'identité comme étant le fruit de l'intériorisation d'un vécu individuel et collectif, il ne semble pas que ce soit la production en série comme telle qui soit une entrave à ce processus, mais bien plutôt une recherche de profit telle qu'elle conduise l'investisseur à imposer à la fonction créatrice (qui est d'exprimer un vécu individuel ou collectif) ses nécessités économiques⁴⁶⁶.

La notion d'économie de la culture, encore considérée comme une utopie il y a à peine quelques années, est aujourd'hui chose reconnue et intégrée autant dans les discours des financiers que dans ceux des politiciens. Chaque domaine sous la responsabilité de la SODEC [...] a ses succès artistiques et économiques. En considérant les volumes d'emplois générés et surtout le regard de plus en plus attentif porté sur ces secteurs par les investisseurs qui, peu à peu, voient s'y dessiner des occasions d'affaires, l'expression économie de la culture prend tout son sens⁴⁶⁷.

Dans les années 1970, l'introduction de la notion de «développement culturel» dans le discours des politiciens marque un changement important dans la gestion gouvernementale de la culture. D'une conception élitiste de la culture, qui met de l'avant les arts «nobles», on passe à une conception anthropologique où la culture s'apparente plutôt à un art de vivre auquel tous les citoyens peuvent et doivent accéder. Pour les péquistes, arrivés au pouvoir en 1976, la notion réfère à la réalisation d'une démocratie culturelle nécessaire au développement global de la nation dont l'État se fait garant. La culture est dès lors perçue comme fondement de la nation, de son autonomie et de l'État⁴⁶⁸. Ainsi, l'action gouvernementale doit s'élargir pour tenir compte de l'ensemble de la population. Or la transformation se produit au début d'une période marquée par les

⁴⁶⁶ G. LACHANCE. «La culture entre l'industrie et l'identité», *La culture une industrie?*, Coll. «Questions de culture», Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1984, p. 93.

⁴⁶⁷ QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES. «Le mot du président», *Rapport d'activités 1998-1999*, p. 9.

⁴⁶⁸ M. AUDET. «La quête d'un État : La politique québécoise du développement culturel», *Recherches sociographiques*, vol. XX, n° 2, mai-août 1979, p. 266.

débats sur le statut de la nation québécoise, l'instabilité économique, la montée de l'idéologie néolibérale et la mondialisation.

Dans la foulée, le gouvernement québécois prend des mesures concrètes pour améliorer la situation peu reluisante de l'industrie du livre qui peine à se développer dans un marché envahi par les entreprises étrangères. À partir de là, les interventions se multiplient dans le domaine de l'édition et un profond changement s'amorce dans l'approche gouvernementale. La mutation débute avec la publication de la Politique québécoise du développement culturel. Invitées à participer au développement culturel, les industries culturelles se voient attribuer un rôle primordial : celui d'assurer la diffusion des produits culturels et de les rendre accessibles à toute la population. Le gouvernement accepte du même coup la responsabilité de les soutenir afin qu'elles puissent atteindre cet objectif.

À la même époque, le gouvernement fédéral met en place des programmes de subvention très généreux pour soutenir les éditeurs. Le développement culturel étant intimement lié à celui de la nation québécoise, le gouvernement provincial voit d'un mauvais œil l'intrusion fédérale sur le terrain culturel et éditorial. Or Québec n'a pas la capacité d'égaler la magnanimité d'Ottawa, surtout dans le contexte économique difficile du début des années 1980. Les élus sont donc contraints de trouver d'autres avenues pour intervenir s'ils veulent remédier à la situation. Pour améliorer son soutien à l'édition, le gouvernement québécois doit, d'une part, se résoudre à utiliser des moyens à sa portée et, d'autre part, renouveler ses outils d'intervention. C'est ce qu'il fera grâce aux mesures annoncées dans la Politique québécoise de développement culturel. Dès lors, la perception que les élus ont des problèmes de l'industrie du livre s'améliore nettement. Plus globale, elle entraîne une action plus cohérente et plus ciblée, touchant toute la chaîne du livre, mais aussi toutes les fonctions éditoriales, de la production à la diffusion.

La promulgation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, en 1979, illustre parfaitement la transformation. La Loi touche tous les acteurs de l'industrie et vise à rendre les livres accessibles à l'ensemble des citoyens québécois. Pour y arriver, on souhaite créer un solide réseau de librairies. Mais il faut

d'abord sortir l'industrie québécoise du livre de son sous-développement. On instaure donc des normes plus sévères sur la propriété québécoise des entreprises pour créer un marché protégé, celui des institutions subventionnées. Au même moment, le gouvernement lance le Plan quinquennal de développement des bibliothèques publiques ayant pour but de développer le réseau des bibliothèques publiques, alors déficient. Par la même occasion, le gouvernement renforce la législation et harmonise sa politique de la lecture et sa politique du livre. Grâce à ces interventions, les éditeurs québécois peuvent compter sur un meilleur marché local et un accès privilégié au soutien financier gouvernemental.

À partir de 1978, les programmes de subvention subissent également plusieurs modifications. Conscient que la principale faiblesse des éditeurs réside en l'étroitesse du marché, le gouvernement intervient pour soutenir autant la promotion que la production afin de gommer les lacunes commerciales des éditeurs. En 1981, il offre aux éditeurs le Régime universel d'aide à l'édition qui leur permet d'obtenir une aide globale annuelle pour l'ensemble de leurs publications dans les créneaux les moins rentables. Le marché québécois n'étant pas suffisamment large pour assurer la viabilité de l'édition, l'action du gouvernement se portera sur son extension à l'extérieur des frontières. Tout au long des années 1980, nombre de programmes visant la diffusion à l'étranger voient le jour. À la fin de la décennie et durant les années 1990, l'aide gagne en importance avec la création de la SOGIC, puis de la SODEC, qui rationalise l'ensemble des interventions gouvernementales destinées aux industries culturelles. Les sociétés d'État constituent aussi de nouveaux leviers de développement pour les maisons d'édition. Depuis la fin des années 1970, elles leur offrent des outils de financement qui leur étaient jusque-là difficilement accessibles. Le but est de donner aux éditeurs des moyens semblables à d'autres secteurs économiques pour assurer leur croissance. En 2000, les programmes de subvention ne suffisant plus à la demande, on emprunte la voie de la fiscalité avec le Crédit d'impôt remboursable pour l'édition de livres.

Ce survol rapide montre bel et bien que la nouvelle approche adoptée par le gouvernement pour intervenir dans le domaine culturel se solde par une intensification de

l'action gouvernementale dans le secteur de l'édition. Mais, au-delà de l'augmentation des fonds et des interventions, notre analyse révèle surtout qu'une tendance lourde s'installe depuis les années 1980 : les logiques économiques prédominent et la logique culturelle est parfois bien secondaire. Cela se reflète tant dans la nature des interventions que dans les objectifs, les critères d'admissibilité et les modes d'attribution. Comme nous l'avons mentionné, le gouvernement québécois s'est doté, à la fin des années 1970, de nouveaux outils destinés à mieux soutenir les industries culturelles et à ne pas laisser le champ libre au fédéral. La situation des finances publiques l'empêchant de rivaliser avec le mécénat d'État offert par Ottawa, il mise sur une vision intégrant nationalisme économique et culturel qui prendra de l'importance avec le temps. Alors que le Québec doit faire sa marque dans une économie sous le signe de la mondialisation, on associe sans hésitation le développement culturel au développement économique. Après tout, la culture n'est-elle pas un produit exportable? En 1992, le gouvernement décide donc de faire participer les industries culturelles à la stratégie économique du Québec. Il crée à cette fin la SODEC pour rationaliser ses interventions et rend éligibles les industries culturelles à certains programmes à caractère strictement industriel. Aujourd'hui, les élus et les gestionnaires du soutien étatique parlent d'«économie de la culture», de succès commerciaux et de création d'emploi lorsqu'ils abordent les questions culturelles. Le gouvernement promeut une vision qui fait de la culture une «occasion d'affaires».

Parmi les interventions que nous avons étudiées, l'exemple le plus probant est sans contredit celui des sociétés d'État qui adoptent une approche industrielle du secteur culturel et, par leur nature même, font de la rentabilité, voire du profit, une nécessité. Comme elles s'autofinancent, elles doivent, comme tout investisseur, s'assurer qu'elles tireront un revenu minimum de leurs interventions. Le rapport entre le gouvernement et l'industrie de l'édition qui prévalait jusque-là est complètement modifié : d'une relation de soutien et de protection «gratuite», on passe à une relation d'affaires. Le gouvernement devient banquier et investisseur et peut même tirer profit de son action. À preuve, en 1995, la SODEC versait un dividende de 13 millions de dollars au

gouvernement⁴⁶⁹. Comme les sociétés d'État ont des ressources limitées, elles travaillent à promouvoir les industries culturelles auprès des investisseurs privés. D'autres types d'intervention adoptent la même logique, comme le Crédit d'impôt remboursable pour l'édition de livres. Il s'agit d'inciter les entreprises privées à se lancer dans des projets d'édition d'envergure à condition qu'elles participent à l'économie québécoise. Comme nous l'avons souligné, le Québec s'inspire de plus en plus du modèle de l'État-facilitateur en intervenant pour provoquer l'investissement privé se détournant ainsi de l'État-architecte, modèle issu des années 1960.

Les objectifs des interventions sont tout autant révélateurs des logiques qui s'installent. Toutes les interventions que nous avons analysées visent, plus ou moins directement, à élargir le marché des éditeurs, trop étroit au Québec. L'instauration de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre a pour but d'assurer des débouchés minimums à la production québécoise. L'aide à la diffusion, que ce soit par la promotion ou l'exportation, soutient les éditeurs dans le développement et l'exploration des marchés d'ici et d'ailleurs. Tôt dans les années 1980, les sociétés d'État, leviers économiques visant le développement des entreprises québécoises, orientent leur action vers les projets d'exportation. Même le Crédit d'impôt remboursable pour l'édition de livres vise une meilleure exploitation des marchés extérieurs en encourageant la traduction et la production d'ouvrages d'envergure pouvant intéresser une clientèle internationale.

Comme le souligne Luc Pinhas, dans le contexte actuel, l'objectif du gouvernement québécois est de «[...] préserver les industries culturelles nationales des appétits que manifestent leurs concurrents américains et français, lesquels disposent d'un marché domestique et, le plus souvent, de moyens économiques bien plus importants que les leurs.⁴⁷⁰» Pour ce faire, il mise sur l'élargissement des marchés et encourage la croissance d'entreprises capables de rivaliser avec les entreprises étrangères. L'objectif est

⁴⁶⁹ R. GIRARD. «La politique financière de la SODEC», *Sodexpress. Le Bulletin d'information électronique de la SODEC*, [Document PDF en ligne], vol. 4, n° 3, février 2004, p. 2-3, http://www.sodec.gouv.qc.ca/documents/sodexpress/sodexpress_v4_n3.pdf, (Page consultée le 20 mai 2009).

⁴⁷⁰ L. PINHAS. *Éditer dans l'espace francophone*, Paris, Alliance des éditeurs indépendants, 2005, p. 160.

clairement nommé dans les politiques des sociétés d'État ainsi que dans certains programmes de subvention comme PRODEX et SODEXPORT. Dans la foulée de la stratégie de développement des industries culturelles, annoncée en 1992, l'Aide à la Production - Marchés étrangers consacrait le changement. Il n'était plus question d'élargir la diffusion des ouvrages québécois, mais d'encourager l'expansion des entreprises.

Les conditions d'admissibilité et les modes d'attribution sont autant d'indices des logiques qui sous-tendent les interventions que nous avons étudiées. La prédominance de critères quantitatifs caractérise autant les programmes de subvention que les interventions de financement des sociétés d'État et illustre une forte tendance à valoriser les résultats économiques. Par exemple, la générosité des subventions pour le Régime universel d'aide à l'édition dépend bien plus des succès de ventes que du pourcentage associé au genre littéraire même si le programme a d'abord un objectif culturel. Pour stimuler la diffusion, on instaure des programmes où l'éditeur doit déboursier une portion des frais, la capacité financière des éditeurs et leur chiffre d'affaires deviennent donc des critères importants lorsque vient le temps d'accorder une subvention, surtout lorsque celle-ci peut atteindre 50 000 \$ comme dans le cas de SODEXPORT. Quand il s'agit d'aide remboursable, ces variables prennent encore plus d'importance et s'associent au potentiel de rentabilité et de succès commercial du projet. Enfin, dans le cas des sociétés d'État, c'est d'abord la diminution du niveau de risque qui guide le choix des projets à soutenir, parce qu'elles doivent garantir leurs investissements. Si le projet est accepté, les conditions de financement sont ajustées en fonction du risque et du potentiel de succès économique.

Pour obtenir du financement, les éditeurs doivent donc démontrer qu'ils tireront un revenu minimal de leurs activités. L'exercice est loin d'être évident dans les secteurs éditoriaux où l'on arrive difficilement à mesurer les possibilités de succès, comme l'édition littéraire. D'ailleurs, les sociétés d'État n'encouragent plus la régénération de ce secteur puisqu'à partir de 1988, elles écartent d'emblée les projets de création de nouvelles maisons d'édition pour miser sur les éditeurs qui ont fait leurs preuves.

Pourtant, comme l'ont montré Bertrand Legendre et Corinne Abensour⁴⁷¹, les nouveaux éditeurs jouent un rôle crucial dans le renouvellement de la filière en offrant une alternative aux grandes maisons où le travail éditorial se fonde presque exclusivement sur une relation marchande entre éditeur et auteur. Dans ce cas, la décision de la SODEC ne compromet-elle pas, jusqu'à un certain point, l'avenir du secteur?

La nouvelle approche qui guide les interventions du gouvernement à partir de 1978 a sans contredit été bénéfique pour les éditeurs. Comme nous l'avons montré, le domaine de l'édition s'est sensiblement développé et consolidé depuis 1978 et la situation actuelle n'est aucunement comparable à celle qui prévalait dans les années 1970. On peut donc affirmer que l'intervention du gouvernement québécois a bel et bien permis la croissance et la viabilité de l'édition québécoise. Il semble qu'au départ les éditeurs soient, pour la plupart, satisfaits du changement qui s'opère. Ce dernier survient au moment où émerge une nouvelle génération d'éditeurs, qui n'hésitent pas à parler en termes économiques et commerciaux. La présence des Jacques Fortin et Pierre Lespérance dans le Comité consultatif du livre ou à la Conférence socio-économique de 1978 a certainement joué en faveur des projets gouvernementaux. Toutefois, à partir des années 1990, les éditeurs vivent une situation économiquement plus difficile et des signes d'insatisfaction apparaissent dans leur discours. Leurs revendications mettent en lumière les points faibles des interventions et le clivage qu'elles ont entraîné. Des éditeurs plus favorisés sont parvenus à faire face aux transformations du marché alors que d'autres, moins avantagés, sont demeurés vulnérables⁴⁷². C'est le cas des éditeurs littéraires dont la situation ne s'améliore pas par la suite⁴⁷³. La réponse du gouvernement laisse présager qu'il n'a pas l'intention de changer ses méthodes et que les éditeurs plus fragiles ne verront probablement pas leur soutien amélioré, encore moins à la suite des compressions qui ont affecté tous les programmes en 2003.

⁴⁷¹ B. LEGENDRE et C. ABENSOUR. *Regards sur l'édition. Les nouveaux éditeurs (1988-2005)*, Coll. «Questions de Culture», volume II, Paris, Ministère de la culture et de la Communication, Département des études, de la prospective et des statistiques, 2007, 125 p.

⁴⁷² R. TURGEON. *La vulnérabilité des éditeurs de livres au Québec : analyse de la structure et de la performance du marché*, Montréal, École des hautes études commerciales, 1985, [Document non publié], f. 97-102.

⁴⁷³ ÉTUDE ÉCONOMIQUE CONSEIL. *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre*, Étude économique, Rapport final janvier 1993, p. 59.

À partir du milieu de la décennie 1990, la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre ne suffit plus à protéger le marché des librairies indépendantes, essentiel pour certains éditeurs, dont les éditeurs littéraires. Pour remédier à la situation, les éditeurs proposent l'instauration d'une réglementation sur le prix des livres. Mais, en 2000, le gouvernement refuse de légiférer et préfère ne pas agir en laissant libre cours au marché. Il choisit plutôt de suivre la tendance qui, dans le contexte économique actuel, favorise la concentration des entreprises. La solution qu'il préconise consiste notamment à participer, par l'intermédiaire de la SODEC, au financement de la fusion des chaînes de librairies Renaud-Bray, Champigny et Garneau. L'objectif est de doter le Québec d'une entreprise capable d'adopter des stratégies semblables aux grandes chaînes de librairies étrangères ou aux grandes surfaces. Cela revient à combattre le feu par le feu. Le gouvernement semble croire qu'en luttant à armes égales, les entreprises québécoises conserveront entre leurs mains une part du marché.

Nous avons évoqué des lacunes, ci-dessus, que nous avons soulignées à maintes occasions tout au long de notre étude. La première, d'ordre économique, concerne la modestie des budgets destinés aux programmes de subvention. Dans la plupart des cas, même les ajustements apportés au cours des années n'ont pas permis d'ajuster les fonds à la demande et à la hausse du coût de la vie. Indéniable chez ceux créés tôt dans la période, la tendance est plus difficile à cerner chez les autres à cause de leur existence éphémère ou de leur nouveauté. La comparaison des budgets avec ceux des programmes fédéraux montre également que le gouvernement provincial n'a jamais pu rivaliser avec son homologue fédéral. En 2004-2005, les programmes de subvention provinciaux que nous avons étudiés représentaient une aide globale de 2 976 225 \$ comparativement aux seules Subventions globales à l'édition du Conseil des Arts du Canada qui versaient 3 083 800 \$ aux éditeurs québécois⁴⁷⁴. Du côté du financement, le problème se pose d'une façon différente. Les restrictions budgétaires ont obligé les sociétés d'État à

⁴⁷⁴ CANADA, CONSEIL DES ARTS DU CANADA. «Ventilation des subventions 2004-2005», *Site du Conseil des Arts du Canada. Subventions du Conseil des Arts du Canada par programme et province/territoire (tableau)*, [Document PDF en ligne], http://www.canadacouncil.ca/NR/rdonlyres/46DD62D4-D2DB-450E-A33C-F2AC1E7ED5E1/0/grt0405_f.pdf, 11 mars 2004, (Document consulté le 16 avril 2007).

redoubler de prudence. Conçues au départ pour être proactives dans le développement, elles deviennent, progressivement, de simples institutions bancaires. Elles restreignent l'utilisation du capital de risque, augmentent le coût des outils qu'elles offrent et encouragent leur clientèle à faire affaires avec des institutions ou des investisseurs privés diminuant ainsi l'accessibilité de leur soutien pour les entreprises les moins performantes économiquement.

La seconde faiblesse se situe, à notre avis, au niveau de la répartition de l'aide financière gouvernementale. Même si nous n'avons pas analysé en détail les listes de bénéficiaires, à défaut de données précises, nous avons tenté de déterminer si des éditeurs ou des secteurs de l'édition pouvaient être favorisés pour chaque forme de soutien. Nous basons nos conclusions sur les indices que nous ont fournis les budgets, les critères d'admissibilité et les modes d'attribution. De façon générale, nous croyons que les éditeurs les plus performants commercialement et financièrement sont la plupart du temps avantagés par les interventions gouvernementales depuis la fin des années 1970. Par son mode d'attribution, le Régime universel d'aide à l'édition encourage l'adoption d'une logique de «bestsellerisation». Les programmes de subvention visant la diffusion s'orientent dans une plus large mesure vers l'exportation laissant peu de ressources pour le soutien aux éditeurs qui visent seulement le marché québécois, faute de moyens ou d'une production exportable. Le financement des entreprises, à cause de sa nature même, favorise des éditeurs capables d'assumer le remboursement des sommes obtenues à des taux et des conditions dont les exigences se durcissent. Résultat : les bénéficiaires doivent investir les capitaux reçus dans des activités minimalement rentables. Quant au Crédit d'impôt remboursable pour l'édition de livres, il est plus généreux pour les producteurs d'ouvrages coûteux à produire et encourage une stratégie basée sur les économies d'échelle, peu adéquate pour certains types de production. Par exemple, il est fort probable que des livres tels le *Dictionnaire visuel* des Éditions Québec Amérique rapportent à leur éditeur un crédit plus élevé qu'un roman écrit par un jeune auteur inconnu à qui on n'a versé aucun à valoir... Soulignons que la répartition des budgets entre les différentes formes de soutien avantage des programmes tels que SODEXPORT et le Crédit d'impôt remboursable pour l'édition de livre.

Dans un contexte où les ressources financières de l'État diminuent à cause, notamment, de la crise des finances publiques, notre analyse montre que le gouvernement choisit d'investir dans des interventions favorisant, à notre avis, certains éditeurs sans se soucier de mieux répartir son aide entre tous. Bref, on mise sur le cheval gagnant parce qu'il sert d'exemple et d'argument pour convaincre les décideurs et les investisseurs que la culture est rentable économiquement et mérite sa part du gâteau. Cela a certes eu des effets structurants sur l'industrie et favorisé le développement d'entreprises dont l'expertise est maintenant reconnue. Reste à savoir quels seront les effets sur le renouvellement de la filière du livre.

Toutefois, il faut garder en tête que, pour le secteur littéraire, le Conseil des arts du Canada vient contrebalancer l'action provinciale puisqu'il accorde une plus grande importance à la valeur littéraire qu'aux critères économiques ou industriels. En effet, les Subventions globales, mises en place en 1972, visent à aider les éditeurs canadiens «[...] à absorber les coûts de publication de titres canadiens de littérature générale qui contribuent de façon importante au développement de la littérature canadienne.⁴⁷⁵» L'évaluation des demandes revient à un jury de pairs qui s'appuie principalement sur des critères qualitatifs. D'ailleurs, les sommes versées aux éditeurs québécois dans le cadre de ce programme dépassent largement celles du Régime universel d'aide à l'édition. Mentionnons également qu'en 2003-2004, un volet des Subventions globales est réservé aux nouveaux éditeurs.

Nos constats nous ont poussée à poursuivre la réflexion et à revenir aux justifications qui servent d'assises aux interventions gouvernementales depuis 1978. Au début de la période, pour une première fois, un gouvernement fait de la culture un domaine prioritaire

⁴⁷⁵ CANADA, CONSEIL DES ARTS DU CANADA, SERVICE DES LETTRES ET DE L'ÉDITION. «Formulaire de demande et lignes directrices. Aide à l'édition de livres : subventions globales - aide annuelle», *Site internet du Conseil des arts du Canada. Aide à l'édition de livres : Subventions globales*, [Document PDF en ligne], 9 juillet 2009, <http://www.canadacouncil.ca/NR/rdonlyres/EE46EC4E-0C62-457F-AEC7-66A9CE31063F/0/WRG1aF808.pdf>, (Document consulté le 6 décembre 2009).

et du développement culturel, un outil pour la réalisation du projet national. Les industries culturelles doivent y jouer un rôle de premier plan. Plus tard, en 1992, la culture est de nouveau hissée au rang des priorités nationales et l'affirmation de l'identité culturelle constitue le premier axe de la Politique culturelle du Québec qui guide encore aujourd'hui l'intervention du gouvernement. On reconnaît que les milieux artistiques, dont les industries culturelles, jouent «[...] un rôle fondamental dans l'expression culturelle de la société.⁴⁷⁶» Si l'objectif, en soutenant l'industrie de l'édition, est de supporter l'expression d'une identité culturelle spécifique, la situation que nous avons décrite et analysée soulève certaines questions. Dans le contexte économique actuel, n'est-il pas risqué de laisser à des gestionnaires d'entreprises la mission de promouvoir la culture québécoise? En tout cas, la situation décrite par André Schiffrin dans *L'édition sans éditeurs*⁴⁷⁷ donne à réfléchir. En abolissant la frontière entre culture et économie et en comblant le fossé entre culture et industrie, ne risque-t-on pas de favoriser, au bout du compte, des choix éditoriaux plutôt basés sur la recherche de profit et, par ricochet, d'écarter l'originalité et l'innovation, plus risquées? La spécificité culturelle qu'il cherche à défendre n'en souffrirait-elle pas? En fait, ne faudrait-il pas se questionner sur le rôle de l'État? Si au départ, il tentait de réguler les rapports entre culture et économie, il contribue désormais à soumettre la culture à l'économie...

S'intéressant aux conséquences de l'industrialisation de la culture, Guy Bellavance affirme, dans l'article «Les artistes, le “star-système” et la nouvelle économie de la culture»⁴⁷⁸, que l'écart entre l'offre et la demande, causé par la production industrielle, est problématique à plusieurs égards. Dans ce contexte, peu d'artistes réussissent à percer. La demande se concentre alors sur des produits «réputés». Or, à cause du développement des techniques de diffusion et d'information, qui engendre des coûts d'information et d'apprentissage élevés, les consommateurs ont maintenant tendance à baser leur appréciation sur les critères les plus visibles de la qualité : les palmarès de ventes, la

⁴⁷⁶ QUÉBEC (PROVINCE), GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *La politique culturelle du Québec : Notre culture, notre avenir*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, [1992], p. 18.

⁴⁷⁷ A. SCHIFFRIN. *L'édition sans éditeurs*, Traduction de M. Luxembourg, [Paris], La Fabrique éditions, 1999, 94 p.

⁴⁷⁸ G. BELLAVANCE. «Les artistes, le “star-system” et la nouvelle économie culturelle», *Le Devoir*, 20 janvier 2007, p. 20-21, [Cahier spécial de l'INM].

notoriété et les records. Moins de place est laissée aux expériences nouvelles, marginales et beaucoup plus au «star-system», peu intégrateur, dans lequel il y a beaucoup de place pour les non-artistes. Selon Bellavance, la situation est inquiétante pour notre société encore peu sûre de son identité. Elle nuit à la diversité culturelle et freine l'innovation. Gabrielle Lachance avait cerné le problème dès 1984⁴⁷⁹ en identifiant les risques liés à la recherche de profit engendrée par l'industrialisation de la culture. Si la production de masse rend les produits culturels largement accessibles, elle provoque aussi la standardisation et l'uniformisation de la production, une menace pour la diversité culturelle et l'émergence de cultures spécifiques. Selon elle, la question est d'autant plus délicate au Québec à cause de l'intensité et de la rapidité des changements, tant économiques que sociaux, qui sont survenus lors de la Révolution tranquille. Pour elle, la jeunesse de la culture québécoise, la faiblesse des industries culturelles d'ici et la position minoritaire du Québec en Amérique le rendent vulnérable à la «déspécification» culturelle qu'entraîne l'industrialisation de la culture.

Ces réflexions soulignent en tout cas le risque que court un gouvernement à trop s'appuyer sur l'industrie culturelle pour promouvoir le développement culturel. Dans le cas du Québec, elles suscitent un questionnement puisqu'il s'agit justement d'une des principales assises de la politique culturelle. Qu'arrive-t-il lorsque l'intervention gouvernementale encourage l'industrialisation? En adoptant une telle stratégie, ne va-t-on pas à l'encontre de nos propres objectifs? Quelles en sont les conséquences? Les auteurs de l'ouvrage *Développement culturel et mondialisation de l'économie. Un enjeu démocratique*⁴⁸⁰ tentent d'y répondre. Ils y soulignent l'ambiguïté des objectifs des États démocratiques dans le soutien aux industries culturelles. Selon eux, si on a d'abord tenté d'équilibrer les logiques démocratiques (accessibilité aux livres dans notre cas) avec les logiques industrielles (comme l'aide à l'industrie de l'édition), la mondialisation des marchés, la consommation de masse et l'importance économique prise par les industries culturelles ont eu pour conséquence de pousser les États à s'occuper de leur avenir national. Ici entre en jeu une logique nationaliste qui incite parfois les États à appuyer le

⁴⁷⁹ G. LACHANCE. «La culture entre l'industrie et l'identité», [...] p. 85-96.

⁴⁸⁰ M. RABOY, et autres. *Développement culturel et mondialisation de l'économie. Un enjeu démocratique*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, 144 p.

développement de «champions nationaux» capable d'exporter l'identité nationale. Au dire des chercheurs, les industries culturelles auront tendance à justifier leurs demandes à l'État sous cet angle, mais protégeront d'abord leurs intérêts et, dans le contexte de la mondialisation, favoriseront la concentration du capital puisque leurs intérêts vont rarement de pair avec l'intérêt national. Le rapport entre les créateurs et leurs publics est réduit à sa simple expression marchande et à une exclusion des expériences artistiques qui ne peuvent s'insérer dans ce circuit. La création est alors vidée de son sens social, ce qui peut pousser l'État à se désengager. N'est-ce pas justement l'attitude du gouvernement Charest, en 2003, lorsqu'il diminue son soutien aux entreprises culturelles?

Ceci étant dit, sachant qu'au Québec plusieurs éditeurs dépendent de l'aide publique, on peut se demander si la ligne de conduite qu'a adoptée le gouvernement à travers ses interventions depuis 1978 risque, dans une certaine mesure, d'encourager des pratiques qui entrent en contradiction avec son objectif de promouvoir une identité culturelle distincte. À notre avis, le problème ne se situe pas au niveau du soutien comme tel, mais plutôt à celui de ses justifications et du rôle que joue en réalité le gouvernement. Nous ne croyons pas que des éditeurs soient davantage méritants que d'autres, mais plutôt que le soutien à l'édition du gouvernement québécois, tel qu'il se présente depuis une trentaine d'années, comporte des ambiguïtés qui laissent songeur quant aux objectifs et aux justifications de l'intervention. La voie empruntée semble risquée, surtout dans un contexte où la doctrine néolibérale inspire les actions gouvernementales.

Quoi qu'il en soit, le dossier sur l'édition indépendante au Québec, publié par le bimestriel *le libraire* en janvier 2007⁴⁸¹, révélait un malaise chez les éditeurs émergents quant au soutien gouvernemental. Rodney Saint-Éloi de la maison Mémoire d'encrier y avait s'adresser aux lecteurs et non aux organismes subventionnaires⁴⁸². Benoît Chaput, de L'Oie de cravan, affirmait, quant à lui, préférer «[...] faire de l'édition plutôt

⁴⁸¹ G. THIBAUT. «Les visages de l'autre édition», *le libraire*, janvier-février 2007, n° 38, p. 32-37.

⁴⁸² G. THIBAUT. «Les visages de l'autre édition», [...], p. 34.

qu'en vivre.⁴⁸³» Or on y soulignait que ces éditeurs reçoivent de plus en plus de manuscrits d'auteurs de la relève que les grandes maisons refusent, par peur du risque... Revenons-nous à une conception de l'édition s'approchant de celle de Pierre Tisseyre? La vision de ces éditeurs s'apparente probablement à celle de Tisseyre quant à la relation auteur/éditeur et la volonté de ne pas soumettre leur projet aux impératifs économiques. Toutefois, contrairement à leur prédécesseur, ils ne peuvent espérer en vivre justement parce que l'aide gouvernementale ne leur est pas favorable. Il n'en demeure pas moins qu'ils jouent un rôle essentiel dans le renouvellement de l'édition parce qu'ils se démarquent des grandes maisons d'édition. Pourtant, le gouvernement continue sur sa lancée. À preuve, en 2006, Québec injectait 2 millions de dollars destinés aux initiatives d'exportation des milieux culturels pour leur permettre de «[...] développer leur expertise en matière de mise en marché, d'élaboration de plans d'affaires et de planification financière internationale afin de faire face à la concurrence et aux exigences croissantes sur les marchés culturels internationaux.⁴⁸⁴» Tout ça dans le but de défendre et de promouvoir activement la diversité des expressions culturelles, «[...] essentielles au respect des fondements de l'identité des Québécois et des Québécoises.⁴⁸⁵» Reste à savoir qui en profitera le plus, de Quebecor Média ou des éditeurs émergents...

Le gouvernement québécois n'a certes pas réussi à trouver une formule qui lui permette de rivaliser avec Ottawa dans le soutien à l'édition. Le modèle qu'il a choisi, loin d'être parfait, remet en question les fondements mêmes de l'intervention publique. Nous avons voulu montrer, dans notre étude, que l'approche industrielle qu'a adoptée le gouvernement québécois depuis 1978 a entraîné des interventions relevant davantage d'une logique économique. Une tendance qui prévaut également au niveau fédéral comme l'a montré Sylvie Faure. Malgré la disproportion des budgets provinciaux et

⁴⁸³ G. THIBAUT. «Les visages de l'autre édition», [...], p. 36.

⁴⁸⁴ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *4,2 M\$ de plus pour promouvoir la culture et l'identité québécoises : communiqué de presse*, Québec, 24 mai 2006.

⁴⁸⁵ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *Le temps de lire, un art de vivre. Politique de la lecture et du livre*, Québec, Ministère de la Culture et des Communications, 1998, p. 107-110, 114.

fédéraux, ce constat nous paraît inquiétant. Même si le Québec s'inscrit dans le prolongement du fédéral, il ne lutte pas à armes égales et, à notre avis, gaspille une partie de ses énergies et de ses fonds. Au lieu d'essayer de jouer sur le même terrain, ne serait-il pas avantageux pour tous et, surtout, pour la vitalité du secteur du livre, d'aspirer à une complémentarité? Du moins, peut-on y rêver!

Évidemment, l'analyse des interventions dans le domaine de l'édition que nous avons proposée comporte ses limites. Notre étude couvrirait plusieurs années et un objet très vaste. Mais comme nous l'avons indiqué en introduction, nous voulions avoir une vue d'ensemble de la question. Nous avons dû écarter des aspects qui auraient sûrement apporté à notre étude un autre éclairage. Par exemple, nous avons passé sous silence d'importantes interventions parce qu'elles ne répondaient pas aux critères de sélection que nous avons posés au départ. L'exemption de la TVQ sur le livre est un bon exemple. La décision du gouvernement a été capitale pour l'industrie du livre, mais comme il s'agit d'une action indirecte, nous ne l'avons pas abordée. Cette non-intervention prive chaque année le gouvernement de milliers de dollars en recettes de taxes. Elle pose toutefois un problème d'évaluation. Comment en mesurer les effets? Peut-être qu'en comparant le marché québécois avec ceux de pays ayant choisi de taxer le livre on arriverait à des conclusions éclairantes. De plus, on pourrait vérifier quelle a été la conséquence de ce choix sur les autres formes d'intervention.

Un examen plus poussé des bénéficiaires de l'aide gouvernementale serait tout aussi intéressant. Il permettrait d'identifier précisément quels éditeurs sont, ou ne sont pas, avantagés par les interventions que nous avons étudiées. Une cartographie de l'intervention gouvernementale pourrait en être tirée et enrichirait grandement notre étude qui, à plusieurs points de vue, n'a fait que soulever cette question. Confrontée à l'évolution du champ éditorial et de la production québécoise, elle constituerait un outil d'analyse des plus riches pour ceux que l'histoire du livre intéresse. Par exemple, on pourrait vérifier qui sont les éditeurs ayant connu les années de «vache grasse» de l'intervention gouvernementale et comment ils se positionnent dans l'édition québécoise. Ont-ils influencé l'offre de livres? Occupent-ils une place dominante dans le marché du

livre? D'ailleurs, un inventaire des interventions destinées exclusivement aux éditeurs scolaires devrait préalablement être réalisé afin que le portrait soit complet. Il donnerait l'occasion d'examiner les tendances et les orientations propres à ce secteur que l'on pourrait comparer à celles identifiées dans notre étude. Bref, le programme que nous proposons requerrait plus d'une étude et plusieurs années de recherche, mais montre à quel point le sujet est riche. Somme toute, nous croyons avoir labouré un sol fertile qui ne demande qu'à être cultivé.

Annexe 1

Chronologie des politiques et des interventions du gouvernement québécois dans le domaine de l'édition de 1978 à 2004

Légende

L : Loi

PG : Programmes

F : Financement/Mesure fiscales

Date	Politiques	Interventions
1978	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Création du Service de la commercialisation du MAC ▪ Révision de la politique d'aide financière aux salons du livre ▪ La Politique québécoise du développement culturel (Livre blanc de Camille Laurin) ▪ États généraux du monde du livre ▪ Conférence socio-économique sur les industries culturelles ▪ Création de la Société de développement des industries culturelles (SODIC) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Aide à la promotion (PG) ▪ Aide à participation aux salons du livre (PG) ▪ Aide à l'exportation et à la distribution (PG)
1979	Plan quinquennal de développement des bibliothèques (Lancé en 1980)	Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L)
1981	Création du Conseil consultatif de la lecture et du livre (Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre)	Régime universel d'aide à l'édition (PG)
1982	La SODIC devient la Société de développement des entreprises de la culture et des communications (SODICC)	
	Abolition du Ministère d'État au développement culturel	
1983	Des actions culturelles pour aujourd'hui	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Aide à la coédition Québec-France (PG) ▪ Aide à la promotion - marché français (PG)

1984	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La lecture au Québec. Document d'orientation ▪ Le Plan Richard : Programme de développement quinquennal des bibliothèques centrales de prêts 	Aide à la coédition Québec-Communauté française de Belgique
1984		Révision de la politique financière de la SODICC (F)
1985	Élection des Libéraux	
1986	Coalition pour le 1%	Révision de la politique financière de la SODICC (F)
1987	Rapport de la Commission d'étude sur les bibliothèques (Sauvageau)	
1988	Les affaires culturelles : bilan, actions, avenir	Révision des programmes (PG)
	Création de la Société générale des industries culturelles (SOGIC)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Expositions collectives et missions (PG) ▪ PRODEX (PG)
1989		Aide à la coédition - Marchés francophones (PG)
1990	Coalition «Don't tax reading»	
	Exemption de la TVQ sur le livre	
	Étude sur le financement des arts et de la culture (Samson-Bélair/Deloitte et Touche)	
1991	Une politique de la culture et des arts (rapport Arpin)	Aide aux entreprises et organismes de diffusion (PG)
		Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L)
		Révision de la politique financière de la SOGIC (F)
1992	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La Politique culturelle du Québec ▪ Création du Ministère de la Culture et des Communications (MCC) ▪ Création du Conseil des arts et des lettres ▪ Stratégie de développement des industries culturelles ▪ Table sectorielle du livre et de l'édition spécialisée (Début des travaux : 1993) 	Aide à production – marchés étrangers (PG)

1994	Élection des péquistes	
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Création de la SODEC (Loi sanctionnée en 1994, entrée en fonction en 1995-1996) ▪ Création de la Commission du livre et de l'édition spécialisée (SODEC) 	
1996	Rapport final de l'évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre par le Conseil consultatif de la lecture et du livre	<ul style="list-style-type: none"> ▪ FICC (Fonds d'investissement de la culture et des communications) (F) ▪ Investissement du Fonds de solidarité de la FTQ dans Renaud-Bray, participation de la SODEC aux négociations (F)
		SODEXPORT (PG)
1997	Forum sur l'industrie du livre	
	Colloque sur l'avenir des bibliothèques publiques	
	Mission sur le prix unique en Europe, du 21 au 31 octobre	
1998	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sommet sur la lecture et le livre ▪ Politique de la lecture et du livre ▪ Groupe de travail sur la consolidation et la rentabilité des librairies 	Révision de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre : Décrets 350-98, 351-98, 352-98, 353-98 modifiant les règlements (L)
1999	Comité sur les pratiques commerciales dans le domaine du livre (Larose)	Aide à la traduction (PG)
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ FIDEC : Financière des entreprises culturelles (F) ▪ Investissement de 1,5 millions de la SODEC dans Renaud-Bray (F)
2000	Refus du gouvernement de légiférer sur le prix unique	Crédit d'impôt remboursable pour l'édition de livres (F)
2002	Bilan de la Politique de la lecture et du livre	
2003	Élection des libéraux	Coupures dans les programmes aux industries culturelles : Réduction du Crédit d'impôt remboursable pour l'édition de livres de 12,5%, tous les budgets de la SODEC sont réduits de 5%. (F/PG)

Annexe 2
Liste des mesures destinées à l'industrie du livre proposées par la politique de la lecture et du livre de 1998⁴⁸⁶

ASSURER LA DIVERSITÉ DE LA PRODUCTION LITTÉRAIRE

□ **Soutenir la création et l'édition littéraires**

Le gouvernement entend maintenir le soutien qu'il accorde aux maisons d'édition dans les domaines de la fiction (roman, conte, nouvelle, poésie et bande dessinée) et de la non-fiction (essai, livre d'art, etc.). Il maintiendra aussi les programmes de bourses aux écrivains pour les projets d'écriture dans le domaine de la fiction. De façon à harmoniser davantage ses interventions au regard de la création et de l'édition, il étendra le soutien à l'écriture aux œuvres de non-fiction visant l'exploration de la vie culturelle, artistique et littéraire (essai, anthologie, biographie, etc.). De plus, afin de s'assurer que l'aide accordée à l'édition touche les secteurs les plus à risque financièrement et contribue à la diversité de la production québécoise, la SODEC procédera à l'évaluation de ses programmes d'aide à l'édition tant au regard des règles d'admissibilité que des modalités d'attribution de l'aide financière. Le gouvernement examinera aussi la faisabilité d'un crédit d'impôt à l'édition.

□ **Augmenter le soutien aux périodiques culturels**

Afin que les périodiques culturels puissent jouer pleinement leur rôle de véhicule de réflexion et d'information sur l'actualité artistique et littéraire ou sur l'histoire et demeurer des supports essentiels au dynamisme de la littérature actuelle, notamment auprès des jeunes auteurs, le Conseil des arts et des lettres du Québec et le ministère de la Culture et des Communications augmenteront leur aide financière aux périodiques culturels.

□ **Favoriser la traduction d'œuvres littéraires québécoises**

Afin d'accroître le rayonnement de la littérature québécoise, la SODEC apportera son soutien aux projets de traduction d'auteurs québécois présentés par les maisons d'édition. Ce programme permettra la traduction d'écrivains francophones aussi bien que d'écrivains anglophones.

□ **Garantir la juste rémunération des auteurs et des éditeurs**

Le gouvernement s'assurera que l'ensemble des organismes gouvernementaux signent des ententes relativement à la reproduction d'œuvres imprimées protégées par le droit d'auteur avec la nouvelle Société de gestion collective des droits de reproduction (COPIBEC). Il étendra aussi les ententes déjà signées à l'ensemble des nouveaux supports de l'écrit. Le ministère de la Culture et des Communications maintiendra son soutien financier aux associations professionnelles qui travaillent actuellement en

⁴⁸⁶ QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *Le temps de lire, un art de vivre. Politique de la lecture et du livre*, Québec, Ministère de la Culture et des Communications, 1998, p. 107-110, 114.

concertation afin de mettre en place un mode de gestion relatif à la perception de ces droits d'auteur. La Bibliothèque nationale du Québec numérise déjà les œuvres du domaine public qu'elle détient. De même, la Grande Bibliothèque du Québec qui mise sur les nouvelles technologies pour assumer son mandat numérisera aussi des œuvres et les diffusera sur Internet. Le gouvernement s'assurera que ces deux institutions concluent avec COPIBEC les ententes qui leur permettront de numériser et de diffuser les œuvres qui ne sont pas encore du domaine public.

- Accorder une aide accrue à l'édition de livres adaptés pour les personnes handicapées

En complément de l'effort de coordination des organismes responsables de la production, le ministère de la Culture et des Communications, en collaboration avec le ministère de la Santé et des Services sociaux et l'Office des personnes handicapées du Québec, s'engage à bonifier l'aide accordée aux organismes du milieu dédiée à la production du livre adapté. Le ministère de la Culture et des Communications s'engage à étudier la faisabilité de conclure une entente générale qui faciliterait le transfert de fichiers sources pour la production de livres adaptés dans le respect de la Loi sur le droit d'auteur.

- Soutenir la production de matériel d'écriture simple pour les personnes faiblement alphabétisées

Afin de favoriser le développement d'habitudes de lecture chez les faibles lecteurs en leur assurant un accès plus large au matériel écrit adapté à leurs besoins, le ministère de la Culture et des Communications soutiendra l'édition du matériel en écriture simple destiné aux personnes faiblement alphabétisées. Les besoins particuliers des communautés culturelles, des nouveaux arrivants et des personnes handicapées seront notamment pris en compte.

- Favoriser le développement par les éditeurs d'outils communs de mise en marché

Le gouvernement appuiera l'accord de réciprocité de la BTLF avec la banque française Électre du Cercle de la librairie afin que celle-ci répertorie les titres québécois et, en contrepartie, que la Banque de titres en langue française (BTLF) répertorie l'ensemble des titres de langue française. La Société de développement des entreprises culturelles maintiendra le soutien aux initiatives des éditeurs pour qu'ils soient davantage présents dans les foires internationales et les missions commerciales. De la même façon, le marché québécois doit aussi être développé, notamment en régions éloignées. La SODEC soutiendra donc la mise sur pied d'outils communs de promotion par les éditeurs.

ASSURER LA PRÉSENCE DANS TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC DE LIBRAIRIES TRAVAILLANT À LA PROMOTION ET LA DIFFUSION DU LIVRE

- Instaurer un ensemble de mesures assurant la consolidation et la rentabilité des librairies

L'agrément des librairies sera maintenu, ainsi que l'obligation pour les clients institutionnels d'acheter dans les librairies agréées de leur région. Les exigences au regard de la qualité des services seraient toutefois augmentées et mieux contrôlées. Ainsi, la librairie agréée devra offrir 6 000 titres, dont 2 000 titres québécois, et posséder les

outils bibliographiques nécessaires au repérage des titres demandés. Il est résolu de former un groupe de travail ayant pour mandat de recommander des mesures aptes à assurer la consolidation et la rentabilité du réseau des librairies. Le groupe étudiera notamment la pertinence d'une modification de la réglementation, analysera l'ensemble des propositions soumises au Sommet à cet effet et fera des recommandations, étant entendu que les modifications envisagées doivent être applicables, qu'elles ne provoquent pas une augmentation du prix du livre et qu'elles aient un impact positif sur la diffusion du livre québécois.

□ Améliorer la qualité des services offerts par les librairies

Pour répondre aux exigences actuelles du travail en librairie, la Société de développement des entreprises culturelles soutiendra l'Association des libraires du Québec afin que celle-ci organise des séminaires de perfectionnement pour ses membres. De plus, le gouvernement examinera en concertation avec l'Association des libraires du Québec et le milieu du livre la possibilité qu'une formation sur les métiers du livre soit donnée au collégial ou à l'université. La SODEC mettra sur pied un programme afin d'accélérer et de compléter l'informatisation des librairies.

□ Soutenir la modernisation des librairies

Dans le but d'encourager les librairies à améliorer l'aménagement de leurs locaux, la Société de développement des entreprises culturelles facilitera l'accès aux programmes existants en matière de prêt ou d'aide remboursable, etc. De plus, cet organisme mettra à la disposition des librairies un programme de remboursement des intérêts.

□ Soutenir l'implantation d'une librairie virtuelle québécoise

Le ministère de la Culture et des Communications du Québec invite l'Association des libraires du Québec à créer une librairie virtuelle servant à la fois de vitrine promotionnelle pour le livre et de point de vente. Il soutiendra financièrement l'étude de faisabilité et la mise en place de cette librairie.

APPUYER L'INITIATIVE DU MILIEU DU LIVRE VISANT À CRÉER UN OBSERVATOIRE SUR LES GRANDES TENDANCES DE CETTE INDUSTRIE

Le gouvernement appuiera la création, par le milieu, d'une cellule de veille sur les tendances et les changements de l'industrie du livre. Le soutien gouvernemental consistera en une aide financière pour le démarrage et le fonctionnement, et il complétera la contribution du milieu du livre.

FAVORISER LA COLLABORATION ENTRE LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS DES MILIEUX DE LA LECTURE ET DU LIVRE AUTOUR D'ÉVÉNEMENTS POPULAIRES

□ Renforcer le mandat d'animation des salons du livre

Partant de l'organisation actuelle des salons du livre qui sont déjà bien implantés dans neuf régions du Québec, la Société de développement des entreprises culturelles soutiendra l'organisation d'activités d'animation hors du lieu même du salon. Concrètement, la SODEC s'engage à bonifier son aide aux salons du livre qui auront le

mandat de mettre sur pied un programme d'activités hors les murs tant dans les librairies que dans les bibliothèques, les écoles, etc. Les salons du livre, en étroite collaboration avec divers intervenants de leur milieu, devront établir cette programmation.

□ Soutenir les projets d'animation et de sensibilisation des associations régionales d'auteurs

Le Conseil des arts et des lettres du Québec accordera un soutien aux projets d'animation et de sensibilisation des publics à la littérature québécoise présentés par les associations régionales d'auteurs.

□ Soutenir la tenue de la Journée mondiale du livre

La Société de développement des entreprises culturelles s'engage à soutenir l'Association des éditeurs de livres pour la réalisation de la programmation des activités de la *Journée mondiale du livre*. Cette programmation dont la planification appelle l'ensemble des acteurs de la chaîne du livre rejoindra les citoyens de la majorité des régions du Québec.

Annexe 3
Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre et ses règlements

L.R.Q., chapitre D-8.1⁴⁸⁷

Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre

SECTION I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Interprétation:

1. Dans la présente loi et les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«contrôle»;

1° «contrôle»:

a) le droit de propriété direct ou indirect en tant que véritable propriétaire sur les titres d'une personne admissible à l'agrément ou la maîtrise sur ces titres, que ce soit une action, une obligation ou tout autre titre de créance;

b) le pouvoir de décision sur les titres d'une personne admissible à l'agrément;

c) un droit ou un pouvoir donnant à une personne, à ses ayants cause ou à une personne liée à celle-ci au sens de la Loi sur les impôts (chapitre I-3), la véritable propriété de la personne admissible, sa maîtrise ou le contrôle effectif de l'administration ou des activités, que ce droit ou ce pouvoir s'exerce par un contrat de gestion ou autrement;

«distributeur»;

2° «distributeur»: une personne, y compris un éditeur, un commissionnaire ou un autre intermédiaire, dont l'activité principale ou accessoire au Québec, à titre exclusif ou à quelque autre titre, est le commerce, la diffusion ou le transport de livres auprès d'une librairie ou d'un point de vente;

«éditeur»;

3° «éditeur»: une personne dont l'activité principale ou accessoire au Québec est le choix et la production d'un manuscrit ou d'un texte sous forme de livre, sa diffusion et sa mise en vente;

«libraire»;

4° «libraire»: une personne dont l'activité principale ou accessoire est la vente au public de livres au Québec;

«livre».

5° «livre»:

⁴⁸⁷ QUÉBEC (PROVINCE), ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC. «L.R.Q. , Chapitre D-8.1. Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre», *Site des Publications du Québec. Lois refondues (à jour au 1^{er} mai 2009) et des règlements (à jour au 5 mai 2009)*, [En ligne], 20 mai 2009, http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/D_8_1/D8_1.HTM, (Page consultée le 20 mai 2009).

- a) les publications non périodiques imprimées comptant au moins 48 pages de textes ou d'illustrations ou les deux, pages de couverture non comprises, assemblées par quelque procédé que ce soit;
- b) les publications non périodiques imprimées qui sont des recueils de poésie comptant au moins 32 pages de textes ou d'illustrations ou les deux, pages de couverture non comprises;
- c) les publications non périodiques imprimées, destinées aux enfants, comptant au moins 16 pages de textes ou d'illustrations, ou les deux, ou sous forme de bande dessinée avec ou sans texte, sous couverture brochée ou cartonnée;
- d) les publications non périodiques imprimées, présentées sous forme de bande dessinée pour adultes, d'au moins 16 pages, avec textes, sous couverture brochée ou cartonnée;
- e) les publications non périodiques imprimées, traitant uniquement de musique, brochées ou cartonnées, ainsi que les méthodes instrumentales ou les partitions musicales, quel que soit le nombre de pages;
- f) les publications en série, soit les publications conformes à l'un des paragraphes a à e comprenant plusieurs parties ou des volumes publiés successivement sous un titre commun durant une période indéterminée mais non nécessairement à intervalles réguliers; mais à l'exclusion du manuel scolaire.

1979, c. 68, a. 1; 1999, c. 40, a. 106.

Aide financière.

2. L'aide financière que peut accorder, suivant la loi, le gouvernement, un de ses ministères, organismes ou un mandataire de l'État à une personne faisant commerce dans le domaine de l'édition, de la distribution ou de la librairie ne peut être accordée qu'à des personnes titulaires d'un agrément délivré en vertu de la présente loi ou qui y sont admissibles.

1979, c. 68, a. 2; 1999, c. 40, a. 106.

Acquisition de livres.

3. Toute acquisition de livres pour le compte d'un ministère du gouvernement, de l'un de ses organismes ou un mandataire de l'État ou pour le compte d'un organisme mentionné à l'annexe doit, pour être valide, être faite auprès d'un libraire qui est titulaire d'un agrément délivré en vertu de la présente loi.

Procédure.

Cette acquisition doit être faite conformément à la procédure, aux conditions, normes et barèmes déterminés par règlement du gouvernement. Les libraires agréés sont tenus de se conformer à ce règlement.

Loi non applicable.

La Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1) ne s'applique pas à une acquisition de livres effectuée conformément à la présente loi.

1979, c. 68, a. 3; 1999, c. 40, a. 106; 2006, c. 29, a. 34.

Titulaire d'un agrément.

4. Nul ne peut utiliser le titre d'éditeur agréé, de distributeur agréé ou de libraire agréé ni associer l'agrément à une entreprise ou à un établissement s'il n'est titulaire d'un agrément délivré en vertu de la présente loi.

1979, c. 68, a. 4.

Distributeur de livres.

5. Toute personne qui fait la distribution de livres au Québec doit, aux fins de calcul de leur prix de vente, se conformer aux remises et tabelles déterminées par règlement du gouvernement.

1979, c. 68, a. 5.

SECTION II

CONSEIL CONSULTATIF DE LA LECTURE ET DU LIVRE

Constitution.

6. Un conseil consultatif de la lecture et du livre est institué.

Composition.

Le conseil est composé d'au plus 16 membres dont un président.

Nomination.

Après consultation des principaux groupes, associations et organismes représentatifs des milieux des auteurs, des consommateurs et des entreprises dans le domaine du livre, le ministre nomme au plus 12 de ces membres dont le président.

Désignation.

Quatre autres membres sont des fonctionnaires désignés de la façon suivante:

1° un par le ministre de la Culture et des Communications;

2° deux par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport;

3° un par le ministre responsable de l'application de la Loi sur le Centre de services partagés du Québec (chapitre C-8.1.1).

Restriction.

Les membres visés au quatrième alinéa prennent part aux délibérations, mais n'ont pas le droit de vote.

1979, c. 68, a. 6; 1985, c. 21, a. 29; 1988, c. 41, a. 88; 1992, c. 65, a. 43; 1993, c. 51, a. 32; 1994, c. 14, a. 34; 1994, c. 16, a. 50; 1994, c. 18, a. 36; 2005, c. 28, a. 195; 2005, c. 7, a. 65.

Durée du mandat.

7. Les membres sont nommés pour au plus trois ans.

Fonction continuée.

Ils demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Vacance.

Toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre est comblée pour la durée non écoulée du mandat de ce membre en suivant le mode de nomination ou de désignation prévu.

Remplacement du président.

Au cas d'absence ou d'empêchement du président, le ministre désigne le membre qui le remplace .
1979, c. 68, a. 7; 1999, c. 40, a. 106.

Fonctions.

8. Le conseil a pour fonctions de donner son avis et de soumettre des recommandations au ministre, à la demande de ce dernier ou de sa propre initiative, sur toute question relative à la lecture, au livre et à l'application de la présente loi et des règlements.

Projets de règlement.

Le ministre soumet à l'avis du conseil les projets de règlement visés dans la présente loi.

Pouvoirs.

Le conseil peut, dans l'exercice de ses fonctions:

- 1° solliciter des opinions, recevoir et entendre les requêtes et suggestions des individus et groupes sur toute question concernant les projets de règlement, la lecture et le livre;
- 2° faire effectuer les études et les recherches jugées utiles ou nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.

Avis du conseil.

Le ministre dépose l'avis du conseil concernant les projets de règlement devant l'Assemblée nationale dans les 30 jours de sa réception, si elle est en session, sinon le dépôt se fait dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.

1979, c. 68, a. 8.

Personnel.

9. Le secrétaire et les autres membres du personnel du conseil sont nommés suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1).

1979, c. 68, a. 9; 1983, c. 55, a. 161; 2000, c. 8, a. 242.

Conflit d'intérêt.

10. Un membre du conseil ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, prendre part à toute délibération et à toute décision sur une question relative à une entreprise dans laquelle il a un intérêt personnel.

1979, c. 68, a. 10.

Règlement du conseil.

11. Le conseil peut par règlement:

- a) pourvoir à sa régie interne;
- b) former des comités, en déterminer la composition et déléguer à ces comités l'exercice des fonctions que la présente loi lui attribue.

Approbation.

Tout règlement visé dans le premier alinéa entre en vigueur dès son approbation par le ministre.

1979, c. 68, a. 11.

Authenticité du procès-verbal.

12. Les procès-verbaux des réunions du conseil et de ses comités certifiés conformes par le président ou le secrétaire sont authentiques. Il en est de même d'un document ou d'une copie qui émane du conseil lorsqu'il est signé par le président ou le secrétaire.

1979, c. 68, a. 12.

Rapport du conseil.

13. Le conseil doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, remettre au ministre un rapport de ses activités pour son exercice financier précédent. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut exiger.

Dépôt devant l'Assemblée nationale.

Le ministre dépose ce rapport devant l'Assemblée nationale si elle est en session, sinon le dépôt se fait dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

1979, c. 68, a. 13.

Rémunération.

14. Les membres du conseil ne sont pas rémunérés. Toutefois, les membres du conseil et de ses comités qui ne sont pas des membres du personnel de la fonction publique ou d'un organisme dont le gouvernement nomme les membres ont droit au remboursement des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions ou de recevoir une allocation de présence déterminée par règlement du gouvernement.

1979, c. 68, a. 14.

SECTION III

DÉLIVRANCE DE L'AGRÈMENT

Admissibilité.

15. Est admissible à l'agrément toute personne qui exerce au Québec, pour son propre compte, des activités d'éditeur, de distributeur ou de libraire conformément aux normes et conditions déterminées par règlement du gouvernement.

1979, c. 68, a. 15.

Personne admissible.

16. Une personne physique est admissible à l'agrément si elle est de citoyenneté canadienne et domiciliée au Québec.

1979, c. 68, a. 16; 1983, c. 54, a. 37.

Personne morale à fonds social admissible.

16.1. Une personne morale à fonds social est admissible à l'agrément si toutes les actions de son fonds social sont la propriété de personnes de citoyenneté canadienne domiciliées au Québec et si tous ses administrateurs et dirigeants sont des citoyens canadiens domiciliés au Québec.

1983, c. 54, a. 37; 1999, c. 40, a. 106.

Principal établissement au Québec.

16.2. Malgré l'article 16.1, une personne morale à fonds social dont les actions de son fonds social sont cotées à une bourse canadienne, est admissible à l'agrément si, aux fins de l'exploitation de ses activités, son principal établissement est situé au Québec.

1983, c. 54, a. 37; 1999, c. 40, a. 106.

«principal établissement».

16.3. Aux fins de l'article 16.2, le «principal établissement» est l'endroit où se situe le centre de décision et où s'exerce la direction véritable de l'entreprise.

Présomption.

Le principal établissement d'une personne morale est présumé situé hors du Québec:

1° lorsque la majorité des membres du conseil d'administration ne sont pas domiciliés au Québec; ou

2° lorsque la personne morale est contrôlée en fait ou en droit par une ou plusieurs personnes physiques qui ne sont pas domiciliées au Québec, ou par une ou plusieurs personnes morales dont le principal établissement est situé hors du Québec.

1983, c. 54, a. 37; 1999, c. 40, a. 106.

Personne morale sans fonds social.

16.4. Une personne morale sans fonds social est admissible à l'agrément si tous ses membres sont des citoyens canadiens domiciliés au Québec.

1983, c. 54, a. 37; 1999, c. 40, a. 106.

Refus du ministre.

16.5. Le ministre peut refuser l'agrément à une personne morale s'il est d'avis qu'elle est l'objet d'un contrôle direct ou indirect par une ou plusieurs personnes qui ne sont pas admissibles à l'agrément.

1983, c. 54, a. 37.

Personne morale.

16.6. Si les actions du fonds social de la personne qui demande l'agrément sont détenues par une personne morale, celle-ci doit être admissible à l'agrément conformément aux articles 16.1 à 16.5.

1983, c. 54, a. 37.

Demande.

17. La personne admissible qui sollicite un agrément doit transmettre sa demande au ministre de la Culture et des Communications sur la formule que ce dernier fournit, dans les délais et avec les renseignements et les documents déterminés par règlement du gouvernement.

1979, c. 68, a. 17; 1992, c. 65, a. 43; 1994, c. 14, a. 34.

Avis du conseil.

18. Le ministre doit, avant de décider d'une demande d'agrément, prendre l'avis du conseil. La demande d'avis est présentée par le fonctionnaire membre du conseil désigné par le ministre.

Renseignements confidentiels.

Le conseil n'a pas accès aux renseignements confidentiels soumis avec la demande d'agrément et il doit s'en reporter à ce sujet au rapport du fonctionnaire visé dans le premier alinéa.

1979, c. 68, a. 18.

Refus.

19. Le ministre peut refuser de délivrer un agrément à une personne admissible qui:

a) au cours des cinq dernières années, a fait l'objet d'une cession de biens, d'une proposition ou d'un jugement de faillite à titre personnel, d'actionnaire majoritaire, de dirigeant ou d'administrateur d'une personne morale ou d'une société;

b) au cours des trois dernières années, a été déclarée coupable soit d'une infraction à la présente loi ou aux règlements, soit d'un acte criminel punissable par voie de mise en accusation ayant un lien avec l'emploi de libraire et pour lequel elle n'a pas obtenu le pardon.

1979, c. 68, a. 19; 1986, c. 95, a. 129; 1999, c. 40, a. 106.

Conditions de délivrance.

20. Le ministre peut assujettir la délivrance d'un agrément aux conditions déterminées par règlement du gouvernement.

1979, c. 68, a. 20.

Durée.

21. L'agrément délivré par le ministre demeure en vigueur tant que le titulaire se conforme à la présente loi et aux règlements.

Durée.

Le ministre peut toutefois délivrer un agrément pour une période déterminée ou à titre provisoire lorsqu'il le juge nécessaire ou exiger, dans les cas déterminés par règlement du gouvernement, une nouvelle demande d'agrément.

1979, c. 68, a. 21.

Changement de résidence.

22. Le titulaire d'un agrément doit, au préalable, informer par écrit le ministre de tout changement de résidence, de toute aliénation d'actifs ou d'actions ou de toute opération ayant pour effet de le rendre non admissible à l'agrément.

1979, c. 68, a. 22.

SECTION IV

ANNULATION OU SUSPENSION DE L'AGREMENT

Annulation ou suspension.

23. Le ministre peut annuler ou suspendre un agrément si le titulaire:

- a) contrevient de façon continue et répétée à la présente loi ou aux règlements;
- b) a cessé de répondre aux conditions, exigences, normes ou qualités requises pour la délivrance d'un agrément ou attachées à l'agrément et ce, de façon continue ou répétée;
- c) fait une fausse déclaration, fournit de faux renseignements, commet quelque fraude ou malversation lorsqu'il demande ou utilise l'aide du gouvernement visée dans l'article 2.

1979, c. 68, a. 23; 1997, c. 43, a. 220.

Obligations du ministre.

24. Le ministre doit, avant de décider de l'annulation ou de la suspension de l'agrément, prendre l'avis du Conseil, notifier par écrit à la personne concernée le préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative (chapitre J-3) et lui accorder un délai d'au moins 10 jours pour présenter ses observations.

1979, c. 68, a. 24; 1997, c. 43, a. 221.

Décision.

25. Une copie certifiée conforme de la décision motivée du ministre doit être transmise par courrier recommandé ou certifié à la personne en cause.

1979, c. 68, a. 25.

SECTION V

RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

1988, c. 21, a. 66; 1997, c. 43, a. 222.

Contestation.

26. Toute personne dont la demande d'agrément est refusée ou dont l'agrément est annulé ou suspendu peut contester la décision du ministre devant le Tribunal administratif du Québec dans les 30 jours de sa notification.

a) (paragraphe abrogé);

b) (paragraphe abrogé).

1979, c. 68, a. 26; 1988, c. 21, a. 66; 1997, c. 43, a. 223.

27. (Abrogé).

1979, c. 68, a. 27; 1988, c. 21, a. 66; 1997, c. 43, a. 224.

28. (Abrogé).

1979, c. 68, a. 28; 1997, c. 43, a. 224.

29. (Abrogé).

1979, c. 68, a. 29; 1997, c. 43, a. 224.

30. (Abrogé).

1979, c. 68, a. 30; 1997, c. 43, a. 224.

SECTION VI

ADMINISTRATION

Délégation de pouvoirs.

31. Le ministre peut déléguer, par écrit et dans la mesure qu'il indique, les pouvoirs que lui confère la présente loi et les règlements, à toute personne désignée par le gouvernement.

Avis au conseil.

Le ministre donne avis au conseil de tout acte de délégation émis en vertu du premier alinéa.

1979, c. 68, a. 31.

Application de la loi.

32. Le ministre désigne des personnes en vue de surveiller l'application de la présente loi et des règlements.

Inspection.

Il peut autoriser ces personnes à:

a) pénétrer aux heures normales de bureau, en présence d'un employé ou de la personne responsable, dans tout établissement, bureau ou local d'un éditeur, d'un distributeur, d'un libraire, d'une institution ou d'un organisme soumis à la présente loi ou aux règlements, et faire l'examen des livres de comptes, rapports, registres ou autres documents pertinents;

b) exiger de toute personne qui en a la garde, le contrôle ou l'accès, tout renseignement relatif à l'application de la présente loi ou des règlements de même que la production de tout document s'y rapportant.

1979, c. 68, a. 32; 1999, c. 40, a. 106.

Entrave.

33. Nul ne doit entraver, de quelque façon que ce soit, dans l'exercice de ses fonctions une personne visée dans l'article 32, la tromper par réticence ou fausse déclaration ou refuser de lui fournir un document ou un renseignement qu'elle a droit d'obtenir en vertu de la présente loi ou d'un règlement.

1979, c. 68, a. 33.

Immunité.

34. Une personne désignée par le ministre en vertu de l'article 32 ne peut être poursuivie en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

1979, c. 68, a. 34.

Identification.

35. Une personne désignée par le ministre à exercer les fonctions prévues par la présente loi ou les règlements doit, si elle en est requise, exhiber la désignation qu'elle détient à cette fin.

1979, c. 68, a. 35.

36. (Abrogé).

1979, c. 68, a. 36; 1987, c. 68, a. 72.

Renseignement au ministre.

37. Un ministère, un organisme et un mandataire de l'État et tout organisme visé à l'annexe doivent, sur demande du ministre, lui fournir tout renseignement nécessaire à l'application et à l'exécution de la présente loi et des règlements.

Exception.

Toutefois le premier alinéa ne s'applique pas à un renseignement obtenu dans l'application d'une loi fiscale au sens de la Loi sur le ministère du Revenu (chapitre M-31).

1979, c. 68, a. 37; 1999, c. 40, a. 106.

SECTION VII

RÉGLEMENTATION

Réglementation.

38. En outre des autres pouvoirs prévus par la présente loi, le gouvernement peut, par règlement, sur la recommandation du ministre qui prend l'avis du conseil:

1° définir ce que la présente loi entend par manuel scolaire, remise et tabelles;

2° déterminer la forme et la teneur des documents que doivent transmettre ceux qui demandent l'agrément;

3° déterminer les activités, occupations ou professions incompatibles avec celles qu'exerce la personne admissible à l'agrément;

4° dispenser une catégorie de personnes, d'entreprises ou d'activités de l'application totale ou partielle de la présente loi et des règlements;

5° établir des régions et, le cas échéant, prescrire aux fins de l'application de la présente loi et des règlements, des normes, conditions et modalités pour chacune d'elles.

1979, c. 68, a. 38.

Publication d'un règlement.

39. Le gouvernement doit publier à la Gazette officielle du Québec le projet d'un règlement avec avis qu'il sera adopté à l'expiration d'un délai de trente jours.

Entrée en vigueur.

Un règlement entre en vigueur le jour de la publication à la Gazette officielle du Québec d'un avis signalant qu'il a été adopté par le gouvernement ou, en cas de modification par ce dernier, de son texte définitif ou à une date ultérieure fixée dans l'avis ou dans le texte définitif.

1979, c. 68, a. 39.

SECTION VIII

DISPOSITIONS PÉNALES

1992, c. 61, a. 261.

Infraction.

40. Est coupable d'une infraction la personne qui:

a) contrevient à la présente loi ou à un règlement;

b) fait une fausse déclaration lors d'une demande ou d'un transfert d'agrément ou dans un document ou un renseignement requis par le ministre en vertu de la présente loi ou d'un règlement;

c) achète ou vend ou offre d'acheter ou de vendre un bien ou un service visé dans la présente loi ou un règlement de façon non conforme à la présente loi ou au règlement.

1979, c. 68, a. 40.

Administrateur réputé partie à l'infraction.

41. Lorsqu'une personne morale, association, société, institution ou organisme assujetti à la présente loi ou à un règlement commet une infraction, un administrateur, un membre, un associé, un employé, un fonctionnaire ou un représentant de cette personne morale, association, société, institution ou organisme qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti ou participé est réputé partie à l'infraction et est passible de la même peine que celle prévue pour celui qui l'a commise.

1979, c. 68, a. 41; 1999, c. 40, a. 106.

Infraction et peine.

42. Toute personne déclarée coupable d'une infraction à une disposition de la présente loi ou d'un règlement est passible:

a) d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 1 000 \$ pour une première infraction et d'une amende d'au moins 400 \$ et d'au plus 2 000 \$ pour toute récidive, lorsqu'une personne autre que celle visée au paragraphe b commet l'infraction;

b) d'une amende minimale trois fois plus élevée et d'une amende maximale six fois plus élevée que celles qui sont prévues par le paragraphe a lorsqu'une personne morale, association, société, institution ou organisme commet l'infraction.

1979, c. 68, a. 42; 1990, c. 4, a. 384; 1999, c. 40, a. 106.

43. (Abrogé).

1979, c. 68, a. 43; 1990, c. 4, a. 385; 1992, c. 61, a. 262.

SECTION IX

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

44. (Omis).

1979, c. 68, a. 44.

Règlement en vigueur.

45. Un règlement ou arrêté adopté en vertu de la Loi sur l'agrément des libraires (chapitre A-11) demeure en vigueur dans la mesure où il est conforme aux dispositions de la présente loi et des règlements, jusqu'à ce qu'il soit abrogé, modifié ou remplacé par un règlement adopté en vertu de la présente loi.

1979, c. 68, a. 45.

Certificat d'agrément.

46. Tout certificat d'agrément délivré en vertu de la Loi sur l'agrément des libraires demeure en vigueur jusqu'au 31 octobre 1980 ou, si une demande d'agrément a été remplie, jusqu'à ce que le ministre délivre ou refuse de délivrer un agrément en vertu de la présente loi, à moins que le certificat ne soit suspendu ou annulé en vertu de la section IV de la Loi sur l'agrément des libraires.

1979, c. 68, a. 46.

Interprétation.

47. Dans une loi, une proclamation, un arrêté en conseil, un contrat ou un document, un renvoi à la Loi sur l'agrément des libraires est réputé un renvoi à la présente loi.

1979, c. 68, a. 47; 1999, c. 40, a. 106.

Conseil consultatif de la lecture et du livre.

48. Le conseil consultatif de la lecture et du livre succède au comité consultatif visé dans l'article 3 de la Loi sur l'agrément des libraires.

1979, c. 68, a. 48.

49. (Modification intégrée au c. M-20, aa. 4.1-4.3).

1979, c. 68, a. 49.

Sommes nécessaires.

50. Les sommes nécessaires à l'application de la présente loi sont prises, pour les exercices financiers 1979-1980 et 1980-1981, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les exercices financiers subséquents, à même les sommes accordées annuellement à cette fin par la Législature.

1979, c. 68, a. 50.

Disposition applicable.

51. La procédure établie en vertu du deuxième alinéa de l'article 3 s'applique à un organisme mentionné à l'annexe malgré toute disposition inconciliable d'une loi qui le régit.

1979, c. 68, a. 51.

Ministre responsable.

52. Le ministre de la Culture et des Communications est chargé de l'application de la présente loi.

1979, c. 68, a. 52; 1992, c. 65, a. 43; 1994, c. 14, a. 34.

Les fonctions et responsabilités du ministre de la Culture et des Communications prévues à la présente loi sont confiées à la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine. Décret 1159-2008 du 18 décembre 2008, (2009) 141 G.O. 2, 42.

53. (Omis).

1979, c. 68, a. 53.

54. (Cet article a cessé d'avoir effet le 17 avril 1987).

1982, c. 21, a. 1; R.-U., 1982, c. 11, ann. B, ptie I, a. 33.

ANNEXE

a) Les municipalités et les communautés métropolitaines ainsi que les organismes relevant de leur autorité;

b) les commissions scolaires ainsi que tout organisme relevant de leur autorité, quelle que soit la loi qui les régit;

c) les collèges d'enseignement général et professionnel;

d) les établissements assujettis à la Loi sur l'enseignement privé (chapitre E-9.1);

e) les bibliothèques publiques et les centres régionaux de services aux bibliothèques publiques visées dans la Loi sur le ministère de la Culture et des Communications (chapitre M-17.1);

f) les établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) ou par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5).

1979, c. 68, annexe; 1990, c. 85, a. 122; 1992, c. 21, a. 152; 1992, c. 65, a. 30; 1992, c. 68, a. 156, a. 157; 1994, c. 14, a. 34; 1994, c. 23, a. 23; 1996, c. 2, a. 642; 2000, c. 56, a. 218.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois et des règlements (chapitre R-3), le chapitre 68 des lois de 1979, tel qu'en vigueur le 31 décembre 1981, à l'exception de l'article 53, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre D-8.1 des Lois refondues.

c. D-8.1, r.3⁴⁸⁸**Règlement sur l'agrément des éditeurs au Québec****Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre****(L.R.Q., c. D-8.1, a. 15, 17, 20 et 38)**

SECTION I

APPLICATION

1. Le présent règlement ne s'applique pas aux ministères, organismes et mandataires du gouvernement ni aux organismes mentionnés à l'annexe de la Loi. Sont également exclues de son application des personnes morales et les sociétés dans lesquelles des actions, des parts ou des éléments d'actif sont détenus par ces ministères et organismes.

Ce règlement ne s'applique pas non plus aux éditeurs de périodiques qui, dans ce cas, demeurent admissibles à l'aide financière du gouvernement sans être titulaires de l'agrément ou sans y être admissibles.

R.R.Q., 1981, c. D-8.1, r. 3, a. 1; D. 351-98, a. 1.

SECTION II

ADMISSIBILITÉ À L'AGRÉMENT

2. En outre de ce que stipulent les articles 15 et 16 de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L.R.Q., c. D-8.1), une personne qui exerce au Québec, pour son propre compte, des activités d'éditeur doit, si elle désire être agréée, se conformer aux normes et aux conditions suivantes:

- 1° avoir son siège ou son principal établissement au Québec;
- 2° être immatriculée auprès du registraire des entreprises dans le cas d'une société;
- 3° être constituée soit en vertu des lois du Canada, soit en vertu des lois du Québec, dans le cas d'une personne morale, d'une compagnie, d'une association coopérative, d'une caisse d'épargne et de crédit ou d'une caisse d'entraide économique;
- 4° faire la preuve et certifier que les personnes qui contrôlent ou qui sont propriétaires des actions privilégiées, des débentures, des obligations ou de toute créance permettant le contrôle effectif de la maison d'édition sont des personnes admissibles à l'agrément conformément aux articles 15 et 16 de la Loi; cette preuve n'est cependant pas requise lorsqu'il s'agit d'une créance détenue par une banque à charte canadienne ou par une institution inscrite auprès de l'Autorité des marchés financiers si cette créance n'est pas garantie ou si elle l'est par une personne visée aux articles 15 et 16 de la Loi;
- 5° à l'exception des titres publiés à compte d'auteur et des documents officiels d'un gouvernement ou d'une organisation internationale dans tous les cas, au cours de l'exercice financier précédant la demande de l'agrément:

⁴⁸⁸ QUÉBEC (PROVINCE), ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC. «D-8.1, r.3. Règlement sur l'agrément des éditeurs au Québec», *Site des Publications du Québec. Lois refondues (à jour au 1^{er} mai 2009) et des règlements (à jour au 5 mai 2009)*, [En ligne], 20 mai 2009, http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/D_8_1/D8_1R3.HTM, (Page consultée le 20 mai 2009).

- a) avoir publié au moins 5 titres d'auteurs québécois ou posséder un inventaire d'au moins 15 titres d'auteurs québécois, ou
- b) dans le cas d'une maison d'édition d'art, avoir publié au moins 3 titres d'auteurs québécois ou posséder un inventaire d'au moins 5 titres d'auteurs québécois, ou
- c) dans le cas d'une maison d'édition existant depuis moins de 3 ans, avoir publié au moins 5 titres d'auteurs québécois ou posséder un inventaire d'au moins 8 titres d'auteurs québécois;
- 6° être à jour dans l'acquittement des droits dus à chacun des auteurs de livres déjà publiés, conformément au contrat qui lie l'auteur à l'éditeur et sous réserve de l'article 5;
- 7° produire les états financiers du dernier exercice financier;
- 8° indiquer les maisons d'édition dont elle assume elle-même la distribution exclusive.

Pour l'application du paragraphe 5 du premier alinéa, les titres publiés doivent être d'au moins 3 auteurs différents pour les titres visés aux sous-paragraphe a et c et d'au moins 2 auteurs différents pour les titres visés au sous-paragraphe b.

R.R.Q., 1981, c. D-8.1, r. 3, a. 2; D. 2798-84, a. 1; D. 351-98, a. 2.

3. La personne visée à l'article 2 qui distribue elle-même sa production est tenue de fournir les librairies agréées et ce, selon les dispositions de la Loi et des règlements et les conditions usuelles du commerce.

R.R.Q., 1981, c. D-8.1, r. 3, a. 3.

4. La personne visée à l'article 2 doit fournir, lors de sa demande et annuellement par la suite, une déclaration assermentée dans laquelle elle s'engage à se conformer intégralement et en tout temps à la Loi et aux règlements et certifie qu'elle répond aux exigences du présent règlement.

R.R.Q., 1981, c. D-8.1, r. 3, a. 4.

SECTION III

DÉLIVRANCE DE L'AGRÈMENT

5. La personne qui sollicite un agrément ou le titulaire d'un agrément qui n'est pas à jour dans l'acquittement de ses droits dus aux auteurs ne devient pas de ce fait inadmissible à l'agrément ou à l'aide financière du gouvernement s'il s'engage, lors de sa demande d'agrément ou d'aide financière à payer en priorité et sans délai, à même ses propres avoirs ou disponibilités, les droits dus aux auteurs, à moins d'une entente convenue avec le ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine sur les modalités de versement de ces droits.

R.R.Q., 1981, c. D-8.1, r. 3, a. 5.

SECTION IV

MAINTIEN DE L'AGRÈMENT

6. Le titulaire d'un agrément doit n'être partie à aucune collusion, n'exercer aucune pression indue ni trafic d'influence et éviter tout conflit d'intérêt dans ses relations avec une institution ou un organisme mentionné à l'article 3 et à l'annexe de la Loi, ses administrateurs, ses mandataires ou ses représentants.

R.R.Q., 1981, c. D-8.1, r. 3, a. 6.

7. L'agrément est incessible et ne peut être transféré sans l'autorisation du ministre.

Si le titulaire d'un agrément fait faillite et que le syndic de faillite décide de continuer les activités du titulaire et en avise le ministre, l'agrément est maintenu et le syndic est alors soumis à toutes les obligations imposées par la Loi et les règlements.

R.R.Q., 1981, c. D-8.1, r. 3, a. 7.

8. Un agrément délivré pour une période déterminée ou à titre provisoire qui est expiré continue d'être en vigueur si une demande de prolongation, de renouvellement ou à titre permanent est transmise au ministre, sur la formule fournie par ce dernier, au moins 1 mois avant l'expiration de l'agrément déjà délivré.

R.R.Q., 1981, c. D-8.1, r. 3, a. 8.

9. Le titulaire d'un agrément doit sans délai aviser par écrit le ministre de la cessation, de la fermeture ou de la faillite de la maison d'édition.

R.R.Q., 1981, c. D-8.1, r. 3, a. 9.

10. En plus de se conformer en tout temps à la Loi et au présent règlement, le titulaire d'un agrément doit chaque année, au plus tard 6 mois après la fin de chaque exercice financier, sans avis ni demande à cette fin, préparer, attester et remettre au ministre un rapport détaillé se rapportant aux activités du dernier exercice financier et contenant correctement énoncés les renseignements et détails suivants:

1° le nom et l'adresse du siège ou du principal établissement de la maison d'édition;

2° les nom, adresse et citoyenneté du propriétaire ou des personnes qui sont propriétaires ou qui contrôlent la maison d'édition ainsi que la proportion de leurs droits de propriété ou de leur contrôle;

3° les nom, adresse et citoyenneté des personnes visées au paragraphe 4 de l'article 2 ainsi que la nature et la valeur de leurs titres de propriété ou titres de créance dans la maison d'édition;

4° les nom, adresse et citoyenneté des personnes visées à l'article 16.4 de la Loi ainsi que des administrateurs et dirigeants de la maison d'édition;

5° le nombre d'actions ou de parts et leur description, le capital versé et payé;

6° la liste des actionnaires ainsi que leur adresse;

7° les états financiers de la maison d'édition;

8° l'état des ventes;

9° les titres publiés, réédités et réimprimés et le tirage par titre;

10° le total des droits dus et le total des droits versés aux auteurs depuis le dernier rapport sur tous les titres inscrits au catalogue de la maison d'édition.

Ce rapport annuel doit être attesté par la signature du propriétaire ou de 2 administrateurs de la maison d'édition.

Une modification importante au rapport annuel ou à l'une des conditions ou exigences mentionnées à l'article 2 survenant au cours de l'exercice financier doit être notifiée sans délai par écrit au ministre.

R.R.Q., 1981, c. D-8.1, r. 3, a. 10.

SECTION V

DISPOSITION FINALE

11. Un document, rapport ou renseignement exigé en vertu du paragraphe 7 de l'article 2 et de l'article 10 peut être remplacé par un autre document officiel certifié conforme qui comporte au moins les informations requises par le présent règlement.

R.R.Q., 1981, c. D-8.1, r. 3, a. 11.

R.R.Q., 1981, c. D-8.1, r. 3

D. 2798-84, 1985 G.O. 2, 153

D. 351-98, 1998 G.O. 2, 1894

Annexe 4

Recommandations du Conseil consultatif de la lecture et du livre⁴⁸⁹

LA PROPRIÉTÉ DES ENTREPRISES

- Maintien de la propriété québécoise à 100 %

LES TAUX DE REMISES

- Maintien de la remise [40 %]

LE LIVRE TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE

- Élargissement du créneau «livres techniques et scientifiques» à partir d'une définition englobant les sciences humaines et pouvant se formuler ainsi : Ouvrages dont le contenu, présentant les éléments d'une science ou d'une technique, a pour objet la transmission de connaissances requises pour la formation et l'exercice d'un métier ou d'une profession;
- Maintien de la remise de base obligatoire de 30 % pour les ouvrages répondant strictement à la définition et relevant de l'une des disciplines mentionnées en annexe;
- Libéralisation à la hausse des remises pour tout ouvrage ne répondant pas à la définition retenue.

LA QUALITÉ DU SERVICE DANS LES LIBRAIRIES

Le nombre de titres exigibles

[Aucune recommandation]

Le nombre de titres québécois exigibles

- Augmenter à 1500 le nombre de titres québécois exigibles pour l'agrément d'une librairie.

MANUELS SCOLAIRES : LES CAHIERS D'EXERCICES

- Maintien d'un écart minimal de 10 % entre le prix proposé aux commissions scolaires et le prix proposé aux librairies.

LES CLIENTÈLES INSTITUTIONNELLES

- Libéralisation de certaines conditions de vente libraires-acheteurs institutionnels (escomptes de caisse, pratique du prix plancher, soldes, etc.)

LES BIBLIOTHÈQUES UNIVERSITAIRES

- Évaluer auprès des bibliothèques universitaires la faisabilité et l'impact de la seconde hypothèse : L'assujettissement des bibliothèques universitaires pour tous les livres édités au Québec, ainsi que pour les livres étrangers distribués en exclusivité au Québec.

⁴⁸⁹ Sauf pour le texte entre crochet, nous avons retranscrit intégralement les recommandations publiées dans QUÉBEC (PROVINCE), CONSEIL CONSULTATIF DE LA LECTURE ET DU LIVRE. *Rapport d'activités 1993-1994*, Québec, Ministère de la Culture et des communications, p. 9-12.

L'APPLICATION DE LA LOI
[Aucune recommandation]

LE RÔLE DU CONSEIL CONSULTATIF DE LA LECTURE ET DU LIVRE

- ❑ Que le Conseil consultatif de la lecture et du livre soit tenu régulièrement informé des agréments délivrés par le Ministère et soit consulté sur tous les cas qui font problème;
- ❑ Que le Conseil consultatif de la lecture et du livre soit consulté avant la formation de toute société d'État ayant une incidence sur le milieu du livre.

Annexe 5
Décrets numéro 350-98, 351-98, 352-98 et 353-98⁴⁹⁰

-
- ⁴⁹⁰ QUÉBEC (PROVINCE), GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. «Décret 350-98, 25 mars 1998», *Gazette Officielle*, [En ligne], 130^e année, n° 15, 8 avril 1998, p. 1893-1894, <http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=1998F%2F29686.PDF>, (Page consultée le 20 avril 2009).
- QUÉBEC (PROVINCE), GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. «Décret 351-98, 25 mars 1998», *Gazette Officielle*, [En ligne], 130^e année, n° 15, 8 avril 1998, p. 1894-1895, <http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=1998F%2F29687.PDF>, (Page consultée le 20 avril 2009).
- QUÉBEC (PROVINCE), GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. «Décret 352-98, 25 mars 1998», *Gazette Officielle*, [En ligne], 130^e année, n° 15, 8 avril 1998, p. 1895-1897, <http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=1998F%2F29688.PDF>, (Page consultée le 20 avril 2009).
- QUÉBEC (PROVINCE), GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. «Décret 353-98, 25 mars 1998», *Gazette Officielle*, [En ligne], 130^e année, n° 15, 8 avril 1998, p. 1898, <http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=1998F%2F29689.PDF>, (Page consultée le 20 avril 2009).

Règlements et autres actes

Gouvernement du Québec

Décret 350-98, 25 mars 1998

Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre
(L.R.Q., c. D-8.1)

Agrément des distributeurs au Québec et mode de calcul du prix de vente — Modifications

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur l'agrément des distributeurs au Québec et le mode de calcul du prix de vente

ATTENDU QU'en vertu de l'article 15 de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L.R.Q., c. D-8.1), le gouvernement peut, par règlement, déterminer les normes et conditions d'admissibilité à l'agrément de toute personne qui exerce au Québec des activités de distributeur.

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes 2° et 4° de l'article 38 de cette loi, le gouvernement peut également déterminer, par règlement, la forme et la teneur des documents que doivent transmettre ceux qui demandent l'agrément et dispenser une catégorie de personnes, d'entreprises ou d'activités de l'application totale ou partielle de la loi et des règlements;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet de Règlement modifiant le Règlement sur l'agrément des distributeurs au Québec et le mode de calcul du prix de vente a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec*, du 24 décembre 1997, à la page 7683, avec un avis suivant lequel il serait soumis au gouvernement pour adoption à l'expiration d'un délai de quarante-cinq (45) jours après cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications:

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur l'agrément des distributeurs au Québec et le mode de calcul du prix de vente, annexé au présent décret, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

Règlement modifiant le Règlement sur l'agrément des distributeurs au Québec et le mode de calcul du prix de vente *

Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre
(L.R.Q., c. D-8.1, a. 15 et 38, par. 2° et 4°)

1. L'article 3 du Règlement sur l'agrément des distributeurs au Québec et le mode de calcul du prix de vente est remplacé par le suivant:

« 3. Le présent règlement ne s'applique pas, eu égard à l'agrément, aux ministères, organismes et mandataires du gouvernement ainsi qu'aux organismes mentionnés à l'annexe de la Loi. Cette exclusion est également applicable aux personnes morales et sociétés dans lesquelles des actions, des parts ou des éléments d'actif sont détenus par ces ministères ou organismes.

De plus, le règlement ne s'applique pas, eu égard à l'agrément, à un éditeur visé dans le Règlement sur l'agrément des éditeurs au Québec (R.R.Q., 1981, c. D-8.1, r.3) qui distribue lui-même sa production si, dans ce cas, l'éditeur agréé se conforme intégralement et en tout temps aux exigences prévues par le présent règlement et le Règlement sur l'acquisition de livres par certaines personnes dans les librairies agréées (R.R.Q., 1981, c. D-8.1, r.1).

Toutefois, le présent règlement s'applique à l'éditeur lorsqu'il distribue en plus de sa production celle d'un autre éditeur. »

2. L'intitulé de la Section V du règlement est remplacé par le suivant:

« DÉTERMINATION DU PRIX DE VENTE ».

3. L'annexe B du règlement est remplacée par la suivante:

* Les dernières modifications apportées au Règlement sur l'agrément des distributeurs au Québec et le mode de calcul du prix de vente (R.R.Q., 1981, c. D-8.1, r.2) ont été apportées par le règlement édicté par le décret 832-92 du 10 juin 1992 (1992, G.O. 2, 3995). Pour les modifications antérieures, voir le « Tableau des modifications et index sommaire », Éditeur officiel du Québec, 1997, à jour au 1^{er} septembre 1997.

« ANNEXE B

(a. 16)

REMISES

Le distributeur doit accorder à une librairie agréée les remises minimales suivantes:

CATÉGORIES DE LIVRES

1. Tout livre non mentionné à la catégorie 2 40 %

2. Dictionnaires, encyclopédies, livres de droit ou de médecine, ouvrages présentant les éléments d'une science ou d'une technique, incluant les sciences humaines, dont la forme et la présentation en font un instrument didactique 30 %».

4. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

29686

Gouvernement du Québec

Décret 351-98, 25 mars 1998

Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre
(L.R.Q., c. D-8.1)

Agrément des éditeurs au Québec
— Modifications

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur l'agrément des éditeurs au Québec

ATTENDU QU'en vertu de l'article 15 de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L.R.Q., c. D-8.1), le gouvernement peut, par règlement, déterminer les normes et conditions d'admissibilité à l'agrément de toute personne qui exerce au Québec des activités d'éditeur:

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes 2^o et 4^o de l'article 38 de cette loi, le gouvernement peut également déterminer, par règlement, la forme et la teneur des documents que doivent transmettre ceux qui demandent l'agrément et dispenser une catégorie de personnes, d'entreprises ou d'activités de l'application totale ou partielle de la loi et des règlements:

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet de Règlement modifiant le Règlement sur l'agrément des éditeurs au Québec, a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec*, du 24 décembre 1997, à la page 7685, avec avis qu'il serait soumis au gouvernement pour adoption à l'expiration d'un délai de quarante-cinq (45) jours après cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification:

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications:

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur l'agrément des éditeurs, annexé au présent décret, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

Règlement modifiant le Règlement sur
l'agrément des éditeurs au Québec

Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre
(L.R.Q., c. D-8.1, a. 15 et 38, par. 2^o et 4^o)

1. L'article 1 du Règlement sur l'agrément des éditeurs au Québec est remplacé par le suivant:

« 1. Le présent règlement ne s'applique pas aux ministères, organismes et mandataires du gouvernement ni aux organismes mentionnés à l'annexe de la loi. Sont également exclues de son application les personnes morales et les sociétés dans lesquelles des actions, des parts ou des éléments d'actif sont détenus par ces ministères et organismes.

Ce règlement ne s'applique pas non plus aux éditeurs de périodiques qui, dans ce cas, demeurent admissibles à l'aide financière du gouvernement sans être titulaires de l'agrément ou sans y être admissibles. ».

2. L'article 2 du règlement est modifié par l'addition, après le premier alinéa, du suivant:

* Les seules modifications au Règlement sur l'agrément des éditeurs au Québec (R.R.Q., 1981, c. D-8.1, r.3) ont été apportées par le règlement édicté par le décret 2798-84 du 19 décembre 1984 (1985, G.O. 2, 133).

«Pour l'application du paragraphe 5° du premier alinéa, les titres publiés doivent être d'au moins 3 auteurs différents pour les titres visés aux sous-paragraphe a et c et d'au moins 2 auteurs différents pour les titres visés au sous-paragraphe b.»

3. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

29657

Gouvernement du Québec

Décret 352-98, 25 mars 1998

Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre
(L.R.Q., c. D-8.1)

Agrément des libraires
— Modifications

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur l'agrément des libraires

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3 de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L.R.Q., c. D-8.1), toute acquisition de livres pour le compte d'un ministère du gouvernement de l'un de ses organismes ou mandataires, doit être effectuée auprès d'une librairie qui est titulaire d'un agrément et que cette acquisition doit être faite conformément à la procédure, aux conditions, normes et barèmes déterminés par règlement du gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 15 de cette loi, le gouvernement peut, par règlement, déterminer les normes et conditions d'admissibilité à l'agrément pour toute personne qui exerce au Québec des activités de librairie;

ATTENDU QUE les paragraphes 1° et 2° de l'article 38 de cette loi prévoient que le gouvernement peut, par règlement, définir manuel scolaire, remise et tablette ainsi que déterminer la forme et la teneur des documents que doivent transmettre ceux qui demandent l'agrément;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet de Règlement modifiant le Règlement sur l'agrément des libraires a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec*, du 24 décembre 1997, à la page 7686, avec un avis à l'effet qu'il serait soumis au gouvernement pour adoption à l'expiration d'un délai de quarante-cinq (45) jours après cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement avec modifications;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications:

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur l'agrément des libraires, annexé au présent décret, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHÈLE CARPENTIER

Règlement modifiant le Règlement sur l'agrément des libraires *

Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre
(L.R.Q., c. D-8.1, a. 3, 15, 17, 20 et 38, par. 1° et 2°)

1. L'article 1 du Règlement sur l'agrément des libraires est remplacé par le suivant:

«1. Aux fins de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L.R.Q., c. D-8.1) et des règlements adoptés en vue de son application, on entend par:

«manuel scolaire»: tout document imprimé conçu pour atteindre les objectifs des programmes d'études de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire incluant le matériel complémentaire et les cahiers d'exercices; les dictionnaires usuels utilisés pour ces niveaux d'enseignement sont en outre inclus.»

2. L'article 4 du règlement est modifié:

1° par le remplacement, dans le paragraphe 6° du premier alinéa, de «200 000 \$ ou pour au moins 30 %» par «300 000 \$ ou pour au moins 50 %»;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 7°, de «100 000 \$ ou pour au moins 30 %» par «150 000 \$ ou pour au moins 50 %»;

3° par l'addition, à la fin du paragraphe 11°, des mots «ou avoir accès dans l'établissement à cet équipement».

* Les dernières modifications au Règlement sur l'agrément des libraires (R.R.Q., 1981, c. D-8.1, r.4) ont été apportées par le règlement édicté par le décret 2798-84 du 19 décembre 1984 (1985, G.O. 2, 153). Pour les modifications antérieures, voir le «Tableau des modifications et Index sommaire», Éditeur officiel, 1997, à jour le 1^{er} septembre 1997.

3. L'article 5 du règlement est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de «sauf si elle est titulaire d'un agrément délivré en vertu du présent règlement pour un autre établissement.».

4. L'article 6 du règlement est modifié par le remplacement du paragraphe 8° par le suivant:

«8° maintenir, pour l'ensemble de la librairie, quelle que soit la date où elle est devenue titulaire d'un agrément, un stock d'au moins six mille titres différents de livres comprenant au moins deux mille titres différents de livres publiés au Québec et quatre mille titres différents de livres publiés ailleurs, repartis en catégories dont les noms et les nombres minima pour chacune d'elles sont indiqués à l'annexe B. Pour atteindre le total de deux mille titres différents de livres publiés au Québec et de quatre mille titres différents de livres publiés ailleurs, selon le cas, la personne ajoute aux nombres minima de titres différents de livres indiqués à l'annexe B le nombre de titres différents de livres complémentaires nécessaires dans la catégorie de son choix.».

5. L'article 8 du règlement est modifié par le remplacement du paragraphe 1° du deuxième alinéa par le suivant:

«1° posséder en tout temps un nombre de titres représentatif de l'ensemble des titres publiés dans cette discipline:».

6. L'article 19 du règlement est modifié par l'addition, après le paragraphe 8° du premier alinéa, du suivant:

«9° une preuve d'abonnement aux équipements bibliographiques visés à l'annexe A.».

7. L'annexe A du règlement est modifiée:

1° par le remplacement de l'article 1 par le suivant:

«1) L'équipement bibliographique suivant ou un équipement bibliographique comportant l'information correspondante à celle qui s'y retrouve est obligatoire pour la librairie agréée de langue française:

1° Bibliographie du Québec. Bibliothèque nationale du Québec;

2° Livres d'ici;

3° Livres disponibles, Electre (Autres et Titres);

4° Livres de France ou Livres Hebdo;

5° Répertoire des livres au format de poche;

6° Les livres disponibles canadiens de langue française (Bibliodata).

Cet équipement bibliographique peut être détenu sur support papier ou accessible sur support électronique, optique, magnétique, magneto-optique ou sur une micro-forme.».

2° par la suppression de l'article 3.

8. L'annexe B du règlement est remplacée par la suivante:

« ANNEXE B (a. 6)

RÉPARTITION DE L'INVENTAIRE DES STOCKS DE TITRES DIFFÉRENTS DE LIVRES PAR CATÉGORIES ET INDICATION DES NOMBRES MINIMA DE TITRES DIFFÉRENTS DE LIVRES POUR CHAQUE CATÉGORIE

Catégories	Nombre minimum 6 000	
	Titres publiés au Québec	Titres publiés ailleurs
Catégories	2 000	4 000
1. Oeuvres d'imagination		
Cette catégorie comprend roman, conte, nouvelle, pièce de théâtre, poésie, humour, critique et essais littéraires.	500	800
2. Beaux arts		
Cette catégorie comprend livres d'art, histoire de l'art, architecture et urbanisme, art populaire, musique et spectacles, danse, cinéma.	50	75
3. Sciences humaines et sociales		
Cette catégorie comprend philosophie, psychologie, ésotérisme, religion, sociologie, politique, anthropologie, ethnologie, économie, finances, droit, pédagogie, géographie, reportages, histoire, biographies, mémoires, linguistique.	200	300
4. Encyclopédies et dictionnaires		
Cette catégorie comprend encyclopédies générales, dictionnaires, atlas.	15	50

Catégories	Nombre minimum 6 000	
	Titres publiés au Québec	Titres publiés ailleurs
5. Livres scientifiques et techniques	2 000	4 000
Cette catégorie comprend tout dictionnaire, encyclopédie, livre de droit ou de médecine, ouvrage présentant les éléments d'une science ou d'une technique, incluant les sciences humaines, pour la forme et la présentation en font un instrument didactique dans les sujets suivants: mathématiques, physique, chimie, astronomie, sciences de la terre, paléontologie, sciences de la vie, botanique, zoologie, médecine, génie, sciences appliquées, agriculture, économie domestique, gestion et autres.	100	125
6. Vulgarisation scientifique	100	200
7. Littérature de jeunesse	300	450
Cette catégorie comprend: oeuvres de création littéraire, albums illustrés, documentaires, bandes dessinées.		
	1 265	2 000

9. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*, à l'exception de l'article 4 qui entrera en vigueur le 9 avril 1999.

29688

Gouvernement du Québec

Décret 353-98, 25 mars 1998

Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre
(L.R.Q., c. D-8.1)

Application de l'article 2 de la loi
— Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur l'application de l'article 2 de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 4^o de l'article 38 de la Loi sur le développement des entreprises

québécoises dans le domaine du livre (L.R.Q., c. D-8.1), le gouvernement peut, par règlement, dispenser une catégorie de personnes, d'entreprises ou d'activités de l'application totale ou partielle de la loi et des règlements;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet de Règlement modifiant le Règlement sur l'application de l'article 2 de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec*, du 24 décembre 1997, à la page 7688, avec un avis suivant lequel il serait soumis au gouvernement pour adoption à l'expiration d'un délai de quarante-cinq (45) jours après cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications:

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur l'application de l'article 2 de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, annexé au présent décret, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

Règlement modifiant le Règlement sur l'application de l'article 2 de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre*

Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre
(L.R.Q., c. D-8.1, a. 38, par. 4^o)

1. Le paragraphe 1^o de l'article 1 de l'annexe A du Règlement sur l'application de l'article 2 de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre est remplacé par le suivant:

« 1^o l'aide financière accordée par un ministère, un organisme ou un mandataire du gouvernement, dans les domaines de l'édition, de la distribution ou de la librairie, pour le démarrage d'une entreprise ou pour son implantation à l'extérieur du Québec; ».

* Le Règlement sur l'application de l'article 2 de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (R.R.Q., 1981, c. D-8.1, r.5) n'a pas été modifié depuis sa refonte.

2. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

29689

Gouvernement du Québec

Décret 359-98, 25 mars 1998

Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail (1997, c. 63)

Signature de certains documents

CONCERNANT la signature de certains documents du ministère de l'Emploi et de la Solidarité

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 52 de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail (1997, c. 63), aucun acte, document ou écrit n'engage le ministre, ni ne peut lui être attribué, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre ou par un membre du personnel du ministère ou par un titulaire d'un emploi, mais dans le cas de ces deux derniers uniquement dans la mesure déterminée par le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du troisième alinéa de l'article 52 de cette loi, un membre du personnel d'un organisme est, dans la mesure où il est affecté à l'administration d'un programme que le ministre a délégué par entente à cet organisme, assimilé à un membre du personnel du ministère aux fins du deuxième alinéa;

ATTENDU QU'en vertu d'une telle entente, la Ville de Montréal administre sur son territoire des programmes de sécurité du revenu;

ATTENDU QUE la gestion du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail a été confiée à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité en vertu de l'article 12 de la Loi instituant le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail (1997, c. 28);

ATTENDU QUE les activités du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail constituent, aux fins de l'application de la Loi sur la sécurité du revenu (L.R.Q., c. S-3.1.1), des mesures désignées;

ATTENDU QU'il y a lieu de remplacer le Règlement sur la signature de certains documents du ministère de la Sécurité du revenu, édicté par le décret 1428-94 du

7 septembre 1994, et le décret 1338-97 du 15 octobre 1997 concernant la signature de certains documents relatifs au Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail, afin de répondre aux nouvelles réalités administratives du ministère;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité:

QUE soient édictées les modalités de signature de certains documents du ministère de l'Emploi et de la Solidarité annexées au présent décret;

QUE ces modalités entrent en vigueur le 1^{er} avril 1998;

QUE le présent décret remplace, à compter du 1^{er} avril 1998, le Règlement sur la signature de certains documents du ministère de la Sécurité du revenu, édicté par le décret 1428-94 du 7 septembre 1994, et le décret 1338-97 du 15 octobre 1997 concernant la signature de certains documents relatifs au Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

ANNEXE

MODALITÉS DE SIGNATURE DE CERTAINS DOCUMENTS DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ

1. Sous réserve des autres conditions de validité qui peuvent être prescrites par la loi, tout document signé conformément aux autorisations données ci-après par les membres du personnel du ministère de l'Emploi et de la Solidarité et, dans la mesure prévue aux articles 23 et 24 par ceux de la ville de Montréal, et qui sont titulaires des fonctions ci-après énumérées ou, le cas échéant, par des personnes autorisées à exercer ces fonctions à titre provisoire, engage le ministre de l'Emploi et de la Solidarité comme s'il avait été signé par le ministre lui-même.

2. Le sous-ministre associé d'Emploi-Québec et un sous-ministre adjoint sont autorisés à signer, pour les unités administratives relevant de leur juridiction:

1^o les contrats d'approvisionnement;

2^o les contrats de services, à l'exception de ceux reliés aux interventions de développement de la main-d'œuvre;

Annexe 6
Recommandations du Groupe de travail sur la consolidation et la rentabilité des
librairies⁴⁹¹

Que les ressources humaines et financières adéquates soient immédiatement attribuées au ministère de la Culture et des Communications afin de lui permettre de faire appliquer très rigoureusement la Loi D.8-1 (51), et de garantir le respect des règles de l'agrément par tous les intervenants.

Que des mesures utiles soient mises en place rapidement afin que l'ensemble du milieu du livre (auteurs-éditeurs-distributeurs-libraires-bibliothécaires) soit informé des obligations et des pratiques commerciales découlant de la Loi D.8-1 (51) et en vigueur au sein de l'industrie. En ce qui concerne les éditeurs, toute l'information pertinente devrait leur être transmise par écrit lors de toute demande de dépôt légal auprès de la Bibliothèque Nationale du Québec.

Que le ministère de la Culture et des Communications fasse les représentations utiles auprès du ministère de la Solidarité sociale (Emploi Québec) afin de modifier le règlement du 1 % consacré à la formation de la main-d'œuvre, afin que le livre soit plus largement admis dans les dépenses reconnues dans le cadre de ce règlement.

⁴⁹¹ Tirées de GROUPE DE TRAVAIL SUR LA CONSOLIDATION ET LA RENTABILITÉ DES LIBRAIRIES. *Rapport du Groupe de travail sur la consolidation et la rentabilité des librairies*, [Québec], [Le Groupe], avril 1999, p. 37.

Annexe 7
Recommandations du Comité sur les pratiques commerciales
dans le domaine du livre⁴⁹²

Que le ministère de la Culture et des Communications prenne sans délai les dispositions nécessaires pour assurer, dans toutes les régions du Québec, le respect rigoureux de la Loi 51, notamment par une vérification annuelle de son application auprès des libraires, des éditeurs, des distributeurs et des acheteurs institutionnels qui lui sont assujettis.

Que le gouvernement du Québec modifie la Loi 51 dans le domaine du livre pour que les services offerts aux collectivités par les librairies agréées soient effectués sur place, dans leur région respective.

Que le gouvernement du Québec modifie la Loi 51 pour qu'elle intègre les universités sous sa juridiction, et qu'elle oblige les bibliothèques des cégeps et des universités à s'approvisionner auprès des librairies agréées de leur région respective.

Que l'Association nationale des éditeurs de livres et l'Association des libraires du Québec conviennent d'un protocole d'entente visant la fixation d'un taux de remise équitable pour les librairies agréées qui traitent le matériel scolaire des niveaux primaire et secondaire.

Que la ministre de la Culture et des Communications resserre le contrôle sur les taux de remise des ouvrages techniques, scientifiques et didactiques admissibles aux taux de remise de 30 %; et qu'à cet égard, l'établissement d'un outil de référence soit évalué.

Que l'Association des distributeurs exclusifs de livres en langue française, l'Association des libraires du Québec, l'Association nationale des éditeurs de livres du Québec, la Fédération québécoise des coopératives en milieu scolaire conviennent d'un accord interprofessionnel pour s'assurer que les réglementations relatives aux ouvrages techniques, scientifiques et didactiques aux niveaux collégial et universitaire, y compris les notes de cours, soient respectées par l'ensemble des fournisseurs.

Que le gouvernement du Québec modifie la Loi 51 pour qu'elle accorde l'agrément aux librairies qui font au moins 200 000\$ et 50 % de leur chiffre d'affaires dans la vente de livres.

Que la ministre de la Culture et des Communications modifie les critères d'agrément des librairies en y incluant l'obligation d'abonnement, au moins en interrogation, à la BTLF.

⁴⁹² Tirées de COMITÉ SUR LES PRATIQUES COMMERCIALES DANS LE DOMAINE DU LIVRE.
Rapport du Comité sur les pratiques commerciales dans le domaine du livre, [Montréal], SODEC, octobre 2000, p. 95-97.

Que l'Association des distributeurs exclusifs de livres en langue française, l'Association nationale des éditeurs de livres, l'Association des libraires du Québec et la Fédération québécoise des coopératives en milieu scolaire établissent ensemble les paramètres d'une pratique de remise qualitative favorisant les libraires qui détiennent et qui respectent l'agrément.

Que le gouvernement du Québec mette en place une réglementation de prix unique sur tous les livres vendus au Québec, en français ou en anglais, durant leur année de parution, excluant l'édition scolaire des niveaux primaires et secondaire.

Annexe 8

* De 1989-1990 à 1995-1996, ce programme couvre les activités de promotion sur les marchés québécois et étrangers.

1995 : Début des opérations de la SODEC

Annexe 9
Liste des ouvrages exclus du Régime universel d'aide à l'édition
pour 1988-1989⁴⁹³

- ❑ Les livres dont le travail de recherche et la publication ont déjà été subventionnés dans le cadre de l'ancien programme «Travaux d'érudition»;
- ❑ Les livres de grand luxe à tirage limité;
- ❑ Les manuels d'apprentissage et les manuels scolaires, à savoir tout ouvrage imprimé destiné aux élèves des niveaux primaire et secondaire auquel peuvent se rattacher certains documents audiovisuels et d'autres moyens pédagogiques, et qui traite de l'ensemble ou des éléments importants d'un programme d'études pour une ou plusieurs années d'études. Aux études collégiales et universitaires, la définition du manuel est la suivante : un volume présentant, sous forme maniable, les notions essentielles d'une science ou d'une technique et qui répond de près ou de loin aux exigences des programmes;
- ❑ Les livres utilitaires ou de loisirs : les livres de recettes, les manuels d'entretien, les guides, les livres concernant les règles ou les techniques d'un sport et autres du même genre;
- ❑ Les rapports, les annuaires, les compilations, les index, les actes de colloques ou de congrès;
- ❑ Les thèses de maîtrise et de doctorat;
- ❑ Les brochures de moins de 48 pages, à moins qu'elles ne répondent à la définition du mot «livre» telle qu'elle est donnée dans la Loi;
- ❑ Les ouvrages d'auteurs de citoyenneté étrangère;
- ❑ Les ouvrages qui ont déjà bénéficié de l'aide québécoise à la coédition en vertu des programmes de coopération avec des gouvernements étrangers;
- ❑ Les chansons, texte et mélodie, qui font l'objet d'une publication individuelle. Les recueils de chansons sont admissibles;
- ❑ Les livres imprimés ailleurs qu'au Québec;
- ❑ Les ouvrages publiés à compte d'auteur. On entend par là les ouvrages du (des) propriétaire(s) de la maison d'édition si leur nombre au catalogue excède celui de l'ensemble des titres des autres auteurs publiés;
- ❑ Les livres et albums à colorier.

⁴⁹³ Tirée de QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. *Programmes d'aide 1988-89. Industrie du livre, du périodique et de l'édition spécialisée*, Québec, Direction des communications, 1988, p. 3.

Annexe 10
Palmarès des éditeurs les plus subventionnés par le Régime universel d'aide à l'édition de 1981-1982 à 2004-2005⁴⁹⁴

Années	Positions	Éditeurs	Subventions reçues	% budget total	Budgets totaux
1981-1982	1	du Boréal	27 364,00 \$		
	2	de la courte échelle	25 045,00 \$		
	3	Québec Amérique	24 589,00 \$		
		TOTAL	76 998,00 \$	24 %	326 100,00 \$
1991-1992	1	de la courte échelle	100 000,00 \$		
		Québec Amérique	100 000,00 \$		
	2	Leméac Éditeur	93 126,00 \$		
	3	Sogides	87 518,00 \$		
		TOTAL	380 644,00 \$	29 %	1 309 505,00 \$
1992-1993	1	de la courte échelle	84 600,00 \$		
		Groupe Ville-Marie Littérature	84 600,00 \$		
		Québec Amérique	84 600,00 \$		
		Sogides	84 600,00 \$		
	2	Leméac Éditeur	74 263,00 \$		
	3	Chouette	73 401,00 \$		
		TOTAL	486 064,00 \$	35 %	1 375 000,00 \$
1993-1994	1	de la courte échelle	77 320,00 \$		
		Groupe Ville-Marie Littérature	77 320,00 \$		
	2	du Boréal	75 783,00 \$		

⁴⁹⁴ Données compilées à l'aide des rapports annuels du ministère des Affaires culturelles, de la Société de développement des industries culturelles, des listes de bénéficiaires des subventions du ministère des Affaires culturelles et du ministère de la Culture et des communications et du document *Les mesures prises à l'égard des industries culturelles au Québec par : le ministère des Affaires culturelles, le ministère des Communications (Québec) et la Société générale des industries culturelles*.

À NOTER : Nous n'avons pas retracé les données concernant les années 1982-1983 à 1990-1991. De plus, nous avons volontairement omis d'indiquer les mots «Les éditions» dans les noms des compagnies lorsque cela s'appliquait afin d'alléger la lecture du tableau. Nous avons également respecté les majuscules et minuscules comme dans «courte échelle»

Années	Positions	Éditeurs	Subventions reçues	% budget total	Budgets totaux
1994-1995	3	Pierre Tisseyre	67 533,00 \$	22 %	1 325 000,00 \$
		TOTAL	297 956,00 \$		
	1	de la courte échelle	68 500,00 \$		
		Groupe Ville-Marie Littérature (L'Hexagone/Quinze/VLB)	68 500,00 \$		
	2	du Boréal	65 341,00 \$		
1995-1996	3	Leméac Éditeur	58 085,00 \$	20 %	1 323 568,00 \$
		TOTAL	260 426,00 \$		
	1	Groupe Ville-Marie Littérature	62 289,00 \$		
		Québec Amérique	62 289,00 \$		
	2	Héritage	60 014,00 \$		
1996-1997	3	Sogides	58 654,00 \$	19 %	1 303 499,00 \$
		TOTAL	243 246,00 \$		
	1	Chouette	73 044,00 \$		
		de la courte échelle	73 044,00 \$		
		du Boréal	73 044,00 \$		
1997-1998		Fides	73 044,00 \$	54 %	1 700 000,00 \$
		Groupe Ville-Marie Littérature	73 044,00 \$		
		Héritage	73 044,00 \$		
		Leméac Éditeur	73 044,00 \$		
		Libre Expression	73 044,00 \$		
		Pierre Tisseyre	73 044,00 \$		
		Québec Amérique	73 044,00 \$		
		Sogides	73 044,00 \$		
	2	Art Global	58 596,00 \$		
	3	Alain Stanké	57 602,00 \$		
		TOTAL	919 682,00 \$		
	1	Chouette	74 282,00 \$		
		de la courte échelle	74 282,00 \$		
		du Boréal	74 282,00 \$		
		Fides	74 282,00 \$		

Années	Positions	Éditeurs	Subventions reçues	% budget total	Budgets totaux
1998-1999		Groupe Ville-Marie Littérature	74 282,00 \$		
		Héritage	74 282,00 \$		
		Libre Expression	74 282,00 \$		
		Québec Amérique	74 282,00 \$		
		Sogides	74 282,00 \$		
	2	Pierre Tisseyre	55 717,00 \$		
	3	Logiques	52 803,00 \$		
		TOTAL	777 058,00 \$	46 %	1 693 071,00 \$
	1	Chouette	65 952,00 \$		
		de la courte échelle	65 952,00 \$		
		du Boréal	65 952,00 \$		
		Fides	65 952,00 \$		
		Groupe Ville-Marie Littérature	65 952,00 \$		
1999-2000		Littérature Héritage	65 952,00 \$		
		Libre Expression	65 952,00 \$		
		Québec Amérique	65 952,00 \$		
		Sogides	65 952,00 \$		
		Pierre Tisseyre	65 952,00 \$		
		du Trécaré	65 952,00 \$		
		Leméac Éditeur	65 952,00 \$		
	2	Septentrion	48 102,00 \$		
	3	JCL	43 509,00 \$		
		TOTAL	883 035,00 \$	53 %	1 672 363,00 \$
	1	Alain Stanké	61 384,00 \$		
		Chouette	61 384,00 \$		
		de la courte échelle	61 384,00 \$		
		du Boréal	61 384,00 \$		
		Fides	61 384,00 \$		
		Groupe Ville-Marie Littérature	61 384,00 \$		
		Héritage	61 384,00 \$		

Années	Positions	Éditeurs	Subventions reçues	% budget total	Budgets totaux
2000-2001		Hurtubise HMH	61 384,00 \$		
		Leméac Éditeur	61 384,00 \$		
		Libre Expression	61 384,00 \$		
		Québec Amérique	61 384,00 \$		
	2	Pierre Tisseyre	59 406,00 \$		
	3	Sogides	52 142,00 \$		
			786 772,00 \$	46 %	1 700 002,00 \$
	1	Chouette	57 119,00 \$		
		de courte échelle	57 119,00 \$		
		du Boréal	57 119,00 \$		
2001-2002		Fides	57 119,00 \$		
		Groupe Ville-Marie Littérature (Hexagone)	57 119,00 \$		
		Héritage	57 119,00 \$		
		Leméac Éditeur	57 119,00 \$		
		Libre Expression	57 119,00 \$		
		Québec Amérique	57 119,00 \$		
		Sogides	57 119,00 \$		
	2	Alain Stanké	54 984,00 \$		
	3	Logiques	54 961,00 \$		
		TOTAL	681 135,00 \$	40 %	1 693 726,00 \$
2001-2002	1	Chouette	52 957,00 \$		
		de la courte échelle	52 957,00 \$		
		du Boréal	52 957,00 \$		
		du Trécaré	52 957,00 \$		
		Fides	52 957,00 \$		
		Groupe Ville-Marie Littérature (Hexagone)	52 957,00 \$		
		Héritage	52 957,00 \$		
		Leméac Éditeur	52 957,00 \$		
		Libre Expression	52 957,00 \$		
		Logiques	52 957,00 \$		

Années	Positions	Éditeurs	Subventions reçues	% budget total	Budgets totaux
2002-2003		Québec Amérique	52 957,00 \$		
		Sogides	52 957,00 \$		
	2	Pierre Tisseyre	45 961,00 \$		
	3	Écrits des Forges (Festival international de la poésie)	45 798,00 \$		
		TOTAL	727 243,00 \$	43 %	1 709 934,00 \$
	1	Chouette	51 792,00 \$		
		de la courte échelle	51 792,00 \$		
		du Boréal	51 792,00 \$		
		des Intouchables	51 792,00 \$		
		Fides	51 792,00 \$		
		Groupe Ville-Marie Littérature	51 792,00 \$		
		Héritage	51 792,00 \$		
		Logiques	51 792,00 \$		
2003-2004		Leméac Éditeur	51 792,00 \$		
		Phidal	51 792,00 \$		
		Québec Amérique (Qa International)	51 792,00 \$		
		Quebecor Média	51 792,00 \$		
		Sogides	51 792,00 \$		
	2	Pierre Tisseyre	44 116,00 \$		
	3	Écrits des forges (Festival international de la poésie)	42 372,00 \$		
		TOTAL	759 784,00 \$	45 %	1 700 000,00 \$
	1	Chouette	48 877,00 \$		
		de la courte échelle	48 877,00 \$		
		des Intouchables	48 877,00 \$		
		du Boréal	48 877,00 \$		
		Fides	48 877,00 \$		
		Groupe Ville Marie	48 877,00 \$		
		Héritage	48 877,00 \$		
		Hurtubise HMH	48 877,00 \$		
		JCL	48 877,00 \$		

Années	Positions	Éditeurs	Subventions reçues	% budget total	Budgets totaux
2004-2005		Leméac Éditeur	48 877,00 \$		
		Québec Amérique	48 877,00 \$		
		Quebecor Média	48 877,00 \$		
		Sogides	48 877,00 \$		
	2	Pierre Tisseyre	40 652,00 \$		
	3	Écrits des forges	37 553,00 \$		
		TOTAL	713 606,00 \$	48 %	1 485 000,00 \$
		de la courte échelle	56 332,00 \$		
		des Intouchables	56 332,00 \$		
		du Boréal	56 332,00 \$		
		Fides	56 332,00 \$		
		Groupe Ville Marie Littérature	56 332,00 \$		
		Héritage	56 332,00 \$		
		Hurtubise HMH	56 332,00 \$		
		Leméac Éditeur	56 332,00 \$		
		Québec Amérique	56 332,00 \$		
		Quebecor Média	56 332,00 \$		
		Sogides	56 332,00 \$		
	2	Alire	54 800,00 \$		
	3	XYZ (Publications XYZ)	52 464,00 \$		
		TOTAL	726 916,00 \$	40 %	1 807 584,00 \$

Annexe 11
Palmarès des éditeurs les plus subventionnés par le programme d'Aide à la promotion de 1978-1979 à 2003-2004⁴⁹⁵

Années	Positions	Éditeurs	Subventions reçues	% du budget total	Budgets totaux
1978-1979	1	Les Messageries littéraires des éditeurs réunis	12 500,00 \$		
		Québec Amérique	12 500,00 \$		
	2	Quinze	10 512,00 \$		
	3	Héritage	10 000,00 \$		
		Total	45 512,00 \$	31 %	146 612,00 \$
1979-1980	1	Héritage	12 000,00 \$		
		Québec Amérique	12 000,00 \$		
	2	de la courte échelle	11 500,00 \$		
	3	VLB éditeur	10 750,00 \$		
		Total	46 250,00 \$	26 %	176 398,00 \$
1980-1981	1	Québec Amérique	12 500,00 \$		
	2	du Boréal	12 425,00 \$		
	3	de la courte échelle	11 500,00 \$		
		Total	36 425,00 \$	19 %	190 500,00 \$
1981-1982	1	Québec Amérique	9 500,00 \$		
	2	de la courte échelle	9 000,00 \$		
	3	du Boréal	8 000,00 \$		
		Sogides	8 000,00 \$		
		Total	34 500,00 \$	18 %	194 000,00 \$

⁴⁹⁵ Données compilées à l'aide des rapports annuels du ministère des Affaires culturelles, de la Société de développement des industries culturelles, des listes de bénéficiaires des subventions du ministère des Affaires culturelles et du ministère de la Culture et des communications et du document *Les mesures prises à l'égard des industries culturelles au Québec par : le ministère des Affaires culturelles, le ministère des Communications (Québec) et la Société générale des industries culturelles*.

À NOTER : Nous n'avons pas retracé les données concernant les années 1982-1983 à 1990-1991. De plus, nous avons volontairement omis d'indiquer les mots «Les éditions» dans les noms des compagnies lorsque cela s'appliquait afin d'alléger la lecture du tableau. Nous avons également respecté les majuscules et minuscules comme dans «courte échelle»

Années	Positions	Éditeurs	Subventions reçues	% du budget total	Budgets totaux
1991-1992	1	de la courte échelle	20 000,00 \$		
	2	du Beffroi	17 000,00 \$		
		Écrits des Forges	17 000,00 \$		
		Héritage	17 000,00 \$		
		Québec Amérique	17 000,00 \$		
		Sogides	17 000,00 \$		
	3	St-Martin	16 500,00 \$		
		Total	121 500,00 \$	68 %	180 000,00 \$
1992-1993	1	Groupe Ville-Marie Littérature	20 000,00 \$		
	2	de la courte échelle	19 000,00 \$		
	3	Héritage	17 000,00 \$		
		Sogides	17 000,00 \$		
		Total	73 000,00 \$	17 %	425 500,00 \$
1993-1994	1	de la courte échelle	18 000,00 \$		
	2	Pierre Tisseyre	16 000,00 \$		
		Michel Quintin	16 000,00 \$		
	3	Broquet	15 000,00 \$		
		Fides	15 000,00 \$		
		Sogides	15 000,00 \$		
		Total	95 000,00 \$	22 %	425 500,00 \$
1994-1995	1	Québec Amérique	16 048,00 \$		
	2	du Boréal	14 160,00 \$		
		de la courte échelle	14 160,00 \$		
		Héritage	14 160,00 \$		
		Hurtubise HMH	14 160,00 \$		
		Michel Quintin	14 160,00 \$		
	3	Groupe Ville-Marie Littérature	13 216,00 \$		
		Pierre Tisseyre	13 216,00 \$		
		Total	113 280,00 \$	27 %	425 500,00 \$
1995-1996	1	du Boréal	20 000,00 \$		

Années	Positions	Éditeurs	Subventions reçues	% du budget total	Budgets totaux
		Groupe Ville-Marie Littérature	20 000,00 \$		
		Héritage	20 000,00 \$		
	2	Michel Quintin	19 186,00 \$		
	3	Fides	18 449,00 \$		
		Total	97 635,00 \$	22 %	448 706,00 \$
1996-1997	1	de la courte échelle	13 174,00 \$		
		du Boréal	13 174,00 \$		
		du Noroît	13 174,00 \$		
		Écrits des Forges	13 174,00 \$		
		Fides	13 174,00 \$		
		Leméac Éditeur	13 174,00 \$		
		Michel Quintin	13 174,00 \$		
		Québec Amérique	13 174,00 \$		
		Sogides	13 174,00 \$		
	2	Groupe Ville-Marie Littérature	11 527,00 \$		
		Héritage	11 527,00 \$		
		Hurtubise HMH	11 527,00 \$		
		Libre Expression	11 527,00 \$		
1997-1998	3	Lancôt éditeur	10 704,00 \$		
		Total	175 378,00 \$	41 %	424 991,00 \$
	1	de la courte échelle	13 400,00 \$		
	2	du Boréal	13 000,00 \$		
	3	Québec Amérique	12 563,00 \$		
1998-1999		Total	38 963,00 \$	9 %	424 981,00 \$
	1	du Boréal	15 075,00 \$		
	2	Sogides	14 000,00 \$		
	3	de la courte échelle	13 600,00 \$		
		Québec Amérique	13 600,00 \$		
1999-2000		Total	56 275,00 \$	13 %	443 625,00 \$
	1	Performarts	15 000,00 \$		

Années	Positions	Éditeurs	Subventions reçues	% du budget total	Budgets totaux
	2	Guide de voyage Ulysse	12 421,00 \$		
		Lancôt éditeur	12 421,00 \$		
	3	Alire	12 151,00 \$		
		du Boréal	12 151,00 \$		
		Groupe Ville-Marie Littérature	12 151,00 \$		
		Héritage	12 151,00 \$		
		Québec Amérique	12 151,00 \$		
		Total	100 597,00 \$	15 %	649 990,00 \$
2000-2001	1	Hurtubise HMH	15 000,00 \$		
		Trois-Pistoles	15 000,00 \$		
	2	du Boréal	12 319,00 \$		
		Groupe Ville-Marie Littérature	12 319,00 \$		
		Héritage	12 319,00 \$		
		Sogides	12 319,00 \$		
	3	de la courte échelle	11 635,00 \$		
		Fides	11 635,00 \$		
2001-2002		Total	102 546,00 \$	15 %	673 451,00 \$
	1	du Boréal	12 974,00 \$		
	2	Alire	12 291,00 \$		
		Héritage	12 291,00 \$		
		Sogides	12 291,00 \$		
	3	Bibliothèque Québécoise	11 609,00 \$		
		Fides	11 609,00 \$		
		Groupe Ville-Marie Littérature	11 609,00 \$		
2002-2003		Les 400 coups	11 609,00 \$	14 %	667 658,00 \$
		Total	96 283,00 \$		
	1	Bibliothèque Québécoise	12 711,00 \$		
		du Boréal	12 711,00 \$		
	2	Fides	12 005,00 \$		
		Héritage	12 005,00 \$		

Années	Positions	Éditeurs	Subventions reçues	% du budget total	Budgets totaux
		Leméac Éditeur	12 005,00 \$		
		Les 400 coups	12 005,00 \$		
		Sogides	12 005,00 \$		
	3	Adage	12 000,00 \$		
		Total	97 447,00 \$	15 %	657 211,00 \$
	1	Alire	8 605,00 \$		
		du Boréal	8 605,00 \$		
		Écrits des Forges	8 605,00 \$		
		Fides	8 605,00 \$		
		Groupe Ville-Marie Littérature	8 605,00 \$		
2003-2004		Les 400 coups	8 605,00 \$		
		Héritage	8 605,00 \$		
		Lancôt éditeur	8 605,00 \$		
		Leméac Éditeur	8 605,00 \$		
		Québec Amérique	8 605,00 \$		
		Quebecor Média	8 605,00 \$		
		Sogides	8 605,00 \$		
	2	Bibliothèque Québécoise	8 088,00 \$		
	3	Soulières Éditeur	8 002,00 \$		
		Total	119 350,00 \$	30 %	400 000,00 \$

Annexe 12

Ouvrages admissibles au CIR⁴⁹⁶

Selon la proposition de l'ANEL :

Livres publiés sous la marque de la société admissible ou sous une marque pour laquelle la société admissible a acquis les droits de publications, qui comportent (à l'exception des livres pour enfants) un minimum de 48 pages. Les éditions en livres de poche d'ouvrages précédemment publiés sous un autre format sont admissibles au programme.

Sont exclus des ouvrages admissibles :

- ☐ les livres à compte d'auteur;
- ☐ les livres d'auteurs canadiens ou d'étrangers publiés par un tiers à l'extérieur du Québec pour lesquels la société admissible détient les droits territoriaux de publication;
- ☐ les répertoires, agendas, catalogues, cartes géographiques, albums à colorier, cahiers de dessins, partitions de musique, ouvrages publiés sous forme de fascicules et autres documents sans auteur;
- ☐ les ouvrages renfermant de la publicité autre que l'autoréclame de l'éditeur;
- ☐ toutes publications périodiques (journal, revue, etc.);
- ☐ la réimpression d'ouvrages précédemment admissibles;
- ☐ l'édition électronique.

Selon le CIR, tel qu'adopté par le gouvernement⁴⁹⁷ :

Un «ouvrage admissible» peut donner droit au crédit d'impôt remboursable dans la mesure où la SODEC a délivré à son égard une attestation selon laquelle il respecte les critères suivants :

- ☐ il n'est pas un ouvrage exclu;
- ☐ il est édité à des fins commerciales et fait l'objet d'un tirage minimal de 100 exemplaires;
- ☐ la société admissible assume tous les risques financiers et commerciaux liés à l'édition de cet ouvrage;
- ☐ il est l'œuvre d'un auteur québécois ou, s'il est signé par plus d'un auteur, au moins 50 % d'entre eux sont des auteurs québécois, sans tenir compte, le cas échéant, des auteurs qui ne font qu'illustrer le texte de l'ouvrage;

⁴⁹⁶ Source : ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES. *Proposition d'un programme de crédit d'impôt (CIR) destiné à l'industrie de l'édition québécoise, soumise par l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL)*, Montréal, l'Association, janvier 1999, f. 9.

⁴⁹⁷ Source : QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES. «Crédit d'impôt remboursable pour l'édition de livres», *Site de la Société de développement des entreprises culturelles*, [En ligne], 9 février 2007, http://www.sodec.gouv.qc.ca/documents/livres/mesuresfiscales/edition/credit_edition_info.pdf#nameddest=ouvr_adm, (Page consultée le 15 février 2007).

- ❑ il est publié sous la marque de commerce de la société admissible ou sous un marque de commerce pour laquelle la société admissible a acquis le droit de publication;
- ❑ il compte au moins 48 pages imprimés – sauf s’il s’agit d’un livre pour enfants (8 pages), d’une bande dessinée (16 pages) ou d’un recueil de poésie (32 pages);
- ❑ il est publié dans un livre relié sous forme de couverture;
- ❑ au moins 75 % des montants versés pour sa préparation et pour son impression, sauf les avances non remboursables versés à des auteurs québécois, le sont :
 - soit à des personnes qui résidaient au Québec à la fin de l’année civile précédant celle au cours de laquelle les travaux d’édition ont débuté;
 - soit à des sociétés qui avaient un établissement au Québec au cours de cette année.

Ouvrages exclus

Un ouvrage est considéré exclu lorsqu’il appartient à l’une des catégories suivantes :

- ❑ les ouvrages réimprimés;
- ❑ les ouvrages à publication périodique, y compris les ouvrages mis à jour de façon continue;
- ❑ les ouvrages qui renferment de la publicité autre que l’autoréclame de la maison d’édition;
- ❑ les ouvrages qui sont des répertoires, des calendriers, des agendas, des catalogues, des cahiers à dessiner, des albums à colorier, des cahiers d’exercices, ou tout autre ouvrage périssable;
- ❑ les ouvrages dont les pages sont tapées à la machine, photocopiées, polycopiées ou écrites à la main;
- ❑ les ouvrages encourageant le sexisme, la violence ou la discrimination.

Auteur québécois

L’expression «auteur québécois» désigne :

- ❑ soit un auteur qui résidait au Québec à la fin de l’année civile précédant celle au cours de laquelle les travaux d’édition ont débuté;
- ❑ soit un auteur qui, avant le début des travaux d’édition, avait résidé au Québec durant un minimum de cinq années consécutives.

Bibliographie

1. Archives textuelles

Procès-verbal de la 93^{ième} réunion du Comité consultatif du livre, le 12 décembre 1978.
12. décembre 1978, Archives du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.

Procès-verbal de la 94^{ième} réunion du Comité consultatif du livre, le 23 janvier 1979,
Archives du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), 3
janvier 1979, Université de Sherbrooke.

*Projet de loi n^o [n^o non-indiqué]. Loi concernant l'agrément de certaines entreprises dans
le secteur du livre, 29 mai 1979, 29 mai 1979, Archives du Groupe de recherche sur
l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.*

*Décision no. 79-142 du Conseil des ministres, 14 juin 1979, Archives du Groupe de
recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.*

*Mesures d'aide au développement des bibliothèques publiques. Séance du conseil du
trésor du 11 décembre 1979, 11 décembre 1979, Archives du Groupe de recherche
sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.*

*Notes pour une allocution du ministre des Affaires culturelles monsieur Denis Vaugeois,
à l'occasion de la présentation en 2^{ième} lecture du projet de loi 51 concernant le
développement des entreprises du livre au Québec, 8 novembre 1979, Archives du
Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de
Sherbrooke.*

*Notes pour une allocution du ministre des Affaires culturelles monsieur Denis Vaugeois.
3^e lecture du projet de loi 51, [21 décembre 1979], Archives du Groupe de
recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.*

[Note de Mariette Bélanger à Lucie Rodrigue du bureau du Premier Ministre. Sujet : Le
point sur la loi 51 (loi sur le développement des entreprises québécoises dans le
domaine du livre)], 7 janvier 1981, Archives du Groupe de recherche sur l'édition
littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.

QUÉBEC (PROVINCE), COMITÉ MINISTÉRIEL PERMANENT DU
DÉVELOPPEMENT CULTUREL. *Réunion du 29 mars 1979. Compte-rendu,*
Archives du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ),
Université de Sherbrooke.

QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES,
DIRECTIONS DES COMMUNICATIONS. *La loi 51, le milieu a été consulté :*

Communiqué, 11 février 1981, Archives du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.

VAUGEOIS, Denis. [Lettre adressée à Camille Laurin, ministre d'État au Développement culturel], 28 février 1979, Archives du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.

—. *Mémoire au comité ministériel permanent du développement culturel concernant la politique de l'industrie du livre au Québec*, 27 février 1979, Archives du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.

—. [Lettre adressée à Camille Laurin, ministre d'État au Développement culturel], 24 avril 1979, Archives du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.

—. *Mémoire au Conseil des ministres concernant le Projet de loi concernant l'agrément de certaines entreprises dans le domaine du livre*, 31 mai 1979, Archives du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.

—. *Mémoire au Conseil des ministres concernant le Plan quinquennal de développement des bibliothèques publiques*, 17 octobre 1979, Archives du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), Université de Sherbrooke.

2. Publications gouvernementales

Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, L.R.Q., c. D-8.1.

«r.1. Règlement sur l'acquisition de livres par certaines personnes dans les librairies agréées», *Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre*, L.R.Q., c. D-8.1.

«D-8.1, r.2. Règlement sur l'agrément des distributeurs au Québec et le mode de calcul du prix de vente», *Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre*, L.R.Q., c. D-8.1.

«D-8.1, r.3. Règlement sur l'agrément des éditeurs au Québec», *Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre*, L.R.Q., c. D-8.1.

«D-8.1, r.4. Règlement sur l'agrément des libraires», *Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre*, L.R.Q., c. D-8.1.

«D-8.1, r.5. Règlement sur l'application de l'article 2 de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre», *Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre*, L.R.Q., c. D-8.1.

CANADA, CONSEIL DES ARTS DU CANADA. «Ventilation des subventions 2003-2004», *Site du Conseil des Arts du Canada. Subventions du Conseil des Arts du Canada par programme et province/territoire (tableau)*, [Document PDF en ligne], 11 mars 2004, <http://www.canadacouncil.ca/NR/rdonlyres/AFE31322-8C81-4613-8B86-D68B58FBB9F1/0/grt0304.pdf>, (Document consulté le 16 avril 2007).

—. «Ventilation des subventions 2003-2004», *Site du Conseil des Arts du Canada. Subventions du Conseil des Arts du Canada par programme et province/territoire (tableau)*, [Document PDF en ligne], 11 mars 2004, <http://www.canadacouncil.ca/NR/rdonlyres/AFE31322-8C81-4613-8B86-D68B58FBB9F1/0/grt0304.pdf>, (Document consulté le 16 avril 2007).

CANADA, CONSEIL DES ARTS DU CANADA, SERVICE DES LETTRES ET DE L'ÉDITION. «Formulaire de demande et lignes directrices. Aide à l'édition de livres : subventions globales - aide annuelle», *Site internet du Conseil des arts du Canada. Aide à l'édition de livres : Subventions globales*, [Document PDF en ligne], 9 juillet 2009, <http://www.canadacouncil.ca/NR/rdonlyres/EE46EC4E-0C62-457F-AEC7-66A9CE31063F/0/WRG1aF808.pdf>, (Document consulté le 6 décembre 2009).

CANADA, PATRIMOINE CANADIEN. «Aide aux éditeurs. Aperçu statistique», *Site de Patrimoine canadien. Publications. Question d'édition. Politique et programmes de l'édition du livre. Rapport annuel 2003-2004*, [En ligne], 11 décembre 2004, http://www.pch.gc.ca/progs/ac-ca/progs/padie-bpidp/reports/printed_matters_0304/tdm_f.cfm, (Page consultée le 16 avril 2007).

QUÉBEC (PROVINCE), ASSEMBLÉE NATIONALE, COMMISSION DE LA CULTURE. *Mandat de surveillance d'organismes portant sur le Conseil des arts et des lettres du Québec et sur la Société de développement des entreprises culturelles. Commission de la culture. Rapport final*, Québec, Assemblée nationale, Secrétariat des commissions, [2000], 33 p.

—. *Mandat d'initiative sur les suivis donnés au rapport de la Commission de la culture sur la SODEC et le CALQ*, Québec, Assemblée nationale, Secrétariat des commissions, [2001], 14 f.

QUÉBEC (PROVINCE), COMITÉ D'ÉTUDE SUR LES BIBLIOTHÈQUES SCOLAIRES. «Les bibliothèques scolaires québécoises. Rapport du Comité d'étude», *Site du ministère de l'Éducation, des Loisirs et des Sports. Publications*, 2006, [En ligne], <http://www.mels.gouv.qc.ca/publications/guide/16-7412.pdf>, (Page consultée le 26 août 2006).

QUÉBEC (PROVINCE), COMITÉ POUR L'ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE DE LA LECTURE. *La lecture au Québec, Analyse et perspectives selon les milieux et catégories d'âge*, Québec, Le Comité, 1982, 93 p.

———. *Pour que lisent les québécois...*, Québec, Le Comité, 1983, 34, [22] p.

QUÉBEC (PROVINCE), CONSEIL CONSULTATIF DE LA LECTURE ET DU LIVRE. *Rapports d'activités*, 1981/1982 à 2004/2005.

QUÉBEC (PROVINCE), DIRECTION DES COMMUNICATIONS DU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES TECHNOLOGIES DU QUÉBEC en coll. avec LES COORDONNATEURS ET COORDONNATRICES DES GRAPPES INDUSTRIELLES. *La stratégie industrielle du Québec «Le point»*, [s.l.], [Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie], 10 mars 1994, 174 p.

QUÉBEC (PROVINCE), DIRECTION GÉNÉRALE DES ARTS ET DES LETTRES, MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. *Services de l'édition et de la commercialisation*, [Québec], [e.i.], 1980, 15 p.

QUÉBEC, (PROVINCE), GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *La politique culturelle du Québec. Notre culture, notre avenir*, [Québec], Ministère des Affaires culturelles, [1992], 150 p.

———. *Site du Gouvernement du Québec. Ministères et organismes*, [en ligne], 12 octobre 2006, <http://www.gouv.qc.ca/portail/quebec/pgs/commun/gouv/minorg/contenu?lang=fr>, (Page consultée le 19 mars 2007).

———. «Décret 350-98, 25 mars 1998», *Gazette Officielle*, [En ligne], 130^e année, n^o 15, 8 avril 1998, p. 1893-1894, <http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=1998F%2F29686.PDF>, (Page consultée le 20 avril 2009).

———. «Décret 351-98, 25 mars 1998», *Gazette Officielle*, [En ligne], 130^e année, n^o 15, 8 avril 1998, p. 1894-1895, <http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=1998F%2F29687.PDF>, (Page consultée le 20 avril 2009).

———. «Décret 352-98, 25 mars 1998», *Gazette Officielle*, [En ligne], 130^e année, n^o 15, 8 avril 1998, p. 1895-1897, <http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=1998F%2F29688.PDF>, (Page consultée le 20 avril 2009).

———. «Décret 353-98, 25 mars 1998», *Gazette Officielle*, [En ligne], 130^e année, n^o 15, 8 avril 1998, p. 1898,

<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=1998F%2F29689.PDF>, (Page consultée le 20 avril 2009).

QUÉBEC (PROVINCE), INSTITUT DE LA STATISTIQUE. «Données statistiques. Administration publique québécoise», *Observatoire de la culture et des communications*, [En ligne], 2006, http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/culture_comnc/depense_culture/gouvernement_que/index.htm, (Page consultée le 14 décembre 2006).

QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DE LA CULTURE. *Industrie du livre et de l'édition spécialisée. Production et diffusion. Périodiques culturels québécois. Édition et promotion. Programme d'aide 1993-1994 du ministère de la Culture*, Québec, Ministère de la Culture, 1993, 12 p.

—. *Table de concertation industrie du livre et de l'édition spécialisée. Document de travail*, [Québec], Ministère de la Culture, [1993], 59 p.

QUÉBEC (PROVINCE). MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *Rapports annuels*, 1994/1995 à 2004/2005.

—. *Industrie du livre et de l'édition spécialisée. Production et diffusion. Programme d'aide 1994-1995 du ministère de la Culture et des Communications*, [Québec], Ministère de la Culture et des Communications, 1994, 23 p.

—. *Historique du ministère de la Culture et des Communications 1961-1995*, [Québec], Directions des communications, Ministère de la Culture et des Communications, (2^e édition) 14 août 1995, 39 p.

—. *État de la situation de la lecture et du livre au Québec. Document d'information pour la consultation publique sur le projet de politique de la lecture et du livre*, [Québec], Ministère de la Culture et des Communications, 1998, 121 p.

—. *Politique de la lecture et du livre. (Projet soumis à la consultation publique)*, [Québec], Ministère de la Culture et des Communications, 1998, 94 p.

—. *Sommet sur la lecture et le livre 15M\$ de plus pour la lecture et de le livre : communiqué de presse*, 23 avril 1998.

—. *Le temps de lire, un art de vivre. Politique de la lecture et du livre*, [Québec], Ministère de la Culture et des Communications, 1998, 115 p.

—. *Agir pour la lecture. Politique de la lecture et du livre : des constats après trois ans, séance de travail sur la lecture*, Montréal, le 7 mars 2002, [Québec], Ministère de la Culture et des Communications, 2002, 20 p.

—. *4,2 M\$ de plus pour promouvoir la culture et l'identité québécoises : communiqué de presse*, Québec, 24 mai 2006.

QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS, BUREAU DES POLITIQUES DE FINANCEMENT. *Les crédits d'impôt du Québec destinés aux entreprises culturelles. Recueil de textes*, [Québec], Ministère des la Culture et des Communications, Bureau des politiques de financement, [2002], 259, [38] p.

QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES. *Rapports annuels*, 1978/1979 à 1991/1992.

—. *Recueil de programmes d'aide et de subventions du ministère des Affaires culturelles*, 1980, 1982, 1984.

—. *Des actions culturelles pour aujourd'hui. Programme d'action du ministère des Affaires culturelles*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1983, 69 p.

—. *La lecture au Québec : document d'orientation*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1984, 42 p.

—. *Programmes d'aide 1985. Participation des maisons d'édition aux salons du livre au Québec*, [Québec], Ministère des Affaires culturelles, 1985, Brochure.

—. *Programmes d'aide 1985. Promotion des maisons d'édition. Marché québécois*, [Québec], Ministère des Affaires culturelles, 1985, Brochure.

—. *Programmes d'aide 1985. Régime universel d'aide à l'édition*, [Québec], Ministère des Affaires culturelles, 1985, Brochure

—. *Programmes d'aide 1986. Régime universel d'aide à l'édition. Coédition Québec-France*, [Québec], Ministère des Affaires culturelles, 1986, Brochure.

—. *La situation actuelle de l'industrie du livre au Québec*, Montréal, 1986, [Ministère des Affaires culturelles], 12, [3] p.

—. *Programmes d'aide du ministère des Affaires culturelles, Industrie du livre, du périodique québécois. Production et diffusion*, [Québec], Ministère des Affaires culturelles, 1987, Brochure.

—. *Suites à donner au rapport de la Commission d'étude sur les bibliothèques publiques*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, mai 1988, 9 f.

—. *Les affaires culturelles : bilans, actions, avenir*, [Québec], Ministère des Affaires culturelles, [1988], 1 portefeuille.

—. *Programmes d'aide 1988-1989. Ministère des Affaires culturelles*, [Québec], [e.i.], 1988, 81 p.

- . *Programmes d'aide 1988-1989. Industrie du livre, du périodique et de l'édition spécialisée. Ministère des Affaires culturelles, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1988, 81 p.*
- . *Répertoire : mesures et programmes d'aide du ministère des Affaires culturelles, [Québec], Ministère des Affaires culturelles, 1989, 61 p.*
- . *Programmes d'aide du ministère des Affaires culturelles, Industrie du livre, du périodique et de l'édition spécialisée, Production et diffusion, 1989/1990 à 1993.*
- . *Liste des bénéficiaires de subventions. Livres et bibliothèques, 1991/1992, à 1993/1994.*
- . *Répertoire : mesures et programmes d'aide du ministère des Affaires culturelles, [Québec], Ministère des Affaires culturelles, 1990, 61 p.*

QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES, DIRECTION DE LA RECHERCHE ET DE LA STATISTIQUE, MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES INDUSTRIES CULTURELLES. *Les mesures prises à l'égard des industries culturelles au Québec*, Québec, Direction de la recherche et de la statistique, 1989, 99 p.

QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES, DIRECTION GÉNÉRALE DES ARTS, DES LETTRES, DES MUSÉES ET DES INDUSTRIES CULTURELLES. *L'aide financière en action. De novembre 1985 à février 1986*, Québec, Direction générale des arts, des lettres, des musées et des industries culturelles, 1986, [n.p.].

QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES. *Rapport annuel 1982-1983*, Québec, Ministère des Affaires gouvernementales, 1983, 96 p.

QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES. *Rapports annuels, 1984/1985 à 1988/1989.*

QUÉBEC (PROVINCE), MINISTÈRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE. *Rapports annuels, 1985/1986 à 1987/1988.*

QUÉBEC (PROVINCE), MINISTRE D'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT CULTUREL. *La politique québécoise du développement culturel*, Québec, Éditeur officiel, 1978, 2 volumes.

QUÉBEC (PROVINCE), SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES SOCIO-ÉCONOMIQUES. *Les industries culturelles. Hypothèses de développement,*

Québec, Ministère du Conseil exécutif, Secrétariat des conférences socio-économiques, 1978, p. 31.

- . *Les industries culturelles. Rapport*, Québec, Ministère du Conseil exécutif, Secrétariat des conférences socio-économiques, 1978, p. 19-21.

QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES INDUSTRIES CULTURELLES. *Rapports d'activités*, 1987/1988-1994/1995.

- . *Plan de développement et politique financière 1988-1989*, [Montréal], SOGIC, 1988, 27 p.

- . *Financements*, 1989/1990 à 1991/1992, 1993/1994.

QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES. *Rapports d'activités*, 1995/1996 à 2004/2005.

- . *Programme d'aide aux entreprises du livre et de l'édition spécialisée*, 1995/1996, à 2005/2006.

- . *Financement des entreprises*, 1996/1997, 1997/1998, 1999/2000, 2001/2002, 2002/2003, 2005/2006.

- . *Priorités d'action*, 1996/199 et 1997/1998.

- . *SODEXPORT. Programme d'aide à l'exportation et au rayonnement culturel*, 1996, 1997, 1999, 2001, 2002, 2005.

- . *Société de développement des entreprises culturelles*, Montréal, SODEC, [1999], 8 p., [7 feuilles].

- . «Fonds d'investissement de la culture et des communications (FICC)», *Site de la Société de développement des entreprises culturelles*, [en ligne], 9 février 2007, http://www.sodec.gouv.qc.ca/outils_ficc.php, (Page consultée le 9 février 2007).

- . «Crédit d'impôt remboursable pour l'édition de livres», *Site de la Société de développement des entreprises culturelles*, [en ligne], 9 février 2007, http://www.sodec.gouv.qc.ca/documents/livres/mesuresfiscales/edition/credit_edition_n_info.pdf#nameddest=ouvr_adm, (Page consultée le 15 février 2007).

QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *Rapports annuels*, 1981/1982 à 1986/1987.

- . *Plans de développement*, 1984/1985 à 1986/1987.

——. *Politiques financières*, 1984, 1985.

——. *Plans de développement et politiques financières*, 1987/1988 à 1988/1989.

QUÉBEC (PROVINCE), SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES CULTURELLES. *Une Société d'initiatives*, Montréal, SODIC, 1980, [n.p.].

3. Documents provenant des associations d'éditeurs

ASSOCIATION DES BIBLIOTHÉCAIRES DU QUÉBEC, et autres. *Projet de loi no 51 Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre. Mémoire soumis par l'Association des bibliothécaires du Québec (ABQ), l'Association pour l'avancement des sciences et techniques de la documentation (ASTED), la Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec (CBPQ)*, Montréal, [e.i.], 16 août 1979, 7 f.

ASSOCIATION DES ÉDITEURS CANADIENS. *Mémoire sur le projet de loi no 51. Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre. Présenté par l'Association des éditeurs canadiens à la Commission parlementaire d'août 1979*, [s.l.], [L'Association], août 1979, 15 f.

ASSOCIATION DES ÉDITEURS CANADIENS et SOCIÉTÉ DES ÉDITEURS DE MANUELS SCOLAIRES DU QUÉBEC. *Mémoire libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Présenté à la commission de l'économie du travail*, Montréal, L'Association/La Société, septembre 1987, 19 f.

ASSOCIATION DES LIBRAIRES DU QUÉBEC. *Mémoire sur le projet de loi no 51. Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre. Présenté par l'Association des libraires du Québec à la Commission parlementaire*, [s.l.], L'Association, août 1979, 15 f.

ASSOCIATION DES ÉDITEURS et SOCIÉTÉ DES ÉDITEURS DE MANUELS SCOLAIRES DU QUÉBEC. *Mémoire de l'Association des Éditeurs (ADE) et de la Société des éditeurs de manuels scolaires du Québec (SEMSQ) présenté à la Commission de la culture sur la proposition de politique de la culture et des arts*, [Montréal], [e.i.], 16 septembre 1991, 29 f.

ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES. *Mémoire relatif au projet de loi 14 Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles présenté à la Commission de la culture le jeudi 26 mai 1994*, Montréal, L'Association, 6 f., [annexe].

——. *Une grande bibliothèque pour le Québec. Mémoire soumis par L'Association nationale des éditeurs de livres à la Commission de la Culture*, novembre 1997, Montréal, L'Association, 8 f., [annexe].

- . *Propositions de l'Association nationale des éditeurs de livres concernant la Politique de la lecture et du livre*, avril 1998, 14 f.
- . *Proposition d'un programme de crédit d'impôt (CIR) destiné à l'industrie de l'édition québécoise, soumise par l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL)*, Montréal, l'Association, janvier 1999, 14 f.
- . *Le livre : au cœur de la culture. Mémoire soumis par l'Association nationale des éditeurs de livres à la Commission de la culture dans le cadre de ses travaux sur le CALQ et la SODEC*, Montréal, l'Association, février 2000, 17 f.
- . *La concentration et la liberté de choix. Mémoire sur les impacts de la concentration dans l'industrie du livre présenté à la Commission de la culture par l'Association nationale des éditeurs de livres*, Montréal, L'Association, le 6 février 2001, 10 f.
- . «Mémoire de l'ANEL au ministre des Finances du Québec dans le cadre des consultations pré-budgétaires 2004. Version finale», *Site internet de l'Association nationale des éditeurs de livres. Publications*, [Document PDF en ligne], 19 janvier 2004, http://www.anel.qc.ca/PDFAutoG/11_20051018191954.pdf, 15 f., (Document consulté le 5 décembre 2006).

CONSEIL SUPÉRIEUR DU LIVRE. *Mémoire sur le projet de loi no 51, Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre. Présenté par le Conseil supérieur du livre à la commission parlementaire*, [s.l.], Le Conseil, août 1979, 15 f.

4. Articles et ouvrages scientifiques

- L'État et la culture*, Coll. «Questions de culture», Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, 173 p.
- AUDET, Michel. «La quête d'un État : La politique québécoise du développement culturel», *Recherches sociographiques*, vol. XX, n^o2, mai-août 1979, 263-275.
- ALLAIRE, Benoit. «Les éditeurs de livres au Québec», *L'État des lieux du livre et des bibliothèques*, étude réalisée par Benoit Allaire sous la direction de Serge Bernier, Québec, Institut de la statistique du Québec, 2004, p. 95-117.
- BELLAVANCE, Guy, et autres. *Démocratisation ou démocratie culturelle*, Sainte-Foy, Éditions de l'IQRC, 2000, 242 p.
- BELLAVANCE, Guy et Marcel FOURNIER. «Rattrapage et virages : dynamismes culturels et interventions étatiques dans le champ de production des biens culturels», *Le Québec en jeu : comprendre les grands défis*, sous la direction de

Richard Daigle, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, p. 511-548.

BERNIER, Léon. «Les effets structurants des interventions en matières d'art et de culture», *Démocratisation ou démocratie culturelle*, Sainte-Foy, Éditions de l'IQRC, 2000, p. 83-94.

CAU, Ignace. *L'édition au Québec de 1960 à 1977*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1981, 176 p.

CHAMBERLAND, Claire. *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, Examen de l'évolution des pratiques commerciales*, Québec, Direction des politiques et de l'évaluation, Ministère de la culture, février 1993, 243 p.

COMITÉ SUR LES PRATIQUES COMMERCIALES DANS LE DOMAINE DU LIVRE. *Rapport du Comité sur les pratiques commerciales dans le domaine du livre*, [Montréal], SODEC, 2000, 111 p.

CRÊTE, Jean. «La droite au pouvoir. Une comparaison des programmes des partis», *L'annuaire du Québec 2004*, sous la direction de Michel Venne, Montréal, Fides, 2003, p. 588-597.

DARNTON, Robert. «Qu'est-ce que l'histoire du livre?», *Gens de lettres. Gens du livre*, Coll. «Points», Traduction de M. Ravellat, Paris, Éditions Odile Jacob, 1992, p. 153-175.

DE KONINCK, Marie-Charlotte. «Quand la culture se fait stratégie», *L'État et la culture*, Coll. «Questions de culture», Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, p. 41-53.

DESROSIERS, Éric. «L'année politique au Québec 1996-1997 : Le débat idéologique», *Site de L'Année politique au Québec*, [En ligne], 1999, http://www.pum.umontreal.ca/apqc_96_97/desrosie.htm, (Page consultée le 14 décembre 2006).

DUSSAULT, Gabriel. «Vers une typologie des objets et des formes de l'intervention culturelle étatique», *Recherches sociographiques*, vol. XXIII, n° 3, septembre-décembre 1982, p. 347-355.

—. «L'intervention culturelle de l'État. Ses justifications idéologiques», *L'État et la culture*, Coll. «Questions de culture», Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, p. 19-39.

ESTIVALS, Robert. *Le livre dans le monde 1971-1981, Introduction à la bibliologie politique internationale*, Coll. «Actualité des sciences humaines», Paris, Retz, 1983, 383 p.

—. «Pour une problématique générale de la bibliologie politique : modèles anciens et prospectives pour l'an 2000», *Édition et pouvoirs*, sous la direction de Jacques Michon, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995, p. 3-15.

ÉTUDE ÉCONOMIQUE CONSEIL. *Évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, Étude économique*, Rapport final janvier 1993, 117 p.

FAURE, Sylvie. *Les Éditions Leméac (1957-1988). Une illustration du rapport entre l'État et l'édition*, Thèse (Ph. D), 1992, Université de Sherbrooke, 2 tomes.

—. «Pouvoirs politiques et stratégies éditoriales (1960-1990), *Édition et pouvoirs*, sous la direction de Jacques Michon, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995, p. 193-203.

GAGNON, Gilbert. «La politique des bibliothèques publiques et de la lecture au Québec (1960-1985)», *Le poids des politiques. Livre, lecture et littérature*, sous la direction de Maurice Lemire, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, p. 23-41.

GARON, Rosaire. «Les politiques culturelles ou la gestion institutionnalisée du mécénat public», *Loisir et société/Society and Leisure*, vol. 12, n^o1, printemps 1989, p. 65-83.

—. *Trente ans de politique culturelle québécoise : d'un État gestionnaire à un État planificateur*, [Québec], mars 1994, [document non publié], 16, [7] f.

—. *Déchiffrez la culture au Québec : 20 ans de pratiques culturelles*, Sainte-Foy, Les Publications du Québec, 2004, 355 p.

GROUPE-CONSEIL SUR LA POLITIQUE CULTURELLE DU QUÉBEC. *Une politique de la culture et des arts. Proposition présentée à madame Liza Frulla-Hébert ministre des Affaires culturelles par le Groupe-conseil sous la présidence de monsieur Roland Arpin*, [Québec.], Groupe-Conseil sur la politique culturelle, (2^e édition), août 1991, 328 p.

GROUPE DE TRAVAIL SUR LA CONSOLIDATION ET LA RENTABILITÉ DES LIBRAIRIES. *Rapport du Comité sur les pratiques commerciales dans le domaine du livre*, [Montréal], [Le Groupe], avril 1999, 47 p.

LACHANCE, Gabrielle. «La culture entre l'industrie et l'identité», *La culture une industrie?*, Coll. «Question de culture», Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1984, p. 85-96.

- L'ALLIER, Jean-Paul. *Pour l'évolution de la politique culturelle. Document de travail*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, mai 1976, 258 p.
- LEGENDRE, Bertrand et Corinne ABENSOUR. *Regards sur l'édition. Les nouveaux éditeurs (1988-2005)*, Coll. «Questions de Culture», volume II, Paris, Ministère de la culture et de la Communication, Département des études, de la prospective et des statistiques, 2007, 125 p.
- LEMIRE, Maurice, dir. *Le poids des politiques. Livre, lecture et littérature*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, 191 p.
- LEMIRE, Maurice. «Présentation. L'intervention de l'État dans les domaines culturels», *Le poids des politiques. Livre, lecture et littérature*, sous la direction de Maurice Lemire, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, p. 9-20.
- LINTEAU, Paul-André, et autres. *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, Coll. «Boréal compact», tome II, nouvelle édition révisée, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1989, 834 p.
- . «Gérer le changement», *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, Coll. «Boréal compact», tome II, nouvelle édition révisée, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1989, p. 717-735.
- . «L'État et la culture», *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, Coll. «Boréal compact», tome II, nouvelle édition révisée, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1989, p. 793-803.
- . «Volonté de changement et pluralisme», *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, Coll. «Boréal compact», tome II, nouvelle édition révisée, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1989, p. 717-735.
- MAILHOT, Laurent et Benoît MELANÇON. «Littérature, nation, État. Les enjeux idéologiques de l'Image et du Pouvoir», *L'État et la culture*, Coll. «Questions de culture», Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, p. 55-73.
- MÉNARD, Marc. *Les chiffres des mots. Portrait économique du livre au Québec*, Coll. «Culture et économie», Montréal, SODEC, 2001, 248 p.
- MÉNARD, Marc et Benoît ALLAIRE. «Les librairies agréées au Québec», *L'État des lieux du livre et des bibliothèques*, étude réalisée par Benoit Allaire sous la direction de Serge Bernier, Québec, Institut de la statistique du Québec, 2004, p. 147-158.
- MÉNARD, Marc avec la collaboration de Julie L'ALLIER. *Le crédit d'impôt pour l'édition de livres au Québec. Bilan de la mesure de 2000-2001 à 2004-2004-2005*, Montréal, Direction des politiques et de la recherche, Direction de la planification, politiques et communications, SODEC, décembre 2006, 74 p.

- MICHON, Jacques. «L'édition littéraire saisie par le marché», *Communication/Information*, 2^e trimestre, 1991, p. 29-48.
- . «Industrie du livre et mutations du champ éditorial au XX^e siècle : L'État et l'édition au Canada», *Édition et pouvoirs*, sous la direction de Jacques Michon, Sainte-Foy, Les Presses de l'université Laval, 1995, p. 35-44.
- . «Présentation», *Édition et pouvoirs*, sous la direction de Jacques Michon, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995, p. VII-XII.
- . «L'édition au Québec entre l'autonomie culturelle et les logiques marchandes», *Les mutations du livre et de l'édition dans le monde du XVIII^e siècle à l'an 2000*, sous la direction de Jacques Michon et Jean-Yves Mollier, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 316-323.
- MORIN, Guy. «Une formule d'économie mixte : la Société québécoise de développement des industries culturelles», *Les industries culturelles : un enjeu pour l'avenir de la culture*, Paris, Unesco, 1982, p. 135-139.
- O'NEILL, Louis. *Mémoire au Comité ministériel permanent du développement culturel. Premiers éléments d'une politique de la lecture au Québec*, 12 décembre 1977, 22 f.
- PANNETON, Jacques. «La lecture publique au Québec de 1959 à demain», *Documentation et bibliothèques*, vol. 41, n^o 3, juillet-septembre 1995, p. 153-158.
- PAQUIN, Jean D. et Jean HOEPFFNER. *Étude sur le commerce du livre au Québec*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1976, 2 volumes.
- PELLERIN, Gilles. «L'incidence de la Loi de l'agrément sur les librairies québécoises», *Le poids des politiques. Livre, lecture et littérature*, sous la direction de Maurice Lemire, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, p. 83-103.
- PINHAS, Luc. *Éditer dans l'espace francophone*, Paris, Alliance des éditeurs indépendants, 2005, 284 p.
- RABOY, Marc et autres. *Développement culturel et mondialisation de l'économie. Un enjeu démocratique*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, 144 p.
- ROY, Pierre. *L'opportunité de créer une société d'initiatives culturelles*, [Québec], Office de planification et de développement du Québec, [1975], 1 volume.
- . *Le projet «SOQUINIC» c'est-à-dire d'une Société québécoises d'initiatives culturelles. Les points saillants*, [s.l.], 23 septembre 1975, Service des Industries culturelles, 1 volume.

- SAINT-PIERRE, Diane. «Les politiques et les institutions culturelles en matière d'arts, de lettres et de communications», *Traité de la culture*, sous la direction de Denis Lemieux, Sainte-Foy, IQRC, Les Presses de l'Université Laval, 2002, p. 985-1003.
- . *La Politique du culturelle du Québec de 1992 : continuité ou changement? Les acteurs, les coalitions et les enjeux*, [s.l.], Les Presses de l'Université Laval, 2003, 322 p.
- . «Les politiques culturelles du Québec», *L'État québécois au XXI^e siècle*, sous la direction de R. Bernier, Sainte-Foy, 2005, Les Presses de l'Université du Québec, p. 231-259.
- SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE. *Étude sur le financement des arts et de la culture au Québec. Étude réalisée pour le compte du ministère des Affaires culturelles du Québec*, Montréal, Samson Bélaire/Deloitte & Touche. Conseillers en management, novembre 1990, 323 p.
- SAUVAGEAU, Florian. *Les politiques culturelles à l'épreuve : la culture entre l'État et le marché*, Sainte-Foy, Institut de la recherche sur la culture, 1996, 202 p.
- SAUVAGEAU, Philippe. *Les bibliothèques publiques, une responsabilité à partager. Rapport de la Commission d'étude sur les bibliothèques publiques du Québec*, Québec, La Commission, 1987, 359 p.
- SAVARD, Réjean. «Les bibliothèques publiques de 1995 à 2001», *L'État des lieux du livre et des bibliothèques*, étude réalisée par Benoit Allaire sous la direction de Serge Bernier, Québec, Institut de la statistique du Québec, 2004, p. 211-224.
- SCHIFFRIN, André. *L'édition sans éditeurs*, Traduction de M. Luxembourg, [Paris], La Fabrique éditions, 1999, 94 p.
- TREMBLAY, Martine. *Derrières les portes closes. René Lévesque et l'exercice du pouvoir (1976-1985)*, Montréal, Québec Amérique, 2006, 710 p.
- TRUDEL, Claude. *Pour une véritable politique de la lecture au Québec. Document de travail*, 15 février 1977, 101. f.
- TURGEON, Robert. *La vulnérabilité des éditeurs de livres au Québec : analyse de la structure et de la performance du marché*, Montréal, École des hautes études commerciales, 1985, [Document non publié], 143 f.
- VAUGEOIS, Denis. *L'amour du livre. L'édition au Québec, ses petits secrets et ses mystères*, Sillery, Septentrion, 2005, 218 p.
- VINCENT, Josée. «Le Conseil supérieur du livre, du rapport Bouchard à la Loi 51 : pour une politique du livre au Québec (1960-1979)», *Présence francophone*, n° 45, 1994, p. 173-191.

- . *Le Conseil supérieur du livre, du Rapport Bouchard à la Loi 51 : pour une politique du livre au Québec (1960-1979)*, Sherbrooke, mai 1994, [Document non publié], 59 f.
- . *Les tribulations du livre québécois en France (1959-1985)*, Coll. «Études», Québec, Nuit blanche éditeur, 1997, 233 p.
- . «Les associations d'éditeurs au Québec : de la théorie des associations à une étude de cas», *Les mutations du livre et de l'édition dans le monde*, sous la direction de Jacques Michon et Jean-Yves Mollier, Montréal, Presses de l'Université Laval, 2001, p. 544-554.
- . *Les professionnels du livre à la conquête de leur marché : les associations professionnelles dans le champ littéraire au Québec (1921-1960)*, Thèse (Ph.D.), 2002, Université de Sherbrooke, 366 f.

VINCENT, Josée et Jacques MICHON. «Promotion et distribution du livre», *Histoire de l'édition littéraire au Québec au xxe siècle. Le temps des éditeurs – 1940-1959*, sous la direction de Jacques Michon, Montréal, Fides, 2004, 353-388 p.

5. Articles de journaux et de périodiques

- «Le prix unique», *Livre d'ici*, vol. 26, n° 7, (mars 2001), Montréal, Jacques Thériault éditeur, 2001, p. 4-21.
- ANONYME. «Pour les honneurs !», *Québec/Amérique*, [s.d.], vol. 3, n° 7, p. 48.
- . «Réginald Martel chante pouilles aux éditeurs québécois, fustige l'A.E.C. et proclame sa foi en notre littérature», *Québec/Amérique*, [s.d.] vol. 4, n° 8, p. 48.
- . «Vaugois veut solutionner la situation du livre», *La Presse*, 26 juin 1978, p. A11.
- . «Les éditeurs critiquent la politique du livre», *La Presse*, 1 septembre 1979, p. 17.
- . «Restructuration dans le monde du livre», *Le Devoir*, 27 février 1980, p. 21.
- . «La censure au banc d'essai», *Québec/Amérique*, vol. 3, n° 7, 1981, p. 48.
- . «Les libraires se retirent de la S.D.L.P.», *Magazine Québec/Amérique*, vol. 3, n° 7, 1981, p. 48.
- . «La S.D.L.P. perd la face (Thomas Déri aussi!)», *Québec/Amérique*, vol. 4, n° 8, 1982, p. 47.
- . «Renaud-Bray est sauvée de la faillite», *Le Soleil*, 18 juillet, p. B2.

- . «Nouvelles brèves», *Sodexpress. Le Bulletin d'information électronique de la SODEC*, vol. 1, n° 5, mars 2001, p. 3.
- . «L'Aviseur», *Sodexpress. Le Bulletin d'information électronique de la SODEC*, vol. 3, n° 1, juin 2002, p. 4.
- . «Discours inaugural. Les six travaux de Charest. Le modèle québécois hérité de la Révolution tranquille sera transformé en cinq ans», *Le Devoir*, 5 juin 2003, p. A1.
- . «En bref : Charest et la culture», *Le Devoir*, 5 juin 2003, p. B8.
- . «Le Discours sur le budget et la réduction des taux pour les mesures fiscales aux entreprises culturelles», *Sodexpress. Le Bulletin d'information électronique de la SODEC*, vol. 4, n° 1, juillet 2003, p. 1-4.
- . «Nouvelles brèves. Livre», *Sodexpress. Le Bulletin d'information électronique de la SODEC*, vol. 4, n° 2, novembre 2003, p. 6-7.
- . «Nouvelles brèves. Livre», *Sodexpress. Le Bulletin d'information électronique de la SODEC*, vol. 4, n° 4, juin 2004, p. 7.
- . «Survol des mesures fiscales en 2003-2004», *Sodexpress. Le Bulletin d'information électronique de la SODEC*, vol. 4, n° 4, juin 2004, p. 2.
- APRIL, Pierre. «Québec doit envisager d'autres mesures incitatives», *Le Soleil*, 7 mars 2002, p. B3.
- ASSATHIANY, Pascal. «Dans le cadre du Sommet sur la lecture et le livre, aujourd'hui et demain : Le livre, produit unique», *Le Devoir*, 22 avril 1998, p. A7.
- BEAUDOIN, Louise. «Industrie du livre : un changement de vitesse nécessaire», *Le Devoir*, 23 avril 1997, p. A9.
- BELLAVANCE, Guy. «Les artistes, le "star-system" et la nouvelle économie culturelle», *Le Devoir*, 20 janvier 2007, p. 20-21, [Cahier spécial de l'INM].
- BELLEMARE-PAGE, Stéphanie. «Bibliothèques : un rattrapage s'impose!», *Livre d'ici*, vol. 29, n° 1, septembre 2003, p. 5-6.
- BENOIT, Jacques. «Renaud-Bray : vers une fusion ou le naufrage?», *La Presse*, 21 juin 1996, p. C2.
- BINSSE, Lisa. «Un projet de fusion sera présenté aux créanciers de Renaud-Bray», *La Presse*, 16 juillet 1996, p. C2.
- BLAIN, Danièle. «Ventes aux collectivités», *Livre d'ici*, vol. 21, n° 7, mars 1996, p. 10.

- BONENFANT, René. «Les subventions, c'est pas un cadeau!», *Le Devoir*, 16 novembre 1985, p. A6.
- BORDELEAU, Francine. «Le MAC a 30 ans», *Livre d'ici*, juin-juillet-août 1991, vol. 16, n° 10, p. 12-13.
- . «Le prix de la lecture», *Lettres québécoises*, n° 81, printemps 1996, p. 21.
- . «Filière du livre : l'État programme-t-il la crise?», *Le Libraire, Portail du livre au Québec*, [En ligne], www.lelibraire.org/imprimer.asp?id=915, (Page consultée le 28 septembre 2006).
- BOUCHER, Bernard. «La SODEC a adopté sa planification stratégique 2003-2006», *Sodexpress. Le Bulletin d'information électronique de la SODEC*, vol. 4, n° 1, juillet 2003, p. 1.
- BOURDON, Marie-Claude. «La Loi 51 au collégial. Des effets pémicieux pour les éditeurs de manuels scolaires», *Livre d'ici*, vol. 17, n° 1, septembre 1991, p. 6-10.
- CAYOUE, Pierre. «Le budget Martin fait mal aux éditeurs», *Le Devoir*, 22 mars 1995, p. B10.
- CHAREST, Jean. «Redéployer l'État. "Lorsque le monde change, l'immobilisme devient synonyme de recul"», *La Presse*, 14 octobre 2003, p. A21.
- CHARTIER, Jean. «Le Fonds de solidarité est prêt à risquer 1,7 million dans Renaud-Bray. La caisse de dépôt, de son côté, refuse de financer une fusion avec Champigny», *Le Devoir*, 17 juillet 1996, p. A3.
- CHOUINARD, Marie-Andrée. «La politique de la lecture sera lancée à la mi-mars», *Le Devoir*, 28 janvier 1998, p. B8.
- . «Sommet sur la lecture et le livre : Bouchard reporte le débat sur le prix unique», *Le Devoir*, 24 avril 1998, p. A1.
- DAGENAIS, Angèle. «\$24 millions pour les arts et lettres...», *Le Devoir*, 23 juin 1978, p. 33, 39.
- DEGLISE, Fabien. «Les bibliothèques scolaires continuent à battre de l'aile», *Le Devoir*, 18 décembre 2002, p. A1.
- DESCÔTEAUX, Bernard. «Livre : Vaugois n'endosse pas toutes les hypothèses», *Le Devoir*, 1 février 1979, p. 2.
- . «Difficultés en vue», *Le Devoir*, 5 juin 2003, p. A6.

- DÉSIRONT, André. «La S.d.l.p. disparaît», *Livre d'ici*, vol. 15, n° 6, mai 1987, p. 11.
- . «Des cas d'espèce. Faut-il subventionner le contenu ou le contenant?», *Livre d'ici*, vol. 15, n° 6, février 1990, p. 8-9.
- DOLBEC, Michel. «Les difficultés de Renaud-Bray inquiètent les éditeurs», *Le Devoir*, 25 mars 1996, p. A8.
- FORTIN, Jacques. «Les monnayeurs de talents et les ayatollahs de l'édition», *Québec/Amérique*, vol. 2, n° 4, [1979-1980], p. 7.
- . «Les éditeurs et le droit d'auteur», *Québec/Amérique*, vol. 3, n° 7, 1981, p. 3.
- . «Québec/Amérique et le p'tit monde de l'édition québécoise», *Québec/Amérique*, vol. 3, n° 5-6, [1980-1981], p. 3.
- FORTIN, Pierre. «Le hic du prix unique», *L'Actualité*, vol. 25, n° 20, p. 101.
- GIRARD, Roxane. «La politique financière de la SODEC», *Sodexpress. Le Bulletin d'information électronique de la SODEC*, vol. 4, n° 3, février 2004, p. 2-3.
- GIROUX, André. «Les coupures épargnent la culture», *Livre d'ici*, vol. 21, n° 9, mai 1996, p. 13.
- GODBOUT, Jacques et Pascal ASSATHIANY. «L'industrie du livre. Un Forum du livre n'est pas une politique du livre», *Le Devoir*, 19 avril 1997, p. A9.
- GOUGEON, Gilles. «[C'est une véritable catastrophe pour les responsables des neuf Salons du livre du Québec. Radio-Canada a appris que le gouvernement Charest vient de couper une partie de leurs subventions. Québec refuse]», *Le Téléjournal / Le Point*, Montréal, Radio-Canada, Émission de télévision, [Retranscription en ligne dans Biblio Branchée], <http://www.biblio.eureka.cc.ezproxy.usherbrooke.ca/Biblio/Frames/FrameMain.asp>, (Page consultée le 30 mars 2006).
- LEDUC, Julie, et autres. «L'heure des consensus», *Livre d'ici*, vol. 22, n° 9, mai 1997, p. 17.
- LEDUC, Louise. «Sous la protection de la Loi sur les faillites», *Le Devoir*, 11 avril 1996, p. B7.
- LAMPRON, Pierre. «La SODEC réplique aux libraires indépendants», *Le Droit*, 30 juin 1999, p. 21.
- LA ROCQUE, Gilbert. «Les machines à livre», *Québec/Amérique*, vol. 3, n° 5-6, [1980-1981], p. 2.

- LATOUCHE, Daniel. «Un débat de société alimenté par un contexte d'exception culturelle», *Livre d'ici*, vol. 26, n° 7, mars 2001, p. 19-20.
- LEVERT, Carole et Hervé FOULON. «Le livre québécois et le libre-échange», *Action Canada France*, n° 125, octobre 1988, p. 6
- MARTEL, Réginald. «L'Association des éditeurs canadiens : une sorte de club privé», *La Presse*, 21 février 1983, p. B4.
- MONTPETIT, Caroline. «Rapport Larose sur les pratiques commerciales dans le secteur sur livre. La ministre Maltais rejette l'idée d'un prix unique», *Le Devoir*, 23 novembre 2000, p. B8.
- OBSERVATOIRE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE DE L'ENAP. «L'État du Québec (13). Les dépenses publiques culturelles : une autre exception québécoises», *Le Soleil*, 3 mai 2004, p. A15.
- RICHARD, Clément. «Clément Richard répond à Victor-Lévy Beaulieu», *La Presse*, 21 novembre 1983, p. A6.
- ROY, Mario. «Un forum du livre pour contrer la morosité», *La Presse*, 4 octobre 1996, p. A1.
- ROYER, Jean. «Un consensus minimum», *Le Devoir*, 5 décembre 1978, p. 20.
- . «Le ministre deviendrait roi et maître du livre au Québec. Dans un "avant-projet de loi" à l'étude», *Le Devoir*, 27 janvier 1979, p. 1, 6.
- . «L'avenir du livre québécois, avec ou sans loi», *Le Devoir*, 3 février 1979, p. 16.
- . «Silence étonnant à l'atelier du livre», *Le Devoir*, 5 décembre 1980, p. 20.
- SAINT-PIERRE, Diane. «Les politiques culturelles du Québec : états des lieux et défis», *Le Devoir*, 20 janvier 2007, p. 18, [Cahier spécial de l'INM].
- SANSFAÇON, Jean-Robert. «L'édition québécoise ou la force fragile de la jeunesse», *Le Devoir économique*, vol. 4, n° 7, octobre 1988, p. 36-48.
- SIMARD, Mireille. «La grogne des éditeurs et des auteurs», *Le Devoir*, 12 novembre 1983, p. 18.
- TASTET, Jean-Philippe. «Question de survie ou mal nécessaire?», *Livre d'ici*, vol. 15, n° 6, février 1990, p. 6-7.

THÉRIAULT, Jacques. «Carole Levert, présidente et ambassadrice de l'A.E.C.», *Livre d'ici*, vol. 14, n° 1, septembre 1988, p. 3.

——. «L'édition québécoise en 88 : dans la force de l'âge», *Action Canada France*, n° 125, octobre 1988, p. 5.

——. «Prix unique. Les libraires sont partagés», *Livre d'ici*, vol. 18, n° 5, janvier 1993, p. 12, 13.

——. «Le Conseil des arts du Canada déplore la compression de 10 %», *Livre d'ici*, mai 1993, p. 10.

——. «L'heure de la concertation a sonné. L'industrie du livre gagnerait aussi à projeter une image de solidarité», *Livre d'ici*, vol. 28, n° 8, avril 2003, p. 4.

THIBAUT, Geneviève. «Les visages de l'autre édition», *le libraire*, janvier-février 2007, n° 38, p. 32-37.

VENNAT, Pierre. «L'industrie du livre craint la récession encore plus que la TPS», *La Presse*, 30 décembre 1990, p. C2.

6. Ouvrage de référence

QUÉBEC (PROVINCE), OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE. *Site de l'Office québécois de langue français. Le grand dictionnaire terminologique*, [En ligne].

7. Enregistrements sonores et vidéos

«Les politiques du livre et de la lecture au Québec», communication présentée par Denis Vaugeois, séminaire du GRÉLQ, Université de Sherbrooke, 1er avril 2005 (2 CD nos 253 et 254 + doubles), (88 min. en tout).

Sommet sur la lecture et le livre, Centre des congrès de Québec, 22 avril-23 avril 1998, [s.n.], Québec, Télé Comm 9, 1998, 6 vidéocassettes (environ 9 heures), sonores, couleurs, 13 mm.

8. Sites internet

ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES. *Site de l'Association nationale des éditeurs de livres*, [En ligne], <http://www.anel.qc.ca/ANEL.asp?PageNo=1>.

QUÉBEC (PROVINCE), GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Site de la Société des de développement des entreprises culturelles*, [En ligne], <http://www.sodec.gouv.qc.ca/>.

———. *Site de l'Institut de la statistique. Observatoire de la culture et des communications*, [En ligne], <http://www.stat.gouv.qc.ca/observatoire/default.htm>.

———. *Site des Publications du Québec*, [En ligne], <http://www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/accueil.fr.html#>.

———. *Site du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine*, [En ligne], <http://www.mcccf.gouv.qc.ca/>.

SOCIÉTÉ DE GESTION DE LA BTLF. *Site de la BTLF, Société de gestion des titres de langue française, Accueil*, [En ligne], <http://www.btlf.qc.ca>.

9. Autre

Boréal une histoire à lire... 1963-2003, Montréal, Éditions du Boréal, [2003], 60 p.

Table des graphiques, figures, tableaux

Figures

4.1 Structure de la SODIC en 1978	135
4.2 Structure de la SOGIC en 1988	142
4.3 Structure de la SODEC en 1999	149

Graphiques

1.1 Évolution de la portion du budget provincial accordée au ministère des Affaires culturelles de 1971 à 1991	31
1.2 Évolution des dépenses de l'Administration publique québécoise dans le domaine du livre et des périodiques de 1985 à 2004	45
3.1 Évolution des subventions versées dans le cadre des programmes d'aide à la production en dollars courants de 1978-1979 à 2004-2005	89
3.2 Évolution des subventions versées dans le cadre des programmes d'aide à la production en dollars constants de 1978-1979 à 2004-2005	90
3.3 Évolution des subventions versées dans le cadre de l'Aide à la promotion de 1978- 1979 à 2004-2005	100
3.4 Évolution des subventions versées dans le cadre de l'Aide à la participation aux salons du livre de 1978-1979 à 2004-2005	105

Tableaux

3.1 Taux servant au calcul des subventions pour le Régime universel d'aide à l'édition selon les années et les catégories d'ouvrage de 1981-1982 à 2004-2005	86
3.2 Subventions versées dans le cadre des programmes d'aide à la production de 1978- 1979 à 2004-2005	95
3.3 Subventions versées dans le cadre de l'Aide à la promotion de 1978-1979 à 2004- 2005	102
3.4 Subventions versées dans le cadre de l'Aide à l'exportation et à la distribution de 1978-1979 à 1982-1983	109

3.5 Subventions versées dans le cadre de l'Aide à la coédition Québec-France de 1983-1984 à 1987-1988.....	111
3.6 Subventions versées dans le cadre de l'Aide à la coédition - Marchés francophones de 1989-1990 à 1991-1992	114
3.7 Subventions versées dans le cadre de l'Aide à la production - Marchés étrangers de 1992-1993 à 1995-1996	114
3.8 Budgets affectés à la coordination du stand des éditeurs québécois à la Foire du livre de Francfort de 1988-1989 à 1995-1996.....	115
3.9 Subventions versées dans le cadre de SODEXPORT de 1996-1997 à 2004-2005...	121
3.10 Subventions versées dans le cadre de l'Aide à la traduction de 1999-2000 à 2004-2005	123
4.1 Catégories de dossiers de financement de la SODIC en 1980	136
4.2 Catégorie de dossiers et conditions de financement selon la politique financière 1984 de la SODICC.....	139
4.3 Catégories de dossiers et conditions de financement selon la politique financière 1991-1992 de la SOGIC	146
4.4 Évolution des autorisations de financement destinées aux entreprises du secteur du livre entre 1979-1980 et 2004-2005.....	155
4.5 Évolution des fonds alloués par le gouvernement québécois pour le Crédit d'impôt remboursable à l'édition de livres de 2000-2001 à 2004-2005.....	164

Table des annexes

Annexe 1 : Chronologie des politiques et des interventions du gouvernement québécois dans le domaine de l'édition de 1978 à 2004.....	185
Annexe 2 : Liste des mesures destinées à l'industrie du livre proposées par la politique de la lecture et du livre de 1998.....	188
Annexe 3 : Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre et ses règlements	192
Annexe 4 : Recommandations du Conseil consultatif de la lecture et du livre	206
Annexe 5 : Décrets numéro 350-98, 351-98, 352-98 et 353-98	208
Annexe 6 : Recommandations du Groupe de travail sur la consolidation et la rentabilité des librairies	215
Annexe 7 : Recommandations du Comité sur les pratiques commerciales dans le domaine du livre.....	216
Annexe 8 : Inventaire des programmes de subvention de 1978 à 2004.....	218
Annexe 9 : Liste des ouvrages exclus du Régime universel d'aide à l'édition pour 1988-1989	219
Annexe 10 : Palmarès des éditeurs les plus subventionnés par le Régime universel d'aide à l'édition de 1981-1982 à 2004-2005	220
Annexe 11 : Palmarès des éditeurs les plus subventionnés par le programme d'Aide à la promotion de 1978-1979 à 2003-2004	226
Annexe 12 : Ouvrages admissibles au CIR.....	231

Table des matières

REMERCIEMENTS.....	3
RÉSUMÉ.....	4
SOMMAIRE	5
INTRODUCTION.....	6
ÉTAT DE LA QUESTION	7
LE GOUVERNEMENT ET L'ÉDITION AU QUÉBEC.....	12
LES INTERVENTIONS DU GOUVERNEMENT QUÉBÉCOIS DANS LE DOMAINE DE L'ÉDITION DE 1978 À 2004 ..	15
CHAPITRE PREMIER : ENTRE L'IDENTITÉ ET L'ÉCONOMIE : LA POLITIQUE DU LIVRE DE 1960 À 2004.....	22
1.1 ON RECONNAÎT L'ARBRE À SES FRUITS.	22
1.2 QUAND DÉVELOPPEMENT CULTUREL RIME AVEC INDUSTRIE CULTURELLE	26
1.3 COUPURES, RATIONALISATION, PRIORISATION	31
1.4 POUR UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES CULTURELLES	36
1.5 UN PEUPLE SANS LECTURE, C'EST UN HOMME SANS PAROLE.....	41
CHAPITRE 2 : LA LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES DANS LE DOMAINE DU LIVRE : LES ÉDITEURS «MAÎTRES CHEZ EUX»...?	49
2.1 TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LA LOI 51 SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER	50
2.2 POUR UNE ACTION RAPIDE, CONCRÈTE ET, SI POSSIBLE, CONSENSUELLE.....	52
2.3 UN LEVIER POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ÉDITEURS	60
2.3.1 Un traitement efficace, mais des effets pernicieux	61
2.3.1.1 Du côté des acheteurs institutionnels, des libraires et des distributeurs.....	62
2.3.1.2 Du côté des éditeurs.....	66
2.4 LE DÉBAT SUR LE PRIX UNIQUE	71
CHAPITRE 3 : DU MÉCÉNAT TRADITIONNEL AU SOUTIEN INDUSTRIEL : LES PROGRAMMES DE SUBVENTION.....	82
3.1 L'AIDE À LA PRODUCTION REVUE ET CORRIGÉE	83
3.2 POUR QUE LES LIVRES SOIENT DIFFUSÉS ET... VENDUS.....	96
3.2.1 Le programme d'Aide à la promotion	97
3.2.2 Le programme d'Aide à la participation aux salons du livre.....	103
3.2.3 L'aide à l'exportation	107
3.2.3.1 Une période de transition et d'ajustement.....	107
3.2.3.2 Vers la rationalisation de l'aide à l'exportation	118
3.3 LE CHOC DES GÉNÉRATIONS	123
CHAPITRE 4 : LES NOUVELLES FORMES DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE DE L'ÉDITION :... 130	
LA NAISSANCE DE L'ÉTAT-FACILITATEUR	130
4.1 DE LA SODIC À LA SODEC	131
4.1.1 D'abord, la SODIC et la SODICC.....	133
4.1.2 Ensuite, la SOGIC.....	141
4.1.3 ...et finalement, la SODEC.....	146
4.1.4 Le financement des entreprises : aperçu statistique.....	153
4.1.5 Quelques constats.....	156
4.2 LE CRÉDIT D'IMPÔT REMBOURSABLE POUR L'ÉDITION DE LIVRES	159

CONCLUSION	169
ANNEXES	185
BIBLIOGRAPHIE.....	233
1. ARCHIVES TEXTUELLES	233
2. PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES.....	234
3. DOCUMENTS PROVENANT DES ASSOCIATIONS D'ÉDITEURS	241
4. ARTICLES ET OUVRAGES SCIENTIFIQUES.....	242
5. ARTICLES DE JOURNAUX ET DE PÉRIODIQUES.....	248
6. OUVRAGE DE RÉFÉRENCE	253
7. ENREGISTREMENTS SONORES ET VIDÉOS	253
8. SITES INTERNET.....	253
TABLE DES GRAPHIQUES, FIGURES, TABLEAUX.....	255
TABLE DES ANNEXES	257
TABLE DES MATIÈRES.....	258